



Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth

**Abuja (Nigéria)
du 5 au 8 décembre 2003**

Cahier d'information

Canada

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01023640 7

DOCS
CA1 EA 2003C53 EXF
Commonwealth Heads of Government
Meeting Abuja, Nigeria December
5-8, 2003 : background informatior
--
16381901



Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth

**Abuja (Nigéria)
du 5 au 8 décembre 2003**

Cahier d'information

Canada



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade

*Imprimé sur du
papier recyclé*



*Printed on
recycled paper*



Imprimé au Canada
Printed in Canada

Table des matières

Renseignements généraux

- Vue d'ensemble du Commonwealth 3
- Délibérations à la réunion d'Abuja 9
- Le Groupe d'action ministériel du Commonwealth 11
- Le Canada et le Commonwealth 16
- L'aide publique au développement versée par le Canada
aux pays du Commonwealth 18
- Tableau : L'aide publique au développement versée par le Canada
aux pays du Commonwealth en 2001-2002 26
- Les institutions du Commonwealth 28
- Les pays membres du Commonwealth 31

Pays représentés à la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth

- Fiches techniques 35

Le Nigéria accueille le Commonwealth en 2003

- Les relations entre le Canada et le Nigéria 89
- Abuja 92

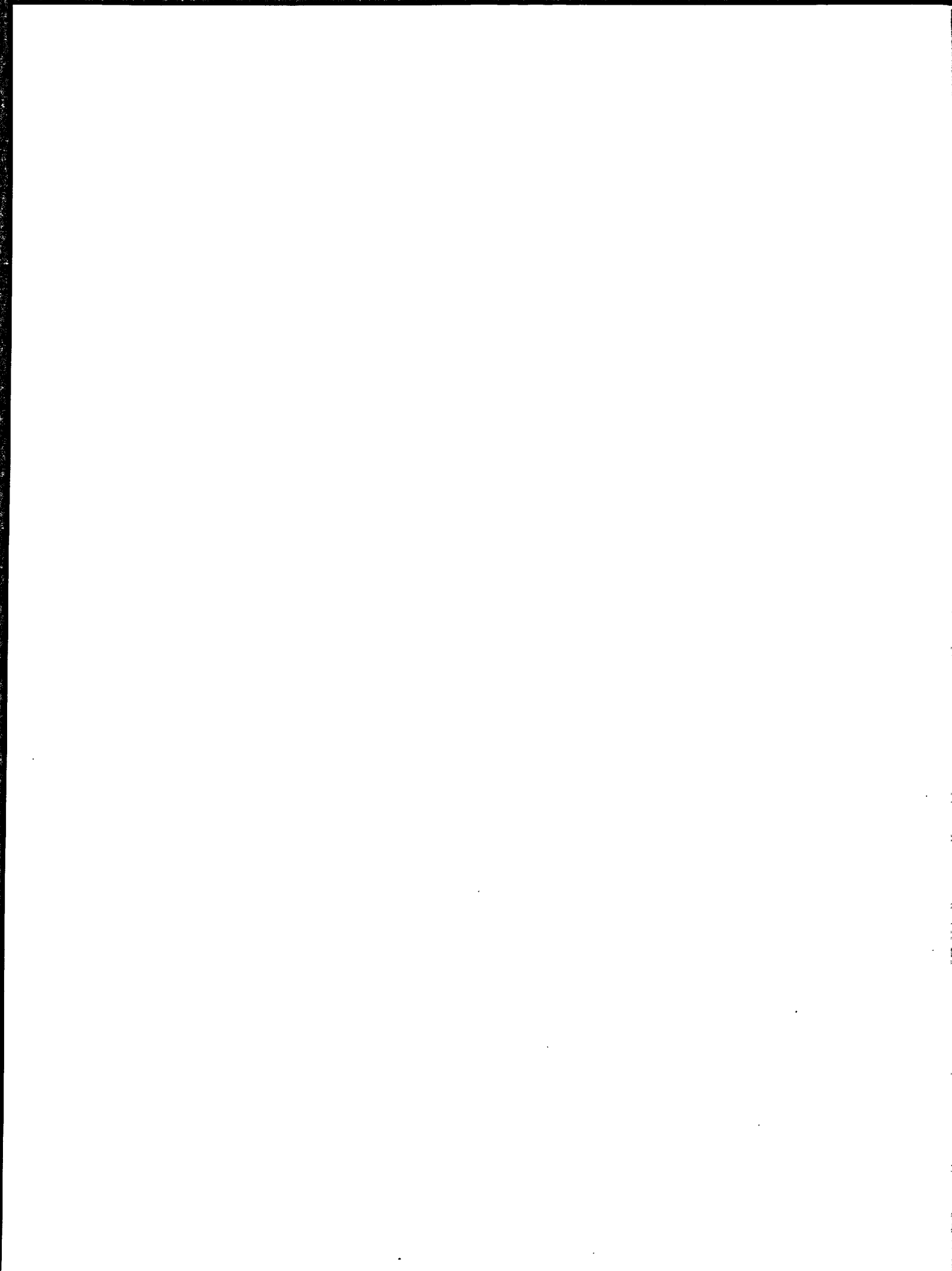
Notices biographiques

- Le secrétaire général du Commonwealth, M. Donald McKinnon 95
- Le président du Nigéria, M. Olusegun Obasanjo 96
- Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 97

Annexes

- La Déclaration de Coolum — Le Commonwealth au XXI^e siècle :
Continuité et renouveau (2002) 101
- Le Programme d'action du Commonwealth adopté à Millbrook
pour donner suite à la Déclaration de Harare (1995) 105
- La Déclaration de Harare (1991) 109

Renseignements généraux



Vue d'ensemble du Commonwealth

Fondé en 1931, le Commonwealth est une association volontaire de 54 États, aussi indépendants que diversifiés, qui disposent, pour se consulter, d'un réseau essentiellement informel de liens gouvernementaux et non gouvernementaux. Les pays du Commonwealth comptent 1,7 milliard d'habitants, soit 30 p. 100 de la population mondiale.

Le Commonwealth n'a pas de charte. Toutefois, les pays membres sont liés par des principes directeurs, étant convaincus entre autres qu'il convient de promouvoir la compréhension et la coopération internationales. Ces principes sont énoncés dans les diverses déclarations et les communiqués faits à l'occasion des rencontres au sommet, qui se tiennent tous les deux ans. Les plus importants énoncés sont la Déclaration des principes du Commonwealth, adoptée à Singapour en 1971, la Déclaration de Harare, adoptée au Zimbabwe en 1991 et le Programme d'action de Millbrook pour donner suite à la Déclaration de Harare, adopté à Auckland (Nouvelle-Zélande) en 1995. Les trois définissent clairement l'engagement du Commonwealth à l'égard de la démocratie, de la primauté du droit et de la saine gestion publique.

Le Commonwealth moderne a vu le jour lorsque l'Inde, après son indépendance, choisit de devenir une république tout en conservant ses liens avec le Commonwealth. En 1949, une conférence des premiers ministres du Commonwealth a convenu d'accueillir l'Inde en tant que première république membre, de laisser tomber le mot « britannique » du titre de l'association et de reconnaître le monarque britannique comme « symbole de la libre association des nations membres [du Commonwealth] et, en tant que tel, chef du Commonwealth ».

Le nombre des États membres a augmenté rapidement entre la fin des années 1940 et les années 1960, période durant laquelle plusieurs pays d'Asie et d'Afrique ont accédé à l'indépendance. Depuis, bon nombre de petits pays insulaires des Antilles, de l'océan Indien et du Pacifique sont venus à leur tour grossir les rangs du Commonwealth.

Aujourd'hui, le Commonwealth défend un ensemble de valeurs communes telles que l'égalité, la non-discrimination, la démocratie et la primauté du droit. Il est actif dans plusieurs domaines, qu'il s'agisse d'observer les élections, d'offrir des modèles de pratiques exemplaires en matière de santé pour les femmes, de fournir des avis aux pays membres sur la gestion de la dette, ou encore de les aider à négocier de meilleurs accords commerciaux.

Le Commonwealth a acquis beaucoup de crédibilité en raison de son mode de fonctionnement axé sur le consensus, et de l'attention qu'il porte aux besoins de ses membres. Ses réalisations antérieures en Afrique du Sud et au Nigéria ont

témoigné clairement de la pertinence de ses interventions et de sa capacité de promouvoir des changements positifs. Au cours des cinq dernières années, le Commonwealth a continué de prendre une part active dans le désamorçage de situations tendues dans plusieurs États membres, dont les Fidji, la Gambie, les Îles Salomon, la Papouasie–Nouvelle-Guinée et la Sierra Leone.

Principes

La Déclaration des principes du Commonwealth, adoptée en 1971 par les chefs de gouvernement réunis à Singapour, affirme que les États membres doivent favoriser :

- la paix et l'ordre dans le monde en appuyant l'action de l'Organisation des Nations unies (ONU);
- la représentativité des institutions, ainsi que les garanties juridiques de liberté individuelle;
- la reconnaissance de l'égalité des races;
- les actions visant à combattre la discrimination et l'oppression raciales;
- une meilleure répartition des richesses dans la société.

En 1991, à leur réunion tenue à Harare (Zimbabwe), les chefs de gouvernement du Commonwealth ont signé une déclaration qui étoffe ces principes. L'organisation disposait ainsi d'un énoncé précis de ses objectifs, de ses valeurs et de ses stratégies pour les années à venir. Une attention particulière a été accordée à la protection et à la promotion de la démocratie, à la primauté du droit, à l'indépendance de l'appareil judiciaire, au concept de gouvernement juste et honnête, aux droits fondamentaux de la personne et à la promotion du développement durable. Lors de leur réunion d'Auckland, en 1995, les dirigeants ont adopté le Programme d'action de Millbrook, dans le prolongement de la Déclaration de Harare, qui autorise les membres du Commonwealth à intensifier les efforts pour promouvoir la démocratie, le développement et la formation de consensus. Ce document donnait également lieu à la création du Groupe d'action ministériel du Commonwealth.

Consultations

La Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth a lieu tous les deux ans. L'organisme fonctionne par voie de consensus et cherche le plus grand dénominateur commun possible entre ses membres. En marge de la réunion biennale, les dirigeants se réunissent pendant une journée ou deux, dans un cadre informel. Ils discutent alors sans leurs fonctionnaires, le plus librement possible.

Entre les réunions des chefs de gouvernement, des hauts fonctionnaires se rencontrent pour assurer le suivi des décisions prises par leurs dirigeants à la réunion précédente et s'entendent sur l'ordre du jour de la suivante. Les ministres des finances se rencontrent tous les ans. Les ministres responsables de la santé, de l'éducation, de l'emploi, du droit, des sciences, de la jeunesse et de la condition féminine se rencontrent eux aussi à intervalles réguliers, tandis que les titulaires d'autres portefeuilles se réunissent à l'occasion.

Le Secrétariat du Commonwealth

Le Secrétariat du Commonwealth, qui siège à Londres, a été créé en 1965 pour regrouper et coordonner les nombreux mécanismes de consultation et de coopération qui sont depuis longtemps en place dans les domaines de l'éducation, du droit, des sciences et de la statistique économique, et dans d'autres domaines spécialisés. Avec un effectif de 255 personnes provenant des pays du Commonwealth, le Secrétariat est financé par les gouvernements membres selon un système de quotes-parts.

Le premier secrétaire général (1965-1975), le diplomate canadien Arnold Smith, a conféré au Secrétariat une vocation pratique et un leadership en matière de politiques. Son successeur, M. Shridath Ramphal, ancien ministre des Affaires étrangères du Guyana, a suivi cette orientation. Le troisième secrétaire général du Commonwealth, le chef Emeka Anyaoku, du Nigéria, a assuré la présidence lorsque le Commonwealth a réaffirmé son engagement à l'égard des valeurs politiques fondamentales énoncées dans la Déclaration de Harare de 1991, puis dans le Programme d'action de Millbrook de 1995. L'actuel secrétaire général, M. Don McKinnon, ancien ministre des Affaires étrangères et du Commerce de la Nouvelle-Zélande, a été désigné à ce poste en avril 2000 pour un mandat de quatre ans. Le secrétaire général rend compte à l'ensemble des chefs de gouvernement.

Le Programme pour l'égalité des sexes

Le Commonwealth se propose, conformément à son mandat, d'instaurer un monde où les femmes et les hommes ont les mêmes droits et possibilités à toutes les étapes de leur vie.

À leur réunion d'Auckland, en 1995, les dirigeants ont également adopté le Plan d'action sur l'égalité des sexes et le développement. Ce plan vise à ce que les préoccupations des femmes deviennent une priorité dans toutes les politiques, tous les programmes et toutes les activités des gouvernements membres et du Secrétariat. De plus, les participants à la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth ont convenu d'inciter les États membres à faire en sorte qu'avant 2005, au moins 30 p. 100 de leurs dirigeants politiques et des décideurs des secteurs public et privé soient des femmes.

À l'heure actuelle, le département responsable des questions touchant l'égalité des sexes au sein du Secrétariat du Commonwealth gère quatre programmes en faveur de l'égalité des sexes. Le Programme pour l'intégration des questions féminines aide à inclure les préoccupations des femmes dans toutes les politiques et dans tous les programmes du Secrétariat et des gouvernements membres.

Le Programme pour les droits de la personne fait la promotion des droits des femmes et des fillettes, y compris l'élimination de la violence contre les femmes et de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Le Programme pour l'égalité des sexes, l'assainissement de la vie politique, la paix et la résolution des conflits aide les gouvernements du Commonwealth à faire en sorte que 30 p. 100 des dirigeants de leurs organismes décisionnels soient des femmes. Enfin, le Programme pour l'intégration des questions féminines aux secteurs macroéconomiques vise à ce que les préoccupations des femmes deviennent partie intégrante des politiques macroéconomiques et à ce que les femmes victimes de pauvreté reçoivent une aide adéquate.

La Facilité du Commonwealth pour l'accès au commerce et à l'investissement

Le Secrétariat administre aussi la Facilité du Commonwealth pour l'accès au commerce et à l'investissement, mise sur pied par les chefs de gouvernement du Commonwealth à Édimbourg en 1997. Ce mécanisme offre aux pays membres en développement, surtout les petits États et ceux qui sont le moins développés, des services d'assistance technique et de formation pour les aider à cerner et à gérer les répercussions socioéconomiques éventuelles de la libéralisation du commerce et de l'investissement. Chaque année, le Canada verse une contribution d'environ 300 000 \$ à ce mécanisme.

Le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique

Le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique, qui a été créé en 1971, est le plus important mécanisme multilatéral de coopération au développement entre les pays membres. Ce fonds dispose d'un budget annuel de 48 millions de dollars environ et reçoit des contributions volontaires des pays développés et des pays en développement du Commonwealth. Le Canada, qui apporte une contribution financière de 12 millions de dollars pour 2002-2003, vient en deuxième place à ce chapitre, après le Royaume-Uni.

Grâce à ce fonds administré par le Secrétariat du Commonwealth, à Londres, les pays membres peuvent recevoir de la formation, des conseils techniques et l'aide de spécialistes. Depuis que les chefs de gouvernement du Commonwealth ont établi les priorités à Harare, en 1991, le Fonds est utilisé aussi pour promouvoir l'essor de la démocratie, les droits de la personne (y compris l'égalité des femmes), la gestion des politiques socioéconomiques et du changement, et la réforme administrative.

Entre autres activités, menées grâce au Fonds, des experts offrent aux membres des services en rédaction législative et en réforme du droit électoral et constitutionnel. Il soutient également des programmes spécialisés de formation sur l'égalité des sexes dans les affaires gouvernementales, et cherche à promouvoir les droits des femmes, la prévention du sida chez les femmes et la gestion de l'environnement par les femmes.

Grâce au Programme général d'assistance technique du Fonds, les pays en développement du Commonwealth peuvent profiter des compétences de professionnels pendant une période allant de 4 à 24 mois. Pour faciliter ce service, le Fonds garde à son service un petit groupe de spécialistes dans les secteurs très en demande, comme l'économie du développement, les finances, la fiscalité, le droit et la statistique.

Le Programme de services de formation en gestion aide des cadres supérieurs et des fonctionnaires choisis par leur gouvernement à faire des études ou des stages de travail dans d'autres pays du Commonwealth.

Le Programme d'expansion des marchés extérieurs appuie la promotion, la commercialisation, l'assurance-crédit, l'organisation de foires et de missions commerciales, les études de marché, la préparation à la conduite de négociations commerciales, la formation sur les règlements d'exportation et l'adaptation des marchandises en vue de l'exportation. Le Fonds encourage ainsi les pays en développement du Commonwealth à exporter davantage et à accroître leurs rentrées de devises étrangères.

Le Programme du Commonwealth pour la jeunesse

Le Programme du Commonwealth pour la jeunesse, qui bénéficie d'une contribution de 1,7 million de dollars du Canada pour 2002-2003, facilite les relations entre les jeunes des pays membres, les jumelages entre personnes et organisations non gouvernementales ainsi que les échanges d'expériences en matière de politiques et programmes de développement pour les jeunes.

Les priorités sont la formation de dirigeants, la mise en commun de l'information, l'assistance technique et les échanges de jeunes moniteurs et travailleurs. Ce programme encourage la sensibilisation aux droits de la personne et à la démocratisation, surtout dans les petits États. Au nombre des initiatives clés figurent un régime de crédit pour les jeunes, l'élaboration de politiques nationales pour la jeunesse, un programme de développement des droits de la personne (comprenant un cours donné à distance et débouchant sur l'obtention d'un diplôme), un programme de soins de santé mettant l'accent sur la prévention du sida, et des ateliers sur le règlement des conflits.

Le Programme du Commonwealth pour la jeunesse a des centres régionaux situés à Lusaka (Zambie), Georgetown (Guyana), Chandigarh (Inde) et Honiara (Îles Salomon). Ces centres ont des installations permettant de dispenser de la formation sur les campus; ils entretiennent des liens étroits avec le gouvernement et le monde des affaires et offrent des services consultatifs.

Le forum des jeunes du Commonwealth réunit tous les deux ans des représentants de tous les pays membres de l'organisation; ils y discutent de questions qui concernent les jeunes. Le dernier forum a eu lieu en Australie en octobre 2001. Abuja a été choisie pour accueillir le quatrième forum du 25 novembre au 3 décembre 2003.

Le Programme de bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth

Chaque année, le Programme de bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth donne à 1 500 étudiants doués l'occasion de poursuivre des études et des travaux de recherche dans un autre pays membre. Pour 2002-2003, le gouvernement canadien affecte 4,1 millions de dollars au programme et prévoit accueillir 170 universitaires et boursiers du Commonwealth.

Le Mécanisme pour les petits États

Grâce au Mécanisme pour les petits États, neuf pays du Commonwealth, y compris des États insulaires du Pacifique Sud, de l'océan Indien et des Antilles, partagent à New York des installations qui leur permettent d'assurer en permanence leur représentation à l'ONU. Le Canada partage les coûts associés à ce mécanisme avec plusieurs pays du Commonwealth, dont l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, Singapour et le Royaume-Uni. Le Canada a versé une contribution de 250 000 \$ à ce titre en 2003-2004.

Délibérations à la réunion d'Abuja

La Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, qui se tiendra du 5 au 8 décembre 2003 à Abuja (Nigéria), aura pour thème « Développement et démocratie : partenariat pour la paix et la prospérité ». Le thème lie les valeurs fondamentales du Commonwealth que sont la démocratie, les droits de la personne, la saine gestion et le développement durable.

Les délibérations d'Abuja s'appuieront en grande partie sur un rapport du Groupe d'experts sur le développement et la démocratie. Ce groupe a été créé par le secrétaire général, à la demande des dirigeants du Commonwealth à leur réunion de 2002 tenue à Cooloom (Australie). Le rapport met en lumière les activités et les réalisations du Commonwealth pour ce qui est de soutenir et de promouvoir le développement économique et social durable, la démocratie, la saine gestion et la primauté du droit dans les pays membres.

Les participants se concentreront sur le lien direct entre la démocratie et le développement ainsi qu'entre la bonne gestion et la prospérité. Les dirigeants verront comment faire fond sur les succès obtenus pour continuer à promouvoir la sécurité, la liberté et la prospérité pour les populations du Commonwealth. Il s'agira entre autres de créer de nouveaux partenariats entre les membres et les organisations internationales et régionales, notamment les institutions financières, afin de faire avancer la démocratie, le développement durable et la paix.

Promotion des valeurs politiques fondamentales

À Abuja, le Groupe d'action ministériel du Commonwealth fera un compte rendu de la situation aux Fidji, aux Îles Salomon, au Pakistan et au Zimbabwe. Les dirigeants évalueront les recommandations du groupe et décideront des mesures à prendre pour promouvoir la démocratie, les droits de la personne et la saine gestion dans certains pays membres donnés. Le secrétaire général du Commonwealth fera rapport sur son rôle de « bons offices » dans la prévention et la résolution de conflits ainsi que dans le renforcement des institutions et des processus démocratiques.

Enjeux mondiaux

Les chefs de gouvernement se pencheront en outre sur des questions portant sur la sécurité, l'économie ainsi que le développement durable, la pauvreté, et le soulagement de la pauvreté, et les questions relatives aux échanges multilatéraux, notamment l'accès aux marchés et les subventions agricoles. Ils examineront les rapports de plusieurs groupes, dont le Groupe ministériel sur les petits États et le Comité sur le terrorisme du Commonwealth.

Élection du secrétaire général

Le mandat du secrétaire général actuel prendra fin le 31 mars 2004. À Abuja, les dirigeants choisiront la personne qui occupera ce poste de 2004 à 2008.

Le Groupe d'action ministériel du Commonwealth

À leur réunion de 1995 tenue à Auckland (Nouvelle-Zélande), les chefs de gouvernement ont approuvé une initiative clé mise de l'avant par le premier ministre du Canada et le président de l'Afrique du Sud. Cette initiative consistait à traduire les principes de Harare en mesures concrètes, en donnant au Commonwealth un mandat élargi relativement à la démocratie, y compris des mécanismes visant à régler les problèmes susceptibles de se poser dans les pays membres. Il en est résulté le Programme d'action de Millbrook pour donner suite à la Déclaration de Harare, qui autorise le Commonwealth à accroître son action en vue de promouvoir la démocratie, le développement et la concertation.

Le Programme d'action de Millbrook a également permis la création du Groupe d'action ministériel du Commonwealth, dont font partie les ministres des affaires étrangères de toutes les régions. Le groupe fait enquête sur les cas de violations graves et persistantes de la Déclaration de Harare par des membres du Commonwealth, et recommande des mesures collectives que l'organisation pourrait prendre. Sa composition, son mandat et son fonctionnement sont passés en revue par les dirigeants à chaque réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth. Les membres actuels du groupe représentent le Botswana (présidence), l'Australie (vice-présidence), les Bahamas, le Bangladesh, l'Inde, Malte, le Nigéria et le Samoa.

Le Canada a été un membre influent et très actif du Groupe d'action ministériel du Commonwealth depuis la fondation de ce dernier en 1995 jusqu'à la fin de son mandat en mars 2002. Au fil des ans, le Groupe d'action ministériel du Commonwealth a tenu de nombreuses réunions et envoyé des missions aux Fidji, en Gambie, aux Îles Salomon, au Nigéria, au Pakistan et en Sierra Leone.

À la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth de 2003, le Groupe d'action ministériel fera rapport sur la situation aux Fidji, aux Îles Salomon, au Pakistan et au Zimbabwe.

Fidji : Le Groupe d'action ministériel a tenu une réunion d'urgence en juin 2000 à la suite d'une crise aux Fidji, lorsque le pouvoir est passé des mains d'un gouvernement démocratique à celles d'un gouvernement nommé par l'armée. Le groupe a exclu temporairement les Fidji des conseils du Commonwealth et a envoyé une délégation ministérielle pour exhorter le gouvernement intérimaire à établir un calendrier pour le retour à la démocratie. En décembre 2000, le secrétaire général du Commonwealth a nommé un envoyé spécial afin de faciliter le règlement de la situation.

Les observateurs du Commonwealth et de l'ONU avaient estimé que les élections nationales tenues aux Fidji au début de septembre 2001 ont été libres et honnêtes. Lors d'une réunion tenue en décembre 2001 à Londres, le Groupe d'action ministériel du Commonwealth a décidé de lever la suspension des Fidji des conseils du Commonwealth, compte tenu des efforts déployés par ce pays pour restaurer la démocratie. Cependant, le groupe a décidé de maintenir le pays à son ordre du jour et de surveiller la situation de près, étant donné qu'un litige, actuellement devant les tribunaux, risque de remettre en question la constitutionnalité du gouvernement. Le 27 septembre 2003, le Groupe a accueilli favorablement l'engagement du gouvernement des Fidji à se conformer à la décision de la cour suprême relativement au litige et a exprimé son souhait qu'une entente soit conclue entre les parties conformément à la décision de la cour.

Îles Salomon : Une délégation du Groupe d'action ministériel du Commonwealth s'est rendue aux Îles Salomon en juin 2000 pour rencontrer le gouvernement et les principaux combattants, afin d'éviter le renversement du gouvernement démocratiquement élu. En octobre 2000, un accord de paix a été signé sous les auspices du gouvernement australien. Un groupe d'observateurs du Commonwealth a estimé que les élections organisées en décembre 2001 avaient été libres et honnêtes. Le Groupe d'action ministériel a cependant décidé de maintenir le pays à son ordre du jour afin d'aider davantage le gouvernement à promouvoir une saine gestion, la paix, la stabilité et le développement économique.

À sa réunion du 27 septembre 2003, le Groupe d'action ministériel s'est félicité du succès de la mission d'aide régionale aux Îles Salomon, menée par l'Australie, en rétablissant l'ordre public dans le pays. Il a cependant reconnu qu'il restait encore beaucoup à faire au chapitre de la reconstruction nationale. Étant donné que les Îles Salomon ne transgressaient pas gravement ou continuellement les principes du Commonwealth adoptés à Harare, le Groupe a convenu qu'elles ne devaient pas demeurer à l'ordre du jour. Mais il a demandé que le secrétaire général continue de surveiller la situation et qu'il lui fasse rapport.

Pakistan : Le ministre canadien des Affaires étrangères a dirigé une mission du Groupe d'action ministériel du Commonwealth au Pakistan en 1999 à la suite d'un coup d'État militaire. Dans l'attente d'un retour à la démocratie, le Pakistan a été exclu temporairement des conseils du Commonwealth, ce qui l'a empêché de participer aux réunions de haut niveau de l'organisation. Le Groupe d'action a accueilli favorablement l'engagement du président du Pakistan à tenir des élections démocratiques, au plus tard en octobre 2002, conformément au plan qu'il s'est fixé pour restaurer la démocratie. Les ministres des affaires étrangères du Commonwealth ont également accepté que le secrétaire général joue un rôle de surveillance, notamment en déployant des observateurs du Commonwealth aux élections provinciales et nationales et en fournissant de l'aide technique à cette fin. Un représentant canadien a fait partie du groupe d'observation.

Même si le groupe d'observation du Commonwealth a conclu que l'élection d'octobre 2002 était crédible et que les résultats reflétaient la volonté de la population, les événements ayant précédé le jour de l'élection ont semé le doute quant au rôle qu'aurait à jouer le nouveau parlement. En août 2002, des décrets-lois ont été pris, attribuant des pouvoirs considérables et particuliers au président et accroissant son autorité aux dépens du parlement. Ces mesures ont octroyé au président le pouvoir de déroger à la législation parlementaire, renforcé le rôle politique de l'armée et transféré les pouvoirs du premier ministre élu au président. Le groupe d'observation du Commonwealth a conclu que le procédé était injuste. Il a donc recommandé au secrétaire général et au Groupe d'action ministériel du Commonwealth, entre autres, de maintenir des liens avec le gouvernement pakistanais et de fournir une assistance technique aux autorités compétentes.

Le 20 mai 2003, le Groupe d'action ministériel du Commonwealth a accueilli favorablement l'établissement au Pakistan d'une assemblée nationale, d'un sénat et d'une assemblée provinciale, la création de gouvernements démocratiques à l'échelle nationale et provinciale ainsi que la prise de mesures visant à assurer la représentation des femmes au parlement. Le Groupe a remarqué que le parlement ne s'était pas prononcé sur les décrets-lois et a convenu d'examiner la suspension du Pakistan lors de sa réunion suivante. Le 27 septembre 2003, le Groupe a décidé qu'il ne pouvait recommander aux chefs de gouvernement du Commonwealth la levée de la suspension tant que les négociations entre le gouvernement et les partis politiques sur les points en litige n'aboutiraient pas et qu'un règlement exhaustif ne serait pas adopté au parlement, conformément à la constitution.

Zimbabwe : Depuis mai 2000, le Groupe d'action ministériel du Commonwealth a exprimé ses inquiétudes au sujet de cas rapportés de violence et d'intimidation motivées par le sectarisme politique à l'égard de représentants de l'appareil judiciaire et des médias au Zimbabwe. En mars 2001, les ministres ont décidé d'y envoyer une délégation dans le but de consulter le gouvernement, de faire connaître leurs inquiétudes et d'offrir de l'aide. Le Zimbabwe a refusé d'accueillir la délégation.

En septembre 2001, le Comité des ministres des affaires étrangères du Commonwealth pour le Zimbabwe s'est réuni au Nigeria. À cette occasion, il a reçu du Zimbabwe l'assurance que le gouvernement s'engageait à mettre fin à l'occupation des exploitations agricoles, à réinstaurer la primauté du droit dans le processus de réforme agraire, à garantir la liberté d'expression enchâssée dans la constitution, et à prendre des mesures déterminées contre la violence et l'intimidation. Toutefois, lors d'une réunion de suivi qui a eu lieu en octobre 2001 au Zimbabwe, le Groupe a conclu que le gouvernement de ce pays n'avait pas respecté ses engagements.

En janvier 2002, le Groupe d'action ministériel du Commonwealth a condamné une loi du Zimbabwe qui, selon le Groupe, porte davantage atteinte à la liberté d'expression, à la liberté de la presse et à la liberté d'association dans ce pays. Le Groupe a également demandé au gouvernement de faire en sorte que les violences et les manœuvres d'intimidation cessent immédiatement, et que la police et l'armée s'abstiennent de faire des déclarations politiques partisans et de participer à des activités de même nature. Le Groupe a aussi demandé qu'au cours des élections prévues les 9 et 10 mars 2002, tous les partis puissent faire campagne librement sans craindre la récrimination, et que la population soit en mesure de faire un choix libre et éclairé. Le Groupe d'action ministériel a aussi exigé le déploiement d'observateurs du Commonwealth à l'occasion des élections au Zimbabwe ainsi que la pleine collaboration du gouvernement du pays avec tous les observateurs internationaux et nationaux du scrutin.

Quatre représentants canadiens ont participé au groupe d'observation du Commonwealth sur les élections présidentielles dirigé par Abdulsalami Abubakar, ancien chef d'État du Nigéria. Le groupe a rapporté que beaucoup de violences politiques et d'intimidation avant le scrutin avaient gâché les élections. Leur conclusion était que « les conditions au Zimbabwe ne permettaient pas la libre expression de la volonté des électeurs ».

Le Zimbabwe a été au centre des discussions qui se sont déroulées dans le cadre de la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, tenue du 2 au 5 mars 2002 à Coolum (Australie). Certains pays ont préconisé la suspension immédiate du pays en raison de transgressions graves et continues des principes adoptés à Harare, alors que la plupart des dirigeants africains souhaitaient la tenue des élections afin d'examiner les résultats avant de prendre une décision. Le premier ministre du Canada a aidé à trouver un compromis qui a donné lieu à la création d'un comité de présidents du Commonwealth pour le Zimbabwe. Le comité était formé d'anciens, d'actuels et de futurs présidents qui représentaient l'Afrique du Sud, l'Australie et le Nigéria. Il avait pour mandat d'étudier le rapport du groupe d'observation sur les élections présidentielles de mars et de déterminer les mesures qu'il convenait au Commonwealth de prendre.

Le 19 mars 2002, le comité de présidents a annoncé sa décision d'expulser temporairement le Zimbabwe des conseils du Commonwealth pendant un an. Les membres ont recommandé que l'Afrique du Sud et le Nigéria organisent les pourparlers parmi les partis politiques du Zimbabwe afin d'en arriver à la réconciliation. Le comité a en outre convenu que le secrétaire général du Commonwealth devrait maintenir la communication avec le gouvernement du Zimbabwe afin de veiller à ce que ce dernier donne suite aux recommandations du groupe d'observation. Celui-ci, tout comme le Programme des Nations unies pour le développement, avait demandé au gouvernement du pays de prendre des mesures transparentes, justes et durables en matière de réforme agraire.

En mars 2003, le secrétaire général du Commonwealth a rapporté que les chefs de gouvernement voulaient maintenir l'expulsion temporaire du pays et étudier à nouveau la question en décembre 2003 à Abuja. Le comité de présidents a souscrit à cette décision, étant d'avis qu'elle représentait la stratégie la plus appropriée.

Le Canada et le Commonwealth

Membre fondateur du Commonwealth en 1931, le Canada est l'un de ses plus fervents défenseurs.

Puisqu'il transcende les blocs régionaux et les intérêts particuliers, le Commonwealth est perçu comme un modèle de multilatéralisme, un instrument idéal pour faciliter la compréhension et la bonne entente dans le monde. L'appartenance du Canada au Commonwealth enrichit et approfondit en outre les relations du pays avec les 53 autres membres. Elle aide aussi le Canada à jouer un rôle constructif dans les dossiers Nord-Sud et ajoute du poids et de la crédibilité à sa politique étrangère.

Le Commonwealth sert la politique étrangère du Canada par le fait que nombre de ses programmes sous-tendent les mêmes principes et les mêmes valeurs. La saine gestion publique et le renforcement des valeurs politiques fondamentales, que les chefs de gouvernement du Commonwealth ont préconisés dans leur déclaration de Harare, à l'issue de leur réunion tenue au Zimbabwe en 1991, sont au cœur des activités du Commonwealth. Dans un monde semé d'embûches à la paix et à la sécurité, l'intérêt du Commonwealth pour le dépistage des conflits, son expérience unique des mesures de prévention et ses succès au chapitre de la résolution pacifique des conflits le placent parmi les premiers organismes capables de venir à bout de telles menaces.

Le Canada a joué un rôle de premier plan dans les efforts du Commonwealth pour mettre fin de façon pacifique à l'apartheid. À titre d'exemple, il a présidé le Comité des ministres des affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique australe, créé lors de la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth de 1987 à Vancouver. Jusqu'à sa dissolution, en 1993, le Comité coordonnait les interventions du Commonwealth favorisant le passage pacifique à une démocratie non raciale. Le Canada se réjouit que l'Afrique du Sud ait été réadmise au sein du Commonwealth en 1994, à la suite de l'élection d'un gouvernement multiracial.

Le Groupe d'action ministériel du Commonwealth a été créé en décembre 1995 et le Canada en a été un membre important jusqu'à la fin de son mandat en mars 2002. Il a notamment joué un rôle clé pour encourager le retour à la démocratie en Gambie, au Nigéria et en Sierra Leone. En 1999, le ministre des Affaires étrangères du Canada a dirigé une délégation du Groupe d'action ministériel au Pakistan afin d'évaluer la situation après un coup d'État dans ce pays.

Les activités du Commonwealth complètent le travail de l'Organisation des Nations unies. Le Canada croit que le Commonwealth peut aider à renforcer les institutions internationales grâce à sa capacité en matière de coopération et de consensus pour aborder les grands problèmes et contribuer à la négociation et à la mise en œuvre d'accords.

Le Canada vient au deuxième rang des bailleurs de fonds des programmes du Secrétariat du Commonwealth, après le Royaume-Uni. Le champ d'action de ces programmes va de l'essor de la démocratie à la saine gestion publique, en passant par la mise en œuvre des droits de la personne, l'égalité des femmes et le développement durable.

La contribution annuelle du Canada aux institutions et aux programmes du Commonwealth, qui s'élève à près de 27,7 millions de dollars, sert surtout à aider les petits États et les pays en développement. Une bonne partie de ce montant, soit 12 millions de dollars en 2002-2003, va au Fonds du Commonwealth pour la coopération technique, placé sous l'égide du Secrétariat du Commonwealth.

Le Canada contribue également au Commonwealth of Learning, à la Fondation du Commonwealth, ainsi qu'aux programmes du Secrétariat du Commonwealth, à savoir le Programme du Commonwealth pour la jeunesse, le Programme de bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth et le Mécanisme pour les petits États.

Des Canadiens occupent des postes de haut rang au Secrétariat du Commonwealth à Londres, et des experts canadiens ont pris part à la préparation de presque toutes les grandes études spéciales du Commonwealth qui devaient ensuite former la base de mesures politiques et économiques. Des parlementaires, des organisations non gouvernementales et de simples citoyens canadiens participent à longueur d'année à des conférences et à des programmes du Commonwealth, et le Canada est souvent l'hôte de rencontres de l'organisation. Le Canada a accueilli la 14^e Conférence des ministres de l'éducation du Commonwealth à Halifax en 2000 ainsi que l'Atelier du Commonwealth sur la radiotélévision et la démocratie, qui s'est tenu à Toronto en 2001.

L'aide publique au développement versée par le Canada aux pays du Commonwealth

L'aide publique au développement (APD) que le Canada offre aux pays en développement du Commonwealth prend une triple forme : l'aide bilatérale (de gouvernement à gouvernement); l'aide multilatérale, les fonds du gouvernement canadien étant alors distribués par l'entremise des Nations unies, des institutions financières internationales et des institutions du Commonwealth, principalement le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique; et le soutien aux initiatives d'organisations non gouvernementales canadiennes et du secteur privé dans les pays du Commonwealth.

L'APD du Canada a pour but de favoriser le développement durable afin de réduire la pauvreté et de rendre le monde plus sûr, plus équitable et plus prospère. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) distribue environ 80 p. 100 de l'APD canadienne. Ses programmes sont axés sur les besoins humains fondamentaux, l'intégration des femmes au développement, les services d'infrastructure, les droits de la personne, l'essor de la démocratie et la saine gestion publique, le développement du secteur privé et l'environnement.

Afrique

L'Afrique constitue un défi pour ce qui est du développement, à l'heure actuelle et dans un avenir prévisible. D'importants progrès ont été réalisés depuis 25 ans dans les domaines suivants : production alimentaire, accès à l'eau potable, réduction de la mortalité infantile et alphabétisation. Néanmoins, près de la moitié des Africains vivent encore dans des conditions d'extrême pauvreté. *Le Rapport mondial sur le développement humain*, publié par l'Organisation des Nations unies (ONU) en 2003, révèle que 30 des 34 « pays à faible indice de développement humain » se trouvent en Afrique subsaharienne.

Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique constitue le cadre stratégique actuel par lequel la communauté internationale soutient le développement de l'Afrique. Il s'agit d'un plan d'action global à long terme pour l'Afrique, fondé sur un leadership responsable et une saine gestion publique ainsi que sur une nouvelle collaboration entre l'Afrique et la communauté internationale. Les chefs de gouvernements africains ont pris un engagement personnel envers la mise en œuvre du plan.

Lors du Sommet du G8 en 2002 à Kananaskis (Alberta), les dirigeants ont adopté le Plan d'action pour l'Afrique, qui complète le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique en définissant une nouvelle relation entre le G8 et les pays africains engagés à respecter les principes de la démocratie et de la saine gestion publique. Au Sommet du G8 à Évian en 2003, les dirigeants ont examiné les progrès dans la mise en œuvre du Plan d'action pour l'Afrique et ils se sont

mis d'accord pour en faire un autre examen avant le Sommet de 2005, au plus tard. Ils ont également convenu d'inviter d'autres donateurs importants et des institutions multilatérales clés à participer au dialogue entre le G8 et le Nouveau Partenariat.

Le budget fédéral de février 2003 prévoyait une augmentation de 8 p. 100 de l'enveloppe de l'aide internationale, et l'affectation par l'entremise de l'ACDI d'au moins la moitié de ces ressources additionnelles à l'Afrique. Bien que chaque pays se distingue par la nature différente de ses besoins, toutes les interventions de l'Agence sur le continent africain comprennent des volets sur l'égalité des sexes, la saine gestion de la démocratie et la lutte contre le VIH/sida.

En Afrique occidentale, où se trouvent la Gambie, le Ghana, le Nigéria et la Sierra Leone, l'APD canadienne cible divers objectifs sociaux et humanitaires. Au Ghana, les interventions de l'ACDI sont axées sur l'agriculture, l'accès à l'eau potable et la saine gestion publique. Au Nigéria, il s'agit avant tout de la durabilité environnementale, des soins de santé et du développement rural renforcé par une agriculture viable.

Face à la crise humanitaire en Sierra Leone, le Canada a versé plus de 30 millions de dollars depuis 1999. Cela inclut le soutien aux efforts de désarmement, de démobilisation et de réintégration, et l'aide aux amputés et aux enfants touchés par la guerre. Le Canada a également alloué une somme de 1,5 million de dollars pour l'établissement du Tribunal spécial de l'ONU pour la Sierra Leone.

En Afrique australe, qui comprend l'Afrique du Sud, le Botswana, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe, l'ACDI vise à réduire la pauvreté et à satisfaire les besoins fondamentaux en renforçant la capacité de la région de réagir aux défis mondiaux.

Les activités prioritaires concernent la saine gestion publique, afin de mieux assurer la stabilité et la prévisibilité de l'environnement politique et des investissements commerciaux; les besoins humains fondamentaux, afin d'aider à constituer une main-d'œuvre scolarisée et en santé; l'égalité des sexes, afin que les femmes aient les ressources voulues pour prendre part à de nouvelles initiatives; et l'environnement, afin d'aider les pays à gérer leurs ressources naturelles d'une manière durable tout en maintenant leur compétitivité internationale. Compte tenu de la prévalence du VIH/sida dans la région, l'ACDI soutient, depuis dix ans, les efforts déployés par la collectivité pour prévenir cette maladie et aider les victimes.

L'ACDI appuie plusieurs programmes régionaux qui favorisent la coopération entre les membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe. Ces programmes cherchent des solutions à des enjeux transfrontaliers critiques

comme l'environnement et le sida, et contribuent à mieux stabiliser les relations politiques et économiques en s'attachant aux questions de commerce, d'énergie et de transport dans la région.

Le Canada appuie également un grand nombre d'initiatives destinées à des pays particuliers. Au Mozambique, il est surtout question de déminage et d'aide aux victimes, de même que d'un plan de relance de 50 millions de dollars échelonné sur cinq ans. L'Afrique du Sud cherche à renforcer la capacité institutionnelle de son secteur public tandis que le Malawi s'efforce d'accroître les capacités des femmes et leur participation à la prise de décisions; le Mozambique, comme le Malawi, veut améliorer l'assainissement et l'accès à l'eau potable. Au Zimbabwe, le Canada appuie la lutte contre le VIH/sida, l'amélioration de la gouvernance (qu'il s'agisse des droits juridiques et de parrainage juridique, d'éducation civique des électeurs, d'égalité des sexes ou de protection des enfants) par le truchement de la société civile.

En Afrique orientale et dans la Corne de l'Afrique, où se trouvent le Kenya, l'Ouganda, les Seychelles et la Tanzanie, les programmes de l'ACDI sont adaptés à la situation sociale, économique et politique qui prévaut dans chacun des pays. En général, ces programmes ont pour but d'appuyer les initiatives qui ciblent les besoins humains fondamentaux — dont l'éducation de base, l'essor de la démocratie, la saine gestion publique, les droits de la personne et l'égalité des sexes — et de promouvoir le développement économique.

Au Kenya, les programmes de l'ACDI mettent l'accent sur l'éducation de base, particulièrement chez les femmes, la prévention du sida ainsi que la saine gestion publique et l'essor de la démocratie. En Tanzanie, le programme vise la microentreprise, l'éducation de base axée surtout sur les femmes et la gestion publique. La tradition de stabilité de la Tanzanie et son rôle actif dans les affaires africaines en font un important pays dans la région. Un modeste programme ougandais s'intéresse aux besoins en éducation de base; l'Ouganda bénéficie d'un solide soutien de la part des donateurs en raison de ses politiques économiques saines.

L'ACDI appuie également des projets plurinationaux. Le programme panafricain de l'Agence contribue au renforcement des institutions africaines afin de rendre ce continent plus apte à gérer des enjeux de portée continentale ou plurirégionale. Parmi les partenaires de l'Agence, mentionnons l'African Capacity-Building Foundation, l'African Economic Consortium, l'African Medical Research Foundation, l'Organisation pour l'unité africaine et le Secrétariat de l'Initiative du bassin du Nil. Le programme de l'Agence appuie aussi l'Organisation mondiale de la santé et d'autres organismes des Nations unies dans le cadre d'initiatives plurinationales qui combattent les grandes pandémies dont le VIH/sida, la malaria et l'onchocercose.

L'Asie et le Pacifique Sud

Bien que l'Asie ait, globalement, enregistré de bons résultats économiques par rapport à d'autres régions du monde, bon nombre de ses pays ont subi les effets négatifs du ralentissement actuel de l'économie mondiale. En outre, malgré la croissance économique et l'investissement dans le développement social, la pauvreté demeure un problème majeur. L'Asie compte environ les deux tiers des pauvres de la planète, principalement en Chine, en Inde et en Indonésie.

L'ACDI a adapté ses programmes et ses projets aux réalités changeantes des économies de plus en plus diverses de la région. Dans cette optique, elle met en œuvre une vaste gamme d'initiatives de développement, allant des mesures directes de réduction de la pauvreté au niveau local jusqu'à l'aide aux gouvernements pour améliorer les cadres de politique économique et sociale, et à l'assistance fournie à la société civile asiatique pour lui faciliter l'accès à l'expertise et à la technologie de la société civile canadienne. L'Agence soutient également le renforcement de la sécurité nationale et régionale en appuyant des interventions axées sur la gestion publique, l'essor de la démocratie et les droits de la personne.

L'ACDI mène des projets partout en Asie en recourant à des entrepreneurs, à des consultants, à des organisations non gouvernementales et à des coopérants. Certains projets, comme le Fonds Canada, sont gérés par le personnel des hauts-commissariats ou des ambassades. Environ 470 projets bilatéraux sont en cours. Ces initiatives portent sur des priorités comme les besoins humains fondamentaux, la gestion publique, l'égalité des sexes, l'environnement et le développement du secteur privé.

En Asie méridionale, où se trouvent le Bangladesh, l'Inde, le Pakistan et Sri Lanka, l'ACDI appuie les initiatives axées sur la satisfaction des besoins humains fondamentaux, la réforme des politiques économiques et sociales, l'amélioration de la gestion de l'environnement et l'essor de la démocratie. On attache beaucoup d'importance au renforcement de la capacité des organisations communautaires de contribuer au développement durable.

Le programme bilatéral de l'ACDI au Bangladesh cible la réduction de la pauvreté pour répondre aux besoins en matière de santé, d'éducation, de gestion publique et de développement du secteur privé. L'Agence fournit une importante aide alimentaire ainsi qu'une assistance dans le domaine du développement social.

En Inde, le programme de l'ACDI vise la réduction de la pauvreté. Les activités se concentrent sur la réforme de l'économie, notamment la restructuration du secteur de l'énergie au niveau de l'État et le développement social, y compris la santé. La protection de l'environnement et l'égalité des sexes sont intégrées à tous les projets. À la suite de la décision des autorités indiennes de mettre un frein aux programmes d'aide bilatérale, le gouvernement canadien a résolu de supprimer

graduellement les siens d'ici 2006. Le Canada retiendra ses activités multilatérales de même que ses interventions par l'entremise de la société civile.

Le programme de l'Agence au Pakistan est axé sur le développement du secteur social par le renforcement de la société civile, l'attribution de pouvoirs aux femmes, la satisfaction des besoins humains fondamentaux, la santé et le développement communautaire. Le programme privilégie aussi la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Les nouveaux volets du programme cibleront la gestion démocratique des affaires publiques, surtout à l'échelon local, mettant davantage l'accent sur le développement social, à savoir l'éducation de base et les soins de santé primaires ainsi que sur l'égalité des sexes.

À Sri Lanka, le programme de l'ACDI répond aux préoccupations en matière de sécurité dans ce pays et se concentre sur les droits de la personne et les valeurs démocratiques ainsi que sur les activités axées sur l'économie et le développement à l'échelle de la collectivité. L'égalité des sexes et l'environnement durable sont pris en compte au moment de la planification et de la réalisation de tous les projets.

En Asie du Sud-Est, l'ACDI modifie son approche pour tenir compte de l'évolution des besoins en matière de développement. Ainsi, le programme de l'ACDI en Malaisie, basé sur une relation donateur-bénéficiaire, sera fonction d'un partenariat plus large, englobant la coopération économique et politique fondée sur des intérêts mutuels. En Indonésie, le programme favorise le développement durable et la réduction de la pauvreté en appuyant les efforts déployés localement pour améliorer la qualité de la gestion des affaires publiques ainsi que l'équité. Les principaux objectifs sont de quatre ordres : une meilleure gestion publique qui englobe la participation de la société civile, la croissance des petites et moyennes entreprises, la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement, et de meilleurs services et programmes dans les secteurs prioritaires de développement social. L'Agence fournit aussi de l'aide alimentaire à des groupes vulnérables touchés par la crise économique.

En 1998, Singapour et le Canada ont signé un accord en vertu duquel ils accorderont conjointement de l'aide à d'autres pays en développement dans la région. Dans le Pacifique Sud, le programme actuel du Canada vise à satisfaire les besoins fondamentaux ainsi qu'à assurer la protection et la gestion efficaces des ressources marines de la région. Dans le cadre du programme Canada-Pacifique Sud d'exploitation des océans, l'ACDI appuie les efforts de quatre organisations régionales pour améliorer la gestion des ressources marines.

Les programmes régionaux de l'Agence en Asie du Sud-Est se traduisent par des partenariats avec des institutions et des pays de la région, qui visent à relever les défis en matière de développement. L'ACDI fournit de l'aide dans le domaine de l'environnement et de la conduite des affaires publiques, la protection des droits de la personne, la réforme du système juridique et l'intégration économique.

Les priorités et les programmes de l'Agence servent de complément aux objectifs de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, organisation qui représente officiellement les pays de la région.

Les Antilles et les Amériques

Les changements qui se produisent dans l'économie mondiale forcent les pays antillais membres du Commonwealth à devenir plus concurrentiels sur les plans du commerce et de l'investissement étranger. Bien que les indicateurs sociaux restent assez positifs dans l'ensemble, les réformes économiques exercent une contrainte sur les programmes sociaux. Les questions d'équité restent aussi importantes. La pauvreté augmente, surtout parmi les jeunes. La dégradation environnementale, particulièrement les dommages dans les zones côtières, de même que le déboisement et les pertes d'habitat menacent d'importants secteurs de l'économie comme l'agriculture et le tourisme.

Le principal objectif de l'ACDI dans les pays du Commonwealth aux Antilles est d'accroître la compétitivité mondiale de la région dans un cadre qui favorise la distribution équitable des gains économiques. Un élément important de cette stratégie est de promouvoir la coopération, pour rendre la région plus concurrentielle, et les programmes de l'Agence sont orientés en ce sens. L'égalité des sexes et l'environnement sont deux thèmes importants qui recourent tous les programmes. Le Canada fournit de l'aide aux pays antillais du Commonwealth par l'entremise d'un programme régional, d'un programme sous-régional et de programmes particuliers au Guyana et en Jamaïque.

L'ACDI appuie le renforcement d'institutions régionales et sous-régionales comme les secrétariats de la Caricom et de l'Organisation des États des Caraïbes orientales. Elle aide aussi la région dans la lutte contre le VIH/sida en appuyant le Caribbean Epidemiology Centre et le Programme renforcé d'aide à la lutte contre le VIH/sida dans le cadre du projet des Antilles. L'Agence participe aussi à des activités liées au commerce, à la gestion économique du secteur public et au renforcement du système financier, à des activités de formation basée sur les compétences, par le truchement d'un projet régional de développement des ressources humaines, ainsi qu'à des programmes de protection de l'environnement et de promotion de l'égalité entre les sexes.

En 2001-2002, le Canada a fourni 6,6 millions de dollars aux pays membres de l'Organisation des États des Caraïbes orientales pour les aider à renforcer leurs capacités institutionnelles dans les domaines de la gestion économique, de l'administration fiscale, des réformes éducatives, de la gestion des ressources environnementales, de la politique commerciale et des réformes judiciaires.

Le Canada a fourni 9,96 millions de dollars au Guyana en 2001-2002 pour permettre à ce pays de développer sa capacité de gestion économique ainsi que ses secteurs de la santé et de l'éducation. L'ACDI renforce également les capacités

locales d'amélioration des compétences des enseignants du primaire, y compris par le téléenseignement. L'Agence appuie aussi la société civile par le truchement d'un projet qui donnera aux organisations non gouvernementales locales la possibilité de répondre aux besoins en développement communautaire.

L'Agence soutient également le développement du secteur privé au Guyana grâce à l'aide des bénévoles du Service d'assistance canadien aux organismes, qui fournissent des conseils à de petites entreprises, et grâce aux services offerts à la Commission du secteur privé. L'ACDI a également convenu, en collaboration avec la Banque interaméricaine de développement, d'apporter son appui à la croissance des microentreprises au moyen d'un système de bons de formation. Elle soutient aussi les efforts que déploie le Guyana pour améliorer ses capacités de gestion environnementale, surtout dans le secteur clé de l'exploitation minière. De plus, l'Agence fournit son appui au processus électoral du Guyana et met au point des initiatives de développement de la démocratie.

Le Canada a versé 34,75 millions de dollars pour aider la Jamaïque en 2001-2002. De ce montant, 20 millions de dollars ont été versés sous la forme d'une contribution unique au budget du gouvernement. L'ACDI appuie en outre la gestion environnementale durable aux échelons gouvernemental et communautaire. L'Agence soutient également les efforts faits par le gouvernement jamaïcain pour moderniser et décentraliser ses opérations; elle prodigue des conseils stratégiques, participe au renouveau du système des conseils paroissiaux et fournit des conseils techniques sur des aspects clés de la réforme du secteur public, comme la politique commerciale.

En outre, l'Agence soutient les mesures visant à renforcer le système judiciaire et à déterminer des approches alternatives du règlement des conflits en Jamaïque. Une nouvelle initiative appuie la création d'emplois et la génération de revenus au moyen d'un mécanisme de microcrédit mis en place en association avec une banque canadienne, la Banque Scotia. Ce projet sera le complément d'un programme de développement tant des technologies que de l'entrepreneuriat établi en collaboration avec la Banque de développement des Caraïbes.

L'ACDI met à la disposition du gouvernement de la Jamaïque un expert dans le domaine des réformes réglementaires du secteur des télécommunications. L'Agence a aussi convenu de soutenir le développement et l'éducation de la petite enfance par l'entremise d'UNICEF Jamaica.

En plus de ses programmes bilatéraux dans les Antilles, l'ACDI appuie des initiatives qui sont choisies et établies en partenariat avec des institutions et des organisations locales, par des organisations non gouvernementales, des établissements d'enseignement, des clubs sociaux, des groupes religieux et des groupes du secteur privé.

Le Canada représente la plupart des pays des Antilles membres du Commonwealth au conseil d'administration du Groupe de la Banque mondiale. Il fournit un soutien à l'Organisation des États américains ainsi qu'aux principales agences de développement des Nations unies actives dans les Antilles.

L'ACDI verse des fonds au programme de l'Organisation panaméricaine de la santé pour l'amélioration des structures et des systèmes de préparation aux catastrophes dans la région. De plus l'Agence fournit des secours d'urgence en cas de sinistres et répond aux besoins de relèvement à court terme.

Comme les pays des Antilles ont été gravement touchés par les répercussions économiques des attaques terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis, l'ACDI a accéléré la mise en œuvre d'un projet régional d'infrastructure sociale qui aura recours à la main d'œuvre locale pour la construction, à petite échelle, d'immeubles à vocation publique tels que des cliniques et des écoles.

L'ACDI verse une importante contribution à la Banque de développement des Caraïbes, à la Banque interaméricaine de développement et à la Banque mondiale. L'Agence continue à appuyer les efforts de ces institutions en faveur d'une aide économique d'urgence à cette région.

Tableau : L'aide publique au développement versée par le Canada aux pays du Commonwealth en 2001-2002

Pays	De pays à pays ¹ (en millions \$)	Multilatérale ventilée ² (en millions \$)	Total ³ (en millions \$)
<i>Afrique</i>			
Afrique du Sud	16,91	0,54	17,45
Botswana	0,42	1,18	1,6
Cameroun	92,07	4,21	96,28
Gambie	5,37	1,38	6,75
Ghana	21,71	14,36	36,07
Kenya	15,41	8,1	23,51
Lesotho	0,65	1,81	2,47
Malawi	22,59	6,44	29,03
Maurice	0,38	0,86	1,24
Mozambique	16,47	10,87	27,34
Namibie	1,25	0,27	1,52
Nigéria	15,99	5,67	21,67
Ouganda	9,71	21	30,71
Seychelles	0,11	1,04	1,15
Sierra Leone	8,85	5,53	14,39
Swaziland	0,98	0,7	1,67
Tanzanie	15,89	10,49	26,39
Zambie	20,02	8,85	28,87
Zimbabwe ⁴	10,77	1,37	12,15
Communauté de développement de l'Afrique australe	0,93	0	0,93
Autres programmes régionaux ⁵	17,9	20,88	38,77
Total partiel	294,38	125,57	419,95
<i>Amériques</i>			
Antigua-et-Barbuda	0,09	0,5	0,59
Barbade	0,37	0,28	0,64
Belize	1,55	1,17	2,72
Dominique	0,7	2,98	3,68
Grenade	0,37	1,49	1,86
Guyana	7,01	2,95	9,96
Jamaïque	32,67	2,09	34,75
Saint-Kitts-et-Nevis	0,14	1,07	1,20
Sainte-Lucie	0,54	0,81	1,35
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	0,28	1,14	1,43
Trinité-et-Tobago	1,56	0,23	1,79
Autres programme régionaux	18,48	2,85	21,33
Total partiel	70,88	18,13	89,01

Tableau (suite)

Pays	De pays à pays ¹ (en millions \$)	Multilatérale ventilée ² (en millions \$)	Total ³ (en millions \$)
<i>Asie</i>			
Bangladesh	53,77	33,38	87,15
Inde	38,26	40,89	79,15
Malaisie	0,96	0,73	1,69
Maldives	0,17	0,45	0,62
Pakistan ⁶	18	44,53	62,53
Singapour	0,19	0	0,19
Sri Lanka	7,5	11,11	18,62
Autres programmes régionaux ⁵	27,14	5,95	33,09
Total partiel	145,8	137,05	282,84
<i>Océanie</i>			
Fidji	0,4	0,37	0,76
Îles Salomon	0,21	0,73	0,94
Kiribati	0	0,42	0,42
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,25	0,56	0,8
Tonga	0,08	0,72	0,8
Tuvalu	0,02	0,26	0,28
Vanuatu	0,41	1,68	2,08
Autres programmes régionaux ⁵	5,33	1,43	6,77
Total partiel	6,69	6,17	12,86
<i>Europe</i>			
Chypre	0,08	0	0,08
Malte	0,07	0,22	0,29
Total partiel	0,15	0,22	0,37
Total	517,89	287,14	805,04

¹ Comprend l'aide financière aux organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, le Programme d'aide humanitaire, le Programme de coopération industrielle et le Fonds Canada.

² Les transferts multilatéraux de l'APD du Canada, par pays, ont été estimés d'après les transferts des institutions financières internationales et des organisations internationales, à l'aide d'un coefficient. Ce coefficient est calculé à partir du montant décaissé, par pays et par institution, et appliqué à l'APD du Canada consentie à la même institution.

³ Les chiffres ne sont pas officiels et comme ils ont été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments.

⁴ Le Zimbabwe a été suspendu des conseils du Commonwealth le 19 mars 2002.

⁵ Ne peut être réparti par pays, mais peut comprendre les contributions aux pays du Commonwealth.

⁶ Après le coup d'État de 1999, le Pakistan a été exclu temporairement des conseils du Commonwealth.

Les institutions du Commonwealth

Les Jeux du Commonwealth

En 1930, quelque 400 athlètes représentant 11 pays se sont rendus à Hamilton (Ontario) pour participer à ce que l'on appelait à l'époque les Jeux de l'Empire britannique. Depuis, les Jeux ont eu lieu tous les quatre ans et se sont transformés en une rencontre internationale qui, depuis les Jeux de 1978 tenus à Edmonton (Alberta), englobe le Festival des arts du Commonwealth.

Les XV^{es} Jeux du Commonwealth de 1994 ont eu lieu à Victoria (Colombie-Britannique). Pour la première fois, des athlètes ayant des handicaps participaient à une rencontre sportive de calibre international. C'était aussi la première fois depuis 1958 que l'Afrique du Sud participait aux Jeux. Les Jeux de 2006 auront lieu à Melbourne (Australie). Le 14 novembre 2003, on annonçait que New Delhi accueillerait les Jeux de 2010.

Le Commonwealth of Learning

Le Commonwealth of Learning a été créé à l'occasion de la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth de 1987, à Vancouver. Il s'agit de la seule organisation intergouvernementale dans le monde consacrée à la promotion et au développement du téléenseignement et de l'éducation ouverte. Basée à Vancouver, le Commonwealth of Learning est la première institution officielle de l'organisation à avoir son siège à l'extérieur du Royaume-Uni. Elle a reçu 2,2 millions de dollars du gouvernement du Canada en 2002-2003.

La Fondation du Commonwealth

L'institution intergouvernementale qu'est la Fondation du Commonwealth a été créée à la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth de 1965. Sa raison d'être est de servir et de soutenir le « Commonwealth officieux », qui comprend des organisations non gouvernementales, des organismes professionnels, culturels et bénévoles ainsi que des particuliers, et de favoriser la création de liens entre eux. En outre, la Fondation sert d'intermédiaire entre les instances officielles et officieuses du Commonwealth, et ce, grâce à une collaboration étroite avec d'autres organisations et institutions du Commonwealth. Elle encourage et appuie ces associations professionnelles et autres au moyen de bourses et de subventions pour mettre sur pied des programmes de formation et des activités de réseautage.

La Fondation dispose d'un réseau de personnes-ressources, qu'elle maintient grâce à ses relations avec le secteur professionnel ainsi qu'à la collaboration et au soutien qu'elle apporte aux groupes non gouvernementaux œuvrant dans le Commonwealth. Elle se sert de ce réseau pour soutenir ces organisations non gouvernementales de même que les associations bénévoles et d'autres réseaux, grâce à des subventions et à d'autres types d'aide financière. Elle facilite la formation, l'assistance technique et les échanges professionnels ainsi que les voyages d'études et les conférences. Son action porte principalement sur la santé, l'éducation, le développement rural, la participation des femmes au développement, les personnes ayant des handicaps, la culture et les médias.

Les subventions et les bourses de la Fondation sont surtout destinées au développement durable, à la productivité agricole, au développement rural, à l'entreprise communautaire et à la participation des femmes au développement, ainsi qu'à la santé et à l'éducation. La Fondation offre un cadre de communication et de coopération qui va au-delà des frontières locales, régionales et nationales.

La Fondation du Commonwealth tire son financement de la quote-part versée par les pays membres. La contribution du Canada pour 2002-2003 s'élève à 1,4 million de dollars.

Le Commonwealth des peuples

Les organisations non gouvernementales jouent un rôle très important au sein du Commonwealth, car elles réunissent groupes et particuliers en un réseau international d'organisations de services ou à vocation professionnelle, culturelle ou sportive. Ces organisations donnent au Commonwealth la base populaire qui l'aide à garder sa vitalité.

Les organisations non gouvernementales associées au Commonwealth, qui sont plus de 70, œuvrent dans presque tous les domaines de l'activité humaine. Deux des groupes les plus en vue sont l'Association des universités du Commonwealth et l'Association parlementaire du Commonwealth. Il existe d'autres associations notamment dans les domaines de l'architecture, des musées, de la statistique et du journalisme. Le Conseil des associations d'ingénieurs du Commonwealth, l'Association des juristes du Commonwealth et l'Initiative du Commonwealth concernant les droits de la personne sont d'autres exemples de groupes actifs. Chacune de ces institutions a des chapitres dans la plupart des pays du Commonwealth, voire dans tous les pays de l'organisation.

La Commonwealth Association for Public Administration and Management

La création de la Commonwealth Association for Public Administration and Management fait suite à la Déclaration de Harare, en 1991, dans laquelle les chefs de gouvernement du Commonwealth appuyaient le principe d'un gouvernement juste et honnête. Basée à Toronto, l'Association a tenu sa première réunion à Charlottetown en 1994.

À leur réunion de Durban (Afrique du Sud) en 1999, les chefs de gouvernement du Commonwealth se sont vu présenter un rapport commandité par l'Association et rédigé par l'ancien greffier du Conseil privé du Canada, M^{me} Jocelyne Bourgon, qui préside actuellement l'organisme. Portant sur le concept de la saine gestion publique et se donnant comme objectif de mettre le cap sur la réforme des administrations publiques au XXI^e siècle, ce rapport renferme les réflexions de dirigeants politiques, de fonctionnaires, d'universitaires et de citoyens provenant de 13 pays du Commonwealth. Les chefs de gouvernement ont réitéré leur appui aux travaux de l'Association.

Le Commonwealth Business Council

Le Commonwealth Business Council a été fondé en octobre 1997 par les chefs de gouvernement du Commonwealth afin que le secteur privé participe au renforcement du commerce et de l'investissement.

L'organisme facilite la coopération entre les entreprises et le gouvernement. Il se concentre sur plusieurs aspects, notamment : l'abolition des barrières commerciales; la mobilisation en faveur des investissements dans les pays du Commonwealth; la recherche d'un climat sain favorisant les affaires et l'investissement; la promotion, au sein des entreprises, d'une bonne gestion publique et d'une conscience sociale avisée; et l'aide à l'expansion du commerce électronique, particulièrement dans les pays en développement.

Le Commonwealth Business Council, de concert avec le gouvernement du Nigéria, accueillera en 2003 le Commonwealth Business Forum, qui précédera la rencontre des chefs de gouvernement à Abuja. Des chefs de gouvernement et des personnalités du monde des affaires de tout le Commonwealth discuteront de questions importantes portant sur le commerce et l'investissement ainsi que de nouvelles occasions d'affaires. Le Forum, dont le thème portera sur le développement durable en tant que défi pour les entreprises et les gouvernements, permettra de mieux mettre en valeur les objectifs du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Le premier ministre du Canada y participera.

Les pays membres du Commonwealth

<i>Pays</i>	<i>Capitale</i>
1. Afrique du Sud	Pretoria
2. Antigua-et-Barbuda	St. John's
3. Australie	Canberra
4. Bahamas	Nassau
5. Bangladesh	Dhaka
6. Barbade	Bridgetown
7. Belize	Belmopan
8. Botswana	Gaborone
9. Brunéi	Bandar Seri Begawan
10. Cameroun +	Yaoundé
11. Canada +	Ottawa
12. Chypre	Nicosie
13. Dominique +	Roseau
14. Fidji	Suva
15. Gambie	Banjul
16. Ghana	Accra
17. Grenade	St. George's
18. Guyana	Georgetown
19. Îles Salomon	Honiara
20. Inde	New Delhi
21. Jamaïque	Kingston
22. Kenya	Nairobi
23. Kiribati	Tarawa
24. Lesotho	Maseru
25. Malaisie	Kuala Lumpur
26. Malawi	Lilongwe
27. Maldives	Malé
28. Malte	La Valette
29. Maurice +	Port-Louis
30. Mozambique	Maputo
31. Namibie	Windhoek
32. Nauru	Yaren
33. Nigéria	Abuja
34. Nouvelle-Zélande	Wellington
35. Ouganda	Kampala
36. Pakistan *	Islamabad
37. Papouasie-Nouvelle-Guinée	Port Moresby
38. Royaume-Uni	Londres
39. Saint-Kitts-et-Nevis	Basseterre

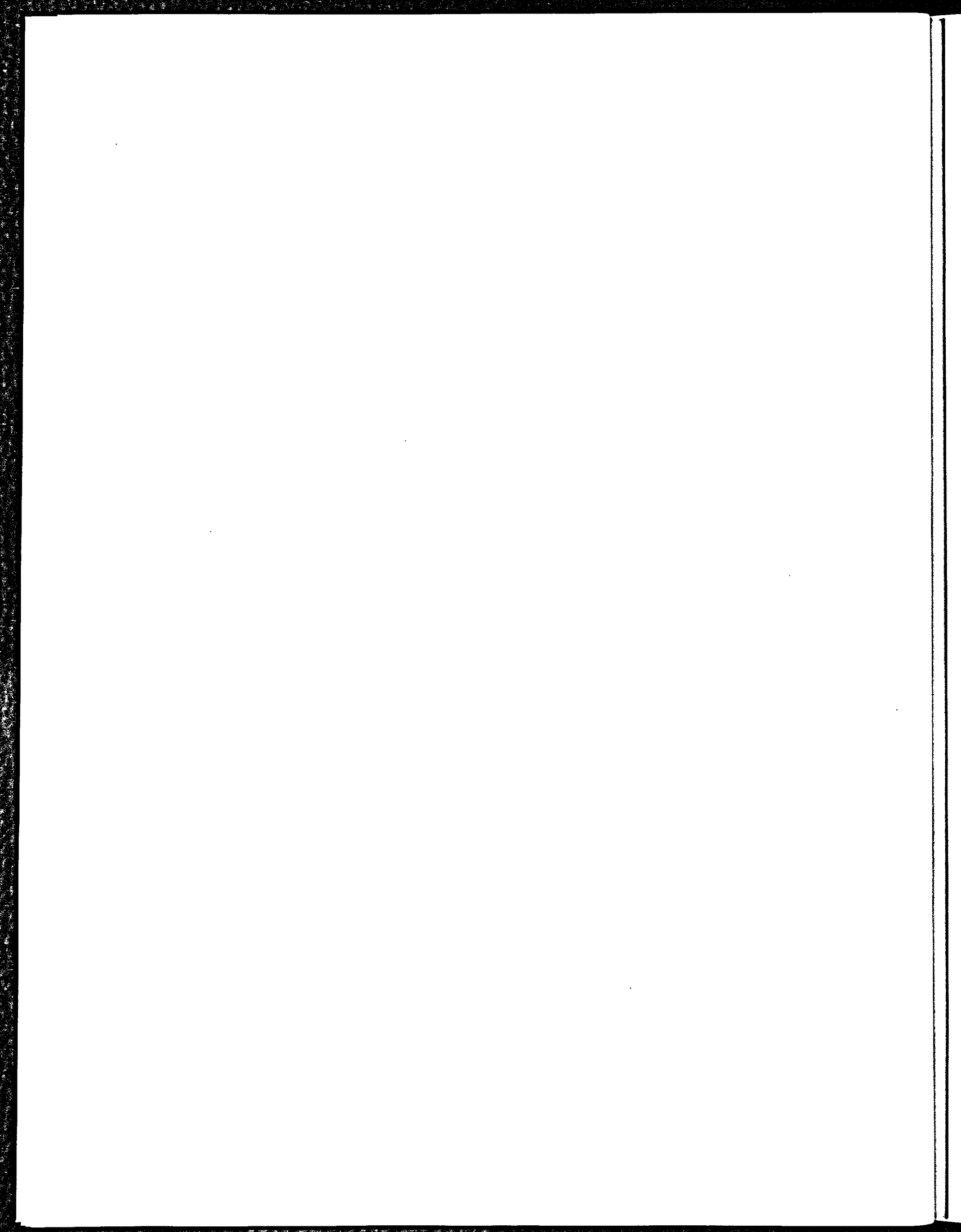
Les pays membres du Commonwealth (suite)

	<i>Pays</i>	<i>Capitale</i>
40.	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Kingstown
41.	Sainte-Lucie +	Castries
42.	Samoa	Apia
43.	Seychelles +	Victoria
44.	Sierra Leone	Freetown
45.	Singapour	Singapour
46.	Sri Lanka	Colombo
47.	Swaziland	Mbabane
48.	Tanzanie	Dodoma
49.	Tonga	Nuku'alofa
50.	Trinité-et-Tobago	Port-of-Spain
51.	Tuvalu	Fongafale
52.	Vanuatu +	Port-Vila
53.	Zambie	Lusaka
54.	Zimbabwe *	Harare

+ Membre de la Francophonie

* Exclu temporairement des conseils du Commonwealth

**Pays représentés à la Réunion des chefs
de gouvernement du Commonwealth**



AFRIQUE DU SUD

Capitale : Pretoria

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

1 221 038 km²

Principales langues

Onze langues officielles, incluant : anglais, afrikaans, zulu, pedi, xhosa

Principaux groupes religieux

Chrétiens (68 %),
croyances indigènes (28 %)

Pays environnants

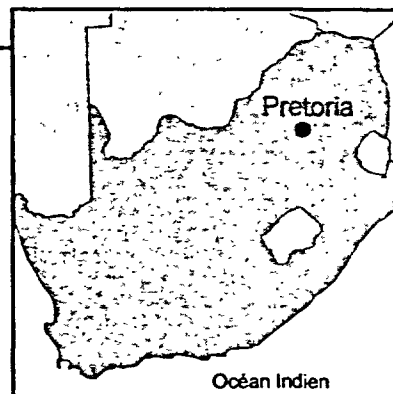
Botswana, Lesotho, Mozambique, Namibie, Swaziland, Zimbabwe

Population

45,5 millions d'habitants (2002)

Taux de croissance de la population

2 % (2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Chambre haute : Conseil national

Chambre basse : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeant

Le président Thabo Mbeki

Ministre des Affaires étrangères

M^{me} Nkosazana Clarice Dlamini-Zuma

Ministre du Commerce et de l'Industrie

M. Alec Erwin

Ministre des Finances

M. Trevor Manuel

Indice du développement humain de l'ONU (2003)

L'Afrique du Sud se classe 111^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement

17,45 millions de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

164,9 milliards de dollars (2002)

Taux de croissance du PIB réel

3 % (2002)

PIB par habitant

3 628 \$ (2002)

Principales exportations

Métaux et produits métalliques, or, diamants, machines, vin

Principales importations

Machines et appareils, produits minéraux, produits chimiques, céréales

Importations canadiennes en provenance de l'Afrique du Sud

489,1 millions de dollars (2002), principalement en métaux précieux, fruits, fer et acier, vin

Exportations canadiennes vers l'Afrique du Sud

254,3 millions de dollars (2002), principalement en céréales et malt, soufre, matériel lourd pour la construction, volaille congelée, charbon

Représentant du Canada

M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada
1103 Arcadia Street, Hatfield (Private Bag X13, Hatfield 0028) Pretoria, Afrique du Sud
Téléphone : (011-27-12) 422-3000; télécopieur : (011-27-12) 422-3052;
sites Web : www.dfait-macci.gc.ca/southafrica; www.infoexport.gc.ca/za

ANTIGUA-ET-BARBUDA

Capitale : St. John's

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

440 km²

Principale langue

Anglais (officielle)

Principaux groupes religieux

Anglicans, protestants, catholiques

Pays environnants

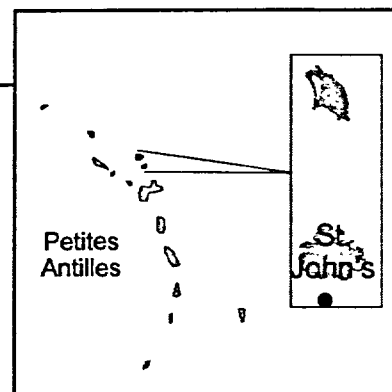
Guadeloupe (France), Montserrat (Royaume-Uni),
Saint-Kitts-et-Nevis

Population

74 100 habitants (est. 2002)

Taux de croissance de la population

1,5 % (est. 2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeants

Le gouverneur général James Beethoven Carlisle
Le premier ministre Lester Bryant Bird

Ministre des Affaires étrangères

M. Lester Bryant Bird

Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Développement des entreprises

M. Gaston Browne

Indice du développement humain de l'ONU (2003)

Antigua-et-Barbuda se classe 56^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement

590 000 \$ (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

1,1 milliard de dollars (2002)

Taux de croissance du PIB réel

2,7 % (est. 2002)

PIB par habitant

15 222 \$ (2002)

Principales exportations

Produits pétroliers, literie, artisanat, composantes électroniques, machines et matériel de transport, aliments, animaux vivants

Principales importations

Aliments, animaux vivants, machines et matériel de transport, biens manufacturés, produits chimiques, pétrole

Importations canadiennes en provenance d'Antigua-et-Barbuda

1 million de dollars (2002), principalement en bateaux à voile, commutateurs électriques, machines, pièces de systèmes d'allumage et de freinage

Exportations canadiennes vers Antigua-et-Barbuda

9 millions de dollars (2002), principalement en produits laitiers, turbines, ordinateurs et périphériques, poisson en conserve, pièces d'aéronefs

Représentant du Canada

M^{me} Joanne Goulet, Haute-Commissaire intérimaire, Haut-Commissariat du Canada auprès d'Antigua-et-Barbuda
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Barbade, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbade

Téléphone : (246) 429-3550; télécopieur : (246) 429-3780; sites Web : www.bridgetown.gc.ca; www.infoexport.gc.ca/bb

AUSTRALIE

Capitale : Canberra

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

7 713 000 km²

Principale langue

Anglais

Principaux groupes religieux

Anglicans (26 %), catholiques (26 %), autres chrétiens (24 %)

Pays environnants

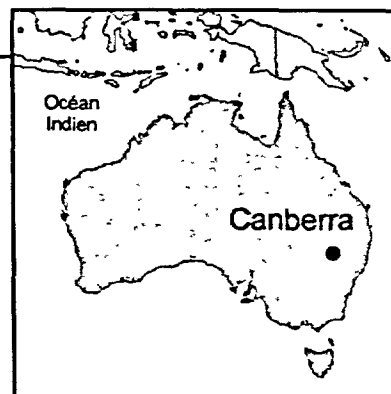
Indonésie, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée

Population

19,7 millions d'habitants (2002)

Taux de croissance de la population

1,3 % (2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des représentants; multipartite

Dirigeants

Le gouverneur général Michael Jeffery

Le premier ministre John Howard

Ministre des Affaires étrangères

M. Alexander Downer

Ministre du Commerce

M. Mark Vaile

Indice du développement humain de l'ONU (2003)

L'Australie se classe 4^e sur 175 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

624,8 milliards de dollars (2002)

Taux de croissance du PIB réel

3,5 % (2002)

PIB par habitant

31 770 \$ (2002)

Principales exportations

Minéraux, grains, viande, pétrole, laine, machines

Principales importations

Voitures de tourisme, ordinateurs, machines, matériel électrique

Importations canadiennes en provenance de l'Australie

1,72 milliard de dollars (2002), principalement en oxydes d'aluminium, viande congelée, vin, minerais et concentrés de nickel, bœuf frais ou réfrigéré

Exportations canadiennes vers l'Australie

1,17 milliard de dollars (2002), principalement en moteurs d'automobiles, chars et automobiles blindés de combat et pièces, bois d'œuvre (conifères), porc congelé, chlorure de potassium

Représentant du Canada

M. Jean T. Fournier, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada

Commonwealth Avenue, Canberra, ACT, Australie, 2600

Téléphone : (011-61-2) 6273-3844; télécopieur : (011-61-2) 6270-4069; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/australia

Novembre 2003

BAHAMAS

Capitale : Nassau

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
13 939 km²

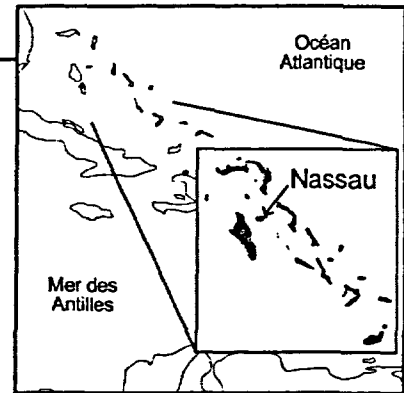
Principale langue
Anglais (officielle)

Principaux groupes religieux
Baptistes (32 %), anglicans (20 %),
catholiques (19 %)

Pays environnants
Cuba, États-Unis, Haïti

Population
311 000 habitants (2002)

Taux de croissance de la population
1 % (2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre d'assemblée; multipartite

Dirigeants
Le gouverneur général Ivy Dumont
Le premier ministre Perry Christie

Ministre des Affaires étrangères
M. Fred Mitchell

Ministre du Commerce et de l'Industrie
M. Leslie Miller

Ministre des Finances
M. Perry Christie

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
Les Bahamas se classent 49^{es} sur 175 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
7,9 milliards de dollars (2002)

Taux de croissance du PIB réel
0,7 % (2002)

PIB par habitant
25 540 \$ (2002)

Principales exportations
Écrevisses, sel, autres produits de la pêche, rhum, agrumes, aragonite, produits pharmaceutiques, produits pétroliers raffinés, ciment

Principales importations
Machines et matériel de transport, aliments, boissons, tabac, biens manufacturés, pétrole brut, véhicules, produits électroniques

Importations canadiennes en provenance des Bahamas
16,5 millions de dollars (2002), principalement en langoustes et écrevisses, produits chimiques organiques, fleurs décoratives, agrumes, médicaments

Exportations canadiennes vers les Bahamas
40,8 millions de dollars (2002), principalement en cigarettes, ordinateurs et périphériques, produits laitiers, farine de blé et de méteil, sable naturel

Représentant du Canada

M. Claudio Valle, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès des Bahamas
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Jamaïque, P.O. Box 1500, Kingston 10, Jamaïque
Téléphone : (876) 926-1500; télécopieur : (876) 511-3495; sites Web : www.kingston.gc.ca; www.infoexport.gc.ca

BANGLADESH

Capitale : Dhaka

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
147 570 km²

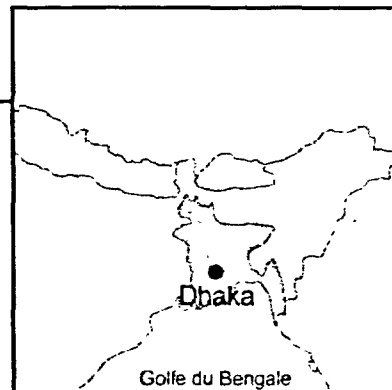
Principales langues
Bengali, anglais, ourdou, hindi

Principaux groupes religieux
Musulmans (88 %), hindous (11 %)

Pays environnants
Birmanie, Inde

Population
131,2 millions d'habitants
(2001-2002)

Taux de croissance de la population
1,5 % (2001-2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Parlement national

Dirigeants
Le président Iajuddin Ahmed
La première ministre Khaleda Zia

Ministre des Affaires étrangères
M. Morshed Khan

Ministre du Commerce
M. Amir Khosru M. Chowdhury

Ministre des Finances
M. Saifur Rahman

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
Le Bangladesh se classe 139^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement
87,15 millions de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
73,6 milliards de dollars (2001-2002)

Taux de croissance du PIB réel
4,8 % (2001-2002)

PIB par habitant
561 \$ (2001-2002)

Principales exportations
Vêtements, jute et produits en jute, cuir, poisson et fruits de mer congelés

Principales importations
Machines et outillage, produits chimiques, fer et acier, textiles, coton brut, aliments, pétrole brut et produits pétroliers, ciment

Importations canadiennes en provenance du Bangladesh
164,5 millions de dollars (2002), principalement en vêtements tricotés et tissés (fibres de coton et fibres synthétiques)

Exportations canadiennes vers le Bangladesh
70 millions de dollars (2002), principalement en blé et méteil, graines de moutarde, pois secs, pois chiches secs, laminés plats en fer et en acier

Représentant du Canada

M. Gerry Campbell, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada
House CWN 16/A, Road 48, Gulshan 2, G.P.O. Box 569, Dhaka, Bangladesh

Téléphone : (011-88-02) 988-7091; télécopieur : (011-88-02) 882-3043; sites Web : www.chcdhaka.org; www.infoexport.gc.ca

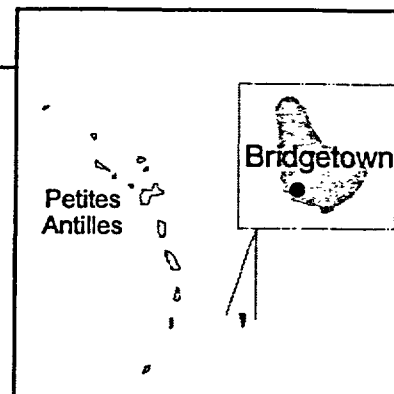
Novembre 2003

BARBADE

Capitale : Bridgetown

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie 431 km ²	Population 271 800 habitants (2002)
Principale langue Anglais (officielle)	Taux de croissance de la population 1,3 % (2002)
Principaux groupes religieux Anglicans (40 %), protestants (27 %)	
Pays environnants Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sainte-Lucie	



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime Monarchie constitutionnelle	Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur M ^{me} Billie Miller
Autorité législative Chambre haute : Sénat Chambre basse : Chambre d'assemblée; multipartite	Indice du développement humain de l'ONU (2003) La Barbade se classe 27 ^e sur 175 pays.
Dirigeants Le gouverneur général Clifford Husbands Le premier ministre Owen Seymour Arthur	Aide publique du Canada au développement 640 000 \$ (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB 4 milliards de dollars (2002)	Taux d'inflation 0,5 % (2002)
Taux de croissance du PIB réel - 0,6 % (2002)	Taux de chômage 10,3 % (2002)
PIB par habitant 14 713 \$ (2002)	
Principales exportations Sucre et mélasse, rhum, autres aliments et boissons, produits chimiques, composantes électriques, vêtements	
Principales importations Biens de consommation, machines, denrées alimentaires, matériaux de construction, produits chimiques, combustibles, composantes électriques	
Importations canadiennes en provenance de la Barbade 7,5 millions de dollars (2002), principalement en rhum et tafia, pièces de turbines, clés de serrage, primates vivants, instruments pour la médecine humaine et vétérinaire et pièces	
Exportations canadiennes vers la Barbade 38,5 millions de dollars (2002), principalement en papier journal, turbines, ordinateurs et périphériques, porc congelé, pommes de terre congelées	

Représentant du Canada

M^{me} Joanne Goulet, Haute-Commissaire intérimaire, Haut-Commissariat du Canada
Bishop's Court Hill, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbade
Téléphone : (246) 429-3550; télécopieur : (246) 429-3780, (246) 437-8474 (bureau commercial);
sites Web : www.bridgetown.gc.ca; www.infoexport.gc.ca

BELIZE

Capitale : Belmopan

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
22 923 km²

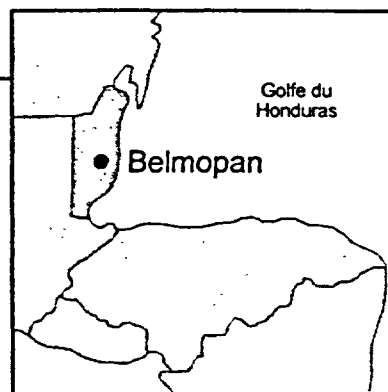
Population
250 000 habitants (2002)

Principale langue
Anglais (officielle)

Taux de croissance de la population
0 % (2002)

Principaux groupes religieux
Catholiques (62 %),
protestants (30 %)

Pays environnants
Guatemala, Honduras, Mexique



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Ministre des Affaires étrangères
M. Godfrey Smith

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

**Ministre de l'Investissement et
du Commerce international**
M. Eamon Courtenay

Dirigeants
Le gouverneur général Colville Norbert Young
Le premier ministre Said Musa

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
Le Belize se classe 67^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement
2,72 millions de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1,4 milliard de dollars (2002)

Taux d'inflation
2,2 % (2002)

Taux de croissance du PIB réel
3,7 % (2002)

Taux de chômage
Non disponible

PIB par habitant
5 490 \$ (2002)

Principales exportations
Sucre et mélasse, bananes, agrumes, vêtements, produits du poisson, bois

Principales importations
Machines et matériel de transport, biens manufacturés, aliments, combustibles, produits chimiques, produits pharmaceutiques

Importations canadiennes en provenance du Belize
6,4 millions de dollars (2002), principalement en papayes, herbicides, jus d'orange congelé, bois d'œuvre, huiles essentielles d'orange

Exportations canadiennes vers le Belize
5,2 millions de dollars (2002), principalement en produits laitiers, charpentes et pièces en fer et en acier, machines et appareils mécaniques, porc fumé, coffres-forts, armoires et coffrets-caisses de sûreté (en métal)

Représentant du Canada

M. Claudio Valle, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès du Belize
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Jamaïque, P.O. Box 1500, Kingston 10, Jamaïque
Téléphone : (876) 926-1500; télécopieur : (876) 511-3495; sites Web : www.kingston.gc.ca; www.infoexport.gc.ca

Novembre 2003

BOTSWANA

Capitale : Gaborone

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

600 370 km²

Principales langues

Anglais, setswana

Principaux groupes religieux

Chrétiens (60 %), croyances indigènes (20 %)

Pays environnants

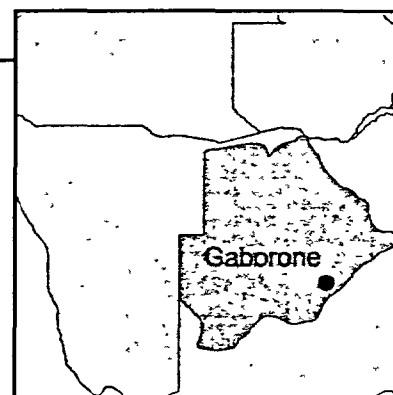
Afrique du Sud, Angola, Namibie, Zambie, Zimbabwe

Population

1,8 million d'habitants (est. 2001-2002)

Taux de croissance de la population

2,4 % (est. 2001-2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Chambre haute : Maison des chefs

Chambre basse : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeant

Le président Festus Mogae

Ministre des Affaires étrangères

M. Monpati Merafhe

Ministre du Commerce et de l'Industrie

M. Jacob Nkate

Ministre des Finances

M. Baledzi Goalathe

Indice du développement humain de l'ONU (2003)

Le Botswana se classe 125^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement

1,6 million de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

8,8 milliards de dollars (2001-2002)

Taux de croissance du PIB réel

4,2 % (2001-2002)

PIB par habitant

4 908 \$ (2001-2002)

Principales exportations

Diamants, véhicules, cuivre, nickel, viande

Principales importations

Véhicules, machines et produits électriques, aliments, tabac, produits métalliques

Importations canadiennes en provenance du Botswana

900 000 \$ (2002), principalement en diamants non industriels, vêtements tricotés et tissés pour hommes et garçons (fibres synthétiques), diamants industriels, pièces d'aéronefs

Exportations canadiennes vers le Botswana

3,6 millions de dollars (2002), principalement en pièces d'aéronefs, pièces de turbines, matériel téléphonique et pièces, appareils de mesure ainsi que roues, pièces et accessoires d'automobiles

Représentant du Canada

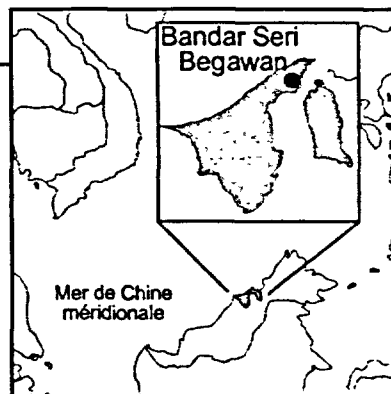
M. John Schram, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès du Botswana
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès du Zimbabwe, P.O. Box 1430, Harare, Zimbabwe
Téléphone : (011-263-4) 252-181/5; télécopieur : (011-263-4) 252-186; site Web : www.infoexport.gc.ca/zw

BRUNÉI

Capitale : Bandar Seri Begawan

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie 5 765 km ²	Population 351 000 habitants (est. 2002)
Principales langues Malais, anglais, chinois	Taux de croissance de la population 1,7 % (est. 2002)
Principaux groupes religieux Musulmans (67 %), bouddhistes (13 %), chrétiens (10 %)	
Pays environnant Malaisie	



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime Monarchie	Ministre des Affaires étrangères Le prince Mohammed Bolkiah
Autorité législative Unicamérale : Conseil législatif; unipartite	Ministre de l'Industrie et des Ressources élémentaires M. Abdul Rahman Taib
Dirigeant Le sultan et premier ministre Hassanal Bolkiah	Indice du développement humain de l'ONU (2003) Le Brunéi se classe 31 ^e sur 175 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB 6,7 milliards de dollars (2001)	Taux d'inflation - 2,0 % (2002)
Taux de croissance du PIB réel 4,1 % (2002)	Taux de chômage Non disponible
PIB par habitant 19 288 \$ (2001)	
Principales exportations Gaz naturel liquéfié, pétrole brut, produits pétroliers raffinés	
Principales importations Machines, matériel de transport, biens manufacturés, aliments, produits chimiques	
Importations canadiennes en provenance du Brunéi 6,2 millions de dollars (2002), principalement en vêtements tricotés (coton)	
Exportations canadiennes vers le Brunéi 1,8 million de dollars (2002), principalement en engrenages et pièces, pommes de terre congelées, pièces d'aéronefs, robinets, valves et articles similaires, pièces de pompes à liquides	

Représentant du Canada

M. Paul Lau, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada

5^e Floor, Jalan McArthur Building, No. 1, Jalan McArthur, P.O. Box 2808, Bandar Seri Begawan, BS8711, Brunéi

Téléphone : (011-673-2) 220-043; télécopieur : (011-673-2) 220-040; sites Web : www.dfait-maeci.gc.ca/brunei; www.infoexport.gc.ca/bn

Novembre 2003

CAMEROUN

Capitale : Yaoundé

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
475 440 km²

Principales langues
Anglais et français (officielles),
24 langues africaines majeures

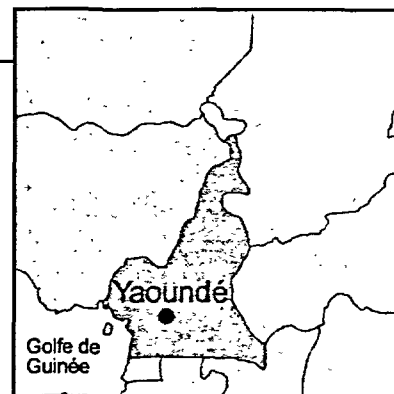
Principaux groupes religieux
Croyances indigènes (40 %),
chrétiens (40 %), musulmans (20 %)

Pays environnants

Gabon, Guinée équatoriale, Nigéria, République centrafricaine,
République du Congo, Tchad

Population
15,5 millions d'habitants
(est. 2002)

Taux de croissance de la population
2,2 % (2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée nationale

Dirigeants
Le président Paul Biya
Le premier ministre Peter Mafany Musonge

Ministre d'État chargé des relations extérieures
M. François-Xavier Ngoubeyou

Ministre d'État chargé du développement industriel et commercial
M. Bello Bouba Maigari

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
Le Cameroun se classe 142^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement
96,28 millions de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
15,1 milliards de dollars (2001)

Taux de croissance du PIB réel
4 % (2002)

PIB par habitant
996,68 \$ (2001)

Principales exportations
Pétrole, bois, cacao, aluminium, café, coton

Principales importations
Machines et matériel électrique, matériel de transport, combustibles, aliments

Importations canadiennes en provenance du Cameroun
10,6 millions de dollars (2002), principalement en fèves de cacao, coton, bois

Exportations canadiennes vers le Cameroun
14,1 millions de dollars (2002), principalement en blé et méteil, volaille, pièces de locomotives, médicaments

Taux d'inflation
2,7 % (est. 2002)

Taux de chômage
Non disponible

Représentant du Canada

M. Jules Savaria, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada
Immeuble Stamatiades, Place de l'Hôtel de Ville, P.O. Box 572, Yaoundé, Cameroun
Téléphone : (011 237) 23 23 11; télécopieur : (011 237) 22 10 90; site Web : www.infoexport.gc.ca/cm

Novembre 2003

CANADA

Capitale : Ottawa

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
9 970 610 km²

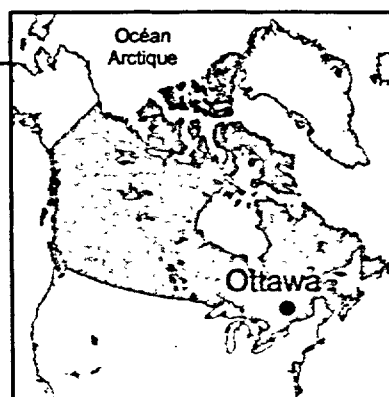
Principales langues
Anglais, français (officielles)

Principaux groupes religieux
Catholiques (45 %),
Église unie (12 %), anglicans (8 %)

Pays environnants
États-Unis, Grönland (Danemark)

Population
31,4 millions d'habitants (2002)

**Taux de croissance
de la population**
1 % (2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre des communes;
multipartite

Dirigeants
La gouverneure générale Adrienne Clarkson
Le premier ministre Jean Chrétien

Ministre des Affaires étrangères
M. Bill Graham

Ministre du Commerce international
M. Pierre Pettigrew

Ministre des Finances
M. John Manley

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
Le Canada se classe 8^e sur 175 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1 154,9 milliards de dollars (2002)

Taux de croissance du PIB réel
3,4 % (2002)

PIB par habitant
36 800 (2002)

Exportations de biens et services
472,6 milliards de dollars (2002), principalement en matériel de transport, pâte et papier, combustibles, bois, minéraux, aluminium

Importations de biens et services
423,1 milliards de dollars (2002), principalement en véhicules et matériel de transport, huiles minérales, ordinateurs et périphériques, moteurs, produits pharmaceutiques

CHYPRE

Capitale : Nicosie

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
9 251 km²

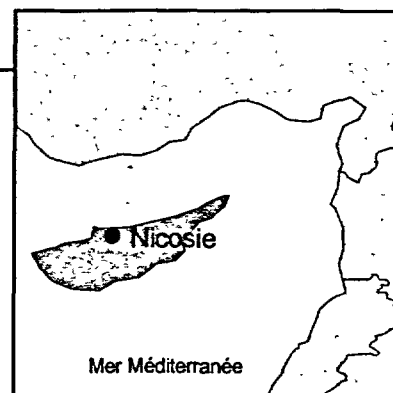
Principales langues
Grec, turc, anglais

Principaux groupes religieux
Orthodoxes grecs (78 %),
musulmans (18 %)

Pays environnants
Liban, Syrie, Turquie

Population
709 600 habitants (2002)

Taux de croissance de la population
1,2 % (2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Parlement; multipartite

Dirigeant
Le président Tassos Papadopoulos

Ministre des Affaires étrangères
M. Georgios Lacovou

Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme
M. Yiorgos Lillikas

Ministre des Finances
M. Markos Kyprianou

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
Chypre se classe 25^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement
80 000 \$ (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
15,9 milliards de dollars (2002)

Taux de croissance du PIB réel
2 % (2002)

PIB par habitant
22 449 (2002)

Principales exportations
Agrumes, pommes de terre, raisin, vin, ciment, vêtements

Principales importations
Biens de consommation, produits pétroliers, denrées alimentaires, machines

Importations canadiennes en provenance de Chypre
2,3 millions de dollars (2002), principalement en agrumes, machines à mouler le caoutchouc et le plastique, fibres optiques pour verres de lunettes, équipement d'inhalothérapie, vin

Exportations canadiennes vers Chypre
21,3 millions de dollars (2002), principalement en hélicoptères, blé et méteil, blé dur, bois d'œuvre (chêne), lentilles sèches

Représentant du Canada

M. Franco Pillarella, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de Chypre
a/s de l'Ambassade du Canada auprès de la Syrie, P.O. Box 3394, Damas, Syrie

Téléphone : (011-963-11) 611-6692; télécopieur : (011-963-11) 611-4000; sites Web : www.dfait-maeci.gc.ca/syria; www.infoexport.gc.ca/sy

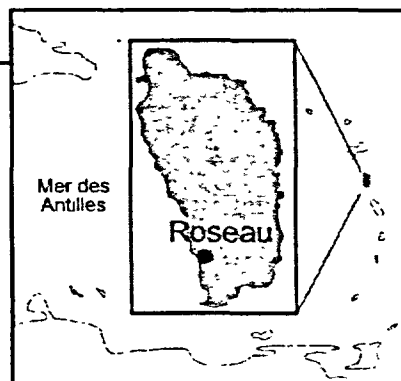
Novembre 2003

DOMINIQUE

Capitale : Roseau

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie 750 km ²	Population 71 600 habitants (est. 2002)
Principale langue Anglais (officielle)	Taux de croissance de la population 0,6 % (est. 2002)
Principaux groupes religieux Catholiques (77 %), protestants (15 %)	
Pays environnants Guadeloupe (France), Martinique (France)	



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime République	Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Commercialisation M. Osborne Riviere
Autorité législative Unicamérale : Chambre d'assemblée; multipartite	Ministre des Finances M. Ambrose George
Dirigeants Le président Vernon Shaw Le premier ministre Pierre Charles	Indice du développement humain de l'ONU (2003) La Dominique se classe 68 ^e sur 175 pays
Ministre des Affaires étrangères M. Pierre Charles	Aide publique du Canada au développement 3,68 millions de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB 419,8 millions de dollars (2002)	Taux d'inflation 2,1 % (est. 2002)
Taux de croissance du PIB réel - 0,5 % (est. 2002)	Taux de chômage Non disponible
PIB par habitant 5 863 \$ (2002)	
Principales exportations Bananes, savon, huiles essentielles, légumes, agrumes, biens manufacturés	
Principales importations Machines, produits manufacturés de base, denrées alimentaires, produits chimiques	
Importations canadiennes en provenance de la Dominique 944 000 \$ (2002), principalement en moteurs, vêtements tissés pour hommes et garçons (coton), machines et pièces pour le lavage, la manutention, le chargement et le déchargement, melons, circuits intégrés	
Exportations canadiennes vers la Dominique 2,7 millions de dollars (2002), principalement en produits laitiers, pièces de foyers et de dispositifs de chargement mécanique, hareng fumé, bois d'œuvre, porc fumé	

Représentant du Canada

M^{me} Joanne Goulet, Haute-Commissaire intérimaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de la Dominique
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Barbade, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbade
Téléphone : (246) 429-3550; télécopieur : (246) 429-3780; sites Web : www.bridgetown.gc.ca; www.infoexport.gc.ca/bb

FIDJI

Capitale : Suva

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
18 272 km²

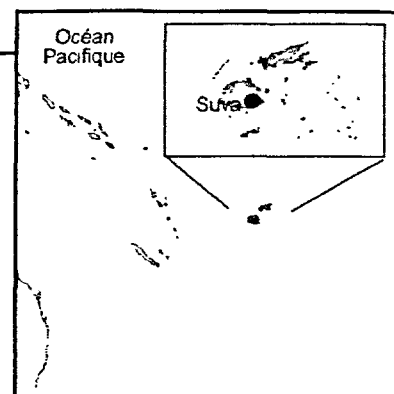
Population
826 000 habitants (2002)

Principales langues
Anglais (officielle), fidjien,
hindoustani

Taux de croissance de la population
1,3 % (2002)

Principaux groupes religieux
Chrétiens (52 %), hindous (38 %)

Pays environnants
Îles Salomon, Nouvelle-Calédonie (France), Tonga, Tuvalu, Vanuatu,
Wallis-et-Futana (France)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

**Ministre des Affaires étrangères et
du Commerce extérieur**
M. Kaliopate Tavola

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
Les Fidji se classent 81^{es} sur 175 pays.

Dirigeants du gouvernement
Le président Ratu Josefa Iloilovatu
Le premier ministre Laisenia Qarase

Aide publique du Canada au développement
760 000 \$ (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
2,5 milliards de dollars (2002)

Taux d'inflation
0,7 % (2002)

Taux de croissance du PIB réel
3,8 % (2002)

Taux de chômage
Non disponible

PIB par habitant
3 054 \$ (2002)

Principales exportations
Sucre, or, vêtements, poisson transformé

Principales importations
Machines et matériel de transport, produits pétroliers, aliments, biens de consommation

Importations canadiennes en provenance des Fidji
6 millions de dollars (2002), principalement en poisson préparé, mollusques, corail, coquilles et os de seiche, eaux minérales et gazeuses, poisson séché

Exportations canadiennes vers les Fidji
7,3 millions de dollars (2002), principalement en chlorure de potassium, camions à benne, pois secs, pièces de matériel téléphonique, moteurs d'aéronefs

Représentant du Canada

M. John Donaghy, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès des Fidji
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Nouvelle-Zélande, P.O. Box 12049, Thorndon, Wellington, Nouvelle-Zélande, 7301
Téléphone : (011-64-4) 473-9577; télécopieur : (011-64-4) 471-2082; sites Web : www.wellington.gc.ca; www.infoexport.gc.ca/nz

Novembre 2003

GAMBIE

Capitale : Banjul

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
11 300 km²

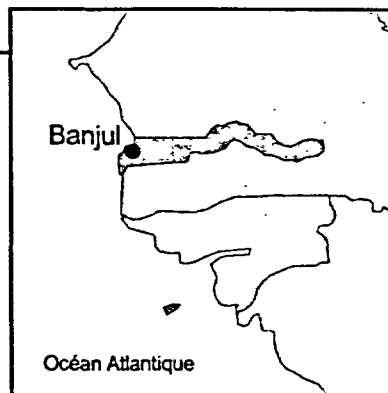
Principales langues
Anglais (officielle), mandingue,
ouolof, peul

Principal groupe religieux
Musulmans (90 %)

Pays environnant
Sénégal

Population
1,45 million d'habitants
(est. 2002)

Taux de croissance de la population
2,1 % (est. 2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Parlement; multipartite

Dirigeant
Le président Yahya Jammeh

Secrétaire d'État aux Affaires étrangères
M. Baboucarr Blaise Jagne

Secrétaire d'État au Commerce
M. Momodou M. Sallah

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
La Gambie se classe 151^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement
6,75 millions de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
614 millions de dollars (est. 2002)

Taux de croissance du PIB réel
3 % (est. 2002)

PIB par habitant
423 \$ (2002)

Principales exportations
Arachides et dérivés, poisson et produits du poisson

Principales importations
Aliments, machines et matériel de transport

Importations canadiennes en provenance de la Gambie
400 000 \$ (2002), principalement en pièces de machines pour la préparation d'aliments et de boissons, verrerie en cristal au plomb, pneus, pièces de pneus et protège-chambre à air, équipement de diagnostic et de contrôle médical, ordinateurs

Exportations canadiennes vers la Gambie
570 000 \$ (2002), principalement en convertisseurs électriques statiques, matériel téléphonique, pièces de pompes, de compresseurs, de ventilateurs et de hottes, pilules anticonceptionnelles, produits laitiers

Représentant du Canada

M. Denis Thibault, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat auprès de la Gambie
a/s de l'Ambassade du Canada, B.P. 3373, Dakar, Sénégal

Téléphone : (011-221) 889-4700; télécopieur : (011-221) 889-4720; sites Web : www.dfait-maeci.gc.ca/dakar; www.infoexport.gc.ca/sn

Novembre 2003

GHANA

Capitale : Accra

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
238 540 km²

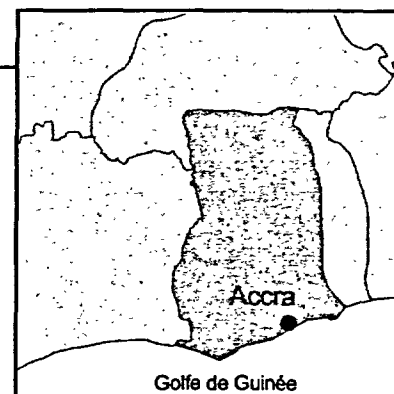
Principales langues
Anglais (officielle), akan, mossi,
dagomba, éwé, ga

Principaux groupes religieux
Chrétiens (63 %), croyances
indigènes (21 %), musulmans (16 %)

Pays environnants
Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Togo

Population
20,5 millions d'habitants
(est. 2002)

**Taux de croissance de la
population**
2,6 % (est. 2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Parlement; multipartite

Dirigeant
Le président John Agyekum Kufuor

Ministre des Affaires étrangères
M. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo

Ministre du Commerce et de l'Industrie
M. Alan Kyeremateng

Ministre des Finances
M. Yaw Osafo-Mafo

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
Le Ghana se classe 129^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement
36,07 millions de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
9 milliards de dollars (2002)

Taux de croissance du PIB réel
4,5 % (2002)

PIB par habitant
438 \$ (2002)

Principales exportations
Cacao, or, gros bois d'œuvre, thon, bauxite, aluminium

Principales importations
Biens d'équipement, pétrole, denrées alimentaires

Importations canadiennes en provenance du Ghana
41,4 millions de dollars (2002), principalement en minerais et concentrés d'aluminium, fèves de cacao, contreplaqué, gros bois d'œuvre (bois tropicaux)

Exportations canadiennes vers le Ghana
70,4 millions de dollars (2002), principalement en blé et méteil, vêtements usagés, pièces de moteurs et de générateurs électriques, machines à concasser, à broyer et à pulvériser les substances minérales, additifs anticorrosifs

Représentant du Canada

M. Jean-Pierre Bolduc, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada
42 Independence Avenue, P.O. Box 1639, Accra, Ghana

Téléphone : (011-233-21) 228-555; télécopieur : (011-233-21) 773-792; sites Web : www.dfait-maeci.gc.ca/accra; www.infoexport.gc.ca/gh

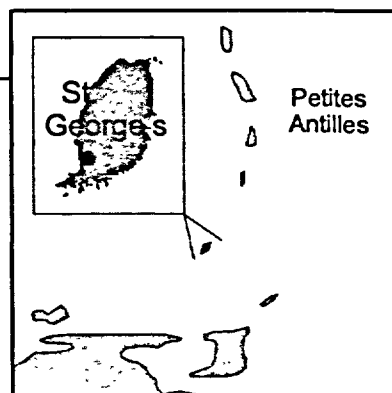
Novembre 2003

GRENADE

Capitale : St. George's

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie 340 km ²	Population 102 100 habitants (2002)
Principale langue Anglais (officielle)	Taux de croissance de la population 0,2 % (2002)
Principaux groupes religieux Catholiques (53 %), protestants (47 %)	
Pays environnants Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Trinité-et-Tobago, Venezuela	



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime Monarchie constitutionnelle	Ministre des Affaires étrangères M. Elvin Nimrod
Autorité législative Chambre haute : Sénat Chambre basse : Chambre des représentants; multipartite	Ministre des Finances, du Commerce, de l'Industrie et de la Planification M. Anthony Boatwain
Dirigeants Le gouverneur général Daniel Williams Le premier ministre Keith Mitchell	Indice du développement humain de l'ONU (2003) La Grenade se classe 93 ^e sur 175 pays. Aide publique du Canada au développement 1,86 million de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB 645 millions de dollars (est. 2002)	Taux d'inflation 3,4 % (est. 2002)
Taux de croissance du PIB réel 0,6 % (est. 2000)	Taux de chômage Non disponible
PIB par habitant 6 316 \$ (2002)	
Principales exportations Muscade, fèves de cacao, bananes, macis, textiles, composantes d'ordinateur	
Principales importations Machines, aliments, biens manufacturés, produits chimiques, combustibles	
Importations canadiennes en provenance de la Grenade 1,5 million de dollars (2002), principalement en médicaments, muscade, fèves de cacao, macis, huile d'olive	
Exportations canadiennes vers la Grenade 4,5 millions de dollars (2002), principalement en produits laitiers, porc fumé, imprimés, pièces de matériel téléphonique, garnitures et ferrures en métal pour bâtiments	

Représentant du Canada

M^{me} Joanne Goulet, Haute-Commissaire intérimaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de la Grenade
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Barbade, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbade

Téléphone : (246) 429-3550; télécopieur : (246) 429-3780; sites Web : www.bridgetown.gc.ca; www.infoexport.gc.ca/bb

GUYANA

Capitale : Georgetown

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
214 970 km²

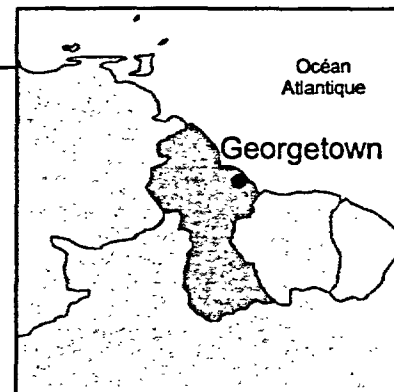
Principale langue
Anglais (officielle)

Principaux groupes religieux
Chrétiens (50 %), hindous (33 %)

Pays environnants
Brésil, Suriname, Venezuela

Population
771 970 habitants (2002)

Taux de croissance de la population
0,7 % (2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeants
Le président Bharrat Jagdeo
Le premier ministre Samuel Hinds

Ministre des Affaires étrangères
M. Samuel Rudolph Insanally

Ministre du Commerce extérieur et de la Coopération internationale
M. Clement Rohee

Ministre de l'Industrie, du Tourisme et du Commerce
M. Manzoor Nadir

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
Le Guyana se classe 92^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement
9,96 millions de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1,1 milliard de dollars (2002)

Taux de croissance du PIB réel
1,1 % (2002)

PIB par habitant
1 477 \$ (2002)

Principales exportations
Sucre et mélasse, or, bauxite et alumine, riz, crevettes, rhum, gros bois d'œuvre

Principales importations
Biens manufacturés, machines, pétrole, aliments

Importations canadiennes en provenance du Guyana
225,4 millions de dollars (2002), principalement en or, rhum et tafia, minerais et concentrés d'aluminium, poisson congelé, vêtements tissés pour hommes et garçons (fibres synthétiques)

Exportations canadiennes vers le Guyana
11 millions de dollars (2002), principalement en pois secs, papier journal, papier et carton, robinets, valves et articles similaires, produits laitiers

Représentant du Canada

M. Serge Marcoux, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada
High and Young Streets, P.O. Box 10880, Georgetown, Guyana

Téléphone : (011-592) 227-2081; télécopieur : (011-592) 225-8380; site Web: www.georgetown.gc.ca

ÎLES SALOMON

Capitale : Honiara

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
28 450 km²

Population
476 000 habitants (2001)

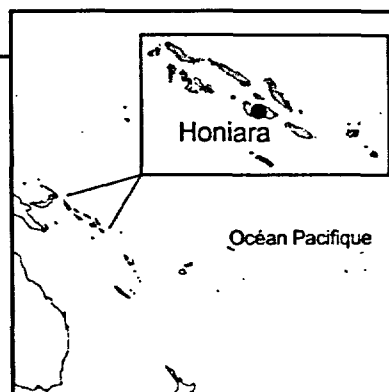
Principales langues
Anglais (officielle), mélanésien

Taux de croissance de la population
2,9 % (est. 2002)

Principaux groupes religieux
Anglicans (45 %), protestants (33 %), catholiques (18 %)

Pays environnants

Australie, Fidji, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tonga, Tuvalu, Vanuatu



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Ministre des Affaires étrangères
M. Laurie Hok Si Chan

Autorité législative
Unicamérale : Parlement national

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
Les Îles Salomon se classent 123^{es} sur 175 pays.

Dirigeants
Le gouverneur général John Lapli
Le premier ministre Allan Kemakeza

Aide publique du Canada au développement
940 000 \$ (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
410 millions de dollars (2001)

Taux d'inflation
15,4 % (2002)

Taux de croissance du PIB réel
- 2,4 % (2002)

Taux de chômage
Non disponible

PIB par habitant
862 \$ (2001)

Principales exportations
Gros bois d'œuvre, poisson, coprah, huile de palme

Principales importations
Aliments et boissons, pétrole, machines

Importations canadiennes en provenance des Îles Salomon
55 000 \$ (2002), principalement en sculptures et statues, outils, vêtements tricotés (coton), pièces et accessoires d'ordinateurs

Exportations canadiennes vers les Îles Salomon
148 000 \$ (2002), principalement en machines et appareils mécaniques, chaînes de tronçonneuse et pièces, pièces d'antennes paraboliques, outils à main

Représentant du Canada

M. Jean T. Fournier, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès des Îles Salomon
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de l'Australie, Commonwealth Avenue, Canberra, ACT, Australie, 2600
Téléphone : (011-61-2) 6273-3844; télécopieur : (011-61-2) 6270-4069; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/australia

Novembre 2003

INDE

Capitale : New Delhi

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
3 287 590 km²

Principales langues

Des 16 langues officielles, l'hindi est la plus utilisée; l'anglais est courant

Principaux groupes religieux

Hindous (82 %), musulmans (12 %)

Pays environnants

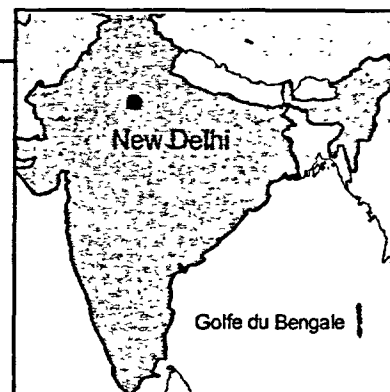
Bangladesh, Bhoutan, Birmanie, Chine, Népal, Pakistan, Sri Lanka

Population

1,1 milliard d'habitants
(2002-2003)

Taux de croissance de la population

1,7 % (2002-2003)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Chambre haute : Conseil des États

Chambre basse : Assemblée du peuple; multipartite

Dirigeants

Le président Abdul Kalam

Le premier ministre Atal Bihari Vajpayee

Ministre des Affaires étrangères

M. Yashwant Sinha

Ministre du Commerce et de l'Industrie

M. Arun Jaitley

Ministre des Finances

M. Jaswant Singh

Indice du développement humain de l'ONU (2003)

L'Inde se classe 127^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement

79,15 millions de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

784,4 milliards de dollars (2002-2003)

Taux de croissance du PIB réel

4,4 % (2002-2003)

PIB par habitant

740 \$ (2002-2003)

Principales exportations

Articles textiles, pierres précieuses et bijoux, produits de l'industrie mécanique, produits chimiques, produits en cuir

Principales importations

Pétrole brut et produits pétroliers, machines, pierres précieuses, engrais, produits chimiques

Importations canadiennes en provenance de l'Inde

1,3 milliard de dollars (2002), principalement en vêtements tricotés (coton), diamants non industriels, lin, produits chimiques

Exportations canadiennes vers l'Inde

674 millions de dollars (2002), principalement en pois secs, papier journal, matériel téléphonique, chlorure de potassium, pâte de bois

Représentant du Canada

M^{me} Lucie Edwards, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada

7/8 Shantipath, Chanakypuri, P.O. Box 5207, New Delhi, Inde, 110021

Téléphone : (011-91-11) 687-6500; télécopieur : (011-91-11) 687-5387; sites Web : www.newdelhi.gc.ca; www.infoexport.gc.ca/in

JAMAÏQUE

Capitale : Kingston

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
10 991 km²

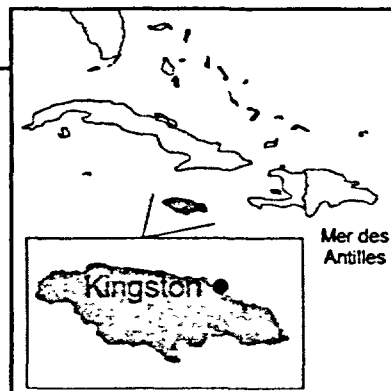
Principale langue
Anglais (officielle)

Principal groupe religieux
Protestants (61 %)

Pays environnants
Cuba, Haïti

Population
2,6 millions d'habitants (2002)

Taux de croissance de la population
0,5 % (2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeants
Le gouverneur général Howard Cooke
Le premier ministre Percival James Patterson

**Ministre des Affaires étrangères et
du Commerce extérieur**
M. K. D. Knight

**Ministre du Commerce, des Sciences et
de la Technologie**
M. Phillip Paulwell

Indice de développement humain de l'ONU (2003)
La Jamaïque se classe 78^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement
34,75 millions de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
12 milliards de dollars (2001)

Taux de croissance du PIB réel
1,2 % (2001)

PIB par habitant
4 627 \$ (2001)

Principales exportations
Alumine et bauxite, sucre, bananes, rhum

Principales importations
Machines et matériel de transport, matériaux de construction, combustibles, aliments, produits chimiques, engrais

Importations canadiennes en provenance de la Jamaïque
270,9 millions de dollars (2002), principalement en oxyde d'aluminium, rhum et tafia, liqueurs et cordiaux, tubercules, or

Exportations canadiennes vers la Jamaïque
167,2 millions de dollars (2002), principalement en blé et méteil, pièces de matériel téléphonique, blé dur, produits laitiers, poisson conservé

Représentant du Canada

M. Claudio Valle, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada
3 West Kings House Road, P.O. Box 150, Kingston 10, Jamaïque

Téléphone : (876) 926-1500; télécopieur : (876) 511-3495; sites Web: www.kingston.gc.ca; www.infoexport.gc.ca/jm

Novembre 2003

KENYA

Capitale : Nairobi

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
582 650 km²

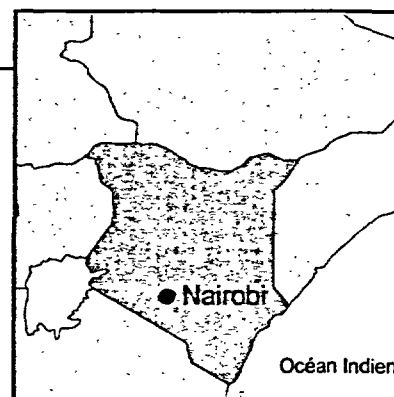
Principales langues
Anglais et swahili (officielles)

Principaux groupes religieux
Chrétiens (78 %), croyances indigènes (10 %), musulmans (10 %)

Pays environnants
Éthiopie, Ouganda, Somalie, Soudan, Tanzanie

Population
31,5 millions d'habitants (2002)

Taux de croissance de la population
2,3 % (2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeant
Le président Mwai Kibaki

Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale
M. Kalonzo Musyoka

Ministre du Commerce et de l'Industrie
M. Mukhisa Kituyi

Ministre des Finances
M. David Mwiraria

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
Le Kenya se classe 146^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement
23,5 millions de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
19,3 milliards de dollars (2002)

Taux de croissance du PIB réel
1,1 % (2002)

PIB par habitant
614 \$ (2002)

Principales exportations
Thé, café, produits horticoles, produits pétroliers

Principales importations
Machines et matériel de transport, produits pétroliers, fer et acier

Importations canadiennes en provenance du Kenya
12,3 millions de dollars (2002), principalement en café, thé, vêtements tissés pour femmes et filles (coton), extraits de plantes

Exportations canadiennes vers le Kenya
20,7 millions de dollars (2002), principalement en vêtements usagés, composantes électriques de matériel téléphonique, pois secs, blé et méteil, meubles de bureau (en bois)

Représentant du Canada

M. Jim Wall, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada
Limuru Road, Gigiri, P.O. Box 1013, 00621, Nairobi, Kenya

Téléphone : (011-254-20) 366-3000; télécopieur : (011-254-20) 366-3900; site Web : www.infoexport.gc.ca/ke

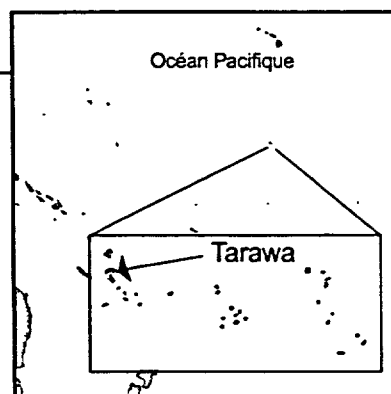
Novembre 2003

KIRIBATI

Capitale : Tarawa

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie 717 km ²	Population 87 400 habitants (2002)
Principales langues Anglais (officielle), gilbertien	Taux de croissance de la population 1,7 % (2002)
Principaux groupes religieux Catholiques (52 %), protestants (40 %)	
Pays environnants Australie, États-Unis (Hawaï), Îles Marshall, Nouvelle-Zélande, Samoa, Tuvalu	



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime République	Ministre des Affaires étrangères M. Anote Tong
Autorité législative Unicamérale : Chambre d'assemblée; multipartite	Indice du développement humain de l'ONU (2003) Ne figure pas dans la liste.
Dirigeant Le président Anote Tong	Aide publique du Canada au développement 420 000 \$ (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB 83,8 millions de dollars (2002)	Taux d'inflation 3,2 % (2002)
Taux de croissance du PIB réel 0,9 % (2002)	Taux de chômage Non disponible
PIB par habitant 959 \$ (2002)	
Principales exportations Poisson, coprah	
Principales importations Denrées alimentaires, combustibles, matériel de transport	
Importations canadiennes en provenance de Kiribati (comprend Tuvalu) 30 000 \$ (2002), principalement en pièces d'ordinateurs, conducteurs électriques, robinets, valves et articles similaires, sacs et contenants en plastique et en tissu	
Exportations canadiennes vers Kiribati (comprend Tuvalu) Négligeables (2002)	

Représentant du Canada

M. John Donaghy, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de Kiribati
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Nouvelle-Zélande, P.O. Box 12049, Thorndon, Wellington, Nouvelle-Zélande, 7301
Téléphone : (011-64-4) 473-9577; télécopieur : (011-64-4) 471-2082; sites Web : www.wellington.gc.ca; www.infoexport.gc.ca/nz

Novembre 2003

LESOTHO

Capitale : Maseru

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
30 355 km²

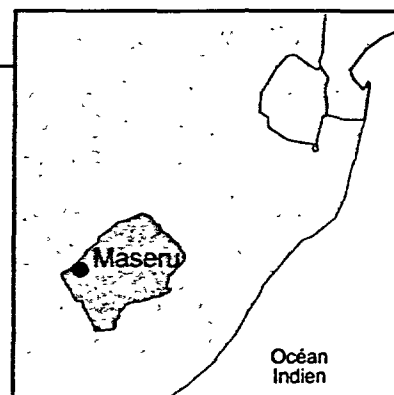
Principales langues
Anglais, sesotho

Principaux groupes religieux
Chrétiens (80 %), croyances indigènes (20 %)

Pays environnant
Afrique du Sud

Population
2,26 millions d'habitants (2002)

Taux de croissance de la population
2,3 % (2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Assemblée; multipartite

Dirigeants
Le roi Letsie III
Le premier ministre Pakalitha Mosisili

Ministre des Affaires étrangères
M. Mohlabi Kenneth Tsekoa

Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Commercialisation
M. Mpho Meli Malie

Ministre des Finances et de la Planification du développement
M. Timothy Thahane

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
Le Lesotho se classe 137^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement
2,47 millions de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1,1 milliard de dollars (2002)

Taux de croissance du PIB réel
4 % (est. 2002)

PIB par habitant
496 \$ (2002)

Principales exportations
Textiles et chaussures, aliments, animaux vivants

Principales importations
Biens d'équipement, aliments, combustibles et énergie

Importations canadiennes en provenance du Lesotho
5,2 millions de dollars (2002), principalement en vêtements tissés ou tricotés (coton)

Exportations canadiennes vers le Lesotho
100 000 \$ (2002), principalement en pièces de turbines, pièces d'ordinateurs et de périphériques, pièces de matériel de transmission, papier, pièces de calendres et de laminoirs

Représentant du Canada

M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès du Lesotho
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de l'Afrique du Sud, Private Bag X13, Hatfield 0028, Pretoria, Afrique du Sud
Téléphone : (011-27-12) 422-3000; télécopieur : (011-27-12) 422-3052;
sites Web : www.dfait-maeci.gc.ca/southafrica; www.infoexport.gc.ca/za

Novembre 2003

MALAISIE

Capitale : Kuala Lumpur

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
329 758 km²

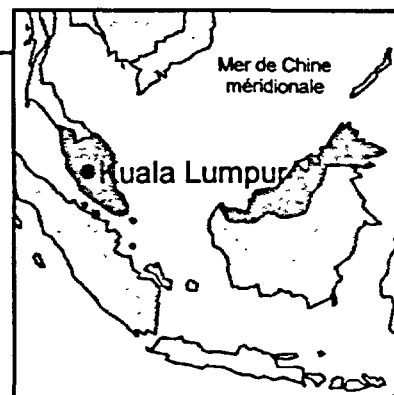
Principales langues
Malais, anglais, hokkien, cantonais, tamoul

Principaux groupes religieux
Musulmans (58 %), bouddhistes et taoïstes (26 %)

Pays environnants
Brunéi, Indonésie, Singapour, Thaïlande, Vietnam

Population
24,5 millions d'habitants (2002)

Taux de croissance de la population
2,2 % (2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre des représentants; multipartite

Dirigeants
Le chef de l'État, Yang di-Pertuan Agong XII
Le premier ministre Mahathir bin Mohamad

Ministre des Affaires étrangères
M. Syed Hamid Albar

Ministre du Commerce extérieur et de l'Industrie
M. Rafidah Aziz

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
La Malaisie se classe 58^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement
1,69 million de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
149 milliards de dollars (2002)

Taux de croissance du PIB réel
4,1 % (2002)

PIB par habitant
6 075 \$ (2002)

Principales exportations
Matériel électronique, machines électriques, pétrole, gros bois d'œuvre et billes, textiles, huile de palme

Principales importations
Machines et matériel de transport, produits chimiques, aliments, combustibles et lubrifiants

Importations canadiennes en provenance de la Malaisie
2 milliards de dollars (2002), principalement en ordinateurs, périphériques et pièces

Exportations canadiennes vers la Malaisie
491,3 millions de dollars (2002), principalement en chlorure de potassium, aéronefs, blé et métal, fèves de soja, papier journal

Taux d'inflation
1,8 % (2002)

Taux de chômage
3,5 % (2002)

Représentant du Canada

M. Melvyn MacDonald, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada
17th Floor, Menara Tan & Tan, 207 Jalan Tun Razak, P.O. Box 10990, Kuala Lumpur, Malaisie, 50732
Téléphone : (011-60-3) 2718-3333; télécopieur : (011-60-3) 2718-3391; site Web : www.dfait-macci.gc.ca/kualalumpur

Novembre 2003

MALAWI

Capitale : Lilongwe

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
118 480 km²

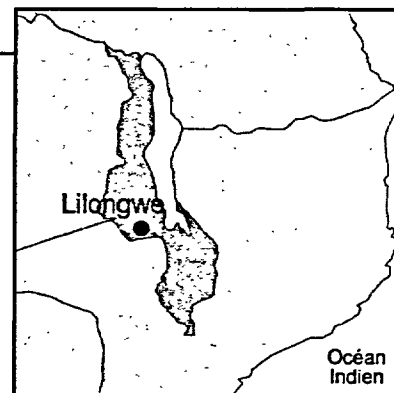
Principales langues
Anglais et chichewa (officielles),
chitumbuka

Principaux groupes religieux
Protestants (55 %), catholiques (20 %),
musulmans (20 %), croyances
indigènes (3 %)

Pays environnants
Mozambique, Tanzanie, Zambie

Population
11,2 millions d'habitants (2002)

**Taux de croissance de la
population**
3,3 % (2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeant
Le président Bakili Muluzi

Ministre des Affaires étrangères
M^{me} Lillian Patel

Ministre du Commerce et de l'Industrie
M. Paul Maulidi

**Ministre des Finances et de
la Planification économique**
M. Friday Jumbe

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
Le Malawi se classe 162^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement
29,03 millions de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
2,9 milliards de dollars (2002)

Taux de croissance du PIB réel
2,6 % (2002)

PIB par habitant
255 \$ (2002)

Principales exportations
Tabac, thé, sucre, coton

Principales importations
Produits pétroliers, matériel de transport, denrées alimentaires

Importations canadiennes en provenance du Malawi
1,6 million de dollars (2002), principalement en thé, jouets et modèles, poissons vivants (d'ornement), noix comestibles

Exportations canadiennes vers le Malawi
6,1 millions de dollars (2002), principalement en vêtements usagés, chlorure de potassium, imprimés, pois secs, maïs

Représentant du Canada

M. David Stockwell, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès du Malawi
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Zambie, P.O. Box 31313, Lusaka, Zambie, 10101
Téléphone : (011-260-1) 25 08 33; télécopieur : (011-260-1) 25 41 76; site Web : www.infoexport.gc.ca/zm

MALDIVES

Capitale : Malé

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
300 km²

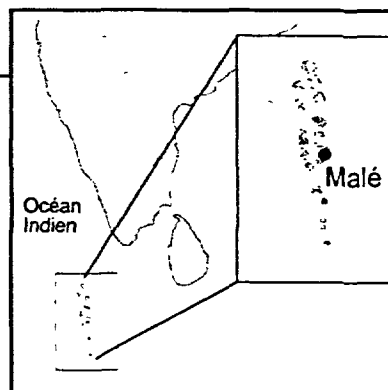
Population
280 549 habitants (2002)

Principales langues
Divehi (dialecte cingalais), anglais

Taux de croissance de la population
1,7 % (2002)

Principal groupe religieux
Musulmans sunnites (99 %)

Pays environnants
Inde, Sri Lanka



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Ministre du Commerce et de l'Industrie
M. Abdulla Yameen

Autorité législative
Unicaméral : Conseil populaire

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
Les Maldives se classent 86^{es} sur 175 pays.

Dirigeant
Le président Maumoon Abdul Gayoom

Aide publique du Canada au développement
620 000 \$ (2001-2002)

Ministre des Affaires étrangères
M. Fathulla Jameel

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1 milliard de dollars (2002)

Taux d'inflation
0,9 % (2002)

Taux de croissance du PIB réel
2,3 % (2002)

Taux de chômage
Non disponible

PIB par habitant
3 580 \$ (2002)

Principales exportations
Poisson, vêtements

Principales importations
Biens de consommation, biens intermédiaires et biens d'équipement, produits pétroliers

Importations canadiennes en provenance des Maldives
2,8 millions de dollars (2002), principalement en vêtements tissés (coton), caméscopes, produits de la pêche

Exportations canadiennes vers les Maldives
3,8 millions de dollars (2002), principalement en turbopropulseurs, pièces d'aéronefs, pièces de radio, de télévision et de radar, matériel de télécommunication

Représentant du Canada

M^{me} Valerie Raymond, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès des Maldives
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de Sri Lanka, P.O. Box 1006, Colombo 07, Sri Lanka
Téléphone : (011-94-1) 2695841; télécopieur : (011-94-1) 2687049; site Web : www.infoexport.gc.ca/lk

Novembre 2003

MALTE

Capitale : La Valette

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
316 km²

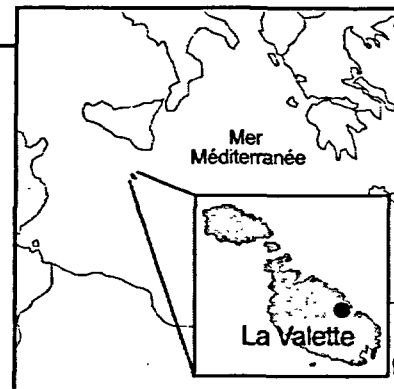
Principales langues
Maltais et anglais (officielles)

Principal groupe religieux
Catholiques (91 %)

Pays environnant
Italie

Population
385 941 habitants (2002)

Taux de croissance de la population
0,5 % (2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeants
Le président Guido de Marco
Le premier ministre Eddie Fenech Adami

Ministre des Affaires étrangères
M. Joe Borg

Ministre des Finances et des Affaires économiques
M. John Dalli

Ministre de la Technologie de l'information et de l'Investissement
M. Austin Gatt

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
Malte se classe 33^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement
290 000 \$ (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
6,1 milliards de dollars (2002)

Taux de croissance du PIB réel
1 % (2002)

PIB par habitant
15 719 \$ (2002)

Principales exportations
Machines et matériel de transport, biens manufacturés

Principales importations
Machines et matériel de transport, biens manufacturés, aliments, boissons, tabac

Importations canadiennes en provenance de Malte
13,4 millions de dollars (2002), principalement en vêtements tissés pour femmes et filles (coton), circuits intégrés, interrupteurs, commutateurs et relais électriques

Exportations canadiennes vers Malte
10,3 millions de dollars (2002), principalement en pièces de machines de sondage et de forage, alpiste, papier journal, instruments de mesure et de contrôle de semi-conducteurs, bœuf congelé

Représentant du Canada

M. Robert Fowler, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de Malte
a/s de l'Ambassade du Canada en Italie, Via G.B. de Rossi 27, Rome, Italie, 00161

Téléphone : (011-39-06) 44598.1; télécopieur : (011-39-06) 445983754; sites Web : www.canada.it; www.infoexport.gc.ca/it

Novembre 2003

MAURICE

Capitale : Port-Louis

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

2 040 km²

Principales langues

Anglais (officielle), français (officielle), créole, hindi, ourdou, hakka, bhojpuri

Principaux groupes religieux

Hindous (52 %), chrétiens (26 %), musulmans (17 %)

Pays environnant

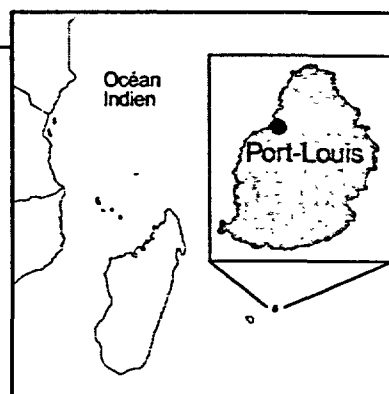
Madagascar

Population

1,2 million d'habitants (2002)

Taux de croissance de la population

0,9 % (2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeants

Le président Anerood Jugnauth

Le premier ministre Paul Raymond Bérenger

Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération régionale

M. Anil Kumarsingh Gayan

Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Commerce international

M. Jayen Krishna Cuttaree

Indice du développement humain de l'ONU (2003)

Maurice se classe 62^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement

1,24 million de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

7,5 milliards de dollars (2002)

Taux de croissance du PIB réel

2,2 % (2002)

PIB par habitant

6 163 \$ (2002)

Principales exportations

Biens manufacturés, sucre

Principales importations

Biens manufacturés, machines et matériel de transport, aliments

Importations canadiennes en provenance de Maurice

13,8 millions de dollars (2002), principalement en vêtements tricotés et tissés (coton), primates vivants

Exportations canadiennes vers Maurice

4,5 millions de dollars (2002), principalement en pièces d'aéronef, machines d'impression, machines comptables, lentilles sèches, téléphones

Taux d'inflation

6,4 % (2002)

Taux de chômage

9,8 % (2002)

Représentant du Canada

M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de Maurice
a/s du Haut-commissariat du Canada auprès de l'Afrique du Sud, Private Bag X13, Hatfield 0028, Pretoria, Afrique du Sud
Téléphone : (011-27-12) 422-3000; télécopieur : (011-27-12) 422-3052;
sites Web : www.dfait-maacci.gc.ca/southafrica; www.infoexport.gc.ca/za

Novembre 2003

MOZAMBIQUE

Capitale : Maputo

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
801 590 km²

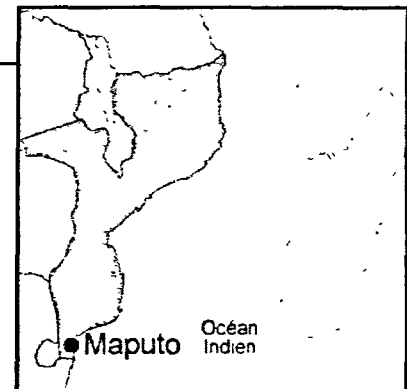
Principales langues
Portugais (officielle), dialectes indigènes

Principaux groupes religieux
Croyances indigènes (50 %), chrétiens (30 %), musulmans (20 %)

Pays environnants
Afrique du Sud, Malawi, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe

Population
18,5 millions d'habitants (est. 2002)

Taux de croissance de la population
1,9 % (est. 2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée de la république; multipartite

Dirigeants
Le président Joaquim Alberto Chissano
Le premier ministre Pascoal Mocumbi

Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération
M. Leonardo Santos Simao

Ministre de l'Industrie et du Commerce
M. Carlos Morgado

Ministre des Finances et de la Planification
M^{me} Luisa Diogo

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
Le Mozambique se classe 170^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement
27,34 millions de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
5,7 milliards de dollars (est. 2002)

Taux de croissance du PIB réel
7,7 % (est. 2002)

PIB par habitant
305 \$ (2002)

Principales exportations
Aluminium, crevettes, coton, noix de cajou, gros bois d'œuvre

Principales importations
Machines, véhicules et pièces de rechange, combustibles

Importations canadiennes en provenance du Mozambique
175 000 \$ (2002), principalement en noix de cajou, piments, thé noir, reptiles vivants, micro-assemblages électroniques

Exportations canadiennes vers le Mozambique
13,5 millions de dollars (2002), principalement en blé et méteil, vêtements usagés, barres et profilés en aluminium, imprimés, ventilateurs

Taux d'inflation
16,8 % (est. 2002)

Taux de chômage
Non disponible

Représentant du Canada

M. John Schram, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada
Avenida Julius Nyerere, No. 1128, P.O. Box 1578, Maputo, Mozambique

Téléphone : (011-258-1) 493-923; télécopieur : (011-258-1) 491-709; site Web : www.infoexport.gc.ca/mz

Novembre 2003

NAMIBIE

Capitale : Windhoek

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
825 418 km²

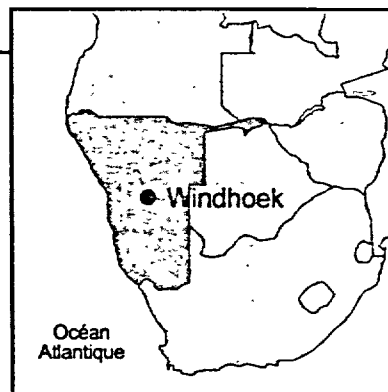
Principales langues
Afrikaans, anglais (officielle),
allemand, ovambo, herero, nama

Principaux groupes religieux
Luthériens (45 %), autres chrétiens
(de 35 à 45 %), croyances indigènes
(de 10 à 20 %)

Pays environnants
Afrique du Sud, Angola, Botswana, Zambie

Population
1,9 million d'habitants (est. 2002)

Taux de croissance de la population
1,8 % (est. 2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Chambre haute : Conseil national
Chambre basse : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeant
Le président Sam Nujoma

Ministre des Affaires étrangères
M. Hipido Hamutenya

Ministre des Finances et du Commerce
M. Jessie Nyamu

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
La Namibie se classe 124^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement
1,52 million de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
4,9 milliards de dollars (est. 2001)

Taux de croissance du PIB réel
2,3 % (est. 2002)

PIB par habitant
2 629 \$ (2001)

Principales exportations
Diamants, biens manufacturés

Principales importations
Denrées alimentaires, machines électriques, véhicules et matériel de transport

Importations canadiennes en provenance de la Namibie

20,1 millions de dollars (2002), principalement en uranium et composés, lames et pièces de scies circulaires, diamants non industriels, circuits intégrés numériques, disques laser enregistrés

Exportations canadiennes vers la Namibie

1,1 million de dollars (2002), principalement en ordinateurs, pièces et accessoires, produits en fonte et en acier, pommes de terres congelées

Représentant du Canada

M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de la Namibie
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de l'Afrique du Sud, Private Bag X13, Hatfield 0028, Pretoria, Afrique du Sud
Téléphone : (011-27-12) 422-3000; télécopieur : (011-27-12) 422-3052;
sites Web : www.dfait-maeci.gc.ca/southafrica; www.infoexport.gc.ca/za

Novembre 2003

NAURU

Capitale : Yaren

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
21 km²

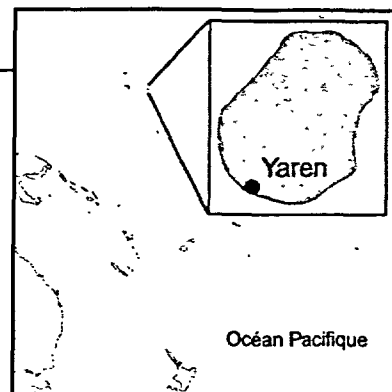
Population
12 570 habitants (2000)

Principales langues
Nauruan (officielle), anglais

Taux de croissance de la population
2,4 % (1995-2000)

Principal groupe religieux
Chrétiens

Pays environnants
Îles Caroline, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Ministre des Affaires étrangères
M. Rene Harris

Autorité législative
Unicamérale : Parlement; multipartite

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
Ne figure pas dans la liste.

Dirigeant
Le président Rene Harris

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
50,5 millions de dollars (2000)

Taux d'inflation
Non disponible

Taux de croissance du PIB réel
Non disponible

Taux de chômage
Non disponible

PIB par habitant
4 263 \$ (2000)

Principales exportations
Phosphates

Principales importations
Aliments, combustibles, biens manufacturés, matériaux de construction, machines

Importations canadiennes en provenance de Nauru
491 000 \$ (2002), principalement en nickel, pièces de systèmes de freinage (pour véhicules automobiles), ciment, projecteurs vidéo, papier

Exportations canadiennes vers Nauru
3 000 \$ (2002), principalement en matériel de transmission, tableaux et consoles électriques, composantes de matériel téléphonique, machines électriques, téléphones

Représentant du Canada

M. Jean T. Fournier, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de Nauru
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de l'Australie, Commonwealth Avenue, Canberra, ACT, Australie, 2600
Téléphone : (011-61-2) 6273-3844; télécopieur : (011-61-2) 6270-4069; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/australia

Novembre 2003

NIGÉRIA

Capitale : Abuja

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
923 770 km²

Population
122,4 millions d'habitants (2002)

Principales langues
Anglais (officielle), haoussa, yorouba, ibo, fulani

Taux de croissance de la population
3 % (2002)

Principaux groupes religieux
Musulmans (50 %), chrétiens (40 %), croyances indigènes (10 %)

Pays environnants
Bénin, Cameroun, Niger, Tchad



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Ministre du Commerce
M. Idris Waziri

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre des représentants; multipartite

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
Le Nigéria se classe 152^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement
21,67 millions de dollars (2001-2002)

Dirigeant
Le président Olusegun Obasanjo

Ministre des Affaires étrangères
M. Oluyemi Adeniji

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
66,1 milliards de dollars (est. 2001)

Taux d'inflation
13,6 % (est. 2002)

Taux de croissance du PIB réel
3,3 % (2002)

Taux de chômage
Non disponible

PIB par habitant
556 \$ (est. 2001)

Principales exportations
Pétrole et produits pétroliers, cacao, caoutchouc

Principales importations
Machines, produits chimiques, matériel de transport, biens manufacturés, aliments, animaux vivants

Importations canadiennes en provenance du Nigéria
203,9 millions de dollars (2002), principalement en pétrole brut, fèves et pâte de cacao, huiles lourdes dérivées du pétrole, composantes de meubles

Exportations canadiennes vers le Nigéria
80,7 millions de dollars (2002), principalement en blé et méteil, pièces de machines de sondage et de forage, plastique, appareils de transmission et de réception, moteurs et pièces

Représentant du Canada

M. Howard Strauss, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada
3-A Bobo Street, Maitama, Abuja, Nigéria

Téléphone : (011-234-9) 413-9910; télécopieur : (011-234-9) 413-9911; site Web : www.infoexport.gc.ca/ng

Novembre 2003

NOUVELLE-ZÉLANDE

Capitale : Wellington

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
270 534 km²

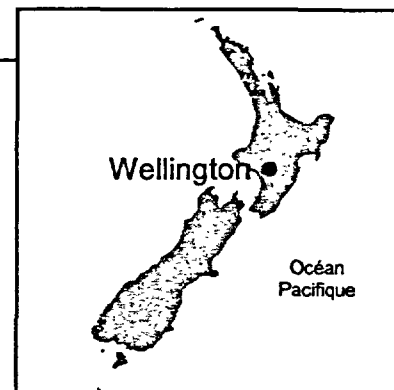
Principales langues
Anglais, maori

Principaux groupes religieux
Anglicans (24 %), presbytériens (18 %),
catholiques (15 %)

Pays environnant
Australie

Population
3,9 millions d'habitants (2002)

Taux de croissance de la population
1,4 % (est. 2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Unicamérale : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeants
La gouverneure générale Sylvia Cartwright
La première ministre Helen Clark

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce
M. Phil Goff

Ministre des Négociations commerciales
M. Jim Sutton

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
La Nouvelle-Zélande se classe 20^e sur 175 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
89,2 milliards de dollars (est. 2002)

Taux de croissance du PIB réel
3,4 % (2002)

PIB par habitant
22 620 \$ (2002)

Principales exportations
Bœuf, fruits, poisson, bétail, laine, produits laitiers, produits chimiques, produits forestiers, biens manufacturés

Principales importations
Pétrole, machines, automobiles, biens manufacturés, huiles animales et végétales

Importations canadiennes en provenance de la Nouvelle-Zélande
555,1 millions de dollars (2002), principalement en viande congelée, produits laitiers

Exportations canadiennes vers la Nouvelle-Zélande
211,3 millions de dollars (2002), principalement en chlorure de potassium, bois d'œuvre (conifères), porc congelé, simulateurs de vol pour l'entraînement et pièces, sulfate d'ammonium

Représentant du Canada

M. John Donaghy, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada

3rd Floor, 61 Molesworth Street, P.O. Box 12049, Thorndon, Wellington, Nouvelle-Zélande, 7301

Téléphone : (011-64-4) 473-9577; télécopieur : (011-64-4) 471-2082; sites Web : www.wellington.gc.ca; www.infoexport.gc.ca/nz

Novembre 2003

OUGANDA

Capitale : Kampala

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
236 040 km²

Population
23,4 millions d'habitants (2002)

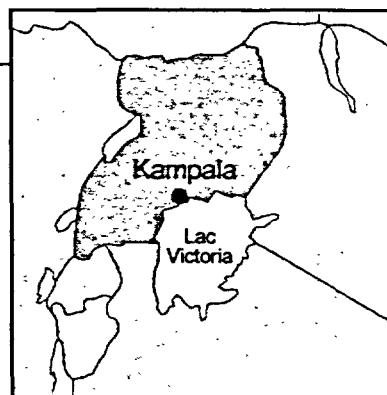
Principales langues
Anglais (officielle), luganda, swahili

Taux de croissance de la population
2,5 % (2002)

Principaux groupes religieux
Catholiques (33 %),
protestants (33 %), croyances
indigènes (18%), musulmans (16 %)

Pays environnants

Kenya, République démocratique du Congo, Rwanda, Soudan, Tanzanie



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Ministre d'État au Commerce
M. Abel Rwendeire

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Ministre des Finances
M. Gerald Ssendaula

Dirigeants
Le président Yoweri Kaguta Museveni

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
L'Ouganda se classe 147^e sur 175 pays.

Ministre des Affaires étrangères
M. James Wapakhabulo

Aide publique du Canada au développement
30,71 millions de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
9 milliards de dollars (2001)

Taux d'inflation
- 0,4 % (2002)

Taux de croissance du PIB réel
5,5 % (2002)

Taux de chômage
Non disponible

PIB par habitant
396 \$ (2001)

Principales exportations
Café, thé, tabac

Principales importations
Machines, produits chimiques, matériel de transport

Importations canadiennes en provenance de l'Ouganda
600 000 \$ (2002), principalement en café, vermiculite, perlite, chlorites, poisson, imprimés, gingembre

Exportations canadiennes vers l'Ouganda
7 millions de dollars (2002), principalement en pommes de terre, vêtements usagés, composés organiques et inorganiques, imprimés, timbres, billets de banque, chèques, titres

Représentant du Canada

M. Jim Wall, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de l'Ouganda
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès du Kenya, P.O. Box 1013, Nairobi, Kenya, 00621

Téléphone : (011-254-20) 366-3000; télécopieur : (011-254-20) 366-3900; site Web : www.infoexport.gc.ca/ke

Novembre 2003

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Capitale : Port Moresby

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
463 000 km²

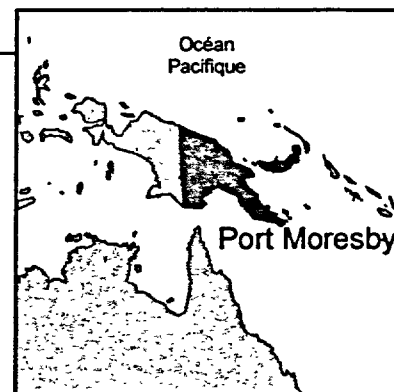
Principales langues
Anglais, pidgin anglais, motu

Principaux groupes religieux
Croyances indigènes (34 %),
catholiques (22 %), luthériens (16 %)

Pays environnant
Indonésie

Population
5,6 millions d'habitants
(est. 2002)

Taux de croissance de la population
1,8 % (est. 2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Unicamérale : Parlement national; multipartite

Dirigeants
Le gouverneur général Silas Atopare
Le premier ministre Michael Somare

Ministre des Affaires étrangères
M. Rabbie Namaliu

Ministre du Commerce et de l'Industrie
Le vice-premier ministre Allan Marat

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
La Papouasie-Nouvelle-Guinée se classe 132^e sur
175 pays.

Aide publique du Canada au développement
800 000 \$ (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
4,5 milliards de dollars (2002)

Taux de croissance du PIB réel
3,1 % (est. 2002)

PIB par habitant
799 \$ (2002)

Principales exportations
Pétrole brut, or, cuivre, café, huile de palme, produits forestiers, huile de coprah, cacao, coprah

Principales importations
Machines et matériel de transport, biens manufacturés, aliments, animaux vivants, combustibles minéraux et lubrifiants, produits chimiques

Importations canadiennes en provenance de la Papouasie-Nouvelle-Guinée
1 million de dollars (2002), principalement en thé noir, café, fèves de cacao, gousses de vanille, bois d'œuvre

Exportations canadiennes vers la Papouasie-Nouvelle-Guinée
1,52 million de dollars (2002), principalement en lames de scies à chaîne, boulets et articles similaires (en fonte ou en acier) pour broyeurs, pièces d'appareils de manutention de pierre, pièces de turbines, pièces d'aéronefs

Représentant du Canada

M. Jean T. Fournier, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de la Papouasie-Nouvelle-Guinée
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de l'Australie, Commonwealth Avenue, Canberra, ACT, Australie, 2600
Téléphone : (011-61-2) 6273-3844; télécopieur : (011-61-2) 6270-4069; site Web : www.dfait-macci.gc.ca/australia

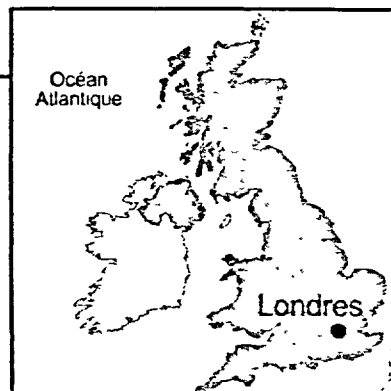
Novembre 2003

ROYAUME-UNI

Capitale : Londres

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie 241 752 km ²	Population 58,9 millions d'habitants (2002)
Principales langues Anglais, gallois, gaélique	Taux de croissance de la population 0,1 % (2002)
Principaux groupes religieux Anglicans (45 %), catholiques (15 %)	
Pays environnants Belgique, Danemark, France, Irlande, Norvège, Pays-Bas	



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime Démocratie parlementaire	Secrétaire d'État aux Affaires étrangères et aux Affaires du Commonwealth M. Jack Straw
Autorité législative Chambre haute : Chambre des lords Chambre basse : Chambre des communes; multipartite	Secrétaire d'État à l'Industrie et au Commerce M ^{me} Patricia Hewitt
Dirigeants La reine Elizabeth II Le premier ministre Tony Blair	Chancelier de l'Échiquier M. Gordon Brown
	Indice du développement humain de l'ONU (2003) Le Royaume-Uni se classe 13 ^e sur 175 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB 2,46 billions de dollars (2002)	Taux d'inflation 1,3 % (2002)
Taux de croissance du PIB réel 1,7 % (2002)	Taux de chômage 5,2 % (2002)
PIB par habitant 41 826 \$ (2002)	
Principales exportations Produits manufacturés, combustibles, produits chimiques, aliments, boissons, tabac	
Principales importations Produits manufacturés, machines, combustibles, produits alimentaires	
Importations canadiennes en provenance du Royaume-Uni 9,7 milliards de dollars (2002), principalement en pétrole brut, pièces d'aéronefs, médicaments, pièces de turbines à gaz, automobiles	
Exportations canadiennes vers le Royaume-Uni 4,4 milliards de dollars (2002), principalement en nickel, diamants, papier journal, pièces et accessoires d'ordinateurs, pâte de bois	

Représentant du Canada

M. Mel Cappe, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada
Macdonald House, 1, Grosvenor Square, Londres, Angleterre, W1K 4AB

Téléphone : (011-44-20) 7258-6600; télécopieur : (011-44-20) 7258-6333; sites Web : www.london.gc.ca; www.infoexport.gc.ca/uk

Novembre 2003

SAINT-KITTS-ET-NEVIS

Capitale : Basseterre

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
269 km²

Population
50 400 habitants (2002)

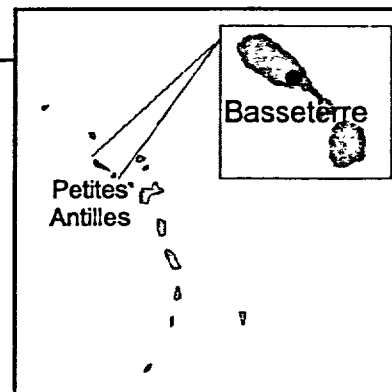
Principale langue
Anglais (officielle)

Taux de croissance de la population
5 % (2002)

Principaux groupes religieux
Anglicans, protestants, catholiques

Pays environnants

Anguilla (Royaume-Uni), Antigua-et-Barbuda, Montserrat (Royaume-Uni)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Ministre des Affaires étrangères
M. Timothy Harris

Autorité législative
Unicamérale : Chambre d'assemblée; multipartite

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
Saint-Kitts-et-Nevis se classent 51^{es} sur 175 pays.

Dirigeants
Le gouverneur général Cuthbert Sebastian
Le premier ministre Denzil Douglas

Aide publique du Canada au développement
1,2 million de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
546 millions de dollars (2002)

Taux d'inflation
2,3 % (2002)

Taux de croissance du PIB réel
- 1,9 % (2002)

Taux de chômage
Non disponible

PIB par habitant
10 834 \$ (2002)

Principales exportations
Machines, aliments, matériel électronique, boissons, tabac

Principales importations
Machines, biens manufacturés, aliments, combustibles

Importations canadiennes en provenance de Saint-Kitts-et-Nevis
7,5 millions de dollars (2002), principalement en matériel électrique et pièces (tableaux, panneaux, consoles, etc.)

Exportations canadiennes vers Saint-Kitts-et-Nevis
28,6 millions de dollars (2002), principalement en constructions et parties de construction en fer et en acier, ouvrages en plastique, produits laminés du bois pour la construction, garnitures et ferrures en métal pour bâtiments, lustres et appareils d'éclairage

Représentant du Canada

M^{me} Joanne Goulet, Haute-Commissaire intérimaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de Saint-Kitts-et-Nevis
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Barbade, Bishop's Court Hill, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbade
Téléphone : (246) 429-3550; télécopieur : (246) 429-3780; sites Web : www.bridgetown.gc.ca; www.infoexport.gc.ca/bb

SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES

Capitale : Kingstown

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

340 km²

Principale langue

Anglais (officielle)

Principaux groupes religieux

Anglicans (47%), méthodistes (28%), catholiques (13%)

Pays environnants

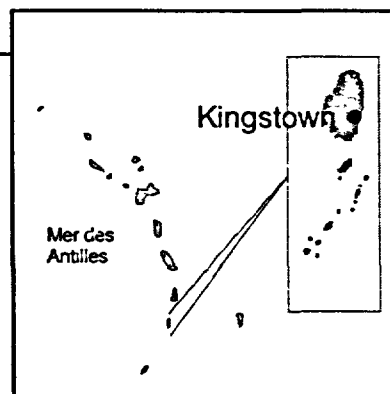
Grenade, Sainte-Lucie, Trinité-et-Tobago

Population

112 100 habitants (est. 2002)

Taux de croissance de la population

0,1 % (est. 2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre d'assemblée; multipartite

Dirigeants

Le gouverneur général Charles Antrobus

Le premier ministre Ralph Gonsalves

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce

M. Louis Straker

Ministre du Tourisme et de la Culture

M. Rene Baptiste

Indice du développement humain de l'ONU (2003)

Saint-Vincent-et-les-Grenadines se classent 80^{es} sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement

1,43 million de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

535 millions de dollars (2002)

Taux de croissance du PIB réel

0,7 % (est. 2002)

PIB par habitant

4 776 \$ (2002)

Taux d'inflation

0,3 % (est. 2002)

Taux de chômage

Non disponible

Principales exportations

Bananes, taro, féculé d'arrow-root, raquettes de tennis

Principales importations

Denrées alimentaires, machines et équipement, produits chimiques et engrais, minéraux et combustibles

Importations canadiennes en provenance de Saint-Vincent-et-les-Grenadines

600 000 \$ (2002), principalement en thon congelé, muscade, poisson congelé, mélanges de fruits, préparations alimentaires

Exportations canadiennes vers Saint-Vincent-et-les-Grenadines

4 millions de dollars (2002), principalement en produits laitiers, farine de blé et de méteil, meubles de bureau en métal, composés de zinc, ouvrages imprimés

Représentant du Canada

M^{me} Joanne Goulet, Haute-Commissaire intérimaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de Saint-Vincent-et-les-Grenadines

a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Barbade, Bishop's Court Hill, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbade

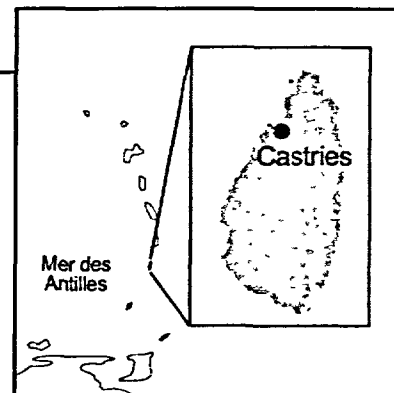
Téléphone : (246) 429-3550; télécopieur : (246) 429-3780; sites Web : www.bridgetown.gc.ca; www.infoexport.gc.ca/bb

SAINTE-LUCIE

Capitale : Castries

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie 616 km ²	Population 159 133 habitants (2002)
Principales langues Anglais (officielle), créole	Taux de croissance de la population 0,7 % (2002)
Principal groupe religieux Catholiques (90 %)	
Pays environnants Barbade, Martinique (France), Saint-Vincent-et-les-Grenadines	



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime Monarchie constitutionnelle	Ministre des Affaires étrangères et du Commerce international M. Julian Hunte
Autorité législative Chambre haute : Sénat Chambre basse : Chambre d'assemblée; multipartite	Indice du développement humain de l'ONU (2003) Sainte-Lucie se classe 71 ^e sur 175 pays.
Dirigeants La gouverneure générale Calliopa Pearlette Louisy Le premier ministre Kenneth Anthony	Aide publique du Canada au développement 1,35 million de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB 1,1 milliard de dollars (2002)	Taux d'inflation - 0,2 % (2002)
Taux de croissance du PIB réel 0,1 % (2002)	Taux de chômage Non disponible
PIB par habitant 6 633 \$ (2002)	
Principales exportations Bananes, vêtements, cacao, fruits et légumes, huile de noix de coco	
Principales importations Aliments, biens manufacturés, machines et matériel de transport, produits chimiques, combustibles	
Importations canadiennes en provenance de Sainte-Lucie 400 000 \$ (2002), principalement en résistances électriques, thé vert, préparations alimentaires, piments	
Exportations canadiennes vers Sainte-Lucie 9,7 millions de dollars (2002), principalement en produits laitiers, ordinateurs et périphériques, pièces d'appareils de téléphonie, pneus en caoutchouc, garnitures et ferrures pour bâtiments	

Représentant du Canada

M^{me} Joanne Goulet, Haute-Commissaire intérimaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de Sainte-Lucie
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Barbade, Bishop's Court Hill, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbade
Téléphone : (246) 429-3550; télécopieur : (246) 429-3780; sites Web : www.bridgetown.gc.ca; www.infoexport.gc.ca/bb

Novembre 2003

SAMOA

Capitale : Apia

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

2 860 km²

Population

176 200 habitants (2002)

Principales langues

Samoaan (polynésien), anglais

Taux de croissance de la population

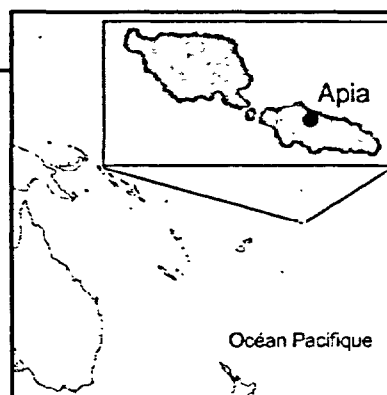
1,3 % (2002)

Principal groupe religieux

Chrétiens

Pays environnants

États-Unis (Samoa américain), Fidji, Nouvelle-Zélande, Tuvalu



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Ministre des Affaires étrangères

M. Tuilaepa Sailele Malielegaoi

Autorité législative

Unicamérale : Assemblée législative

Ministre des Finances

M. Tuilaepa Sailele Malielegaoi

Dirigeants

M. Malietoa Tanumafili II

Le premier ministre Tuilaepa Sailele Malielegaoi

Indice du développement humain de l'ONU (2003)

Le Samoa se classe 70^e sur 175 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

414 millions de dollars (est. 2002)

Taux d'inflation

8,1 % (est. 2002)

Taux de croissance du PIB réel

1,81 % (est. 2002)

Taux de chômage

Non disponible

PIB par habitant

2 350 \$ (est. 2002)

Principales exportations

Huile et lait de coco, coprah, poisson, bière

Principales importations

Biens intermédiaires, aliments, biens d'équipement

Importations canadiennes en provenance du Samoa

140 000 \$ (2002), principalement en vêtements tricotés (cachemire et laine), bandes sonores et disques compacts vierges, machines à tailler et à finir les engrenages, pièces et accessoires d'ordinateurs

Exportations canadiennes vers le Samoa

180 000 \$ (2002), principalement en bois d'œuvre, appareils pour la préparation de boissons et d'aliments, contreplaqué, incubateurs et éleveuses pour volaille, bateaux et canots de sauvetage

Représentant du Canada

M. John Donaghy, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès du Samoa

a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Nouvelle-Zélande, P.O. Box 12049, Thorndon, Wellington, Nouvelle-Zélande, 7301

Téléphone : (011-64-4) 473-9577; télécopieur : (011-64-4) 471-2082; sites Web : www.wellington.gc.ca; www.infoexport.gc.ca/nz

Novembre 2003

SEYCHELLES

Capitale : Victoria

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
455 km²

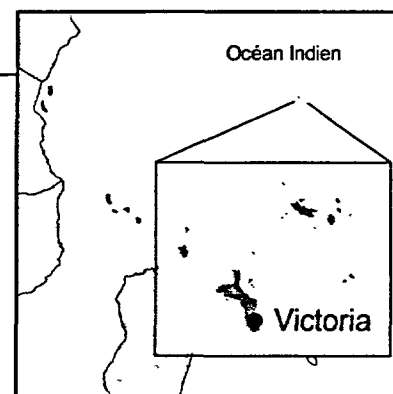
Population
82 000 habitants (2002)

Principales langues
Créole, anglais (officielle), français (officielle)

Taux de croissance de la population
1,2 % (est. 2002)

Principal groupe religieux
Catholiques (86,6 %)

Pays environnant
Madagascar



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Ministre des Industries et du Commerce international
M. Jaquelin Dugasse

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Ministre des Finances
Le vice-président James Michel

Dirigeant
Le président France Albert René

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
Les Seychelles se classent 36^{es} sur 175 pays.

Ministre des Affaires étrangères
M. Jérémie Bonnelame

Aide publique du Canada au développement
1,15 million de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1,1 milliard de dollars (2002)

Taux d'inflation
0,2 % (2002)

Taux de croissance du PIB réel
1,5 % (est. 2002)

Taux de chômage
Non disponible

PIB par habitant
13 384 \$ (2002)

Principales exportations
Thon en boîte, crevettes et poisson congelé

Principales importations
Machines et matériel de transport, biens manufacturés

Importations canadiennes en provenance des Seychelles
300 000 \$ (2002), principalement en pêches, pièces et accessoires de photocopieuses, cannelle, tomates, vêtements tissés pour femmes et filles (coton)

Exportations canadiennes vers les Seychelles
1,6 million de dollars (2002), principalement en turbopropulseurs, lait concentré et crème, porc frais ou congelé

Représentant du Canada

M^{me} Janet Graham, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès des Seychelles
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Tanzanie, P.O. Box 1022, Dar es-Salaam, Tanzanie
Téléphone : (011-255-22) 211-2831; télécopieur : (011-255-22) 211-6897; sites Web : www.dfait-maeci.gc.ca/tanzania; www.infoexport.gc.ca/tz

Novembre 2003

SIERRA LEONE

Capitale : Freetown

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
71 740 km²

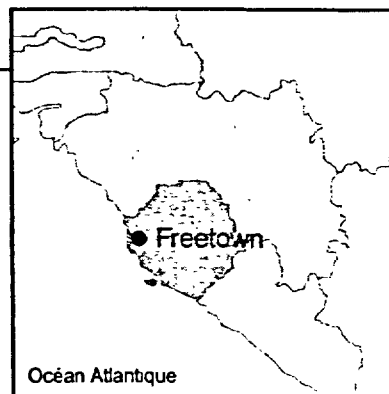
Principales langues
Mendé, temné, anglais, krio

Principaux groupes religieux
Musulmans (60 %), croyances indigènes (30 %), chrétiens (10 %)

Pays environnants
Guinée, Libéria

Population
4,7 millions d'habitants (est. 2002)

Taux de croissance de la population
1,9 % (2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Chambre des représentants; multipartite

Dirigeant
Le président Ahmad Tejan Kabbah

Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale
M. Momodu Koroma

Ministre du Commerce et de l'Industrie
M. Kadi Sesay

Ministre des Finances
M. Joseph B. Dauda

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
La Sierra Leone se classe 175^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement
14,39 millions de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1,2 milliard de dollars (2001)

Taux de croissance du PIB réel
5,4 % (2001)

PIB par habitant
252 \$ (2001)

Principales exportations
Rutile, bauxite, diamants, café, poisson, cacao

Principales importations
Denrées alimentaires, machines et outillage, combustibles et lubrifiants

Importations canadiennes en provenance de la Sierra Leone
2,5 millions de dollars (2002), principalement en moteurs et générateurs, charnières en métal, appareils électromécaniques à usage domestique, sièges à bâti en bois

Exportations canadiennes vers la Sierra Leone
5,5 millions de dollars (2002), principalement en vêtements usagés, pois secs, instruments et appareils de télécommunication, appareils de transmission et de réception, accumulateurs électriques au plomb

Représentant du Canada

M. Philippe Beaulne, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat auprès de la Sierra Leone
a/s de l'Ambassade du Canada en Guinée, B.P. 99, Conakry, Guinée

Téléphone : (011-224) 46 23 95; télécopieur : (011-224) 46 42 35; site Web : www.infoexport.gc.ca/gn

SINGAPOUR

Capitale : Singapour

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
682,3 km²

Principales langues
Anglais, chinois, malais, tamoul

Principaux groupes religieux
Bouddhistes (31 %), taoïstes (22 %),
musulmans (15 %), chrétiens (12 %)

Pays environnants
Indonésie, Malaisie

Population
4,2 millions d'habitants (2002)

Taux de croissance de la population
0,8 % (2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Parlement; multipartite

Dirigeants
Le président Sellapan Rama Nathan
Le premier ministre Goh Chok Tong

Ministre des Affaires étrangères
M. Shanmugam Jayakumar

Ministre du Commerce et de l'Industrie
M. George Yong-Boon Yeo

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
Singapour se classe 28^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement
190 000 \$ (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
136,6 milliards de dollars (2002)

Taux de croissance du PIB réel
2,2 % (2002)

PIB par habitant
32 800 \$ (2002)

Principales exportations
Machines et outillage, produits chimiques, produits pétroliers, caoutchouc, biens manufacturés, aliments transformés, huile de coco, huile de palme, coprah

Principales importations
Machines et outillage, produits chimiques, biens manufacturés, aliments, combustibles minéraux

Importations canadiennes en provenance de Singapour
988,7 millions de dollars (2002), principalement en ordinateurs, périphériques et pièces

Exportations canadiennes vers Singapour
576 millions de dollars (2002), principalement en circuits intégrés, pièces de turbines, nickel, médicaments

Représentant du Canada

Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada

80 Anson Road, 14^e-15^e étages, Singapour, 079907 (P.O. Box 845, Robinson Road, Singapour, 901645) Singapour

Téléphone : (011-65) 325-3200; télécopieur : (011-65) 325-3294; sites Web : www.singapore.gc.ca; www.infoexport.gc.ca/sg

Novembre 2003

SRI LANKA

Capitale : Colombo

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
65 610 km²

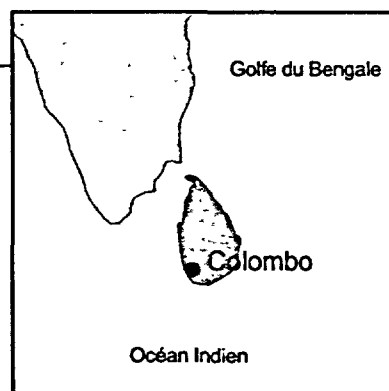
Principales langues
Cingalais, tamoul, anglais (dans les milieux d'affaires)

Principaux groupes religieux
Bouddhistes (70 %), hindous (15 %)

Pays environnants
Inde, Maldives

Population
19 millions d'habitants (2002)

Taux de croissance de la population
1,5 % (2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Parlement

Dirigeants
La présidente Chandrika Bandaranaike Kumaratunga
Le premier ministre Ranil Wickremesinghe

Ministre des Affaires étrangères
M. Tyrone Fernando

Ministre du Développement industriel
M. G. L. Peiris

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
Sri Lanka se classe 99^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement
18,62 millions de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
26 milliards de dollars (2002)

Taux de croissance du PIB réel
4 % (2002)

PIB par habitant
1 370 \$ (2002)

Principales exportations
Textiles et vêtements, thé, diamants, produits dérivés de la noix de coco, produits pétroliers

Principales importations
Machines et équipement, textiles, pétrole, denrées alimentaires

Importations canadiennes en provenance de Sri Lanka
111,1 millions de dollars (2002), principalement en vêtements tissés pour femmes et fillettes (coton), gants et mitaines tricotés, gants chirurgicaux, thé noir, vêtements tissés pour hommes et garçonnetts (fibres synthétiques)

Exportations canadiennes vers Sri Lanka
20,2 millions de dollars ((2002), principalement en amiante, appareils de transmission et de réception, lentilles sèches, papier journal, pièces pour radio, télévision et matériel radar

Représentant du Canada

M^{me} Valerie Raymond, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada
6 Gregory's Road, P.O. Box 1006, Colombo 07, Sri Lanka

Téléphone : (011-94-1) 2695841; télécopieur : (011-94-1) 2697049; site Web : www.infoexport.gc.ca/lk

Novembre 2003

SWAZILAND

Capitale : Mbabane

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

17 360 km²

Principales langues

Siswati et anglais (officielles)

Principaux groupes religieux

Zionistes (40 %), catholiques (20 %), musulmans (10 %)

Pays environnants

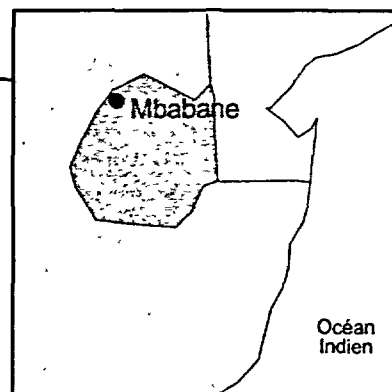
Afrique du Sud, Mozambique

Population

1 million d'habitants (est. 2002)

Taux de croissance de la population

1,1 % (est. 2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre de l'assemblée

Dirigeants

Le roi Mswati III

Le premier ministre Barnabas Sibusiso Dlamini

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce

M. Roy D.N. Fanourakis

Ministre des Finances

M. Majozi V. Sithole

Indice du développement humain de l'ONU (2003)

Le Swaziland se classe 133^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement

1,67 million de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

1,9 milliard de dollars (2002)

Taux de croissance du PIB réel

1,6 % (est. 2002)

PIB par habitant

1 954 \$ (2002)

Principales exportations

Concentré de boissons gazeuses, sucre, pâte de bois, réfrigérateurs

Principales importations

Biens manufacturés, machines et matériel de transport

Importations canadiennes en provenance du Swaziland

2,4 millions de dollars (2002), principalement en meubles en bois, instruments, appareils et machines de mesure et de contrôle, casques de sécurité, agrumes, cuirs en peau de bœuf et en peau de cheval

Exportations canadiennes vers le Swaziland

400 000 \$ (2002), principalement en pièces d'appareils électriques pour la téléphonie, articles de sports et accessoires, instruments et appareils aérospatiaux, montres, constructions préfabriquées

Représentant du Canada

M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès du Swaziland
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de l'Afrique du Sud, Private Bag X13, Hatfield 0028, Pretoria, Afrique du Sud
Téléphone : (011-27-12) 422-3000; télécopieur : (011-27-12) 422-3052;
sites Web : www.dfait-maeci.gc.ca/southafrica; www.infoexport.gc.ca/za

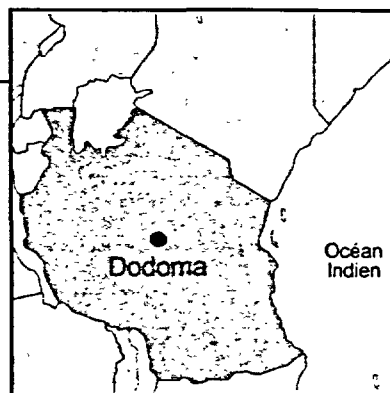
Novembre 2003

TANZANIE

Capitale : Dodoma

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie 883 749 km ²	Population 33,6 millions d'habitants (2002)
Principales langues Swahili et anglais (officielles)	Taux de croissance de la population 2,4 % (2002)
Principaux groupes religieux Chrétiens (30 %), musulmans (35 %), croyances indigènes (35 %)	
Pays environnants Burundi, Kenya, Malawi, Mozambique, Ouganda, Rwanda, Zambie	



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime République	Ministre de l'Industrie et du Commerce M. Juma Ngasongwa
Autorité législative Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite	Ministre des Finances M. Basil Mramba
Dirigeant Le président Benjamin William Mkapa	Indice du développement humain de l'ONU (2003) La Tanzanie se classe 160 ^e sur 175 pays.
Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération M. Jakaya Mrisho Kikwete	Aide publique du Canada au développement 26,39 millions de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB 13,9 milliards de dollars (2002)	Taux d'inflation 4,6 % (2002)
Taux de croissance du PIB réel 6,2 % (2002)	Taux de chômage Non disponible
PIB par habitant 415 \$ (2002)	
Principales exportations Café, noix de cajou, minéraux	
Principales importations Machines et matériel de transport, biens de consommation, produits pétroliers	
Importations canadiennes en provenance de la Tanzanie 3,6 millions de dollars (2002), principalement en noix de cajou, tabac, café, noix écalées, textiles du genre agave	
Exportations canadiennes vers la Tanzanie 17,8 millions de dollars (2002), principalement en vêtements usagés, blé et méteil, boulets de broyeur en fer et en acier, pièces de machines de sondage et de forage, machines à mélanger ou malaxer les matières minérales	

Représentant du Canada

M^{me} Janet Graham, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada

38 Mirambo Street/Garden Avenue, P.O. Box 1022, Dar es-Salaam, Tanzanie

Téléphone : (011-255-22) 211-2831; télécopieur : (011-255-22) 211-6897; sites Web : www.dfait-maeci.gc.ca/tanzania; www.infoexport.gc.ca/tz

Novembre 2003

TONGA

Capitale : Nuku'alofa

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

747 km²

Principales langues

Anglais, tongan

Principal groupe religieux

Chrétiens

Pays environnants

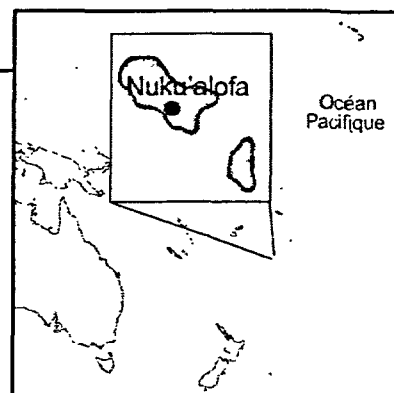
Fidji, Nouvelle-Zélande, Niue (Nouvelle-Zélande), Samoa, Samoa américain, Tuvalu

Population

101 000 habitants (est. 2002)

Taux de croissance de la population

0,3 % (est. 2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie

Autorité législative

Unicamérale : Assemblée législative

Dirigeants

Le roi Taufa'ahau Tupou IV

Le premier ministre et prince héritier

Ulukalala Lavaka Ata

Ministre des Affaires étrangères et de la Défense

Le prince héritier Ulukalala Lavaka Ata

Indice du développement humain de l'ONU (2003)

Ne figure pas dans la liste.

Aide publique du Canada au développement

800 000 \$ (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

212 millions de dollars (2002)

Taux de croissance du PIB réel

1,6 % (est. 2002)

PIB par habitant

2 100 \$ (2002)

Taux d'inflation

10,3 % (est. 2002)

Taux de chômage

Non disponible

Principales exportations

Huile de noix de coco, noix de coco séchée, coprah, bananes, taro, gousses de vanille, fruits, légumes, poisson, courges

Principales importations

Machines et matériel de transport, biens manufacturés, produits chimiques, combustibles, produits alimentaires

Importations canadiennes en provenance des Tonga

29 000 \$ (2002), principalement en corail, coquilles, carapaces et os, poissons vivants (d'ornement), crabes, mollusques, machines agricoles

Exportations canadiennes vers les Tonga

958 000 \$ (2002), principalement en appareils de transmission et de réception, turbopropulseurs, pièces pour appareils de diffusion, tableaux et consoles pour commande électrique, machines et appareils électriques

Représentant du Canada

M. John Donaghy, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès des Tonga

a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Nouvelle-Zélande, P.O. Box 12049, Thorndon, Wellington, Nouvelle-Zélande, 7301

Téléphone : (011-64-4) 473-9577; télécopieur : (011-64-4) 471-2082; sites Web : www.wellington.gc.ca; www.infoexport.gc.ca/nz

Novembre 2003

TRINITÉ-ET-TOBAGO

Capitale : Port-of-Spain

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
5 130 km²

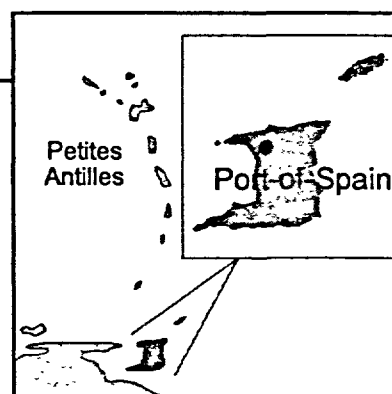
Principale langue
Anglais (officielle)

Principaux groupes religieux
Chrétiens (44 %), hindous (24 %)

Pays environnants
Grenade, Venezuela

Population
1,3 million d'habitants (2002)

Taux de croissance de la population
0,7 % (2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeants
Le président George Maxwell Richards
Le premier ministre, et ministre des Finances,
Patrick Manning

Ministre des Affaires étrangères
M. Knowlson Gift

Ministre de la Planification intégrée et du Développement
M. Keith Rowley

Ministre du Commerce et de l'Industrie
M. Kenneth Valley

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
La Trinité-et-Tobago se classe 54^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement
1,79 million de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
15 milliards de dollars (2002)

Taux de croissance du PIB réel
3,2 % (2002)

PIB par habitant
11 371 \$ (2002)

Taux d'inflation
4,15 % (2002)

Taux de chômage
10,4 % (2002)

Principales exportations

Pétrole et produits pétroliers, produits chimiques, produits en acier, engrais, sucre, cacao, café, agrumes, fleurs

Principales importations

Machines, matériel de transport, biens manufacturés, produits alimentaires, animaux vivants

Importations canadiennes en provenance de la Trinité-et-Tobago

166,7 millions de dollars (2002), principalement en produits ferreux, barres et profilés en fer et en acier, méthanol, urée, poisson frais

Exportations canadiennes vers la Trinité-et-Tobago

146,6 millions de dollars (2002), principalement en minerais et concentrés de fer, papier journal, turbopropulseurs, ordinateurs et périphériques, médicaments

Représentant du Canada

M. Simon Wade, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada

Maple House, 3-3A, Sweet Briar Road, St. Clair, (P.O. Box 1246) Port of Spain, Trinité-et-Tobago

Téléphone : (868) 622-6232; télécopieur : (868) 628-1830; sites Web : www.portofspain.gc.ca; www.infocexport.gc.ca/tt

Novembre 2003

TUVALU

Capitale : Fongafale

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

26 km²

Principales langues

Tuvalien, anglais, samoan, gilbertien

Principal groupe religieux

Congrégationalistes (Église de Tuvalu, 97 %)

Pays environnants

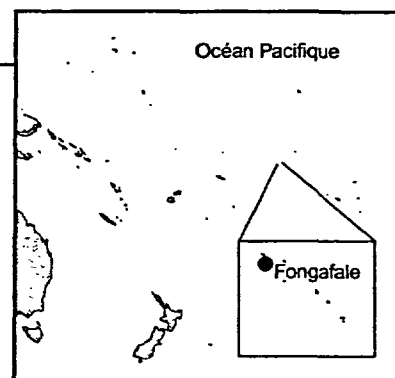
Fidji, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Samoa, Vanuatu

Population

10 800 habitants (est. 2002)

Taux de croissance de la population

2,1 % (2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Unicamérale : Parlement

Dirigeant

Le gouverneur général Tomasi Puapua

Le premier ministre Saufatu Sopoanga

Ministre des Affaires étrangères

M. Saufatu Sopoanga

Indice du développement humain de l'ONU (2003)

Ne figure pas dans la liste.

Aide publique du Canada au développement

280 000 \$ (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

20,8 millions de dollars (2001)

Taux de croissance du PIB réel

4 % (est. 2001)

PIB par habitant

1 948 \$ (2001)

Principales exportations

Coprah

Principales importations

Denrées alimentaires, animaux, combustibles minéraux, machines, biens manufacturés

Importations canadiennes en provenance de Tuvalu

Comprises dans les données pour Kiribati

Exportations canadiennes vers Tuvalu

Comprises dans les données pour Kiribati

Taux d'inflation

1,8 % (est. 2001)

Taux de chômage

Non disponible

Représentant du Canada

M. John Donaghy, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de Tuvalu,

a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Nouvelle-Zélande, C.P. 12049, Thorndon, Wellington, Nouvelle-Zélande, 7301

Téléphone : (011-64-4) 473-9577; télécopieur : (011-64-4) 471-2082; sites Web : www.wellington.gc.ca; www.infoexport.gc.ca/nz

Novembre 2003

VANUATU

Capitale : Port-Vila

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
12 190 km²

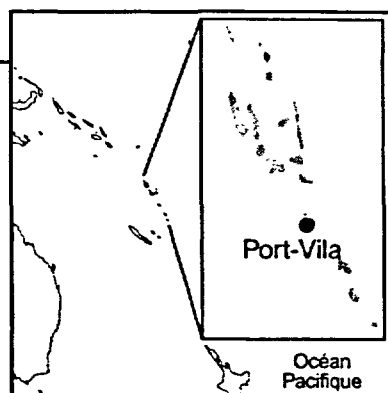
Population
202 200 habitants (2002)

Principales langues
Anglais (officielle), français (officielle), bislamar

Taux de croissance de la population
2,7 % (est. 2002)

Principaux groupes religieux
Presbytériens (37 %), anglicans (15 %), catholiques (15 %)

Pays environnants
Fidji, Îles Salomon, Nouvelle-Calédonie, Tuvalu



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Ministre des Affaires étrangères
M. Serge Vohor (vice-premier ministre)

Autorité législative
Unicamérale : Parlement; multipartite

Ministre du Commerce extérieur
M. Serge Vohor (vice-premier ministre)

Dirigeants
Le président John Bani
Le premier ministre Edward Nipake Natapei

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
Vanuatu se classe 128^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement
2,08 millions de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
336 millions de dollars (2002)

Taux d'inflation
2 % (est. 2002)

Taux de croissance du PIB réel
- 0,3 % (est. 2002)

Taux de chômage
Non disponible

PIB par habitant
1 662 \$ (2002)

Principales exportations
Coprah, bœuf, cacao, kava, gros bois d'œuvre, café

Principales importations
Machines et véhicules, aliments et boissons, biens manufacturés, matières premières et combustibles, produits chimiques

Importations canadiennes en provenance de Vanuatu
30 000 \$ (2002), principalement en poissons vivants (d'ornement), plants et graines de plantes, mollusques, unités de mémoire pour ordinateurs, bracelets de montres et pièces

Exportations canadiennes vers Vanuatu
530 000 \$ (2002), principalement en pièces de moteurs à turbines, moules pour caoutchouc et plastique, produits en fer et acier, caisses enregistreuses, lames de scies

Représentant du Canada

M. Jean T. Fournier, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de Vanuatu
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de l'Australie, Commonwealth Avenue, Canberra ACT, Australie, 2600
Téléphone : (011-61-2) 6273-3844; télécopieur : (011-61-2) 6270-4069; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/australia

Novembre 2003

ZAMBIE

Capitale : Lusaka

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
752 614 km²

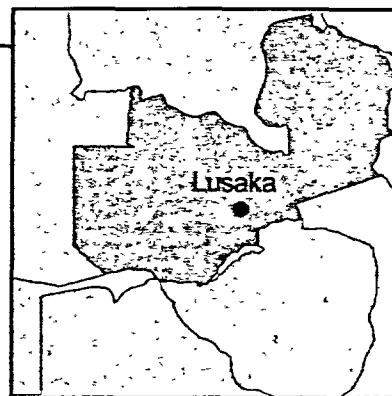
Principales langues
Anglais (officielle), bemba, nyanja, tonga

Principaux groupes religieux
Chrétiens (de 50 à 75 %), musulmans et hindous (de 24 à 49 %)

Pays environnants
Angola, Malawi, Mozambique, Namibie, République démocratique du Congo, Tanzanie, Zimbabwe

Population
10,3 millions d'habitants (2002)

Taux de croissance de la population
2,3 % (2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeant
Le président Levy P. Mwanawasa

Ministre des Affaires étrangères
M. Kalombo Mwansa

Ministre du Commerce et du Développement économique
M. Dipak Patel

Ministre des Finances et de la Planification nationale
M. Emmanuel Kasonde

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
La Zambie se classe 163^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement
28,87 millions de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
5,8 milliards de dollars (2002)

Taux de croissance du PIB réel
3 % (2002)

PIB par habitant
559 \$ (2002)

Principales exportations
Cuivre, cobalt

Principales importations
Métaux, pétrole

Importations canadiennes en provenance de la Zambie

1,5 million de dollars (2002), principalement en beurre, graisses et huile de cacao, granit, pierres précieuses, pâte de cacao, poissons vivants (d'ornement)

Exportations canadiennes vers la Zambie

8,1 millions de dollars (2002), principalement en vêtements et autres textiles usagés, camions à benne, pois secs, pièces de locomotives, pièces pour machines de chantier

Taux d'inflation
26,7 % (est. 2002)

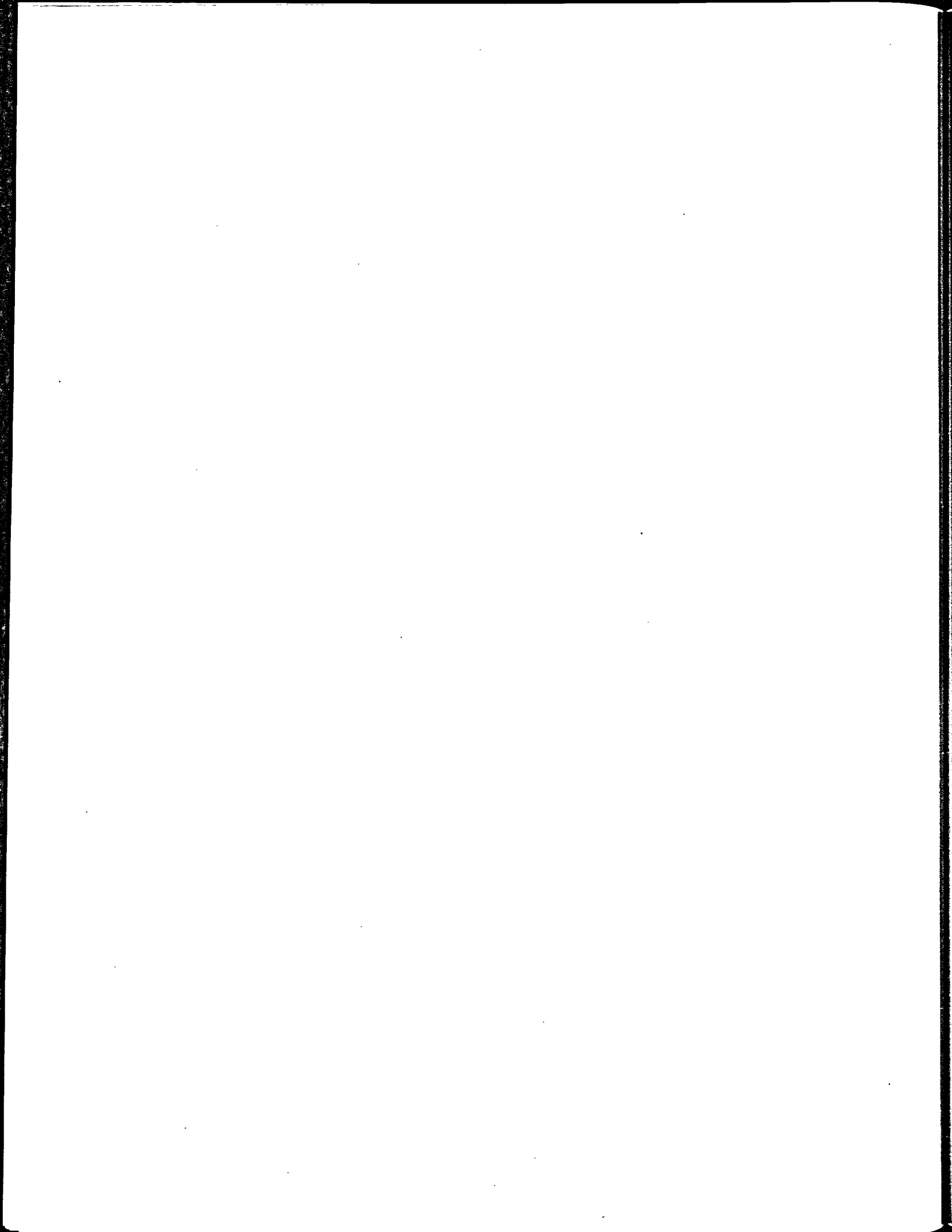
Taux de chômage
Non disponible

Représentant du Canada

M. David Stockwell, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada
5199 United Nations Avenue, P.O. Box 31313, Lusaka, Zambie, 10101

Téléphone : (011-260-1) 25 08 33; télécopieur : (011-260-1) 25 41 76; site Web : www.infoexport.gc.ca/zm

**Le Nigéria accueille
le Commonwealth en 2003**



Les relations entre le Canada et le Nigéria

- Le Canada et le Nigéria ont établi des relations diplomatiques en 1960. L'appui du Canada à la lutte qu'ont menée les Nigériens pour rétablir dans leur pays un gouvernement démocratique après 15 ans de régime militaire a resserré les liens entre les deux pays.
- Pendant la période de transition à la démocratie, qui a commencé au milieu de 1998, le Canada a fourni au Nigéria une aide d'une valeur de 1,25 million de dollars pour mener à bien le processus électoral. Le Canada a également envoyé dans le pays des experts dans le cadre d'une initiative du Commonwealth, ainsi que des observateurs électoraux en collaboration avec l'Union européenne. Après avoir suspendu ses activités pendant un an, le haut-commissariat du Canada au Nigéria a rouvert ses portes en novembre 1998, devant l'évidence que le gouvernement militaire de transition allait rétablir une administration civile dans le pays.
- Le Canada a continué à appuyer l'évolution du Nigéria dans la voie démocratique en affectant plus de 1,5 million de dollars au renforcement du processus électoral, et ce, en prévision des élections d'avril 2003. Cette contribution a servi à financer la mission d'observation du Commonwealth ainsi que la formation d'observateurs électoraux recrutés sur place, à établir un centre de presse pour la diffusion des résultats électoraux et à mettre en œuvre un projet pour prévenir toute violence électorale.
- Le Canada s'est félicité de la réadmission du Nigéria au sein du Commonwealth en 1999 à la suite de l'élection d'un gouvernement civil. Le Canada et le Nigéria ont collaboré aux travaux du Groupe d'action ministériel du Commonwealth chargé d'enquêter sur les allégations relatives aux violations graves et persistantes des droits de la personne et des principes démocratiques, et de recommander une action collective du Commonwealth à cet égard.
- Le Canada attache de l'importance à ses relations avec le Nigéria, comme en témoigne le nombre de visites de dignitaires canadiens dans ce pays. En 1999 et en 2002, le premier ministre Jean Chrétien s'est rendu au Nigéria au cours de ses voyages en Afrique. Pour sa part, le président du Nigéria, M. Olusegun Obasanjo, est venu au Canada en mai 2000; il est revenu en juin 2002 pour assister au Sommet du G8 à Kananaskis (Alberta). Le secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) a représenté le Canada à la cérémonie organisée le 29 mai 2003 à l'occasion de l'entrée en fonctions de M. Obasanjo, réélu en avril pour un deuxième mandat.

- Le président du Nigéria est l'un des principaux promoteurs du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Le Nigéria est membre du comité directeur du Nouveau Partenariat et président du comité de mise en œuvre. Les relations entre le Canada et le Nigéria se sont renforcées ces dernières années, surtout durant la présidence canadienne du G8 en 2002, alors que l'Afrique a été l'objet d'une attention particulière.
- En mai 2001, la Commission économique mixte Canada-Nigéria s'est réunie pour la première fois depuis 1990, marquant ainsi une nouvelle étape dans l'évolution des relations entre les deux pays.

Le commerce

- Le Nigéria se classe deuxième parmi les partenaires commerciaux du Canada en Afrique subsaharienne, les échanges bilatéraux ayant totalisé 284,5 millions de dollars en 2002. Le commerce entre les deux pays a été dominé par les produits de base, notamment le pétrole et le blé, mais la situation est en train d'évoluer, comme en témoigne une importante hausse des exportations de matériel de télécommunications en 2003.
- En novembre 2002, une mission commerciale menée au Nigéria par le ministre canadien du Commerce international a permis de parapher des contrats et des lettres d'intention d'une valeur de 100 millions de dollars entre des sociétés canadiennes et nigérianes.
- Les exportations de marchandises canadiennes au Nigéria ont totalisé 80,5 millions de dollars en 2002. Elles se composaient surtout de blé, de machines, de plastique et de véhicules. La même année, les importations canadiennes de produits nigériens, principalement du pétrole et du cacao, se sont élevées à 204 millions de dollars.

Aide au développement

- En 1990, le Canada a radié la dette de 42,4 millions de dollars du Nigéria dans le cadre de l'aide publique au développement.
- En 1995, après avoir déboursé près de 30 millions de dollars dans les dix années précédentes, le Canada a mis fin à son aide bilatérale au développement fournie au Nigéria. L'aide s'est toutefois poursuivie en 1996 dans le cadre de trois projets d'une valeur de 3 millions de dollars financés par le Fonds de développement de la démocratie.
- En 1999, à la suite de l'élection d'un gouvernement civil au Nigéria, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a rétabli son programme d'aide bilatérale au Nigéria.

- En novembre 2002, le ministre canadien de la Coopération internationale a réaffirmé l'engagement du Canada à consacrer 100 millions de dollars au Nigéria sous forme d'aide bilatérale au développement, et ce, dans les cinq années suivantes.
- Les programmes de l'ACDI au Nigéria se concentrent dans trois secteurs prioritaires : la durabilité écologique, les soins de santé et le développement rural dans le cadre d'une agriculture durable. L'égalité des sexes, la saine gestion démocratique et le VIH/sida constituent des éléments communs qui sont intégrés dans toutes les interventions de l'Agence au Nigéria.
- Depuis 1999, le Canada a approuvé des projets d'une valeur totale de plus de 82 millions de dollars destinés au Nigéria. De ce montant, 65 millions de dollars ont été consacrés à la lutte contre le VIH/sida, aux soins de santé de base et à la vaccination contre la poliomyélite; un autre montant de 13,4 millions a été destiné à l'agriculture et à l'environnement; et 1,35 million a été réservé à l'éducation des électeurs, à l'observation des élections et à la diffusion des résultats électoraux de 2003. Le reste a servi au soutien général des programmes.
- Le Canada finance également plusieurs activités dans les domaines de la saine gestion, de l'éducation de base et de la santé grâce à son programme de partenariat.

Abuja

Située au cœur du Nigéria, entre la prairie et la forêt, et bénéficiant d'un climat modéré, la nouvelle ville d'Abuja, en chantier depuis 1976, a remplacé la ville côtière de Lagos en 1991 en tant que capitale du pays.

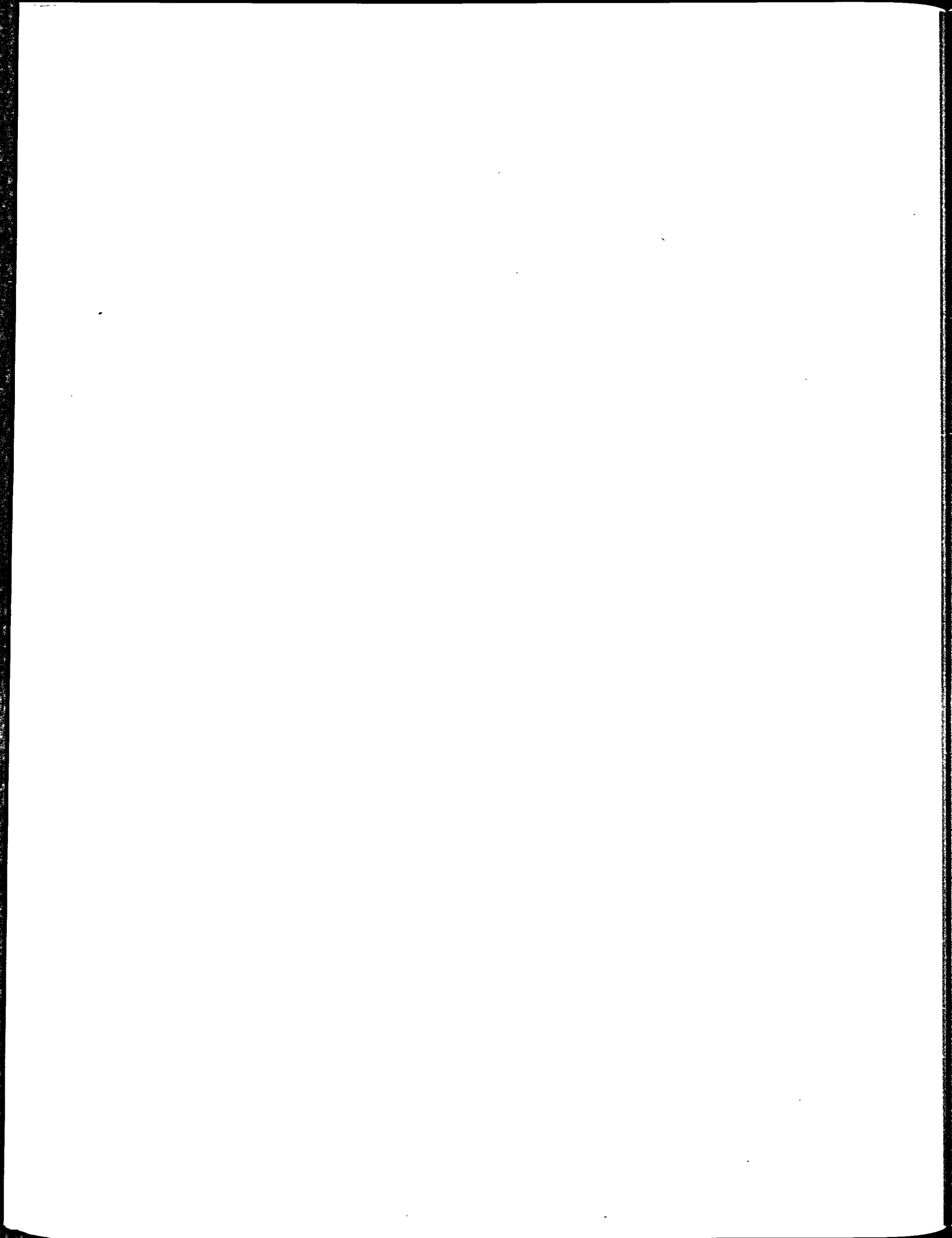
La nouvelle cité occupe environ le quart des 800 kilomètres carrés de la région de la capitale fédérale; sa population ne devrait pas dépasser 230 000 habitants.

Le plan de la ville a été confié à une société des États-Unis et la conception du centre-ville, à une firme du Japon. Le siège de tous les ministères du gouvernement est dorénavant au centre d'Abuja, de même que celui de nombreuses ambassades et sociétés privées.

Grâce à ses collines, ses immeubles modernes et à son réseau autoroutier, Abuja est recherchée par les congressistes, les amateurs d'escalade et les touristes en quête d'un séjour de repos.

En octobre 2003, Abuja a accueilli les VIII^{es} Jeux panafricains.

Notices biographiques



Le secrétaire général du Commonwealth, M. Donald McKinnon

M. Donald McKinnon est né le 27 février 1939 à Greenwich, en Angleterre. Il fréquente l'Université Lincoln, en Nouvelle-Zélande.

Avant de se lancer en politique, M. McKinnon administre sa propre entreprise dans le secteur de l'immobilier et est consultant en gestion agricole.

M. McKinnon est élu pour la première fois au parlement de la Nouvelle-Zélande en 1978. Ses états de service comme ministre des Affaires étrangères et du Commerce ont été les plus longs de l'histoire de la Nouvelle-Zélande. Il occupe de nombreux postes supérieurs au sein du gouvernement, dont ceux de vice-premier ministre de 1990 à 1996, de ministre des Affaires étrangères et du Commerce de 1990 à 1999 et de leader de la Chambre des représentants de 1992 à 1996.

À titre de ministre des Affaires étrangères, M. McKinnon noue des liens étroits avec les pays du Commonwealth, tant dans le cadre gouvernemental que non gouvernemental. Il devient vice-président du Groupe d'action ministériel du Commonwealth en 1995 et préside la réunion des petits États du Commonwealth à l'occasion de la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Auckland. En 1998, il est nommé l'un des cinq membres de la Mission ministérielle du Commonwealth sur les petits États.

En 1998, M. McKinnon est mis en nomination pour le prix Nobel de la paix en raison de sa participation à la résolution du conflit entre les habitants de l'île de Bougainville et le gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

M. McKinnon assume les fonctions de secrétaire général du Commonwealth depuis le 1^{er} avril 2000.

M. McKinnon et sa femme, Clare de Lore, ont un enfant. Il a quatre autres enfants d'un mariage précédent.

Le président du Nigéria, M. Olusegun Obasanjo

M. Olusegun Obasanjo est né le 6 mars 1937 dans le sud-ouest du Nigéria.

M. Obasanjo entre en 1959 dans l'armée nigériane où il poursuit une carrière militaire pendant 21 ans. Il participe notamment à la mission de maintien de la paix établie par les Nations unies dans l'ancien Zaïre (aujourd'hui la République démocratique du Congo), en 1960 et 1961, et assure le commandement d'une division de commandos de la marine pendant la guerre civile au Biafra (Nigéria), de 1967 à 1970.

M. Obasanjo est nommé ministre des Travaux et du Logement en 1975. Il assume ensuite les fonctions de chef d'état-major du Quartier général suprême de l'armée en 1975 et 1976. Toujours militaire, il devient chef d'État du Nigéria en 1976. En 1979, il cède le pouvoir à un gouvernement civil démocratiquement élu.

Dans son parcours, M. Obasanjo déploie de nombreux efforts en vue de mettre fin à la domination de la minorité blanche en Afrique du Sud; il joue également un rôle de médiateur international dans plusieurs pays d'Afrique. À la demande du Commonwealth, en 1988, il évalue les besoins de certains pays en matière de sécurité. Il est nommé observateur lors des élections angolaises de 1992 et mozambicaines de 1994.

Le 29 mai 1999, M. Obasanjo assume les fonctions de président élu du Nigéria; il est réélu à ce poste en avril 2003.

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien

M. Jean Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1959, il se joint à un cabinet d'avocats de Shawinigan.

Candidat du Parti libéral du Canada, M. Chrétien est élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963 comme député de la circonscription de Saint-Maurice, dans la province du Québec. Réélu en 1965, il est nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il devient ministre d'État aux Finances et, en 1968, ministre du Revenu national.

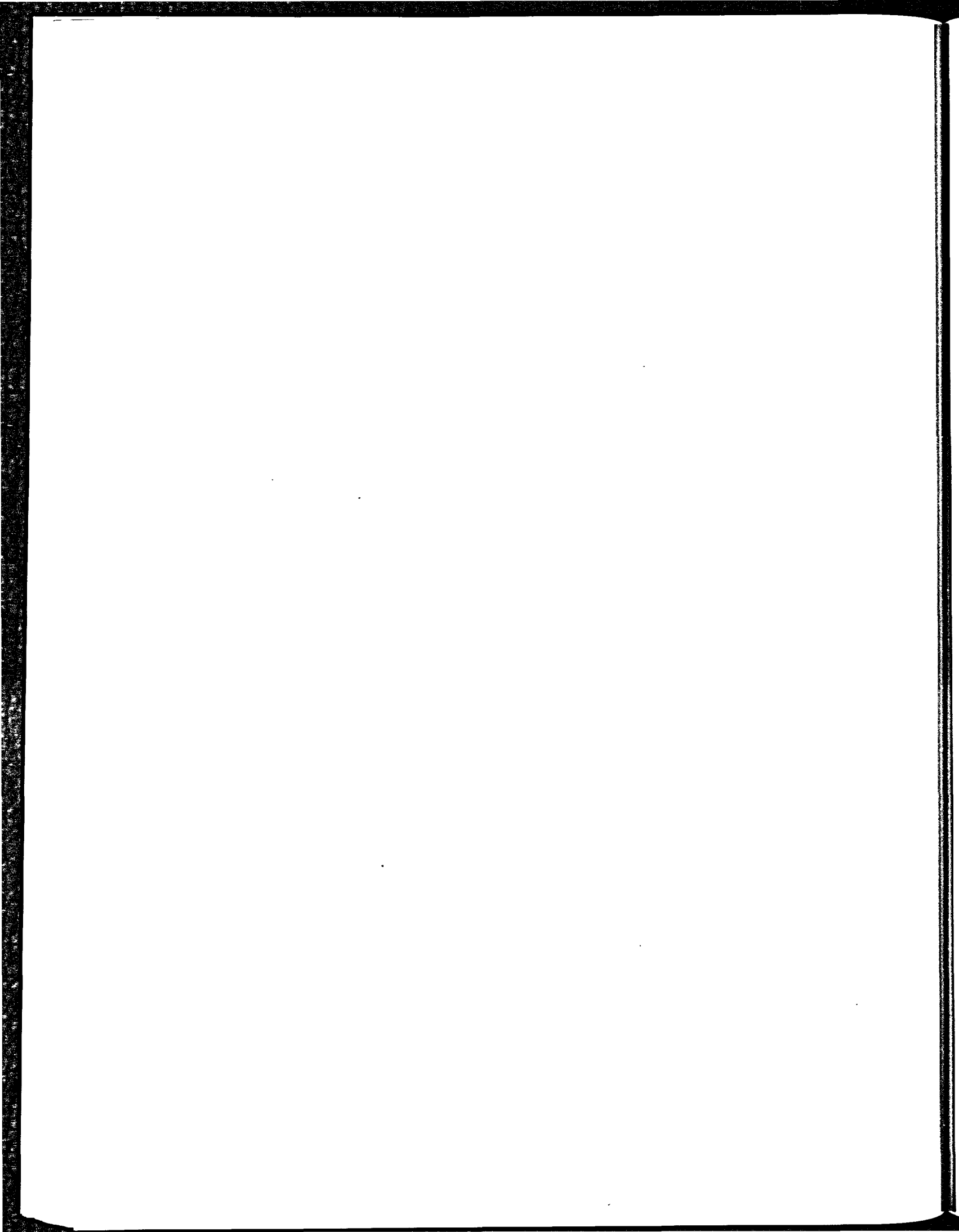
Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien se voit confier plusieurs portefeuilles, entre autres : Affaires indiennes et du Nord canadien, Industrie et Commerce, Finances, Justice, Énergie, Mines et Ressources. Il est nommé président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976, puis vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984.

Après les élections de 1984, les libéraux forment l'Opposition officielle, dont M. Chrétien devient le porte-parole pour les affaires étrangères. Il quitte la scène politique en 1986. Jusqu'en 1990, il pratique le droit au sein du cabinet Lang Michener, Lawrence & Shaw. Il est aussi conseiller principal auprès de la Gordon Capital Corp.

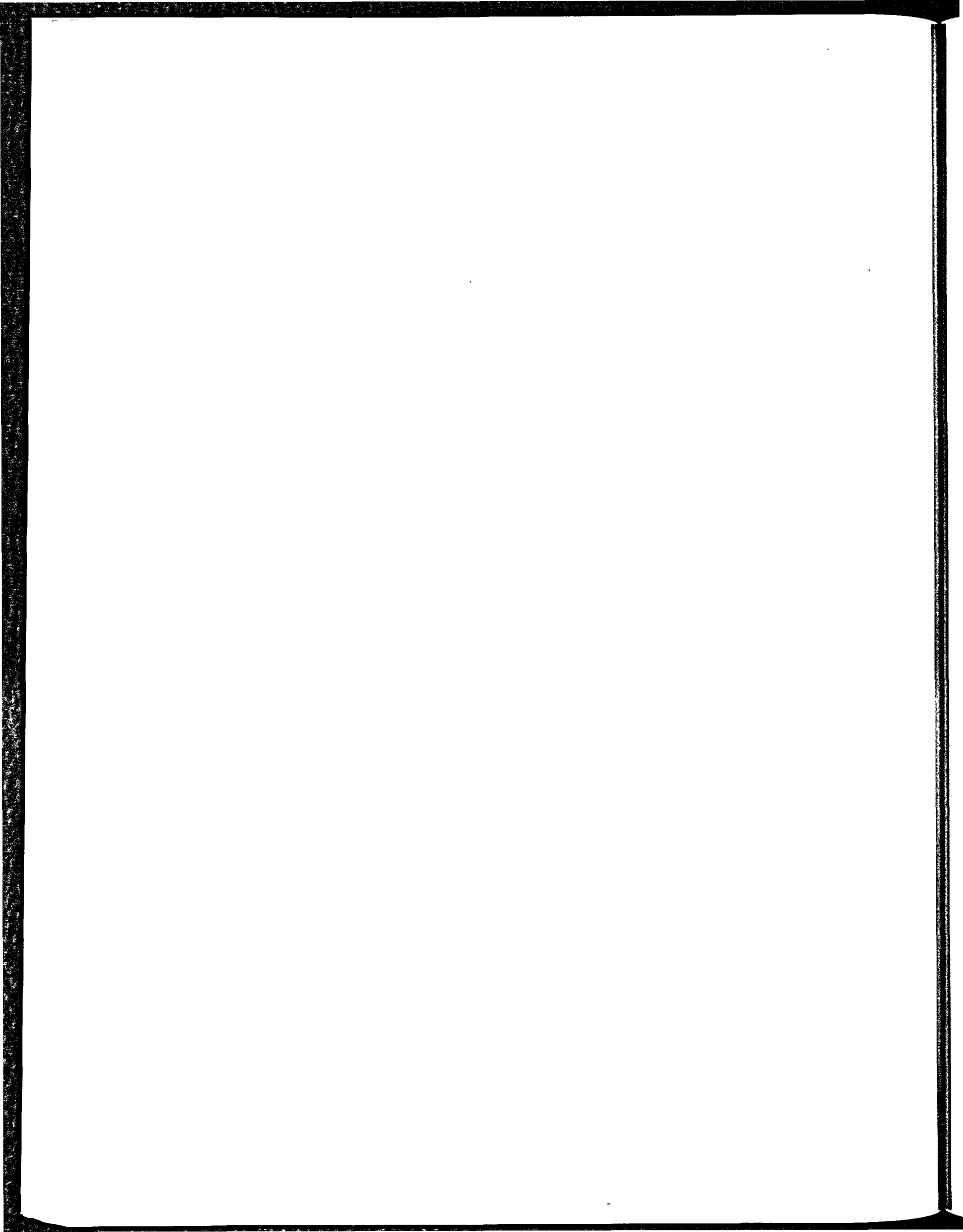
En 1990, M. Chrétien reprend les activités politiques et est élu chef du Parti libéral du Canada. Élu cette année-là à la Chambre des communes à la faveur d'une élection partielle, il prête serment à titre de chef de l'Opposition.

M. Chrétien devient premier ministre du Canada le 4 novembre 1993, son parti ayant gagné la majorité des sièges à la Chambre des communes lors du dernier scrutin général. Aux élections de 1997 et de 2000, il est réélu député de Saint-Maurice, menant chaque fois son parti à la formation d'un gouvernement majoritaire.

M. Chrétien et sa femme, Aline, ont trois enfants.



Annexes



*Chefs de gouvernement du Commonwealth
Coolum (Australie), 2002*

**La Déclaration de Coolum
Le Commonwealth au XXI^e siècle :
Continuité et renouveau**

À l'aube de ce nouveau millénaire, nous, chefs de gouvernement du Commonwealth des Nations, réunis à Coolum, en Australie, renouvelons notre ferme engagement envers les valeurs et les principes que nous partageons. Nous restons unis :

- dans notre engagement envers la démocratie, la primauté du droit, la bonne gestion publique, la liberté d'expression et la protection des droits de la personne;
- dans notre respect de la diversité et de la dignité humaine, dans notre soutien de la nature pluraliste de nos sociétés et de la tolérance qu'elle favorise et dans notre irréductible opposition à toutes les formes de discrimination, qu'elle soit fondée sur le sexe, la race, la couleur, les croyances ou les convictions politiques;
- dans notre détermination à lutter contre la pauvreté et à promouvoir un développement durable axé sur les gens, afin d'éliminer progressivement les grandes disparités entre les niveaux de vie de nos peuples et de surmonter les obstacles particuliers auxquels font face nos petits États et nos pays membres les moins développés;
- dans nos efforts collectifs en faveur de la paix et de la sécurité internationales, de la primauté du droit international ainsi que de l'élimination du trafic d'êtres humains et du fléau du terrorisme.

Nos réitérons notre condamnation la plus énergique du terrorisme dans toutes ses formes et sous toutes ses manifestations. Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 et de notre déclaration du 25 octobre 2001, nous réaffirmons solennellement notre détermination, à titre de communauté de nations diverses, à prendre individuellement et collectivement des mesures fermes et concertées pour éradiquer le terrorisme. Nous nous engageons à travailler ensemble pour remplir notre obligation internationale de refuser de donner asile aux terroristes.

Nous ne pouvons pas admettre que près de la moitié de la population du monde vive dans la pauvreté, que la maladie, l'analphabétisme et la dégradation environnementale continuent de détruire la vie de beaucoup de nos peuples, ni que, dans beaucoup trop de sociétés, les femmes demeurent des victimes de la discrimination. Les avantages de la mondialisation doivent être partagés plus largement, et son objectif central doit être orienté vers l'élimination de la pauvreté et du dénuement. Nous insistons sur l'importance de l'égalité d'accès aux perspectives économiques et sur la nécessité d'appliquer uniformément, équitablement et sans exceptions de nouvelles normes internationales, comme celles qui figurent dans l'Initiative de l'Organisation de coopération et de développement économiques contre les pratiques fiscales dommageables.

La Déclaration de Fancourt et la Déclaration des Nations unies sur le millénaire ont établi pour nous un ferme fondement pour repousser les frontières de la pauvreté et du sous-développement. Dans la poursuite des objectifs de développement du millénaire, nous exhortons les gouvernements à saisir les occasions offertes par la Conférence sur le financement du développement (Monterrey, Mexique, 18-22 mars 2002) et le Sommet mondial sur le développement durable (Johannesburg,

août-septembre 2002) afin de tracer la voie d'une croissance mondiale plus durable et plus équitable. Nous saluons également la proposition historique venue d'Afrique pour affronter la pauvreté grâce au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, et ferons de notre mieux pour appuyer des partenariats semblables dans d'autres régions du Commonwealth. D'une façon plus générale, nous invitons toutes les nations à travailler à réduire l'écart croissant entre riches et pauvres et à renforcer le soutien international aux démocraties qui combattent la pauvreté.

Conscients des liens qui existent entre la démocratie et la bonne gouvernance, d'une part, et la pauvreté, le développement et le conflit, de l'autre, nous invitons le secrétaire général du Commonwealth à constituer un groupe d'experts de haut niveau chargé de nous recommander des moyens de mettre en œuvre la Déclaration de Fancourt. Ce groupe devrait concentrer ses efforts sur la meilleure façon d'aider les démocraties à combattre la pauvreté et présenter son rapport à la prochaine Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth.

Nous sommes profondément conscients de la menace que représente le VIH/sida pour le progrès social et économique durement acquis dans une grande partie de l'Afrique et ailleurs. À titre de dirigeants résolus à assurer le plein épanouissement de chacun de nos citoyens, nous nous engageons à combattre cette pandémie de même que la propagation des autres maladies transmissibles. Nous exhortons les secteurs public et privé et les organisations internationales à se joindre à nous dans un effort renouvelé pour relever le défi représenté par le VIH/sida pour nos pays et nos peuples ainsi que pour l'humanité tout entière.

Nous nous rendons compte de la vulnérabilité particulière des petits États et de la nécessité d'une action concertée de la communauté internationale pour répondre à leurs besoins particuliers. Nous reconnaissons en outre l'importance de faire des changements systémiques pour répondre à ces besoins et prenons, au nom du Commonwealth, l'engagement d'élaborer des mécanismes innovateurs pour assurer un soutien pratique aux petits États.

Nous devons affronter tous les jours de nombreux autres défis. Comme dirigeants chargés de guider nos nations dans le XXI^e siècle, nous avons besoin d'un Commonwealth qui soit à la fois fondé sur nos valeurs les plus fermes et susceptible de s'adapter à l'évolution de nos besoins. Nous recherchons un Commonwealth orienté sur l'avenir : une organisation qui s'inspire de son histoire, profite de ses points forts, défend énergiquement les intérêts communs de ses membres et saisit les occasions qui s'offrent afin de créer un monde meilleur pour nos enfants.

Nous envisageons un Commonwealth moderne et dynamique qui travaille en faveur de ses peuples, un Commonwealth à structure simplifiée dont l'action est clairement axée sur ce qu'il fait le mieux. Nous voulons que le Commonwealth soit un défenseur efficace des libertés démocratiques et un pacificateur en situation de conflit, et qu'il travaille infatigablement à la promotion du développement économique axé sur les gens.

Nous avons adopté le rapport annexé du Groupe d'examen de haut niveau (GEHN), qui trace clairement la voie future du Commonwealth en fonction de cette orientation. Le rapport du GEHN définit les mesures concrètes à prendre pour bâtir un Commonwealth du XXI^e siècle :

- Nous sommes concrètement déterminés à renforcer la capacité du Commonwealth de soutenir les efforts déployés par ses membres en faveur des valeurs démocratiques et de la primauté du droit. Nous avons précisé les conditions dans lesquelles le Groupe d'action ministériel du Commonwealth s'occupera à l'avenir des violations graves et persistantes des principes de Harare, qui vont au-delà du renversement inconstitutionnel de gouvernements membres. Une marche à suivre claire, dans laquelle le secrétaire général et le président en exercice auront un rôle important à jouer, contribuera à assurer un traitement transparent et efficace de tout État membre concerné. Nous nous sommes engagés à renforcer le rôle de médiateur du secrétaire général du Commonwealth et avons convenu d'intensifier l'action du Commonwealth dans le soutien des pratiques

démocratiques, l'atténuation des tensions, la prévention et le règlement des conflits ainsi que la reconstruction au lendemain des conflits, en consultation avec les organisations régionales compétentes, au besoin.

- Dans nos efforts en faveur d'une répartition plus équitable des avantages de la mondialisation et de la réalisation des objectifs de développement du millénaire, nous sommes déterminés à créer de nouveaux débouchés pour nos membres dans les domaines du commerce, de l'investissement et du développement du secteur privé. Nous avons convenu de mesures qui aideront notre organisation à mieux définir et promouvoir les besoins économiques et de développement de ses membres dans un environnement international caractérisé par une concurrence croissante. Nous reconnaissons l'importance d'améliorer l'accès aux marchés dans le système commercial mondial, particulièrement dans le cas des pays les plus pauvres et les plus petits. À cette fin, nous saluons et appuyons fermement l'accord conclu à Doha sur le nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales de l'Organisation mondiale du commerce. Nous souhaitons que notre organisation, grâce à un rôle renforcé de facilitation, aide les États membres à mieux accéder à l'aide internationale et concentre plus efficacement ses propres programmes connexes sur l'aide qu'elle est le mieux à même de dispenser. Nous appuyons la stratégie recommandée par le GEHN pour combler le fossé des technologies de l'information et des communications qui sépare les riches des pauvres.
- Conscients du fait que l'avenir du Commonwealth dépend de ses jeunes, nous avons convenu de lancer une initiative « Jeunes pour l'avenir » s'étendant à l'ensemble du Commonwealth et comportant quatre volets interdépendants pour favoriser le transfert de technologies et de compétences et encourager l'esprit d'entreprise chez les jeunes. Nous recherchons un engagement plus étroit de la part de jeunes, de jeunes professionnels et de jeunes bénévoles disposés pour mettre leurs compétences et leur enthousiasme au service d'une importante contribution pratique à l'œuvre du Commonwealth.
- Nous souhaitons rationaliser la gouvernance et l'organisation du Commonwealth afin d'en arriver à une structure simplifiée permettant de répondre plus rapidement et plus efficacement aux besoins des membres.
- Nous invitons les nombreux organismes intergouvernementaux, professionnels et de la société civile qui contribuent à la diffusion des valeurs du Commonwealth à se joindre à nous pour établir des liens plus étroits au sein de la famille du Commonwealth et pour renforcer la consultation et la collaboration. Nous sommes persuadés de la nécessité de liens plus forts ainsi que d'une communication et d'une concertation plus efficaces entre les éléments officiels et non gouvernementaux du Commonwealth et parmi les organisations non gouvernementales du Commonwealth. Cela donnera aux activités du Commonwealth une plus grande portée et garantira que chaque programme produira des avantages durables.

Nous chérissons notre histoire commune et sommes fiers de ce que nous avons réalisé ensemble au fil des ans. Nous sommes convaincus qu'en donnant suite aux recommandations du rapport du GEHN, le Commonwealth sera mieux équipé pour relever les défis de l'avenir. Nos valeurs communes et nos moyens propres de collaboration nous donnent en cela une force particulière, à laquelle nous attachons une très grande valeur. Nous exhortons le secrétaire général à travailler assidûment avec le président en exercice, les nouveaux mécanismes de régie et l'ensemble de la famille du Commonwealth pour transformer les résultats de l'examen en une réalité pratique qui profitera à tous nos peuples.

Comme nous préparons notre avenir, nous félicitons Sa Majesté la Reine Élisabeth II pour ses cinquante ans à la tête du Commonwealth. Nous lui sommes reconnaissants de son dévouement au service du Commonwealth et de son ferme engagement envers l'association pendant plus d'un demi-siècle.

Coolum (Australie)

Le 5 mars 2002

*Chefs de gouvernement du Commonwealth
Auckland (Nouvelle-Zélande), 1995*

**Le Programme d'action du Commonwealth
adopté à Millbrook pour donner suite à
la Déclaration de Harare**

En 1991, à Harare, nous avons promis de travailler à la protection et à la promotion des valeurs politiques fondamentales du Commonwealth, à savoir la démocratie et la création de processus et d'institutions démocratiques qui sont l'expression de la situation nationale et reposent sur les droits fondamentaux de la personne, la primauté du droit, l'indépendance de l'appareil judiciaire et un gouvernement juste et honnête. Nous avons aussi convenu de promouvoir le développement socio-économique, une priorité de la plupart des pays du Commonwealth. Durant notre retraite fermée à Millbrook, nous avons décidé d'adopter un Programme d'action afin de tenir les engagements pris dans la Déclaration de Harare. Le Programme comporte trois volets :

- Promouvoir les valeurs politiques fondamentales du Commonwealth
- Favoriser le développement durable
- Faciliter l'établissement d'un consensus

**Promouvoir les valeurs politiques fondamentales
du Commonwealth**

**Mesures d'appui aux processus et aux institutions pour l'application des
principes de Harare**

Le Secrétariat devrait se doter de moyens plus importants pour fournir aux gouvernements des conseils, de la formation et d'autres formes d'assistance technique en vue de promouvoir les valeurs politiques fondamentales du Commonwealth, à savoir :

- Assistance à la création des institutions requises et au développement de leurs capacités; assistance pour les questions juridiques et constitutionnelles, notamment pour le choix de modèles et la mise en route de programmes de démocratisation; assistance pour la conduite des élections (établissement ou renforcement d'un appareil électoral indépendant, éducation des citoyens et des électeurs, préparation des codes de conduite et inscription des électeurs);
- Observation des élections – élections partielles ou élections locales au besoin – sur demande du gouvernement de l'État membre;
- Renforcement de la règle de la primauté du droit et promotion de l'indépendance du système judiciaire, grâce à des échanges et à la formation des magistrats;
- Appui à la saine gestion publique, particulièrement en ce qui concerne la réforme de la fonction publique;

- Autres activités, réalisées en collaboration avec l'Association parlementaire du Commonwealth et d'autres organes, afin de renforcer la culture démocratique et l'efficacité des pratiques parlementaires.

Mesures en cas de violation des principes de Harare

Lorsqu'un pays membre viole clairement la Déclaration de Harare, particulièrement si un gouvernement démocratique est renversé par des moyens inconstitutionnels, des mesures appropriées doivent être prises pour exprimer la préoccupation de l'ensemble des pays du Commonwealth et encourager le rétablissement de la démocratie dans un délai raisonnable. Quelques exemples :

- Désapprobation immédiate de l'ensemble du Commonwealth, exprimée publiquement par le secrétaire général;
- Communiquer sans tarder avec le gouvernement de fait par l'entremise du secrétaire général, et faire suivre de bons offices constants et d'une assistance technique appropriée pour favoriser le rétablissement rapide de la démocratie;
- Encourager les pays membres (surtout ceux de la région) à entreprendre des démarches pour manifester leur désapprobation et favoriser le retour rapide de la démocratie;
- Désigner un envoyé ou un groupe d'éminents représentants du Commonwealth si, à en juger par les contacts du secrétaire général avec les autorités concernées, l'envoi d'une mission favoriserait les bons offices du Commonwealth;
- Fixer une limite de deux ans pour rétablir la démocratie quand le pays ne dispose pas des institutions nécessaires pour tenir des élections dans un délai de, disons, six mois au plus;
- Jusqu'au rétablissement de la démocratie, exclure le gouvernement en cause des réunions ministérielles du Commonwealth, y compris des RCGPC;
- Suspendre la participation du pays aux réunions et aux missions d'assistance technique du Commonwealth, si le gouvernement n'a pas fait de progrès acceptables après deux ans;
- Étudier toute autre mesure bilatérale ou multilatérale appropriée (p. ex. limitation des rapports de gouvernement à gouvernement, mesures touchant directement la population, restrictions au commerce et, dans les cas exceptionnels, suspension du Commonwealth) afin de marquer la nécessité d'un changement si le gouvernement décide de quitter le Commonwealth ou persiste à violer les principes de la Déclaration de Harare, même après deux ans.

Mécanismes de mise en œuvre des mesures

Nous avons décidé de créer le Groupe d'action ministériel du Commonwealth pour la Déclaration de Harare afin de remédier aux violations graves ou persistantes des principes de la Déclaration. Le Groupe se réunira à la demande du secrétaire général et comprendra les ministres des Affaires étrangères de huit pays* plus, au besoin, un ou deux ministres de la région concernée. Le Groupe aura pour tâche d'évaluer la nature de la violation et de recommander des mesures que pourrait prendre le Commonwealth pour rétablir rapidement la démocratie et le respect de la Constitution.

(*On a annoncé par la suite que le Groupe serait composé des ministres des affaires étrangères de l'Afrique du Sud, du Canada, du Ghana, de la Grande-Bretagne, de la Jamaïque, de la Malaisie, de la Nouvelle-Zélande et du Zimbabwe.)

La composition, le mandat et le fonctionnement du Groupe seront revus tous les deux ans.

Favoriser le développement durable

Nous croyons toujours que le Commonwealth doit contribuer au développement, à l'alphabétisation et à l'élimination de la pauvreté, tout particulièrement parce que ces questions touchent les femmes et les enfants. Afin d'accroître les capacités du Commonwealth dans ces domaines, nous avons convenu des mesures suivantes :

- Renforcer la capacité du Secrétariat à entreprendre des travaux de développement en appuyant ses différents fonds et, surtout, en rétablissant les ressources du CFTC à ce qu'elles étaient en 1991-1992 en valeur réelle. Fournir des ressources suffisantes au Commonwealth of Learning et à la Fondation du Commonwealth;
- Favoriser l'afflux d'investissements dans les pays membres en développement grâce à des plans comme l'Initiative du Commonwealth pour l'investissement privé;
- Œuvrer pour des progrès constants en aidant les pays écrasés par leur dette, et encourager l'accroissement des apports financiers assortis de conditions favorables pour les pays en développement. Plus particulièrement, appuyer la création de mécanismes novateurs pour alléger la dette multilatérale, comme celui proposé par le chancelier de l'Échiquier de Grande-Bretagne à la Réunion des ministres des Finances du Commonwealth tenue à Malte en 1994, et réaffirmé par la suite;
- Aider le Secrétariat à faciliter l'adoption de plans d'autoassistance par davantage de pays du Commonwealth en utilisant les organismes non gouvernementaux et d'autres organisations comme moteurs, afin de mobiliser les gens pour lutter contre la pauvreté;
- Appuyer les efforts déployés par les petits États insulaires en développement pour atténuer les effets que la modification de l'environnement, les catastrophes naturelles et l'évolution du système de commerce international ont sur leur développement;
- Endiguer la propagation du VIH et du sida qui menacent une grande partie des jeunes dans de nombreux pays, étant donné que l'exploitation des possibilités économiques nécessite une population en santé et éduquée. Affecter des ressources supplémentaires afin de renouveler le financement de base du Southern African Network of AIDS Organisations (SANASO), et accroître parallèlement le financement des initiatives de l'UNICEF en Afrique du Sud.

Faciliter l'établissement de consensus

Nous étions persuadés que le Commonwealth, avec son rayonnement mondial et l'expérience unique qu'il possède en matière d'établissement de consensus, était en mesure d'aider la communauté internationale dans son ensemble à jeter des ponts entre des parties aux opinions opposées sur certaines questions. Nous avons donc convenu qu'il lui était possible de jouer un rôle plus important dans la recherche d'un consensus sur différentes questions mondiales par les moyens suivants :

- Utiliser l'adhésion de ses membres à divers organismes régionaux ainsi que leur participation à des assemblées internationales pour faire valoir les points de vue consensuels du Commonwealth;
- Recourir, au besoin, à des missions spéciales pour mettre de l'avant les positions consensuelles du Commonwealth et favoriser la concertation sur les grandes questions internationales;
- Consulter, de façon officielle et officieuse, les autres membres du Commonwealth en marge des réunions d'organisations internationales, afin de parvenir à un consensus sur des questions très importantes.

Le 12 novembre 1995

*Chefs de gouvernement du Commonwealth
Harare (Zimbabwe), 1991*

La Déclaration de Harare

1. Les chefs de gouvernement des pays du Commonwealth, réunis à Harare, réaffirment leur foi dans le Commonwealth en tant qu'association volontaire d'États indépendants et souverains individuellement responsables de leurs politiques, mais qui se consultent et coopèrent pour servir les intérêts de leurs citoyens et promouvoir la bonne entente et la paix dans le monde.
2. Le Commonwealth regroupe des gens de races et d'origines diverses, des pays qui en sont à tous les stades de développement économique ainsi que des cultures, des traditions et des institutions très variées.
3. La grande force du Commonwealth réside dans la diversité de ses membres, à laquelle s'ajoutent une langue, une culture et le principe de la primauté du droit qu'ils ont en commun. Son fonctionnement repose sur la recherche d'un consensus, au moyen de consultations et d'échanges sur les expériences de chacun. L'organisation a tous les atouts pour servir de modèle et susciter de nouveaux liens d'amitié et de coopération partout dans le monde, dans l'esprit de la Charte des Nations unies.
4. Tous les membres ont aussi en commun l'attachement à certains principes fondamentaux, énoncés dans la Déclaration des principes du Commonwealth qui a été approuvée par nos prédécesseurs à la Réunion de Singapour en 1971. Ces principes ont résisté à l'épreuve du temps et aujourd'hui, nous réitérons notre engagement plein et entier à les respecter. Dans la même mesure qu'il y a 20 ans :
 - nous croyons que la paix et l'ordre international, le développement économique mondial et la primauté du droit international sont essentiels à la sécurité et la prospérité de l'humanité;
 - nous croyons à la liberté de la personne dans le respect des lois, à l'égalité des droits de tous les citoyens sans considération de genre, de race, de couleur, de foi ou de convictions politiques, et au droit inaliénable de chaque personne de façonner la société dans laquelle elle vit en suivant des processus politiques libres et démocratiques;
 - nous considérons les préjugés raciaux et l'intolérance comme un danger et un obstacle au sain développement, et la discrimination raciale comme un mal tout à fait répréhensible;
 - nous nous opposons à toute forme d'oppression raciale et nous nous engageons à défendre les principes d'égalité et de dignité humaine;
 - nous reconnaissons l'importance et l'urgence du développement économique et social, d'abord pour répondre aux besoins fondamentaux et aux aspirations profondes de la grande majorité des peuples du monde, ensuite pour éliminer progressivement les grandes inégalités de niveau de vie entre nos membres.
5. À Harare, notre mission a été d'appliquer ces principes aux réalités contemporaines, alors que le Commonwealth se prépare à relever les défis des années 1990 et après.

6. Le monde s'est libéré de l'emprise de la Guerre froide. Le totalitarisme cède le pas à la démocratie et à la justice dans bien des parties du monde. La décolonisation est en grande partie terminée. Des transformations s'opèrent enfin en Afrique du Sud. Ces transformations, fort souhaitables et encourageantes en soi, se traduisent par de nouvelles tâches et de nouveaux défis pour le monde et le Commonwealth.

7. Au cours des 20 dernières années, plusieurs pays du Commonwealth ont fait des progrès substantiels sur le plan du développement économique et social. On reconnaît de plus en plus que l'adhésion au principe de l'économie de marché et l'ouverture au commerce et aux investissements internationaux peuvent favoriser le progrès économique et rehausser les niveaux de vie. Beaucoup de pays du Commonwealth sont pauvres et aux prises avec des problèmes aigus (croissance démographique galopante, pauvreté accablante, dette écrasante, dégradation de l'environnement, etc.). Plus de la moitié des pays membres y sont particulièrement sensibles en raison de la petite taille de leurs sociétés.

8. Seul un développement sain et durable peut donner à ces millions de gens l'espoir d'un avenir meilleur. La réalisation de ce développement passe par un transfert de ressources (publiques et privées) des pays développés vers les pays en développement, et par des régimes nationaux et internationaux propices à l'accomplissement de ces buts. Le développement permet de régler plus facilement une foule de problèmes d'intérêt mondial, par exemple la dégradation de l'environnement, les migrations et les réfugiés, les maladies transmissibles ainsi que la production et le trafic de drogues.

9. Ayant réaffirmé les principes auxquels le Commonwealth est attaché et ayant analysé les défis que le monde, et le Commonwealth par ricochet, doit relever, nous promettons que le Commonwealth et nos pays respectifs redoubleront d'efforts, spécialement dans les domaines suivants :

- la protection et la promotion des valeurs politiques fondamentales du Commonwealth :
 - des institutions et des processus démocratiques qui sont l'expression de la situation nationale et reposent sur la primauté du droit, l'indépendance de l'appareil judiciaire et un gouvernement juste et honnête;
 - les droits fondamentaux de la personne, notamment l'égalité des droits et des possibilités pour tous les citoyens sans considération de race, de couleur, de foi ou de convictions politiques;
- l'égalité des femmes, de sorte qu'elles puissent exercer entièrement les mêmes droits que les hommes;
- la promotion de l'accès universel à l'éducation pour nos populations;
- l'élimination de l'apartheid et la création d'une Afrique du Sud libre, démocratique, non raciale et prospère;
- la promotion du développement durable et l'allègement de la pauvreté dans les pays du Commonwealth :
 - un cadre économique international stable, dans lequel la croissance est possible;
 - une saine gestion économique, où les principes de l'économie de marché jouent un rôle central;
 - des politiques et des programmes démographiques efficaces;
 - une saine gestion de l'évolution technologique;

- la libéralisation des échanges commerciaux multilatéraux à des conditions justes et équitables pour tous, qui tiennent compte des besoins particuliers des pays en développement;
 - un transfert de ressources adéquat des pays développés vers les pays en développement, ainsi que des mesures pour alléger le fardeau de la dette des pays en développement les plus pauvres;
 - le développement des ressources humaines par l'éducation, la formation, les soins de santé, la culture, le sport et les programmes de promotion du soutien aux familles et à la communauté, avec une attention particulière portée aux besoins des femmes, des jeunes et des enfants;
 - des programmes efficaces et de plus en plus importants de coopération bilatérale et multilatérale visant à rehausser les niveaux de vie;
- étendre les bienfaits du développement sans sacrifier les droits de la personne;
 - protéger l'environnement en respectant les principes du développement durable énoncés à Langkawi;
 - prendre des mesures pour combattre le trafic et la consommation de drogues ainsi que les maladies transmissibles;
 - aider les petits pays du Commonwealth à résoudre leurs problèmes économiques ou de sécurité;
 - appuyer les Nations unies et les autres organismes internationaux qui travaillent pour la paix, le désarmement et le contrôle des armements et pour l'établissement d'un consensus international au sujet des enjeux politiques, économiques et sociaux planétaires.

10. Pour donner du poids à nos engagements, nous avons l'intention de privilégier la coopération des pays du Commonwealth dans ces secteurs et d'améliorer cette coopération. Cela impliquera, entre autres, d'accroître la capacité du Commonwealth à répondre aux demandes d'aide des membres pour ancrer les pratiques de la démocratie, de l'administration responsable et de la primauté du droit.

11. Nous invitons toutes les institutions intergouvernementales du Commonwealth à saisir les occasions créées par ces défis. Nous prenons l'engagement de les aider à mettre au point des programmes qui exploitent notre passé historique, professionnel, culturel et linguistique commun et qui viennent compléter les travaux des autres organismes internationaux et régionaux.

12. Nous invitons l'Association parlementaire et les organisations non gouvernementales du Commonwealth à participer pleinement à la réalisation de ces objectifs, dans un esprit de coopération et d'entraide.

13. En réaffirmant les principes du Commonwealth et en nous engageant à les intégrer aux politiques et aux mesures qui seront adoptées pour relever les défis des années 1990, dans les secteurs où nous croyons que le Commonwealth peut être d'un apport particulier, nous, chefs de gouvernement, exprimons notre volonté de renouveler et de renforcer la valeur et l'importance du Commonwealth, institution capable de rehausser la qualité de vie non seulement de ses propres pays membres et de leurs habitants, mais aussi de l'ensemble de la grande communauté dont ceux-ci font partie.

Le 20 octobre 1991

doc
CA1
EA
2003C53
EXF

.b3700227 (E)
.b3700239 (F)



Commonwealth Heads of Government Meeting

**Abuja, Nigeria
December 5-8, 2003**

Background Information

Canada

CA1 EA 2003 C53



Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères
JUN 24 2004
Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

16381901 ce) b 3700227
16381902 ce) b 3700239

Commonwealth Heads of Government Meeting

Abuja, Nigeria
December 5-8, 2003

Background Information

Canada

[Faint, illegible text]

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

General Information

- The Commonwealth: An Overview 3
- Discussions at the Abuja Meeting 8
- Commonwealth Ministerial Action Group 9
- Canada and the Commonwealth 13
- Canada's Official Development Assistance in the Commonwealth 15
- Table: Canadian Official Development Assistance to
Commonwealth Countries, 2001-2 22
- Commonwealth Institutions 24
- Countries of the Commonwealth 27

Countries Attending the Commonwealth Meeting

- Fact Sheets 31

Nigeria: Commonwealth Host, 2003

- Canada-Nigeria Relations 85
- Abuja 88

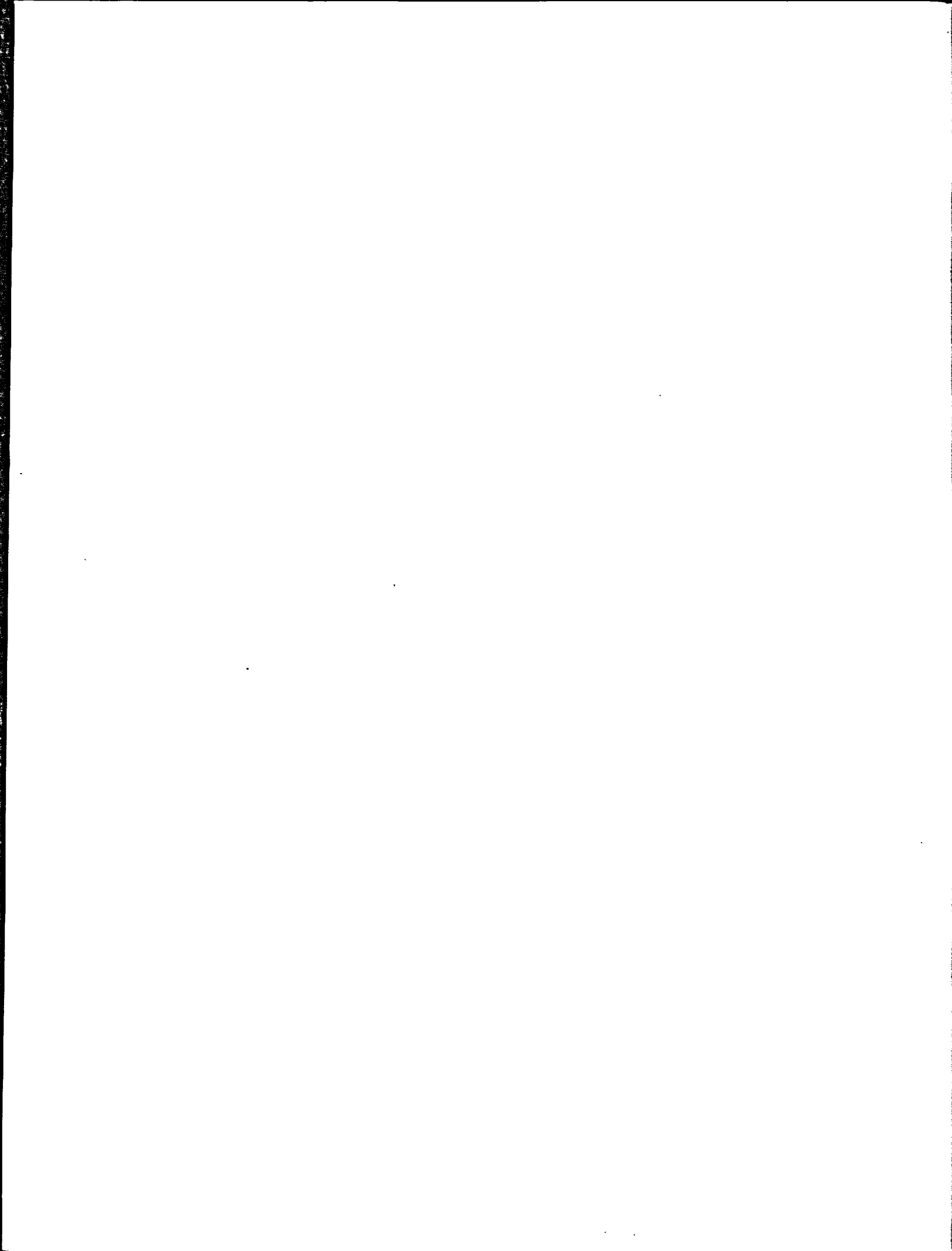
Biographies

- Donald McKinnon, Secretary-General of the Commonwealth 91
- Olusegun Obasanjo, President of Nigeria 92
- Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 93

Appendixes

- The Coolum Declaration — The Commonwealth in the 21st Century:
Continuity and Renewal (2002) 97
- The Millbrook Commonwealth Action Program on
the Harare Declaration (1995) 100
- The Harare Commonwealth Declaration (1991) 103

General Information



The Commonwealth: An Overview

Founded in 1931, the Commonwealth is a voluntary association of 54 diverse, independent states consulting through a largely informal network of governmental and non-governmental links. The Commonwealth's 1.7 billion citizens make up 30 per cent of the world's population.

The Commonwealth has no charter. Members are, however, bound by guiding principles, including deeply held beliefs in the promotion of international understanding and co-operation. These beliefs are enunciated in the various declarations and statements issued every two years at summit meetings of Commonwealth heads of government. The most significant of these declarations are the Declaration of Commonwealth Principles, adopted in Singapore in 1971; the Harare Commonwealth Declaration, adopted in 1991 in Zimbabwe; and the Millbrook Commonwealth Action Program on the Harare Declaration, adopted in Auckland, in 1995. All three clearly set out the Commonwealth's commitment to democracy, the rule of law and good governance.

The modern Commonwealth emerged when a newly independent India became a republic that still wished to retain its links to the Commonwealth. In 1949, a conference of Commonwealth prime ministers agreed to welcome India as the first republican member, to drop the word "British" from the association's title and to recognize the British monarch as "the symbol of the free association of [Commonwealth] member nations and as such Head of the Commonwealth."

The number of member states grew swiftly between the late 1940s and the 1960s as many Asian and African countries achieved independence. Since then, many small island countries in the Caribbean, Indian, and Pacific oceans have also joined.

Today, the Commonwealth promotes a series of common values such as equality, non-discrimination, democracy, and the rule of law. It is active in a number of diverse areas — from observing elections to providing models for good health practices for women, from advising member countries on debt management to helping them negotiate better trade arrangements.

The Commonwealth has attained a high level of credibility because of its consensual and supportive approach toward addressing members' needs. Past successes in South Africa and Nigeria have clearly demonstrated the Commonwealth's relevance and capacity to promote positive change. In the last five years, the Commonwealth has continued to help defuse tense situations in a number of member states, including Fiji, Gambia, Papua New Guinea, Sierra Leone, and the Solomon Islands.

Principles

The Declaration of Commonwealth Principles, adopted in Singapore by heads of government in 1971, states that member countries must strive to:

- pursue international peace and order in support of the United Nations;
- promote representative institutions and guarantees for personal freedom under the law;
- recognize racial equality;
- combat racial discrimination and racial oppression; and
- lessen the disparities of wealth in societies.

In 1991, heads of government agreed to the Harare Commonwealth Declaration — a strengthening of the original principles — at their meeting in Harare, Zimbabwe. The declaration provided the organization with a clear set of objectives, values and strategies for the future. Special emphasis was given to the protection and promotion of democracy, the rule of law, the independence of the judiciary, just and honest government, fundamental human rights, and the promotion of sustainable development. At their meeting in Auckland, in 1995, leaders adopted the Millbrook Commonwealth Action Program on the Harare Declaration, which authorized increased Commonwealth action in promoting democracy, development, and consensus building and established the Commonwealth Ministerial Action Group.

Consultation

The Commonwealth Heads of Government Meeting is held every two years. The organization operates by consensus and seeks to establish as much common ground among members as possible. In conjunction with the biennial meeting, leaders attend a one- or two-day retreat in a casual setting. Here, they confer without officials and with a maximum of informality.

Between heads of government meetings, senior officials review their leaders' decisions and identify issues for the next meeting. Commonwealth finance ministers meet every year. Ministers responsible for education, employment, health, law, science, and women and youth affairs also meet regularly, while ministers with other portfolios meet occasionally.

Commonwealth Secretariat

The Commonwealth Secretariat, located in London, was established in 1965 to consolidate and co-ordinate the many strands of long-standing consultation and co-operation — in education, law, science, economic statistics, and other specialized fields. It is staffed by 255 people from Commonwealth countries and is financed by member governments under a system of assessed contributions.

From 1965 to 1975, the first Secretary-General, Canadian diplomat Arnold Smith, steered the Secretariat toward practical achievement and policy leadership. This approach was followed by his successor, Shridath Ramphal, a former Foreign Affairs Minister of Guyana. The third Secretary-General, Chief Emeka Anyaoku of Nigeria, presided over the Commonwealth's reaffirmation of its commitment to its fundamental political values in both the Harare Commonwealth Declaration of 1991 and later in the Millbrook Action Program of 1995. The current Secretary-General, Don McKinnon, former Foreign Affairs and Trade Minister of New Zealand, was appointed to the post in April 2000 for a four-year term. The Secretary-General is responsible to heads of government collectively.

Gender Equality Program

The Commonwealth's vision and mandate is to work toward a world where women and men have equal rights and opportunities at all stages of their lives.

Commonwealth leaders endorsed the Plan of Action on Gender and Development at their 1995 meeting in Auckland. The aim is to make gender issues a priority in all policies, programs and activities of member governments and the Secretariat. Furthermore, participants at the heads of government meeting agreed to encourage member states to ensure that women make up at least 30 per cent of their political, public and private sector leaders by 2005.

Today, the Gender Affairs Department of the Commonwealth Secretariat implements four gender equity programs. The Gender Mainstreaming Program helps promote the integration of gender into all policies and programs of the Secretariat and member governments. The Human Rights Program promotes the rights of women and the girl child, including the elimination of violence against women and sexual exploitation of children for commercial purposes. The Gender, Politics, Peace and Conflict Resolution Program assists Commonwealth governments achieve a 30 per cent intake of women into all decision-making bodies. And finally, the Program on Integration of Gender into Macro-economic Sectors seeks to ensure that gender issues form an integral part of macro-economic policies and that these policies appropriately target women in dire poverty.

Commonwealth Trade and Investment Access Facility

The Secretariat also administers the Commonwealth Trade and Investment Access Facility, which was launched by Commonwealth leaders in Edinburgh in 1997. The facility provides technical assistance and training services to developing Commonwealth countries, particularly small states and least-developed nations, to help them identify and manage the potential economic and social impact of liberalized trade and investment. Canada contributes about \$300,000 to the facility each year.

Commonwealth Fund for Technical Co-operation

Established in 1971, the Commonwealth Fund for Technical Co-operation is the most important multilateral channel for development co-operation among member countries. It has an annual budget of about \$48 million and receives voluntary contributions from developed and developing Commonwealth countries alike. Canada, with a contribution of \$12 million in 2002-3, is second only to the United Kingdom in providing financial support.

Administered by the Commonwealth Secretariat in London, the fund provides training, specialists, and technical advice to member countries. Following the priorities established at the Commonwealth leaders' 1991 meeting in Harare, the fund has also been used to promote democratic development, human rights — including equality for women — management of economic and social policy and change, and administrative reform.

The fund's specific activities include providing experts to draft legislation and reform electoral and constitutional law; supporting specialized training programs on gender equality in government; and promoting women's rights, AIDS prevention for women, and environmental management by women.

Through the fund's General Technical Assistance Program, developing Commonwealth countries may benefit from the expertise of professionals for four to 24 months. To facilitate this service, the fund maintains a small group of in-house experts in high-demand areas such as development economics, finance, taxation, law and statistics.

The fund's Management Training Services Program supports education and on-the-job training in other Commonwealth countries for senior managers and officials selected by their own governments.

The Export Market Development Program supports promotion, marketing, credit assurance, the organization of trade fairs and missions, market surveys, training for trade negotiations and export regulations, and adapting goods for export. Developing countries are encouraged to expand their export volumes and increase foreign exchange earnings.

Commonwealth Youth Program

The Commonwealth Youth Program, which is receiving a \$1.7 million Canadian contribution in 2002-3, increases contact between the youth of Commonwealth countries, links individuals and non-governmental organizations, and promotes the exchange of experiences on youth development policies and programs.

Priorities of the program are leadership training, information exchange, technical assistance and exchanges of youth workers and instructors. This program fosters human rights education and democratization, particularly in smaller states. Key initiatives now include a youth credit initiative; the formulation of national youth policies; a human rights development program, including a diploma course through distance education; a health program emphasizing AIDS prevention; and conflict resolution workshops.

The Commonwealth Youth Program has regional centres located in Lusaka, Zambia; Georgetown, Guyana; Chandigarh, India; and Honiara, Solomon Islands. These centres have facilities for on-campus training courses, extensive links with government and the business community, and advisory services.

The Commonwealth Youth Forum brings together representatives from all Commonwealth countries every two years to discuss issues of interest to youth. The latest forum took place in Australia, in October 2001. Abuja was selected as the host city for the Nov. 25 to Dec. 3, 2003, fourth forum.

Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan

Each year, the Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan sends 1,500 gifted students to pursue studies and research in another Commonwealth country. In 2002-3, the Canadian government is providing \$4.1 million for the plan and will host some 170 Commonwealth scholars and fellows.

Small States Facility

Through the Small States Facility, nine Commonwealth countries, including island states in the South Pacific, the Indian Ocean, and the Caribbean, share premises in New York. This allows them to have permanent representation at the United Nations. Canada shares the cost with several Commonwealth countries, including Australia, New Zealand, India, Singapore, and the United Kingdom. Canada contributed \$250,000 in 2003-4.

Discussions at the Abuja Meeting

Development and Democracy: Partnership for Peace and Prosperity will be the theme of the Dec. 5-8, 2003, Commonwealth Heads of Government Meeting in Abuja, Nigeria. The theme ties together the Commonwealth's fundamental values of democracy, human rights, good governance, and sustainable development.

A report by the Expert Group on Development and Democracy will be the basis for many of the discussions in Abuja. The Secretary-General set up this group at the request of Commonwealth leaders at their meeting in Coolumberr, Australia, in 2002. The report emphasizes the Commonwealth's activities and achievements in supporting and promoting sustainable economic and social development, democracy, good governance, and the rule of law in member countries.

Participants will focus on the direct connection between democracy and development as well as the connection between good governance and prosperity. Leaders will consider how to build on past achievements and continue to promote security, freedom, and prosperity for the people of the Commonwealth. This will include developing new partnerships between Commonwealth members and international and regional organizations, including financial institutions, to help promote democracy, sustainable development, and peace.

Promotion of fundamental political values

In Abuja, the Commonwealth Ministerial Action Group will report to leaders on developments in Fiji, Pakistan, Solomon Islands, and Zimbabwe. Leaders will assess the group's recommendations and decide the next steps in promoting democracy, human rights, and good governance in specific member countries. The Commonwealth Secretary-General will report on his "good offices" role in conflict prevention and resolution and in strengthening democratic institutions and processes.

Global issues

The heads of government will also address security; economic issues, including sustainable development and poverty alleviation; and multilateral trade issues, including market access and agricultural subsidies. They will consider reports from several groups, including the Ministerial Group on Small States and the Commonwealth Committee on Terrorism.

Election of the Secretary-General

The term of the current Secretary-General expires March 31, 2004. In Abuja, leaders will decide who will hold the office from 2004 to 2008.

Commonwealth Ministerial Action Group

At the Commonwealth Heads of Government Meeting in Auckland, New Zealand, in 1995, leaders accepted an initiative by Canada's Prime Minister and South Africa's President to put the Harare principles into practical action by giving the Commonwealth an expanded mandate on democracy, including mechanisms for responding to problems when they arise in member countries. The result was the Millbrook Commonwealth Action Program on the Harare Declaration, authorizing increased Commonwealth action to promote democracy, development, and consensus building.

The Millbrook Program also established the Commonwealth Ministerial Action Group made up of ministers of foreign affairs from all regions. The group investigates serious and persistent violations of the Harare Commonwealth Declaration by members of the Commonwealth and recommends collective Commonwealth action. The composition, terms of reference, and operation of the group are reviewed by the leaders at each Commonwealth Heads of Government Meeting. Current members are Botswana (chair), Australia (vice-chair), Bahamas, Bangladesh, India, Malta, Nigeria, and Samoa.

Canada was a leading, activist member of Commonwealth Ministerial Action Group from its creation in 1995 until Canada's term ended in March 2002. Throughout the years, the ministerial group has held many meetings and has sent missions to Fiji, Gambia, Nigeria, Pakistan, Sierra Leone and the Solomon Islands.

At the 2003 heads of government meeting, the Commonwealth Ministerial Action Group will report on situations in Fiji, Pakistan, Solomon Islands, and Zimbabwe.

Fiji: The Commonwealth Ministerial Action Group held an emergency meeting in June 2000 following a crisis in Fiji that saw the transfer of power from a democratic government to a government appointed by the military. The ministerial group suspended Fiji from the councils of the Commonwealth and sent a delegation to visit Fiji to encourage the interim government to commit itself to a timetable for restoring democracy. In December 2000, the Commonwealth Secretary-General named a special envoy to help resolve the situation.

Commonwealth and UN observers found Fiji's national elections in early September 2001 to be free and fair. At a meeting held in London in December 2001, the ministerial group decided that Fiji's suspension from the councils of the Commonwealth should be lifted, given its progress in restoring democracy. However, the group decided to retain Fiji on the agenda and to continue to monitor the situation, given that there was an outstanding case before the courts challenging the constitutionality of the government. On Sept. 27, 2003, the

ministerial action group welcomed the commitment of the Fijian government to abide by the supreme court decision and expressed hope that an agreement could be reached between parties in accordance with the court's decision.

Pakistan: Canada's Minister of Foreign Affairs led a Commonwealth Ministerial Action Group mission to Pakistan in 1999 following a military coup. Pending its return to democratic government, Pakistan was suspended from the councils of the Commonwealth, preventing participation at high-level Commonwealth meetings. Members of the ministerial group welcomed a commitment by the President of Pakistan to hold democratic elections by October 2002 in keeping with a proposed "roadmap for the restoration of democracy." Commonwealth foreign ministers also agreed that the Secretary-General should monitor the situation and provide Commonwealth observers and technical aid at provincial and national elections. One Canadian took part in the election observer group.

Although the Commonwealth's election observers concluded that the October 2002 election was credible, and that the results reflected the will of the people, events prior to election day created doubt about the role the new parliament would play. In August 2002, Legal Framework Orders were issued, assigning specific and sweeping powers to the President and extended his authority at the expense of parliament. These measures gave the President the authority to override parliamentary legislation, strengthened the political role of the army, and shifted power from the elected Prime Minister to the President. The Commonwealth observer group concluded that this process was unfair and made a number of recommendations to the Secretary-General and the Commonwealth Ministerial Action Group, including continued engagement with the Pakistani government and an offer of technical assistance to the appropriate authorities.

On May 20, 2003, the ministerial action group welcomed Pakistan's establishment of a national assembly, senate, and provincial assembly; the formation of democratic governments at the national and provincial levels; and measures taken to ensure women's representation in parliament. The group noted that parliament remained deadlocked over the status of the Legal Framework Orders. On Sept. 27, 2003, the ministerial group decided that it could not recommend to heads of government that the suspension be lifted until negotiations between the Pakistani government and political parties were successful and a constitutionally sound package passed in parliament.

Solomon Islands: In June 2000, a delegation from the Commonwealth Ministerial Action Group held talks with officials of the Solomon Islands and their principal combatants in an effort to avoid having the democratically elected government overthrown. In October 2000, a peace agreement was signed under the auspices of the Australian government. Although elections held in December 2001 were judged free and fair by a Commonwealth observer group, the

ministerial action group decided to retain the Solomon Islands on their agenda to further help it promote good governance, peace and stability, and economic development.

At their Sept. 27, 2003, meeting, the ministerial group welcomed the achievements of the Regional Assistance Mission to the Solomon Islands, led by Australia, in restoring law and order in the country. But the group recognized that much remained to be done in rebuilding the nation. The members agreed that because the Solomon Islands was not in serious or persistent violation of the Harare principles, it should not remain on the agenda. But they asked the Secretary-General to continue monitoring the situation and report back.

Zimbabwe: Since May 2000, the Commonwealth Ministerial Action Group has expressed concern about reports of politically motivated violence and intimidation of the judiciary and the media in Zimbabwe. In March 2001, ministers decided to send a mission to consult with the government, convey its concerns, and offer assistance. However, Zimbabwe refused to receive the mission.

At a meeting in Nigeria in September 2001, the Committee of Commonwealth Foreign Ministers on Zimbabwe won commitments from the government to stop further occupation of farmland, to restore the rule of law to land reform, to protect constitutionally guaranteed freedom of speech, and to act firmly against violence and intimidation. However, during a followup meeting in Zimbabwe in October 2001, the ministerial action group concluded that Zimbabwe had not lived up to its commitments.

In January 2002, the ministerial group condemned legislation in Zimbabwe that, in its view, further curbed freedom of speech, of the press, and of association. The group called on Zimbabwe to ensure that there was an immediate end to violence and intimidation, that the police and army refrain from political statements and activities, that all parties in the March 9-10, 2002, presidential election have the opportunity to campaign without fear of recrimination, and that the people of Zimbabwe be granted an unfettered and informed choice. The ministerial group also called on the Commonwealth to have observers at the election and asked the government to fully co-operate with all international and domestic election observers.

Four Canadians were on the Commonwealth election observer team, which was led by Abdulsalami Abubakar, former head of state of Nigeria. The group reported that the election was marred by a high level of politically motivated violence and intimidation that preceded the poll. Their conclusion was that "conditions in Zimbabwe did not adequately allow for a free expression of will by the electors."

Zimbabwe was at the centre of discussions at the March 2-5, 2002, Commonwealth Heads of Government Meeting in Coolumb, Australia. Some countries advocated immediate suspension for serious and persistent violations of

the Harare principles, while most African leaders wished to see the elections proceed and to monitor the outcome before making a decision. The Prime Minister of Canada helped broker a compromise, which resulted in the Commonwealth Chairpersons' Committee on Zimbabwe. The committee was made up of the past, present and future Commonwealth chairpersons (from South Africa, Australia and Nigeria). Its job was to review the observer group's report on the March presidential elections and determine appropriate Commonwealth action on Zimbabwe.

On March 19, 2002, the chairpersons' committee announced its decision to suspend Zimbabwe from the councils of the Commonwealth for one year. Members recommended that South Africa and Nigeria facilitate reconciliation talks between the political parties in Zimbabwe. The committee also agreed that the Commonwealth Secretary-General should engage the Zimbabwe government in implementing the recommendations of the election observer group, which along with the United Nations Development Program, call for transparent, equitable and sustainable measures for land reform in Zimbabwe.

In March 2003, the Commonwealth Secretary-General reported that heads of government broadly favoured maintaining the suspension and reviewing the issue at their December 2003 in Abuja. The chairpersons' committee also agreed that this was the most appropriate approach.

Canada and the Commonwealth

A founding member in 1931, Canada is one of the Commonwealth's strongest supporters and promoters.

Because it cuts across regional blocs and specific interests, the Commonwealth is seen as a model of multilateralism, an ideal instrument with which to broaden international understanding and consensus. Canada's association with the Commonwealth enriches and deepens its relations with the 53 other member countries, helps Canada play a constructive role in North-South issues, and adds weight and credibility to Canadian foreign policy efforts in general.

The Commonwealth furthers Canada's foreign policy through numerous programs that support common principles and values. Good governance and the promotion of fundamental political values are at the heart of the Commonwealth's activities. These were articulated in the Harare Commonwealth Declaration at the 1991 Commonwealth Heads of Government Meeting in Zimbabwe. In a world confronted with many challenges to peace and security, the Commonwealth's ongoing interest in conflict identification, its unique experience with preventive measures, and its success with peaceful conflict resolution, place it high among organizations capable of resolving such threats.

Canada played a leading role in the Commonwealth's efforts to peacefully dismantle apartheid. For example, it chaired the Commonwealth Committee of Foreign Ministers on Southern Africa, which was established at the Commonwealth Heads of Government Meeting in 1987 in Vancouver. Until it was disbanded in 1993, the committee co-ordinated Commonwealth actions to encourage a peaceful transition to a non-racial democracy. Canada welcomed South Africa's readmittance to the Commonwealth in 1994 following the election of a multi-racial government.

Canada was a leading member of Commonwealth Ministerial Action Group from its creation in 1995 until Canada's term ended in March 2002. It played a key role in encouraging a return to democracy in Gambia, Nigeria, and Sierra Leone. In 1999, Canada's Minister of Foreign Affairs led a Ministerial Action Group delegation to Pakistan to assess the situation following a coup.

The Commonwealth's activities complement those of the United Nations. Canada believes that the Commonwealth can help strengthen international institutions by using its co-operative and consensus-building abilities to deal with major issues and to contribute to negotiating and implementing agreements.

Canada is second only to the United Kingdom in financially supporting the programs of the Commonwealth Secretariat. These range from democratic development, good governance, and human rights to women's equality and sustainable development.

Canada's annual contribution of nearly \$27.7 million to Commonwealth institutions and programs is primarily designed to assist small states and developing countries. A large portion of this contribution, \$12 million in 2002-3, is allocated to the Secretariat's Commonwealth Fund for Technical Co-operation.

Canada also contributes to the Commonwealth of Learning; the Commonwealth Foundation; and the Secretariat's Commonwealth Youth Program, Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan, and Small States Facility.

Canadians who work in senior positions at the Commonwealth Secretariat in London, as well as Canadian experts in a variety of fields, have contributed to nearly all major Commonwealth special studies that have formed the basis of political and economic action. Canadian parliamentarians, non-governmental organizations, and private citizens are active year-round in Commonwealth conferences and programs; and Canada often hosts Commonwealth meetings. In 2000, Canada hosted the 14th Conference of Commonwealth Education Ministers, held in Halifax. The Commonwealth Workshop on Broadcasting and Democracy was held in Toronto in 2001.

Canada's Official Development Assistance in the Commonwealth

Canadian official development assistance to developing Commonwealth countries is provided through three main channels. One is bilateral (government-to-government) aid. Another is multilateral aid — with funds flowing from the Canadian government through the United Nations system, international financial institutions, and Commonwealth institutions (principally the Commonwealth Fund for Technical Co-operation). A third channel is Canada's support for initiatives by Canadian non-governmental organizations and the private sector in Commonwealth countries.

The objective of Canada's ODA is to support sustainable development in order to reduce poverty and contribute to a more secure, equitable and prosperous world. The Canadian International Development Agency (CIDA) is responsible for delivering about 80 per cent of Canada's official aid. CIDA's programs focus on basic human needs; women in development; infrastructure services; human rights, democratic development, and good governance; private sector development; and the environment.

Africa

Africa is a development challenge now and will remain so in the foreseeable future. Significant progress has been made in the past 25 years in producing food, providing access to drinkable water, reducing infant deaths, and increasing literacy. Nevertheless, nearly half the people of Africa live in extreme poverty. The United Nations' Human Development Report for 2003 indicates that 30 of the 34 "low human development countries" are south of the Sahara Desert in Africa.

The New Partnership for Africa's Development (NEPAD) has become the policy framework through which the international community is supporting Africa's development. Developed and managed by Africans, NEPAD is a long-term action plan based on responsible leadership and governance and a new partnership between Africa and the international community. African leaders are personally committed to carrying out the plan.

In 2002, at the G8 Summit in Kananaskis, Alberta, G8 leaders adopted the G8 Africa Action Plan. It complements NEPAD in defining a new relationship between the G8 and African nations committed to the principles of democracy and good governance. In 2003, at their summit in Evian, France, G8 leaders reviewed progress on the G8 Africa Action Plan and agreed to another review to take place no later than their summit in 2005. They also agreed to include other major donors and key multilateral institutions in talks between G8 and NEPAD leaders.

The federal budget of February 2003 provided an eight per cent increase to the International Assistance Envelope, with at least half going through CIDA to Africa. Although each country has its own set of needs, the cross-cutting issues of gender equality, democratic governance, and HIV/AIDS are integrated into all CIDA work on the continent.

In western Africa, which includes the Commonwealth countries of Gambia, Ghana, Nigeria, and Sierra Leone, Canadian aid focuses on a variety of social and humanitarian objectives. In Ghana, CIDA activities centre on agriculture, access to drinkable water, and governance. In Nigeria, the focus is on environmental sustainability, health care, and rural development through sustainable agriculture.

Canada has responded to the humanitarian crisis in Sierra Leone by providing over \$30 million since 1999. This includes support for disarmament, demobilization, and reintegration; help for amputees and children affected by war; and \$1.5 million for the United Nations' Special Court for Sierra Leone.

Southern Africa includes the Commonwealth countries of Botswana, Malawi, Mauritius, Mozambique, Namibia, South Africa, Swaziland, Zambia and Zimbabwe. Here CIDA aims to reduce poverty and meet basic human needs by building the region's capacity to respond to global challenges.

Activities focus on governance, to build the stability and predictability of the political and business investment environment; basic human needs, to help build an educated and healthy workforce; gender equity, to ensure that women have the resources to engage in new initiatives; and the environment, to help countries manage their natural resource base in a sustainable manner while maintaining international competitiveness. In light of the prevalence of HIV/AIDS in the region, CIDA has supported community efforts related to AIDS prevention and support for over 10 years.

CIDA supports several regional programs that promote co-operation among members of the Southern African Development Community. These deal with such critical transboundary issues as the environment and AIDS. They also contribute to a more stable political and economic environment by addressing regional trade, energy, and transportation issues.

Canada also supports many country-specific initiatives in southern Africa. In Mozambique, the focus is on clearing landmines and helping victims, as well as on a five-year, \$50-million boost for basic education. South Africa is working to improve its public sector institutions; Malawi aims to increase women's abilities and opportunities for decision-making roles; and both Malawi and Mozambique need better sanitation and access to drinkable water. Through civil society channels in Zimbabwe, Canada supports HIV/AIDS prevention and support and improved governance. The latter includes legal rights and advocacy, voter education, gender equity, and protection of children.

In eastern Africa and the Horn, which includes Kenya, Seychelles, Tanzania, and Uganda, CIDA programming varies according to the social, economic and political situation in each country. In general, the aim is to support efforts to meet basic human needs — including basic education, democratic development, good governance and human rights, and gender equality — and to promote economic development.

In Kenya, CIDA's programs focus on basic education, particularly for women, AIDS prevention, and governance and democratic development. The Tanzanian program concentrates on micro-enterprise; basic education, with a focus on women; and governance. Tanzania's history of stability and its active role in African affairs make it an important country in the eastern region. A modest program in Uganda addresses basic education needs. Uganda enjoys strong donor support due to its sound economic policies.

CIDA also supports multi-country projects. The agency's Pan-Africa Program helps strengthen African institutions so they can better deal with continental or multi-regional issues. Among CIDA's partners are the African Capacity-Building Foundation, the African Economic Consortium, the African Medical Research Foundation, the Organization for African Unity, and the Nile Basin Secretariat. The Pan-Africa Program also supports the World Health Organization and other UN agencies in multi-country initiatives that combat such major health pandemics as HIV/AIDS, malaria, and river blindness.

Asia and the South Pacific

While much of Asia continues to enjoy a good economic performance compared with other regions of the world, many of its economies have been hit by the current slowing of the global economy. In addition, despite past economic growth and investment in social development, poverty remains a major problem. Overall, Asia has about two-thirds of the world's poor — primarily in China, India, and Indonesia.

Adapting its programs and projects to meet the changing realities of the increasingly diverse economies of Asia and the South Pacific, CIDA undertakes a range of initiatives — from direct grassroots poverty reduction to helping governments improve economic and social policy frameworks. CIDA also helps Asian civil society obtain access to expertise and technology from Canadian civil society. CIDA helps reinforce national and regional security through support to improve governance, democratic development, and human rights activities.

CIDA implements projects across Asia through contractors, consultants, non-governmental organizations, and individual co-operants. Some projects, such as the Canada Fund, are managed in Asia by high commission or embassy staff. Some 470 ongoing bilateral projects cover such priorities as basic human needs, governance, gender equity, the environment, and private sector development.

In South Asia, which includes the Commonwealth countries of Bangladesh, India, Pakistan, and Sri Lanka, CIDA supports basic needs, economic and social policy reform, better environmental management, and democratic development. Considerable emphasis is placed on strengthening the capacity of community-based organizations to participate in sustainable development.

The Bangladesh program targets poverty reduction through aid for health, education, governance, and private sector development. Substantial food aid is provided along with help in social development.

The CIDA program in India focuses on poverty reduction. Activities centre on supporting economic reform, including energy restructuring at the state level; and social development, including health. Environmental and gender issues are integrated into all projects. Following a 2003 decision by India to limit government-to-government programs, Canada will phase out these programs by 2006, but will maintain its multilateral and civil society activities.

In Pakistan, CIDA focuses on developing the social sector by strengthening civil society, empowering women, and helping with basic human needs, health, and community development. The program also includes management of the environment and natural resources. New programming will give more weight to democratic governance, especially at the local level, and will further emphasize social development — basic education and primary health care — as well as gender equality.

The CIDA program in Sri Lanka reflects security concerns in that country and focuses on human rights and democratic values, and community-level economic and development activities. Gender equity and environmental sustainability are part of the planning and delivery of all projects.

In Southeast Asia, CIDA is shifting its approach in response to changes in development needs. The program in Malaysia, for example, is moving from a donor-recipient relationship to a broader partnership that encompasses economic and political co-operation based on mutual interests. The program in Indonesia promotes sustainable development and poverty reduction by supporting local efforts to enhance the quality of governance and improve equity. The main objectives fall into four areas: improved governance that includes the participation of civil society; small- and medium-sized enterprise growth; sustainable management of natural resources and the environment; and better services and programs where social development is a priority. CIDA also provides food aid to vulnerable groups affected by economic crisis.

In 1998, Singapore and Canada signed an agreement to facilitate joint assistance to benefit other countries in the region. In the South Pacific, the focus of Canada's current program is to meet basic needs and effectively manage and protect the

region's marine resources. Within the framework of the Canada-South Pacific Ocean Development program, CIDA supports the efforts of four regional organizations to enhance marine resource management.

CIDA's regional program for Southeast Asia involves partnerships with regional institutions and Southeast Asian nations. CIDA helps in the areas of the environment, governance, human rights, legal reform, and economic integration. CIDA's priorities and programs complement the objectives of the Association of South East Asian Nations, the region's official representative organization.

Caribbean and the Americas

Changes in the global economy has compelled the Commonwealth Caribbean to become more competitive in trade and in attracting international investment. Although social indicators remain fairly good overall, economic reforms are placing pressure on social programs. Equity issues also remain important. Poverty is increasing, especially among youth, and environmental degradation — particularly coastal zone damage, deforestation, and habitat loss — is threatening agriculture, tourism, and other important sectors of the economy.

CIDA's main objective in the Commonwealth Caribbean is to increase the region's ability to compete in the global economy in a way that promotes the equitable distribution of economic gains. Fostering co-operation to enhance the region's resilience is an important element of this, and CIDA programs reflect this aim. Gender equality and the environment are essential themes for all programs. Canada assists the Commonwealth Caribbean through a regional program, a sub-regional program, and country-specific programs in Guyana and Jamaica.

CIDA supports the strengthening of regional and sub-regional institutions, including the secretariats of Caricom and the Organization of Eastern Caribbean States. CIDA also helps in the struggle against HIV/AIDS by supporting the Caribbean Epidemiology Centre and the Enhanced Support for HIV/AIDS in the Caribbean project. As well, CIDA is involved in trade-related activities; public sector economic management; financial system improvements; skills training (through a regional human resource development project); and environmental and gender equality programming.

In 2001-2, Canada provided \$6.6 million to help members of the Organization of Eastern Caribbean States build their strengths in economic management, tax administration, education reform, environmental resource management, trade policy, and judicial reform.

In Guyana, Canada provided \$9.96 million in 2001-2 to strengthen the country's health and education sectors, as well as its capacity to manage the economy. CIDA is also helping communities upgrade the skills of primary school teachers.

(Distance education is one of the methods.) Support for Guyana's civil society is being provided through a project that will help local non-governmental organizations better respond to community development needs.

CIDA supports private sector development in Guyana through Canadian Executive Service Organization volunteers, who advise small businesses, and through services to the Private Sector Commission. In addition, CIDA has agreed to support micro-enterprise development through a training voucher system set up in co-operation with the Inter-American Development Bank. CIDA is backing Guyana's efforts to build its capacity to manage the environment, especially in the key mining sector. Supporting the electoral process in Guyana and preparing initiatives aimed at democratic development is another CIDA role.

In Jamaica, Canada provided \$34.75 million worth of aid in 2001-2. Of this, \$20 million was a one-time grant to the government to bolster its budget. CIDA also supports sustainable environmental management at the government and community levels. As well, it backs the Jamaican government's efforts to modernize and decentralize — by providing strategic policy advice, by helping renew the system of parish councils, and by providing technical advice on key areas of public sector reform, such as trade policy.

CIDA is supporting efforts to strengthen Jamaica's judicial system and find alternative approaches to conflict resolution. As well, an initiative to support job creation and income generation through micro-credit is underway. Undertaken in association with a Canadian bank, Scotia Bank, this initiative will complement a technology and entrepreneurship development program that CIDA and the Caribbean Development Bank are supporting.

An expert in regulatory reform of the telecommunications sector is working in Jamaica for CIDA. CIDA is also supporting early childhood education and development through UNICEF Jamaica.

In addition to its bilateral programs in the Caribbean, CIDA supports initiatives that are identified and carried out in partnership with Caribbean institutions and organizations by Canadian non-governmental organizations, academic institutions, service clubs, church groups, and private sector groups.

Canada represents most of the Commonwealth Caribbean countries on the board of the World Bank Group and continues to support the Organization of American States and the main UN development agencies active in the Caribbean.

CIDA funds the Pan American Health Organization's program for improving the region's disaster preparedness structures and systems. CIDA also responds to emergencies resulting from natural disasters and to subsequent short-term needs for rehabilitation.

Because Caribbean countries were seriously affected by the economic impact of the Sept. 11, 2001, terrorist attacks on the United States, CIDA has accelerated a regional project that employs local labourers to build and renovate small public buildings, such as clinics and schools.

CIDA is a major contributor to the Caribbean Development Bank, the Inter-American Development Bank, and the World Bank. CIDA continues to support bank initiatives to provide emergency economic assistance to the region.

Table: Canadian Official Development Assistance to Commonwealth Countries, 2001-2

Country	Country-to-Country ¹ (\$ millions)	Multilateral Imputed ² (\$ millions)	Total ³ (\$ millions)
<i>Africa</i>			
Botswana	0.42	1.18	1.6
Cameroon	92.07	4.21	96.28
Gambia	5.37	1.38	6.75
Ghana	21.71	14.36	36.07
Kenya	15.41	8.1	23.51
Lesotho	0.65	1.81	2.47
Malawi	22.59	6.44	29.03
Mauritius	0.38	0.86	1.24
Mozambique	16.47	10.87	27.34
Namibia	1.25	0.27	1.52
Nigeria	15.99	5.67	21.67
Seychelles	0.11	1.04	1.15
Sierra Leone	8.85	5.53	14.39
South Africa	16.91	0.54	17.45
Swaziland	0.98	0.7	1.67
Tanzania	15.89	10.49	26.39
Uganda	9.71	21	30.71
Zambia	20.02	8.85	28.87
Zimbabwe ⁴	10.77	1.37	12.15
Southern African Development Community	0.93	0	0.93
Other regional programs ⁵	17.9	20.88	38.77
Subtotal	294.38	125.57	419.95
<i>Americas</i>			
Antigua and Barbuda	0.09	0.5	0.59
Barbados	0.37	0.28	0.64
Belize	1.55	1.17	2.72
Dominica	0.7	2.98	3.68
Grenada	0.37	1.49	1.86
Guyana	7.01	2.95	9.96
Jamaica	32.67	2.09	34.75
St. Kitts-Nevis	0.14	1.07	1.20
St. Lucia	0.54	0.81	1.35
St. Vincent and the Grenadines	0.28	1.14	1.43
Trinidad and Tobago	1.56	0.23	1.79
Other regional programs ⁵	18.48	2.85	21.33
Subtotal	70.88	18.13	89.01

Table (continued)

Country	Country-to-Country ¹ (\$ millions)	Multilateral Imputed ² (\$ millions)	Total ³ (\$ millions)
<i>Asia</i>			
Bangladesh	53.77	33.38	87.15
India	38.26	40.89	79.15
Malaysia	0.96	0.73	1.69
Maldives	0.17	0.45	0.62
Pakistan ⁶	18	44.53	62.53
Singapore	0.19	0	0.19
Sri Lanka	7.5	11.11	18.62
Other regional programs ⁵	27.14	5.95	33.09
Subtotal	145.8	137.05	282.84
<i>Oceania</i>			
Fiji	0.4	0.37	0.76
Kiribati	0	0.42	0.42
Papua New Guinea	0.25	0.56	0.8
Solomon Islands	0.21	0.73	0.94
Tonga	0.08	0.72	0.8
Tuvalu	0.02	0.26	0.28
Vanuatu	0.41	1.68	2.08
Other regional programs ⁵	5.33	1.43	6.77
Subtotal	6.69	6.17	12.86
<i>Europe</i>			
Cyprus	0.08	0	0.08
Malta	0.07	0.22	0.29
Subtotal	0.15	0.22	0.37
Total	517.89	287.14	805.04

¹ Includes dollars to Canadian and international non-governmental organizations, the Humanitarian Assistance Program, Industrial Co-operation, and the Canada Fund.

² Multilateral transfers of Canadian ODA, by country, have been estimated according to the transfers by international financial institutions, and by multilateral organizations using a coefficient. This coefficient is calculated according to the amount disbursed by country by each institution and applied to the Canadian ODA to the same institution.

³ The figures are unofficial and totals may not add due to rounding.

⁴ Zimbabwe was suspended from the councils of the Commonwealth on March 19, 2002.

⁵ Cannot be allocated by country but may include contributions to Commonwealth countries.

⁶ Following a military coup in 1999, Pakistan was suspended from the councils of the Commonwealth.

Commonwealth Institutions

Commonwealth Games

In 1930, 400 athletes representing 11 countries travelled to Hamilton, Ontario, to compete in what were then called the British Empire Games. Since then, the games have been held every four years and have evolved into an international gathering that includes the Commonwealth Arts Festival, first introduced at the 1978 Games in Edmonton.

The 15th Commonwealth Games in Victoria, British Columbia, in 1994 marked the first time athletes with disabilities participated in a major international sporting event. It was also the first time since 1958 that South Africa participated. The 2006 Games will be held in Melbourne, Australia. On Nov. 14, 2003, it was announced that New Delhi will host the 2010 Games.

Commonwealth of Learning

The Commonwealth of Learning was created at the 1987 Commonwealth Heads of Government Meeting in Vancouver. It is the world's only intergovernmental organization solely dedicated to promoting and developing distance education and open learning. Headquartered in Vancouver, it is also the only official Commonwealth agency located outside the United Kingdom. The Commonwealth of Learning received \$2.2 million in 2002-3 from the Canadian government.

Commonwealth Foundation

The Commonwealth Foundation is an intergovernmental organization established at the 1965 Commonwealth Heads of Government Meeting to serve, support, and link the "unofficial Commonwealth," which is defined as non-governmental organizations; professional, cultural, and voluntary bodies; and individuals. The Commonwealth Foundation also serves as an intermediary between the official and unofficial Commonwealth, co-operating closely with other Commonwealth organizations and institutions. It encourages and supports these professional and other associations with bursaries and grants for training programs and networking activities.

The foundation has a network of personal contacts, nurtured through liaison with the professional sector and its collaboration with and support for the Commonwealth non-governmental community. The foundation uses this network to support non-governmental organizations, voluntary associations, and networks through grants and other financial assistance. It facilitates training, technical

assistance and professional exchanges, study visits, and conferences. Health, education, rural development, women and development, the disabled, culture, and the media are the focus of its activities.

The foundation's priorities for grants and bursaries are sustainable development, agricultural productivity, rural development and community enterprise, the role of women in development, and health and education. The foundation provides a framework for communication and co-operation beyond local, national, or regional boundaries.

The Commonwealth Foundation is funded through an assessment on its member countries. Canada's contribution for 2002-3 totals \$1.4 million.

Commonwealth of Peoples

Non-governmental organizations play an important role in the Commonwealth by linking groups and individuals in an international network of professional, service, cultural, and sports organizations. These organizations give the Commonwealth the grassroots base that helps ensure its continuing vitality.

There are about 70 non-governmental organizations associated with the Commonwealth, covering virtually every field of human endeavour. Two of the most prominent groups are the Association of Commonwealth Universities and the Commonwealth Parliamentary Association. There are also Commonwealth associations of architects, museums, statisticians, journalists and others. The Commonwealth Engineers Council, the Commonwealth Lawyers Association, and the Commonwealth Human Rights Initiative are further examples of active groups. Each of these organizations has branches in most, if not all, Commonwealth countries.

Commonwealth Association for Public Administration and Management

The origins of the Commonwealth Association for Public Administration and Management lie in the 1991 Harare Commonwealth Declaration, in which Commonwealth leaders affirmed their common commitment to just and honest government. The association, headquartered in Toronto, held its first conference in Charlottetown in 1994.

At their 1999 meeting in Durban, South Africa, Commonwealth leaders received a report sponsored by the association and prepared by Jocelyne Bourgon, who is a former Clerk of the Privy Council of Canada and the current president of the association. The report, *Governance for the Twenty-First Century: Lessons and New Directions in Public Service Reform*, includes the reflections of political

leaders, civil servants, academics and private citizens from 13 Commonwealth nations. Leaders reaffirmed their support for the work of the public administration and management association.

Commonwealth Business Council

The Commonwealth Business Council was established by the Commonwealth heads of government in October 1997 to involve the private sector in the promotion of trade and investment.

The council helps to facilitate co-operation between business and government. Its focus includes removing barriers to trade, mobilizing investment in Commonwealth countries, fostering a good business and investment environment, promoting good corporate governance and corporate citizenship practices, and helping expand e-commerce, especially in developing countries.

The Council, along with the Nigerian government, will host the Commonwealth Business Forum immediately preceding the heads of government meeting in Abuja. Leaders and senior business executives from across the Commonwealth will discuss key trade and investment issues and new business opportunities. The forum's theme, Achieving Sustainable Development — Challenges for Business and Governments, will help promote the objectives of the New Partnership for Africa's Development. The Prime Minister of Canada will participate in the forum.

Countries of the Commonwealth

	<i>Country</i>	<i>Capital</i>
1.	Antigua and Barbuda	St. John's
2.	Australia	Canberra
3.	Bahamas	Nassau
4.	Bangladesh	Dhaka
5.	Barbados	Bridgetown
6.	Belize	Belmopan
7.	Botswana	Gaborone
8.	Brunei	Bandar Seri Begawan
9.	Cameroon +	Yaoundé
10.	Canada +	Ottawa
11.	Cyprus	Nicosia
12.	Dominica +	Roseau
13.	Fiji	Suva
14.	Gambia	Banjul
15.	Ghana	Accra
16.	Grenada	St. George's
17.	Guyana	Georgetown
18.	India	New Delhi
19.	Jamaica	Kingston
20.	Kenya	Nairobi
21.	Kiribati	Tarawa
22.	Lesotho	Maseru
23.	Malawi	Lilongwe
24.	Malaysia	Kuala Lumpur
25.	Maldives	Male
26.	Malta	Valletta
27.	Mauritius +	Port Louis
28.	Mozambique	Maputo
29.	Namibia	Windhoek
30.	Nauru	Yaren
31.	New Zealand	Wellington
32.	Nigeria	Abuja
33.	Pakistan*	Islamabad
34.	Papua New Guinea	Port Moresby
35.	St. Kitts-Nevis	Basseterre
36.	St. Lucia +	Castries
37.	St. Vincent and the Grenadines	Kingstown
38.	Samoa	Apia
39.	Seychelles +	Victoria
40.	Sierra Leone	Freetown

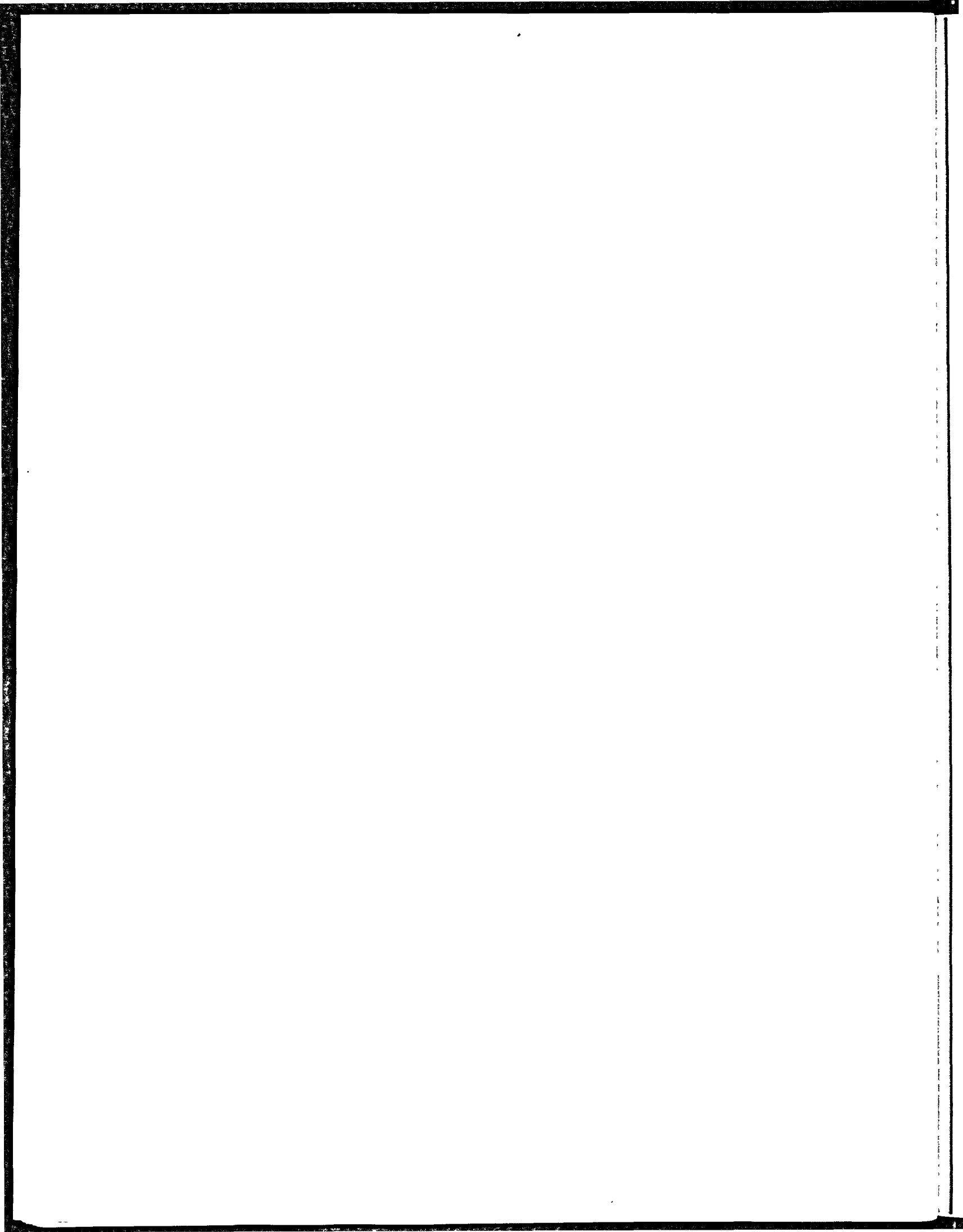
Countries of the Commonwealth *(continued)*

	<i>Country</i>	<i>Capital</i>
41.	Singapore	Singapore
42.	Solomon Islands	Honiara
43.	South Africa	Pretoria
44.	Sri Lanka	Colombo
45.	Swaziland	Mbabane
46.	Tanzania	Dodoma
47.	Tonga	Nuku'alofa
48.	Trinidad and Tobago	Port-of-Spain
49.	Tuvalu	Fongafale
50.	Uganda	Kampala
51.	United Kingdom	London
52.	Vanuatu +	Port Vila
53.	Zambia	Lusaka
54.	Zimbabwe*	Harare

+ Member country of la Francophonie

* Suspended from the councils of the Commonwealth

**Countries Attending
the Commonwealth Meeting**

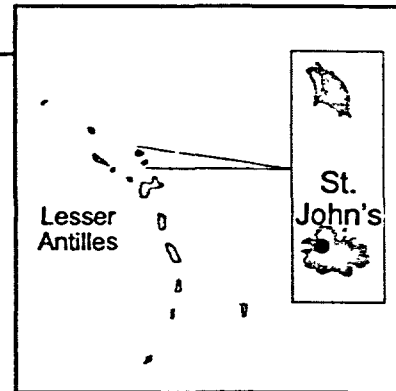


ANTIGUA AND BARBUDA

Capital: St. John's

GEODATA

Area 440 km ²	Population 74,100 (2002 est.)
Major language English (official)	Population growth rate 1.5% (2002 est.)
Major religious groups Anglican, Protestant, Roman Catholic	
Surrounding countries Guadeloupe (France), Montserrat (U.K.), St. Kitts-Nevis	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	Minister of Foreign Affairs Lester Bryant Bird
National legislature Upper chamber: Senate Lower chamber: House of Representatives; multiparty	Minister of Trade, Industry and Business Development Gaston Browne
Leaders Governor General James Beethoven Carlisle Prime Minister Lester Bryant Bird	UN Human Development Index (2003) Antigua and Barbuda rank 56th among 175 countries
	Canadian official development assistance \$590,000 (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP \$1.1 billion (2002)	Inflation rate 1.9% (2002 est.)
Real GDP growth rate 2.7% (2002 est.)	Unemployment rate Not available
GDP per capita \$15,222 (2002)	
Main exports Petroleum products, bedding, handicrafts, electronic components, machinery and transport equipment, food, live animals	
Main imports Food, live animals, machinery and transport equipment, manufactured goods, chemicals, oil	
Canadian imports from Antigua and Barbuda \$1 million (2002), including sailboats, electrical switches, machines, ignition and brake parts	
Canadian exports to Antigua and Barbuda \$9 million (2002), including dairy products, turbines, computers and peripherals, preserved fish, aircraft parts	

Canadian Representative

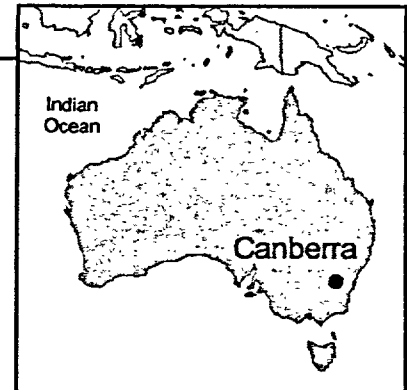
Joanne Goulet, Acting High Commissioner, The Canadian High Commission to Antigua and Barbuda
c/o The Canadian High Commission to Barbados, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbados
Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 429-3780, Websites: www.bridgetown.gc.ca, www.infoexport.gc.ca/bb

AUSTRALIA

Capital: Canberra

GEODATA

Area 7,713,000 km ²	Population 19.7 million (2002)
Major language English	Population growth rate 1.3% (2002)
Major religious groups Anglican (26%), Roman Catholic (26%), other Christian (24%)	
Surrounding countries Indonesia, New Zealand, Papua New Guinea	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	Minister for Foreign Affairs Alexander Downer
National legislature Upper chamber: Senate Lower chamber: House of Representatives; multiparty	Minister for Trade Mark Vaile
Leaders Governor General Michael Jeffery Prime Minister John Howard	UN Human Development Index (2003) Australia ranks 4th among 175 countries

ECONOMIC DATA

GDP \$624.8 billion (2002)	Inflation rate 3% (2002)
Real GDP growth rate 3.5% (2002)	Unemployment rate 6.3% (2002)
GDP per capita \$31,770 (2002)	
Main exports Minerals, grains, meat, petroleum, wool, machinery	
Main imports Passenger vehicles, computers, machinery, electrical equipment	
Canadian imports from Australia \$1.72 billion (2002), including aluminum oxides, frozen meat, wine, nickel ores and concentrates, fresh or chilled beef	
Canadian exports to Australia \$1.17 billion (2002), including motor vehicle engines, tanks and motorized armoured fighting vehicles and parts, lumber (coniferous wood), frozen pork, potassium chloride	

Canadian Representative

Jean T. Fournier, High Commissioner, The Canadian High Commission
Commonwealth Avenue, Canberra, ACT, Australia 2600

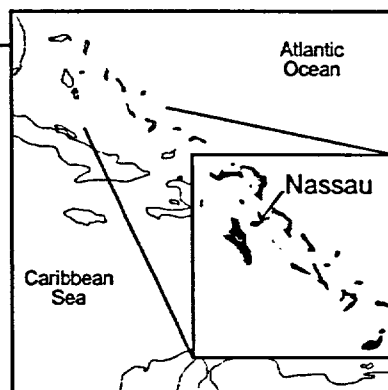
Phone: (011-61-2) 6273-3844, Fax: (011-61-2) 6270-4069, Website: www.dfait-maeci.gc.ca/australia

BAHAMAS

Capital: Nassau

GEODATA

Area 13,939 km ²	Population 311,000 (2002)
Major language English (official)	Population growth rate 1% (2002)
Major religious groups Baptist (32%), Anglican (20%), Roman Catholic (19%)	
Surrounding countries Cuba, Haiti, United States	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	Minister of Trade and Industry Leslie Miller
National legislature Upper chamber: Senate Lower chamber: House of Assembly; multiparty	Minister of Finance Perry Christie
Leaders Governor General Ivy Dumont Prime Minister Perry Christie	UN Human Development Index (2003) Bahamas ranks 49th among 175 countries
Minister of Foreign Affairs Fred Mitchell	

ECONOMIC DATA

GDP \$7.9 billion (2002)	Inflation rate 2.2% (2002)
Real GDP growth rate 0.7% (2002)	Unemployment rate Not available
GDP per capita \$25,540 (2002)	
Main exports Crayfish, salt, other fisheries products, rum, citrus products, aragonite, pharmaceuticals, refined petroleum products, cement	
Main imports Machinery and transport equipment, food, beverages, tobacco, manufactured goods, crude oil, vehicles, electronics	
Canadian imports from Bahamas \$16.5 million (2002), including lobster and crayfish, organic chemicals, ornamental flowers, citrus fruit, medicine	
Canadian exports to Bahamas \$40.8 million (2002), including cigarettes, computers and peripherals, dairy products, wheat and meslin flour, natural sands	

Canadian Representative

Claudio Valle, High Commissioner, The Canadian High Commission to Bahamas
c/o The Canadian High Commission to Jamaica, P.O. Box 1500, Kingston 10, Jamaica
Phone: (876) 926-1500, Fax: (876) 511-3495, Websites: www.kingston.gc.ca, www.infoexport.gc.ca

November 2003

BANGLADESH

Capital: Dhaka

GEODATA

Area
147,570 km²

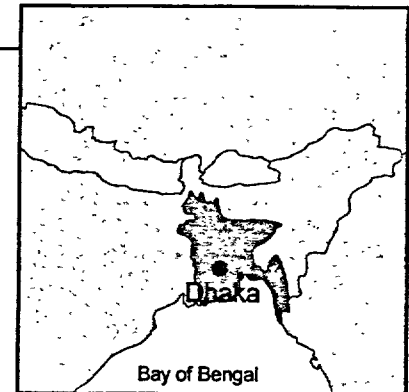
Major languages
Bengali, English, Urdu, Hindi

Major religious groups
Muslim (88%), Hindu (11%)

Surrounding countries
Burma, India

Population
131.2 million (2001-2)

Population growth rate
1.5% (2001-2)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

National legislature
Single chamber: National Parliament

Leaders
President Iajuddin Ahmed
Prime Minister Khaleda Zia

Minister of Foreign Affairs
Morshed Khan

Minister of Commerce
Amir Khosru M. Chowdhury

Minister of Finance
Saifur Rahman

UN Human Development Index (2003)
Bangladesh ranks 139th among 175 countries

Canadian official development assistance
\$87.15 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP
\$73.6 billion (2001-2)

Real GDP growth rate
4.8% (2001-2)

GDP per capita
\$561 (2001-2)

Main exports
Garments, jute and jute goods, leather, frozen fish and seafood

Main imports
Machinery and equipment, chemicals, iron and steel, textiles, raw cotton, food, crude oil and petroleum products, cement

Canadian imports from Bangladesh
\$164.5 million (2002), including knitted and woven apparel (cotton and synthetic fibres)

Canadian exports to Bangladesh
\$70 million (2002), including wheat and meslin, mustard seeds, dried peas, dried chick peas, flat rolled products of iron and steel

Inflation rate
2.4% (2001-2)

Unemployment rate
Not available

Canadian Representative

Gery Campbell, High Commissioner, The Canadian High Commission
House CWN 16/A, Road 48, Gulshan 2 (G.P.O. Box 569) Dhaka, Bangladesh

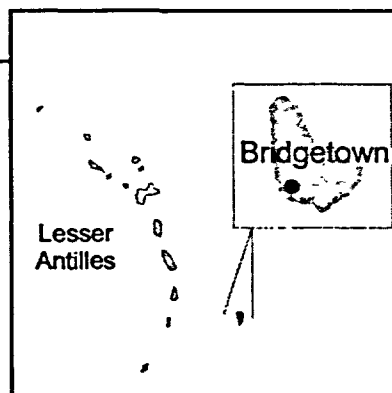
Phone: (011-88-02) 988-7091, Fax: (011-88-02) 882-3043, Websites: www.chcdhaka.org, www.infoexport.gc.ca

BARBADOS

Capital: Bridgetown

GEODATA

Area 431 km ²	Population 271,800 (2002)
Major language English (official)	Population growth rate 1.3% (2002)
Major religious groups Anglican (40%), Protestant (27%)	
Surrounding countries St. Lucia, St. Vincent and the Grenadines	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	Minister of Foreign Affairs and Foreign Trade Billie Miller
National legislature Upper chamber: Senate Lower chamber: House of Assembly; multiparty	UN Human Development Index (2003) Barbados ranks 27th among 175 countries
Leaders Governor General Clifford Husbands Prime Minister Owen Seymour Arthur	Canadian official development assistance \$640,000 (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP \$4 billion (2002)	Inflation rate 0.5% (2002)
Real GDP growth rate -0.6% (2002)	Unemployment rate 10.3% (2002)
GDP per capita \$14,713 (2002)	
Main exports Sugar and molasses, rum, other foods and beverages, chemicals, electrical components, clothing	
Main imports Consumer goods, machinery, foodstuffs, construction materials, chemicals, fuel, electrical components	
Canadian imports from Barbados \$7.5 million (2002), including rum and tafia, turbine parts, wrenches, live primates, medical and veterinary instruments and parts	
Canadian exports to Barbados \$38.5 million (2002), including newsprint, turbines, computers and peripherals, frozen pork, frozen potatoes	

Canadian Representative

Joanne Goulet, Acting High Commissioner, The Canadian High Commission
Bishop's Court Hill (P.O. Box 404) Bridgetown, Barbados

Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 429-3780, (246) 437-8474 (commercial), Websites: www.bridgetown.gc.ca, www.infoexport.gc.ca/bb

November 2003

BELIZE

Capital: Belmopan

GEODATA

Area
22,923 km²

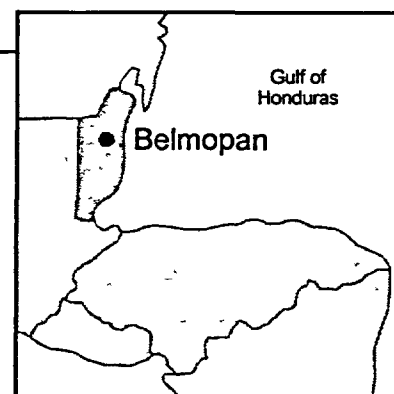
Population
250,000 (2002)

Major language
English (official)

Population growth rate
0% (2002)

Major religious groups
Roman Catholic (62%),
Protestant (30%)

Surrounding countries
Guatemala, Honduras, Mexico



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

Minister of Foreign Affairs
Godfrey Smith

National legislature
Upper chamber: Senate
Lower chamber: House of Representatives;
multiparty

Minister of Investment and Foreign Trade
Eamon Courtenay

Leaders
Governor General Colville Norbert Young
Prime Minister Said Musa

UN Human Development Index (2003)
Belize ranks 67th among 175 countries

Canadian official development assistance
\$2.72 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP
\$1.4 billion (2002)

Inflation rate
2.2% (2002)

Real GDP growth rate
3.7% (2002)

Unemployment rate
Not available

GDP per capita
\$5,490 (2002)

Main exports
Sugar and molasses, bananas, citrus fruit, clothing, fish products, wood

Main imports
Machinery and transport equipment, manufactured goods, food, fuels, chemicals, pharmaceuticals

Canadian imports from Belize
\$6.4 million (2002), including papayas, herbicides, frozen orange juice, lumber, essential orange oils

Canadian exports to Belize
\$5.2 million (2002), including dairy products, iron and steel structures and parts, machines and mechanical appliances, cured pork, metal safes and lockers and cash boxes

Canadian Representative

Claudio Valle, High Commissioner, The Canadian High Commission to Belize
c/o The Canadian High Commission to Jamaica, P.O. Box 1500, Kingston 10, Jamaica

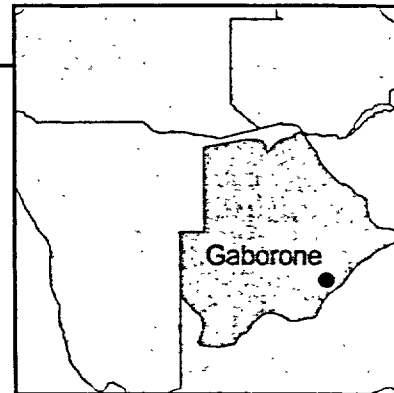
Phone: (876) 926-1500, Fax: (876) 511-3495, Websites: www.kingston.gc.ca, www.infoexport.gc.ca

BOTSWANA

Capital: Gaborone

GEODATA

Area 600,370 km ²	Population 1.8 million (2001-2 est.)
Major languages English, Setswana	Population growth rate 2.4% (2001-2 est.)
Major religious groups Christian (60%), indigenous beliefs (20%)	
Surrounding countries Angola, Namibia, South Africa, Zambia, Zimbabwe	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	Minister of Trade and Industry Jacob Nkate
National legislature Upper chamber: House of Chiefs Lower chamber: National Assembly; multiparty	Minister of Finance Baledzi Goalathe
Leader President Festus Mogae	UN Human Development Index (2003) Botswana ranks 125th among 175 countries
Minister of Foreign Affairs Monpati Merafhe	Canadian official development assistance \$1.6 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP \$8.8 billion (2001-2)	Inflation rate 8.1% (2001-2)
Real GDP growth rate 4.2% (2001-2)	Unemployment rate Not available
GDP per capita \$4,908 (2001-2)	
Main exports Diamonds, vehicles, copper, nickel, meat	
Main imports Vehicles, machinery and electrical goods, food, tobacco, metal products	
Canadian imports from Botswana \$900,000 (2002), including non-industrial diamonds, men's and boy's knitted and woven apparel (synthetic fibres), industrial diamonds, aircraft parts	
Canadian exports to Botswana \$3.6 million (2002), including aircraft parts, turbine parts, telephonic equipment and parts, measuring instruments, vehicle wheels and parts and accessories	

Canadian Representative

John Schram, High Commissioner, The Canadian High Commission to Botswana
c/o The Canadian High Commission to Zimbabwe, P.O. Box 1430, Harare, Zimbabwe
Phone: (011-263-4) 252-181/5, Fax: (011-263-4) 252-186, Website: www.infoexport.gc.ca/zw

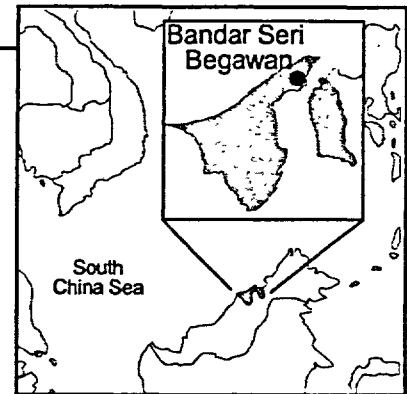
November 2003

BRUNEI

Capital: Bandar Seri Begawan

GEODATA

Area 5,765 km ²	Population 351,000 (2002 est.)
Major languages Malay, English, Chinese	Population growth rate 1.7% (2002 est.)
Major religious groups Muslim (67%), Buddhist (13%), Christian (10%)	
Surrounding country Malaysia	



POLITICAL DATA

Type of government Monarchy	Minister of Foreign Affairs Prince Mohammed Bolkiah
National legislature Single chamber: Legislative Council; one party	Minister of Industry and Primary Resources Abdul Rahman Taib
Leader Sultan and Prime Minister Hassanal Bolkiah	UN Human Development Index (2003) Brunei ranks 31st among 175 countries

ECONOMIC DATA

GDP \$6.7 billion (2001)	Inflation rate -2.0% (2002)
Real GDP growth rate 4.1% (2002)	Unemployment rate Not available
GDP per capita \$19,288 (2001)	
Main exports Liquified natural gas, crude petroleum, refined petroleum products	
Main imports Machinery, transport equipment, manufactured goods, food, chemicals	
Canadian imports from Brunei \$6.2 million (2002), including knitted cotton apparel	
Canadian exports to Brunei \$1.8 million (2002), including gears and gearing and parts; frozen potatoes; aircraft parts; taps, cocks, valves and similar articles; liquid pump parts	

Canadian Representative

Paul Lau, High Commissioner, The Canadian High Commission
5th Floor, Jalan McArthur Building, No. 1, Jalan McArthur (P.O. Box 2808) Bandar Seri Begawan, BS8711, Brunei
Phone: (011-673-2) 220-043, Fax: (011-673-2) 220-040, Websites: www.dfait-maeci.gc.ca/brunei, www.infoexport.gc.ca/bn

CAMEROON

Capital: Yaounde

GEODATA

Area

475,440 km²

Major languages

English and French (both official),
24 major African languages

Major religious groups

Indigenous beliefs (40%),
Christian (40%), Muslim (20%)

Surrounding countries

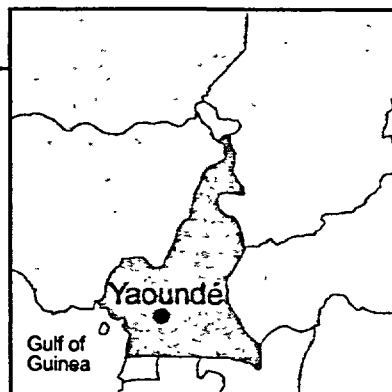
Central African Republic, Chad, Republic of Congo, Equatorial Guinea,
Gabon, Nigeria

Population

15.5 million (2002 est.)

Population growth rate

2.2% (2002)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: National Assembly

Leaders

President Paul Biya

Prime Minister Peter Mafany Musonge

Minister of State for External Relations

François-Xavier Ngoubeyou

Minister of State for Trade and Industrial Development

Bello Bouba Maigari

UN Human Development Index (2003)

Cameroon ranks 142nd among 175 countries

Canadian official development assistance

\$96.28 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP

\$15.1 billion (2001)

Real GDP growth rate

4% (2002)

GDP per capita

\$996.68 (2001)

Main exports

Petroleum, timber, cocoa, aluminum, coffee, cotton

Main imports

Machines and electrical equipment, transport equipment, fuel, food

Canadian imports from Cameroon

\$10.6 million (2002), including cocoa beans, cotton, wood

Canadian exports to Cameroon

\$14.1 million (2002), including wheat and meslin, poultry, locomotive parts, medicine

Inflation rate

2.7% (2002 est.)

Unemployment rate

Not available

Canadian Representative

Jules Savaria, High Commissioner, The Canadian High Commission

Immeuble Stamatiades, Place de l'Hotel de Ville (P.O. Box 572) Yaounde, Cameroon

Phone: (011-237) 23 23 11, Fax: (011-237) 22 10 90, Website: www.infoexport.gc.ca/cm

CANADA

Capital: Ottawa

GEODATA

Area
9,970,610 km²

Major languages
English, French (both official)

Major religious groups
Roman Catholic (45%),
United Church (12%), Anglican (8%)

Surrounding countries
United States, Greenland (Denmark)

Population
31.4 million (2002)

Population growth rate
1% (2002)



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

National legislature
Upper chamber: Senate
Lower chamber: House of Commons; multiparty

Leaders
Governor General Adrienne Clarkson
Prime Minister Jean Chrétien

Minister of Foreign Affairs
Bill Graham

Minister for International Trade
Pierre Pettigrew

Minister of Finance
John Manley

UN Human Development Index (2003)
Canada ranks 8th among 175 countries

ECONOMIC DATA

GDP
\$1,154.9 billion (2002)

Real GDP growth rate
3.4% (2002)

GDP per capita
\$36,800 (2002)

Exports of goods and services
\$472.6 billion (2002), including transportation equipment, pulp and paper, fuel, wood, minerals, aluminum

Imports of goods and services
\$423.1 billion (2002), including vehicles and equipment, mineral oils, computers and peripherals, engines, pharmaceutical products

Inflation rate
2.2% (2002)

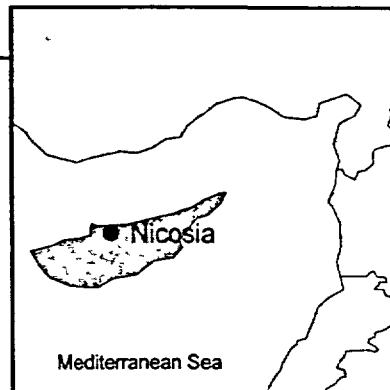
Unemployment rate
7.6% (2002)

CYPRUS

Capital: Nicosia

GEODATA

Area 9,251 km ²	Population 709,600 (2002)
Major languages Greek, Turkish, English	Population growth rate 1.2% (2002)
Major religious groups Greek Orthodox (78%), Muslim (18%)	
Surrounding countries Lebanon, Syria, Turkey	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	Minister of Commerce, Industry and Tourism Yiorgos Lillikas
National legislature Single chamber: Legislature; multiparty	Minister of Finance Markos Kyprianou
Leader President Tassos Papadopoulos	UN Human Development Index (2003) Cyprus ranks 25th among 175 countries
Minister of Foreign Affairs Georgios Lacovou	Canadian official development assistance \$80,000 (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP \$15.9 billion (2002)	Inflation rate 2.8% (2002)
Real GDP growth rate 2% (2002)	Unemployment rate 3.2% (2002)
GDP per capita \$22,449 (2002)	
Main exports Citrus, potatoes, grapes, wine, cement, clothing	
Main imports Consumer goods, petroleum products, foodstuffs, machinery	
Canadian imports from Cyprus \$2.3 million (2002), including citrus fruit, rubber and plastics moulding machines, optical fibres for eyeglasses, respiratory therapy equipment, wine	
Canadian exports to Cyprus \$21.3 million (2002), including helicopters, wheat and meslin, durum wheat, lumber (oak), dried lentils	

Canadian Representative

Franco Pillarella, High Commissioner, The Canadian High Commission to Cyprus
c/o The Canadian Embassy to Syria, P.O. Box 3394, Damascus, Syria

Phone: (011-963-11) 611-6692, Fax: (011-963-11) 611-4000, Website: www.dfait-maeci.gc.ca/syria, www.infoexport.gc.ca/sy

November 2003

DOMINICA

Capital: Roseau

GEODATA

Area
750 km²

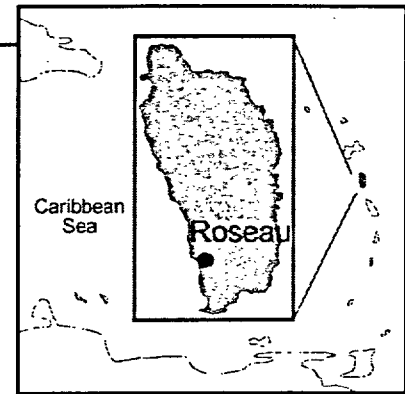
Major language
English (official)

Major religious groups
Roman Catholic (77%),
Protestant (15%)

Surrounding countries
Guadeloupe (France), Martinique (France)

Population
71,600 (2002 est.)

Population growth rate
0.6% (2002 est.)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

National legislature
Single chamber: House of Assembly; multiparty

Leaders
President Vernon Shaw
Prime Minister Pierre Charles

Minister of Foreign Affairs
Pierre Charles

Minister of Trade, Industry and Marketing
Osborne Riviere

Minister of Finance
Ambrose George

UN Human Development Index (2003)
Dominica ranks 68th among 175 countries

Canadian official development assistance
\$3.68 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP
\$419.8 million (2002)

Real GDP growth rate
-0.5% (2002 est.)

GDP per capita
\$5,863 (2002)

Main exports
Bananas, soap, essential oils, vegetables, citrus fruit, manufactured goods

Main imports
Machinery, basic manufactured goods, foodstuffs, chemicals

Canadian imports from Dominica
\$944,000 (2002), including engines and motors; men's and boys' woven cotton apparel; lifting, handling, loading, unloading machinery parts; melons; integrated circuits

Canadian exports to Dominica
\$2.7 million (2002), including dairy products, furnace and mechanical stoker parts, smoked herring, lumber, cured pork

Inflation rate
2.1% (2002 est.)

Unemployment rate
Not available

Canadian Representative

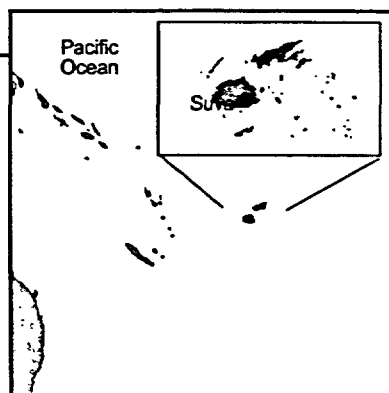
Joanne Goulet, Acting High Commissioner, The Canadian High Commission to Dominica
c/o The Canadian High Commission to Barbados, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbados
Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 429-3780, Websites: www.bridgetown.gc.ca, www.infoexport.gc.ca/bb

FIJI

Capital: Suva

GEODATA

Area 18,272 km ²	Population 826,000 (2002)
Major languages English (official), Fijian, Hindustani	Population growth rate 1.3% (2002)
Major religious groups Christian (52%), Hindu (38%)	
Surrounding countries New Caledonia (France), Solomon Islands, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis and Futana (France)	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	Minister of Foreign Affairs and External Trade Kaliopate Tavola
National legislature Upper chamber: Senate Lower chamber: House of Representatives; multiparty	UN Human Development Index (2003) Fiji ranks 81st among 175 countries Canadian official development assistance \$760,000 (2001-2)
Government Leaders President Ratu Josefa Iloilovatu Prime Minister Laisenia Qarase	

ECONOMIC DATA

GDP \$2.5 billion (2002)	Inflation rate 0.7% (2002)
Real GDP growth rate 3.8% (2002)	Unemployment rate Not available
GDP per capita \$3,054 (2002)	
Main exports Sugar, gold, clothing, processed fish	
Main imports Machinery and transport equipment, petroleum products, food, consumer goods	
Canadian imports from Fiji \$6 million (2002), including prepared fish; mollusks, coral, shells and cuttle bone; mineral and aerated waters; dried fish	
Canadian exports to Fiji \$7.3 million (2002), including potassium chloride, dump trucks, dried peas, telephonic equipment parts, aircraft engines	

Canadian Representative

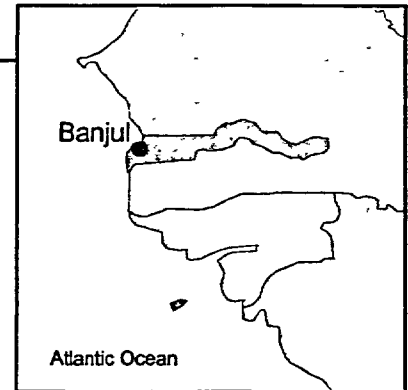
John Donaghy, High Commissioner, The Canadian High Commission to Fiji,
c/o The Canadian High Commission to New Zealand, P.O. Box 12049, Thorndon, Wellington, New Zealand, 7301
Phone: (011-64-4) 473-9577, Fax: (011-64-4) 471-2082, Websites: www.wellington.gc.ca, www.infoexport.gc.ca/nz

GAMBIA

Capital: Banjul

GEODATA

Area 11,300 km ²	Population 1.45 million (2002 est.)
Major languages English (official), Mandinka, Wolof, Fula	Population growth rate 2.1% (2002 est.)
Major religious group Muslim (90%)	
Surrounding country Senegal	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	Secretary of State for Trade Momodou M. Sallah
National legislature Single chamber: Parliament; multiparty	UN Human Development Index (2003) Gambia ranks 151st among 175 countries
Leader President Yahya Jammeh	Canadian official development assistance \$6.75 million (2001-2)
Secretary of State for Foreign Affairs Baboucarr Blaise Jagne	

ECONOMIC DATA

GDP \$614 million (2002 est.)	Inflation rate 5.5% (2002 est.)
Real GDP growth rate 3% (2002 est.)	Unemployment rate Not available
GDP per capita \$423 (2002)	
Main exports Groundnuts and groundnut products, fish and fish products	
Main imports Food, machinery and transport equipment	
Canadian imports from Gambia \$400,000 (2002), including parts for food and beverage preparation machines; lead crystal glassware; rubber tires, tire parts and tire flaps; medical diagnostic and monitoring equipment; computers	
Canadian exports to Gambia \$570,000 (2002), including electric static converters; telephonic equipment; pumps, compressors, ventilators and hood parts; birth control pills; dairy products	

Canadian Representative

Denis Thibault, High Commissioner, The Canadian High Commission to Gambia
c/o The Canadian Embassy, P.O. Box 3373, Dakar, Senegal

Phone: (011-221) 889-4700, Fax: (011-221) 889-4720, Websites: www.dfait-maeci.gc.ca/dakar, www.infoexport.gc.ca/sn

GHANA

Capital: Accra

GEODATA

Area

238,540 km²

Major languages

English (official), Akan, Moshi-Dagomba, Ewe, Ga

Major religious groups

Christian (63%), indigenous beliefs (21%), Muslim (16%)

Surrounding countries

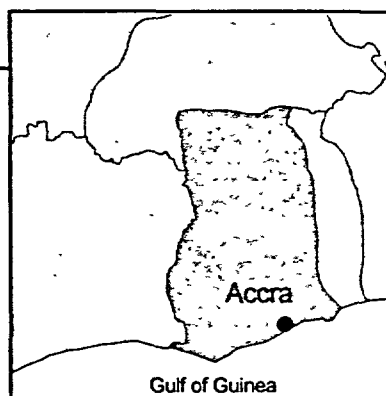
Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Togo

Population

20.5 million (2002 est.)

Population growth rate

2.6% (2002 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: Parliament; multiparty

Leader

President John Agyekum Kufuor

Minister of Foreign Affairs

Nana Addo Dankwa Akufo-Addo

Minister of Trade and Industries

Alan Kyeremateng

Minister of Finance

Yaw Osafo-Maafa

UN Human Development Index (2003)

Ghana ranks 129th among 175 countries

Canadian official development assistance

\$36.07 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP

\$9 billion (2002 est.)

Real GDP growth rate

4.5% (2002)

GDP per capita

\$438 (2002)

Main exports

Cocoa, gold, timber, tuna, bauxite, aluminum

Main imports

Capital equipment, petroleum, foodstuffs

Canadian imports from Ghana

\$41.4 million (2002), including aluminum ores and concentrates, cocoa beans, plywood, tropical wood lumber

Canadian exports to Ghana

\$70.4 million (2002), including wheat and meslin, used clothing, electric motor and generator parts, mineral crushing and grinding machines, anticorrosive additives

Canadian Representative

Jean-Pierre Bolduc, High Commissioner, The Canadian High Commission
42 Independence Avenue (P.O. Box 1639) Accra, Ghana

Phone: (011-233-21) 228-555, Fax: (011-233-21) 773-792, Websites: www.dfait-maeci.gc.ca/accra, www.infoexport.gc.ca/gh

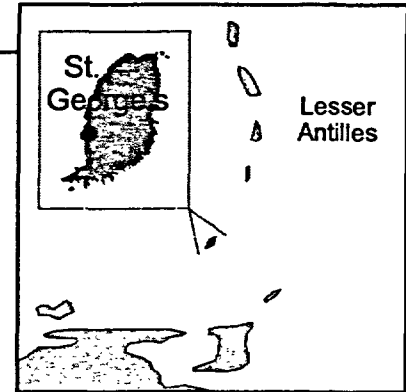
November 2003

GRENADA

Capital: St. George's

GEODATA

Area 340 km ²	Population 102,100 (2002)
Major language English (official)	Population growth rate 0.2% (2002)
Major religious groups Roman Catholic (53%), Protestant (47%)	
Surrounding countries St. Vincent and the Grenadines, Trinidad and Tobago, Venezuela	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	Minister of Foreign Affairs Elvin Nimrod
National legislature Upper chamber: Senate Lower chamber: House of Representatives; multiparty	Minister of Finance, Trade, Industry and Planning Anthony Boatman
Leaders Governor General Daniel Williams Prime Minister Keith Mitchell	UN Human Development Index (2003) Grenada ranks 93rd among 175 countries
	Canadian official development assistance \$1.86 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP \$645 million (2002 est.)	Inflation rate 3.4% (2002 est.)
Real GDP growth rate 0.6% (2002 est.)	Unemployment rate Not available
GDP per capita \$6,316 (2002)	
Main exports Nutmeg, cocoa beans, bananas, mace, textiles, computer components	
Main imports Machinery, food, manufactured goods, chemicals, fuel	
Canadian imports from Grenada \$1.5 million (2002), including medicine, nutmeg, cocoa beans, mace, olive oil	
Canadian exports to Grenada \$4.5 million (2002), including dairy products, cured pork, printed matter, telephonic parts, metal mountings and fittings for buildings	

Canadian Representative

Joanne Goulet, Acting High Commissioner, The Canadian High Commission to Grenada
c/o The Canadian High Commission to Barbados, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbados
Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 429-3780, Websites: www.bridgetown.gc.ca, www.infoexport.gc.ca/bb

GUYANA

Capital: Georgetown

GEODATA

Area
214,970 km²

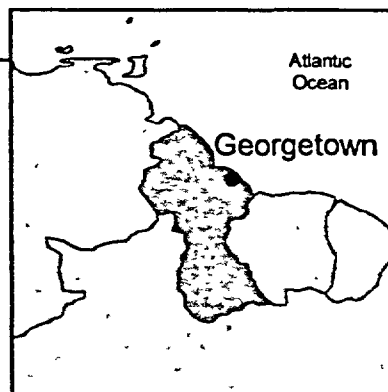
Major language
English (official)

Major religious groups
Christian (50%), Hindu (33%)

Surrounding countries
Brazil, Suriname, Venezuela

Population
771,970 (2002)

Population growth rate
0.7% (2002)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

National legislature
Single chamber: National Assembly; multiparty

Leaders
President Bharrat Jagdeo
Prime Minister Samuel Hinds

Minister of Foreign Affairs
Samuel Rudolf Insanally

Minister of Foreign Trade and International Co-operation
Clement Rohee

Minister of Industry, Tourism and Commerce
Manzoor Nadir

UN Human Development Index (2003)
Guyana ranks 92nd among 175 countries

Canadian official development assistance
\$9.96 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP
\$1.1 billion (2002)

Real GDP growth rate
1.1% (2002)

GDP per capita
\$1,477 (2002)

Main exports
Sugar and molasses, gold, bauxite and alumina, rice, shrimp, rum, timber

Main imports
Manufactured goods, machinery, petroleum, food

Canadian imports from Guyana
\$225.4 million (2002), including gold, rum and tafia, aluminum ores and concentrates, frozen fish, men's and boys' woven apparel (synthetic fibres)

Canadian exports to Guyana
\$11 million (2002), including dried peas; newsprint; paper and paperboard; taps, cocks and valves and similar articles; dairy products

Inflation rate
3.7% (2002)

Unemployment rate
Not available

Canadian Representative

Serge Marcoux, High Commissioner, The Canadian High Commission
High and Young Streets (P.O. Box 10880) Georgetown, Guyana

Phone: (011-592) 227-2081, Fax: (011-592) 225-8380, Website: www.georgetown.gc.ca

November 2003

INDIA

Capital: New Delhi

GEODATA

Area
3,287,590 km²

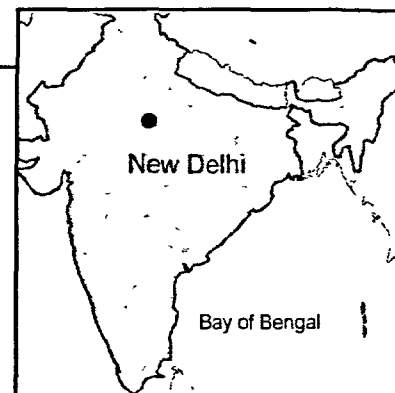
Major language
Hindi is the most widely used of 16 official languages, English is common

Major religious groups
Hindu (82%), Muslim (12%)

Surrounding countries
Bangladesh, Bhutan, Burma, China, Nepal, Pakistan, Sri Lanka

Population
1.1 billion (2002-3)

Population growth rate
1.7% (2002-3)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

National legislature
Upper chamber: Council of States
Lower chamber: People's Assembly; multiparty

Leaders
President Abdul Kalam
Prime Minister Atal Bihari Vajpayee

Minister of External Affairs
Yashwant Sinha

Minister of Commerce and Industry
Arun Jaitley

Minister of Finance
Jaswant Singh

UN Human Development Index (2003)
India ranks 127th among 175 countries

Canadian official development assistance
\$79.15 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP
\$784.4 billion (2002-3)

Real GDP growth rate
4.4% (2002-3)

GDP per capita
\$740 (2002-3)

Main exports
Textile goods, gems and jewelry, engineering goods, chemicals, manufactured leathers

Main imports
Crude oil and petroleum products, machinery, gems, fertilizers, chemicals

Canadian imports from India
\$1.3 billion (2002), including knitted cotton apparel, non-industrial diamonds, linen, chemicals

Canadian exports to India
\$674 million (2002), including dried peas, newsprint, telephonic equipment, potassium chloride, wood pulp

Inflation rate
4.3% (2002-3)

Unemployment rate
Not available

Canadian Representative

Lucie Edwards, High Commissioner, The Canadian High Commission
7/8 Shantipath, Chanakyapuri (P.O. Box 5207) New Delhi, India, 110021

Phone: (011-91-11) 687-6500, Fax: (011-91-11) 687-5387, Websites: www.newdelhi.gc.ca, www.infoexport.gc.ca/in

JAMAICA

Capital: Kingston

GEODATA

Area
10,991 km²

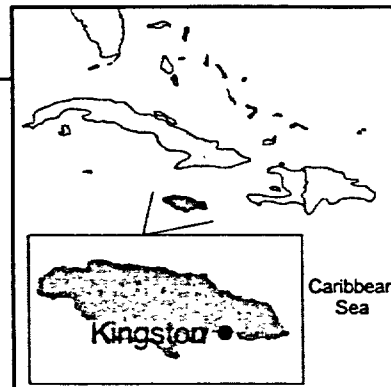
Major language
English (official)

Major religious group
Protestant (61%)

Surrounding countries
Cuba, Haiti

Population
2.6 million (2002)

Population growth rate
0.5% (2002)



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

National legislature
Upper chamber: Senate
Lower chamber: House of Representatives;
multiparty

Leaders
Governor General Howard Cooke
Prime Minister Percival James Patterson

Minister of Foreign Affairs and Foreign Trade
K. D. Knight

Minister of Commerce, Science and Technology
Phillip Paulwell

UN Human Development Index (2003)
Jamaica ranks 78th among 175 countries

Canadian official development assistance
\$34.75 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP
\$12 billion (2001)

Real GDP growth rate
1.2% (2001)

GDP per capita
\$4,627 (2001)

Main exports
Alumina and bauxite, sugar, bananas, rum

Main imports
Machinery and transport equipment, construction materials, fuel, food, chemicals, fertilizers

Canadian imports from Jamaica
\$270.9 million (2002), including aluminum oxides, rum and tafia, liqueurs and cordials, roots and tubers, gold

Canadian exports to Jamaica
\$167.2 million (2002), including wheat and meslin, telephonic equipment parts, durum wheat, dairy products, preserved fish

Inflation rate
7.3% (2002)

Unemployment rate
15.4% (2002)

Canadian Representative

Claudio Valle, High Commissioner, The Canadian High Commission
3 West Kings House Road (P.O. Box 150) Kingston 10, Jamaica

Phone: (876) 926-1500, Fax: (876) 511-3495, Websites: www.kingston.gc.ca, www.infoexport.gc.ca/jm

November 2003

KENYA

Capital: Nairobi

GEODATA

Area
582,650 km²

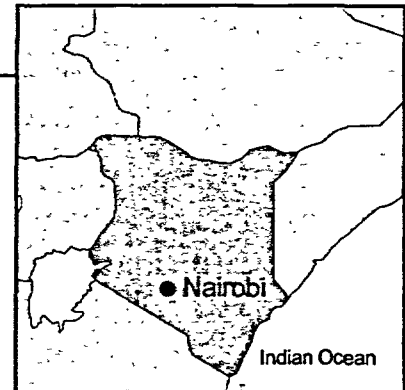
Population
31.5 million (2002)

Major languages
English and Kiswahili (both official)

Population growth rate
2.3% (2002)

Major religious groups
Christian (78%), indigenous beliefs (10%), Muslim (10%)

Surrounding countries
Ethiopia, Somalia, Sudan, Tanzania, Uganda



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Minister of Trade of Industry
Mukhisa Kituyi

National legislature
Single chamber: National Assembly; multiparty

Minister of Finance
David Mwiraria

Leaders
President Mwai Kibaki

UN Human Development Index (2003)
Kenya ranks 146th among 175 countries

Minister of Foreign Affairs and International Co-operation
Kalonzo Musyoka

Canadian official development assistance
\$23.5 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP
\$19.3 billion (2002)

Inflation rate
1.9% (2002)

Real GDP growth rate
1.1% (2002)

Unemployment rate
Not available

GDP per capita
\$614 (2002)

Main exports
Tea, coffee, horticultural products, petroleum products

Main imports
Machinery and transportation equipment, petroleum products, iron and steel

Canadian imports from Kenya
\$12.3 million (2002), including coffee, tea, women's and girls' woven cotton apparel, plant extracts

Canadian exports to Kenya
\$20.7 million (2002), including used clothing, electrical parts for telephonic equipment, dried peas, wheat and meslin, wooden office furniture

Canadian Representative

Jim Wall, High Commissioner, The Canadian High Commission
Limuru Road, Gigiri (P.O. Box 1013, 00621) Nairobi, Kenya

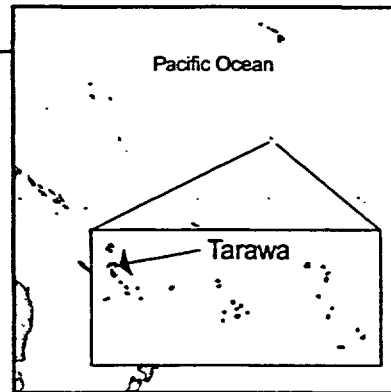
Phone: (011-254-20) 366-3000, Fax: (011-254-20) 366-3900, Website: www.infoexport.gc.ca/ke

KIRIBATI

Capital: Tarawa

GEODATA

Area 717 km ²	Population 87,400 (2002)
Major languages English (official), Kiribati	Population growth rate 1.7% (2002)
Major religious groups Roman Catholic (52%), Protestant (40%)	
Surrounding countries Australia, Marshall Islands, New Zealand, Samoa, Tuvalu, United States (Hawaii)	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	UN Human Development Index (2003) Not listed
National legislature Single chamber: House of Assembly; multiparty	Canadian official development assistance \$420,000 (2001-2)
Leader President Anote Tong	
Minister of Foreign Affairs Anote Tong	

ECONOMIC DATA

GDP \$83.8 million (2002)	Inflation rate 3.2% (2002)
Real GDP growth rate 0.9% (2002)	Unemployment rate Not available
GDP per capita \$959 (2002)	
Main exports Fish, copra	
Main imports Foodstuffs, fuel, transportation equipment	
Canadian imports from Kiribati (includes Tuvalu) \$30,000 (2002), including computer parts; electric conductors; taps, cocks, valves and similar appliances; plastic or textile bags and containers	
Canadian exports to Kiribati (includes Tuvalu) Negligible (2002)	

Canadian Representative

John Donaghy, High Commissioner, The Canadian High Commission to Kiribati
c/o The Canadian High Commission to New Zealand, P.O. Box 12049, Thorndon, Wellington, New Zealand, 7301
Phone: (011-64-4) 473-9577, Fax: (011-64-4) 471-2082, Websites: www.wellington.gc.ca, www.infoexport.gc.ca/nz

LESOTHO

Capital: Maseru

GEODATA

Area
30,355 km²

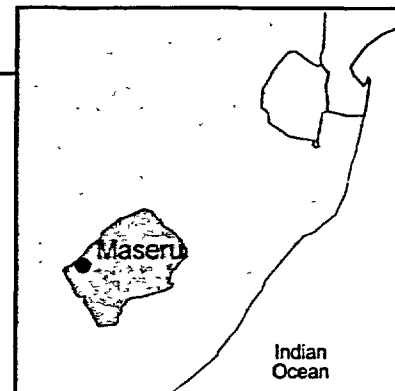
Major languages
English, Sesotho

Major religious groups
Christian (80%), indigenous beliefs (20%)

Surrounding country
South Africa

Population
2.26 million (2002)

Population growth rate
2.3% (2002)



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

National legislature
Upper chamber: Senate
Lower chamber: Assembly; multiparty

Leaders
King Letsie III
Prime Minister Pakalitha Mosisili

Minister of Foreign Affairs
Mohlabi Kenneth Tsekoa

Minister of Industry, Trade and Marketing
Mpho Meli Malie

Minister of Finance and Development Planning
Timothy Thahane

UN Human Development Index (2003)
Lesotho ranks 137th among 175 countries

Canadian official development assistance
\$2.47 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP
\$1.1 billion (2002)

Real GDP growth rate
4% (2002 est.)

GDP per capita
\$496 (2002)

Main exports
Textiles and footwear, food, live animals

Main imports
Capital goods, food, fuel and energy

Canadian imports from Lesotho
\$5.2 million (2002), including knitted or woven cotton apparel

Canadian exports to Lesotho
\$100,000 (2002), including turbine parts, computer and peripheral parts, transmission equipment parts, paper, calendaring or rolling machine parts

Inflation rate
12% (2002)

Unemployment rate
Not available

Canadian Representative

Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission to Lesotho
c/o The Canadian High Commission to South Africa, Private Bag X13, Hatfield 0028, Pretoria, South Africa

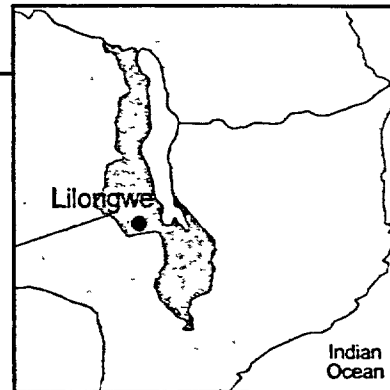
Phone: (011-27-12) 422-3000, Fax: (011-27-12) 422-3052, Websites: www.dfait-maeci.gc.ca/southafrica, www.infoexport.gc.ca/za

MALAWI

Capital: Lilongwe

GEODATA

Area 118,480 km ²	Population 11.2 million (2002)
Major languages English (official), Chichewa (official), Chitumbuka	Population growth rate 3.3% (2002)
Major religious groups Protestant (55%), Roman Catholic (20%), Muslim (20%), indigenous beliefs (3%)	
Surrounding countries Mozambique, Tanzania, Zambia	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	Minister of Commerce and Industry Paul Maulidi
National legislature Single chamber: National Assembly; multiparty	Minister of Finance and Economic Planning Friday Jumbe
Leader President Bakili Muluzi	UN Human Development Index (2003) Malawi ranks 162nd among 175 countries
Minister of Foreign Affairs Lillian Patel	Canadian official development assistance \$29.03 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP \$2.9 billion (2002)	Inflation rate 17.5% (2002)
Real GDP growth rate 2.6% (2002)	Unemployment rate Not available
GDP per capita \$255 (2002)	
Main exports Tobacco, tea, sugar, cotton	
Main imports Petroleum products, transport equipment, foodstuffs	
Canadian imports from Malawi \$1.6 million (2002), including tea, toys and models, live ornamental fish, edible nuts	
Canadian exports to Malawi \$6.1 million (2002), including worn clothing, potassium chloride, printed matter, dried peas, maize	

Canadian Representative

David Stockwell, High Commissioner, The Canadian High Commission to Malawi
c/o The Canadian High Commission to Zambia, P.O. Box 31313, Lusaka, Zambia, 10101
Phone: (011-260-1) 25 08 33, Fax: (011-260-1) 25 41 76, Website: www.infoexport.gc.ca/zm

MALAYSIA

Capital: Kuala Lumpur

GEODATA

Area

329,758 km²

Population

24.5 million (2002)

Major languages

Malay, English, Hokkien, Cantonese, Tamil

Population growth rate

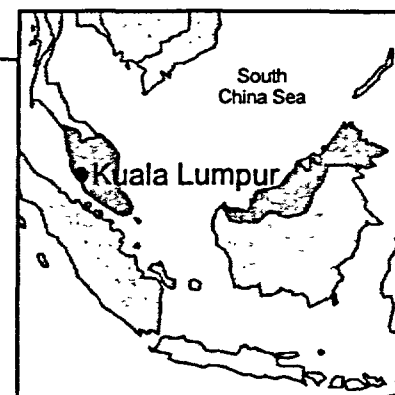
2.2% (2002)

Major religious groups

Muslim (58%), Buddhist and Taoist (26%)

Surrounding countries

Brunei, Indonesia, Singapore, Thailand, Vietnam



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

Minister of Foreign Affairs

Syed Hamid Albar

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Representatives; multiparty

Minister of International Trade and Industry

Rafidah Aziz

Leaders

Head of State: The Yang di-Pertuan Agong XII
Prime Minister Mahathir bin Mohamad

UN Human Development Index (2003)

Malaysia ranks 58th among 175 countries

Canadian official development assistance

\$1.69 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP

\$149 billion (2002)

Inflation rate

1.8% (2002)

Real GDP growth rate

4.1% (2002)

Unemployment rate

3.5% (2002)

GDP per capita

\$6,075 (2002)

Main exports

Electronics, electrical machinery, petroleum, timber and logs, textiles, palm oil

Main imports

Machinery and transport equipment, chemicals, food, fuel and lubricants

Canadian imports from Malaysia

\$2 billion (2002), including computers and peripherals and parts

Canadian exports to Malaysia

\$491.3 million (2002), including potassium chloride, aircraft, wheat and meslin, soy beans, newsprint

Canadian Representative

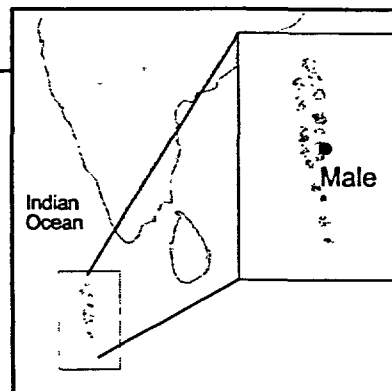
Melvyn MacDonald, High Commissioner, The Canadian High Commission
17th Floor, Menara Tan & Tan, 207 Jalan Tun Razak (P.O. Box 10990) Kuala Lumpur, Malaysia, 50732
Phone: (011-60-3) 2718-3333, Fax: (011-60-3) 2718-3391, Website: www.dfait-macchi.gc.ca/kualalumpur

MALDIVES

Capital: Male

GEODATA

Area 300 km ²	Population 280,549 (2002)
Major languages Dhivehi (dialect of Sinhalese), English	Population growth rate 1.7% (2002)
Major religious group Sunni Muslim (99%)	
Surrounding countries India, Sri Lanka	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	Minister of Trade and Industry Abdulla Yameen
National legislature Single chamber: People's Council	UN Human Development Index (2003) Maldives ranks 86th among 175 countries
Leader President Maumoon Abdul Gayoom	Canadian official development assistance \$620,000 (2001-2)
Minister of Foreign Affairs Fathulla Jameel	

ECONOMIC DATA

GDP \$1 billion (2002)	Inflation rate 0.9% (2002)
Real GDP growth rate 2.3% (2002)	Unemployment rate Not available
GDP per capita \$3,580 (2002)	
Main exports Fish, clothing	
Main imports Consumer goods, intermediate and capital goods, petroleum products	
Canadian imports from Maldives \$2.8 million (2002), including woven cotton apparel, video cameras, fish products	
Canadian exports to Maldives \$3.8 million (2002), including turbine engines; aircraft parts; radio, television and radar parts; telecommunications equipment	

Canadian Representative

Valerie Raymond, High Commissioner, The Canadian High Commission to Maldives
c/o The Canadian High Commission to Sri Lanka, P.O. Box 1006, Colombo, 07, Sri Lanka
Phone: (011-94-1) 2695841, Fax: (011-94-1) 2687049, Website: www.infoexport.gc.ca/lk

MALTA

Capital: Valletta

GEODATA

Area
316 km²

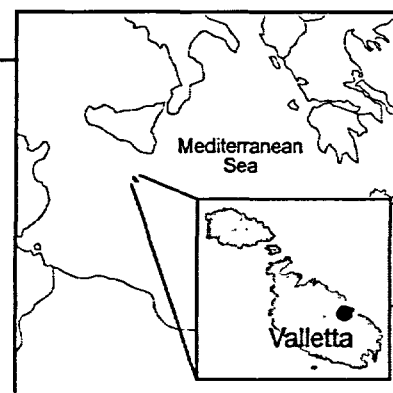
Population
385,941 (2002)

Major languages
Maltese and English (both official)

Population growth rate
0.5% (2002)

Major religious group
Roman Catholic (91%)

Surrounding country
Italy



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

National legislature
Single chamber: House of Representatives;
multiparty

Leaders
President Guido de Marco
Prime Minister Eddie Fenech Adami

Minister of Foreign Affairs
Joe Borg

Minister of Finance and Economic Affairs
John Dalli

Minister of Information Technology and Investment
Austin Gatt

UN Human Development Index (2003)
Malta ranks 33rd among 175 countries

Canadian official development assistance
\$290,000 (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP
\$6.1 billion (2002)

Inflation rate
2.19% (2002)

Real GDP growth rate
1% (2002)

Unemployment rate
5.2% (2002)

GDP per capita
\$15,719 (2002)

Main exports
Machinery and transport equipment, manufactured goods

Main imports
Machinery and transport equipment, manufactured goods, food, drink, tobacco

Canadian imports from Malta
\$13.4 million (2002), including women's and girls' woven cotton apparel, integrated circuits, electrical switches and relays

Canadian exports to Malta
\$10.3 million (2002), including boring and sinking machinery parts, canary seed, newsprint, instruments to measure and check semiconductors, frozen beef

Canadian Representative

Robert Fowler, High Commissioner, The Canadian High Commission to Malta
c/o The Canadian Embassy, Via G.B. de Rossi 27, Rome, Italy, 00161

Phone: (011-39-06) 44598.1, Fax: (011-39-06) 445983754, Websites: www.canada.it, www.infoexport.gc.ca/it

MAURITIUS

Capital: Port Louis

GEODATA

Area
2,040 km²

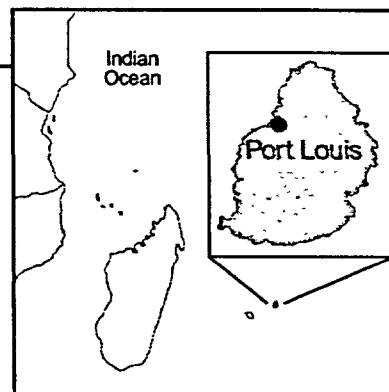
Population
1.2 million (2002)

Major languages
English (official), French (official),
Creole, Hindi, Urdu, Hakka, Bhojpuri

Population growth rate
0.9% (2002)

Major religious groups
Hindu (52%), Roman Catholic (26%),
Muslim (17%)

Surrounding country
Madagascar



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

**Minister of Commerce, Industry and
International Trade**
Jaya Krishna Cuttaree

National legislature
Single chamber: National Assembly; multiparty

UN Human Development Index (2003)
Mauritius ranks 62nd among 175 countries

Leaders
President Anerood Jugnauth
Prime Minister Paul Raymond Bérenger

Canadian official development assistance
\$1.24 million (2001-2)

**Minister of Foreign Affairs and Regional Co-
operation**
Anil Kumarsingh Gayan

ECONOMIC DATA

GDP
\$7.5 billion (2002)

Inflation rate
6.4% (2002)

Real GDP growth rate
2.2% (2002)

Unemployment rate
9.8% (2002)

GDP per capita
\$6,163 (2002)

Main exports
Manufactured goods, sugar

Main imports
Manufactured goods, machinery and transport equipment, food

Canadian imports from Mauritius
\$13.8 million (2002), including woven and knit cotton apparel, live primates

Canadian exports to Mauritius
\$4.5 million (2002), including aircraft parts, printing machinery, accounting machines, dried lentils, telephone sets

Canadian Representative

Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission to Mauritius
c/o The Canadian High Commission to South Africa, Private Bag X13, Hatfield 0028, Pretoria, South Africa
Phone: (27-12) 422-3000, Fax: (27-12) 422-3052, Websites: www.dfait-maeci.gc.ca/southafrica, www.infoexport.gc.ca/za

November 2003

MOZAMBIQUE

Capital: Maputo

GEODATA

Area
801,590 km²

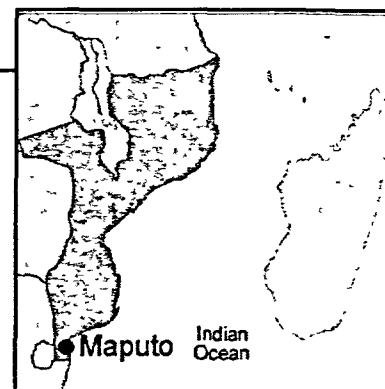
Major languages
Portuguese (official), indigenous dialects

Major religious groups
Indigenous beliefs (50%),
Christian (30%), Muslim (20%)

Surrounding countries
Malawi, South Africa, Swaziland, Tanzania, Zambia, Zimbabwe

Population
18.5 million (2002 est.)

Population growth rate
1.9% (2002 est.)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

National legislature
Single chamber: Assembly of the Republic;
multiparty

Leaders
President Joachim Alberto Chissano
Prime Minister Pascoal Mocumbi

Minister of Foreign Affairs and Co-operation
Leonardo Santos Simao

Minister of Industry and Commerce
Carlos Morgado

Minister of Planning and Finance
Luisa Diogo

UN Human Development Index (2003)
Mozambique ranks 170th among 175 countries

Canadian international development assistance
\$27.34 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP
\$5.7 billion (2002 est.)

Real GDP growth rate
7.7% (2002 est.)

GDP per capita
\$305 (2002)

Main exports
Aluminum, prawns, cotton, cashews, timber

Main imports
Machinery, vehicles and spare parts, fuel

Canadian imports from Mozambique
\$175,000 (2002), including cashews, peppers, black tea, live reptiles, electronic micro-assemblies

Canadian exports to Mozambique
\$13.5 million (2002), including wheat and meslin; used clothing; aluminum bars, rods, and profiles; printed matter; fans

Inflation rate
16.8% (2002 est.)

Unemployment rate
Not available

Canadian Representative

John Schram, High Commissioner, The Canadian High Commission
Avenida Julius Nyerere, No. 1128 (P.O. Box 1578) Maputo, Mozambique
Phone: (011-258-1) 493-923, Fax: (011-258-1) 491-709, Website: www.infoexport.gc.ca/mz

NAMIBIA

Capital: Windhoek

GEODATA

Area

825,418 km²

Major languages

Afrikaans, English (official), German, Oshivambo, Herero, Nama

Major religious groups

Lutheran (45%), other Christian (35-45%), indigenous beliefs (10%-20%)

Surrounding countries

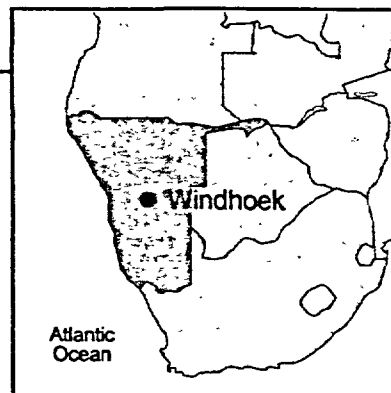
Angola, Botswana, South Africa, Zambia

Population

1.9 million (2002 est.)

Population growth rate

1.8% (2002 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Upper chamber: National Council

Lower chamber: National Assembly; multiparty

Leader

President Sam Nujoma

Minister of Foreign Affairs

Hipido Hamutenya

Minister of Finance and Trade

Jessie Nyamu

UN Human Development Index (2003)

Namibia ranks 124th among 175 countries

Canadian official development assistance

\$1.52 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP

\$4.9 billion (2001 est.)

Real GDP growth rate

2.3% (2002 est.)

GDP per capita

\$2,629 (2001)

Main exports

Diamonds, manufactured goods

Main imports

Foodstuffs, electrical machinery, vehicles and transport equipment

Canadian imports from Namibia

\$20.1 million (2002), including uranium and its compounds, circular saw blades and parts, non-industrial diamonds, digital integrated circuits, recorded data discs

Canadian exports to Namibia

\$1.1 million (2002), including computers, parts and accessories; cast iron and steel products; frozen potatoes

Canadian Representative

Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission to Namibia

c/o The Canadian High Commission to South Africa, Private Bag X13, Hatfield 0028, Pretoria, South Africa

Phone: (011-27-12) 422-3000, Fax: (011-27-12) 422-3052, Websites: www.dfait-maeci.gc.ca/southafrica, www.infoexport.gc.ca/za

November 2003

NAURU

Capital: Yaren

GEODATA

Area
21 km²

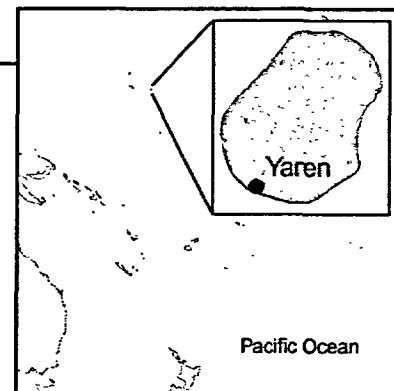
Population
12,570 (mid-2003)

Major languages
Nauruan (official), English

Population growth rate
2.4% (1995-2000)

Major religious group
Christian

Surrounding countries
Caroline Islands, Kiribati, Marshall Islands, Papua New Guinea, Solomon Islands



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Minister of External Affairs
Rene Harris

National legislature
Single chamber: Parliament; multiparty

UN Human Development Index (2003)
Not listed

Leader
President Rene Harris

ECONOMIC DATA

GDP
\$50.5 million (2000)

Inflation rate
Not available

Real GDP growth rate
Not available

Unemployment rate
Not available

GDP per capita
\$4,263 (2000)

Main exports
Phosphates

Main imports
Food, fuel, manufactured goods, building materials, machinery

Canadian imports from Nauru
\$491,000 (2002), including nickel, brake system parts for motor vehicles, cement, video projectors, paper

Canadian exports to Nauru
\$3,000 (2002), including transmission equipment, boards and panels; telephonic equipment parts; electrical machines; telephone sets

Canadian Representative

Jean T. Fournier, High Commissioner, The Canadian High Commission to Nauru
c/o The Canadian High Commission to Australia, Commonwealth Avenue, Canberra, ACT, Australia, 2600
Phone: (011-61-2) 6273-3844, Fax: (011-61-2) 6270-4069, Website: www.dfait-maeci.gc.ca/australia

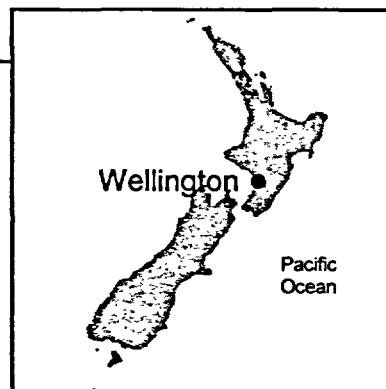
November 2003

NEW ZEALAND

Capital: Wellington

GEODATA

Area 270,534 km ²	Population 3.9 million (2002)
Major languages English, Maori	Population growth rate 1.4% (2002 est.)
Major religious groups Anglican (24%), Presbyterian (18%), Roman Catholic (15%)	
Surrounding country Australia	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	Minister of Foreign Affairs and Trade Phil Goff
National legislature Single chamber: House of Representatives; multiparty	Minister for Trade Negotiations Jim Sutton
Leaders Governor General Sylvia Cartwright Prime Minister Helen Clark	UN Human Development Index (2003) New Zealand ranks 20th among 175 countries

ECONOMIC DATA

GDP \$89.2 billion (2002 est.)	Inflation rate 2.7% (2002)
Real GDP growth rate 3.4% (2002)	Unemployment rate 5.2% (2002)
GDP per capita \$22,620 (2002)	
Main exports Beef, fruit, fish, livestock, wool, dairy products, chemicals, forestry products, manufactured goods	
Main imports Petroleum, machinery, motor vehicles, manufactured goods, animal and vegetable oils	
Canadian imports from New Zealand \$555.1 million (2002), including frozen meat, dairy products	
Canadian exports to New Zealand \$211.3 million (2002), including potassium chloride, lumber (coniferous wood), frozen pork, simulated-flight trainers and parts, ammonium sulphate	

Canadian Representative

John Donaghy, High Commissioner, The Canadian High Commission
3rd Floor, 61 Molesworth Street (P.O. Box 12049) Thorndon, Wellington, New Zealand, 7301

Phone: (011-64-4) 473-9577, Fax: (011-64-4) 471-2082. Websites: www.wellington.gc.ca, www.infoexport.gc.ca/nz

November 2003

NIGERIA

Capital: Abuja

GEODATA

Area

923,770 km²

Major languages

English (official), Hausa, Yoruba, Igbo (Ibo), Fulani

Major religious groups

Muslim (50%), Christian (40%), indigenous beliefs (10%)

Surrounding countries

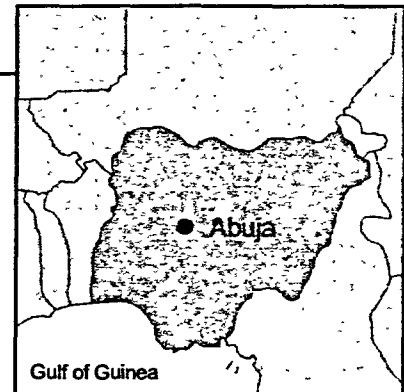
Benin, Cameroon, Chad, Niger

Population

122.4 million (2002)

Population growth rate

3% (2002)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Representatives; multiparty

Leader

President Olusegun Obasanjo

Minister of Foreign Affairs

Oluyemi Adeniji

Minister of Commerce

Idris Waziri

UN Human Development Index (2003)

Nigeria ranks 152nd among 175 countries

Canadian official development assistance

\$21.67 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP

\$66.1 billion (2001 est.)

Real GDP growth rate

3.3% (2002)

GDP per capita

\$556 (2001 est.)

Main exports

Petroleum and petroleum products, cocoa, rubber

Main imports

Machinery, chemicals, transport equipment, manufactured goods, food, live animals

Canadian imports from Nigeria

\$203.9 million (2002), including crude oil, cocoa beans and paste, heavy petroleum oil products, furniture parts

Canadian exports to Nigeria

\$80.7 million (2002), including wheat and meslin, boring and sinking machinery parts, plastic, transmission and reception apparatus, engine and motor parts

Inflation rate

13.6% (2002 est.)

Unemployment rate

Not available

Canadian Representative

Howard Strauss, High Commissioner, The Canadian High Commission
3-A Bobo Street, Maitama, Abuja, Nigeria

Phone: (011-234-9) 413-9910, Fax: (011-234-9) 413-9911, Website: www.infoexport.gc.ca/ng

PAPUA NEW GUINEA

Capital: Port Moresby

GEODATA

Area
463,000 km²

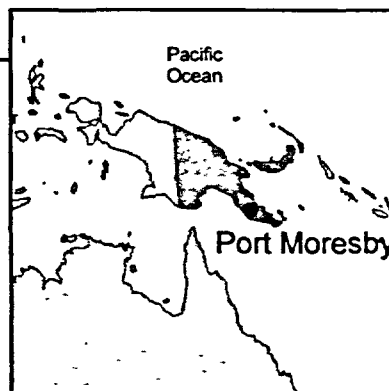
Major languages
English, pidgin English, Motu

Major religious groups
Indigenous beliefs (34%), Roman Catholic (22%), Lutheran (16%)

Surrounding country
Indonesia

Population
5.6 million (2002 est.)

Population growth rate
1.8% (2002 est.)



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

National legislature
Single chamber: National Parliament; multiparty

Leaders
Governor General Silas Atopare
Prime Minister Michael Somare

Minister for Foreign Affairs
Rabbie Namaliu

Minister for Trade and Industry
Deputy Prime Minister Allan Marat

UN Human Development Index (2003)
Papua New Guinea ranks 132nd among 175 countries

Canadian official development assistance
\$800,000 (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP
\$4.5 billion (2002)

Real GDP growth rate
3.1% (2002 est.)

GDP per capita
\$799 (2002)

Main exports
Crude oil, gold, copper, coffee, palm oil, forest products, copra oil, cocoa, copra

Main imports
Machinery and transport equipment, manufactured goods, food, live animals, mineral fuel and lubricants, chemicals

Canadian imports from Papua New Guinea
\$1 million (2002), including black tea, coffee, cocoa beans, vanilla beans, lumber

Canadian exports to Papua New Guinea
\$1.52 million (2002), including chainsaw blades, grinding balls and similar iron or steel cast articles for mills, stone-handling machinery parts, turbine parts, aircraft parts

Canadian Representative

Jean T. Fournier, High Commissioner, The Canadian High Commission to Papua New Guinea
c/o The Canadian High Commission to Australia, Commonwealth Avenue, Canberra, ACT, Australia, 2600
Phone: (011-61-2) 6273-3844, Fax: (011-61-2) 6270-4069, Website: www.dfait-maeci.gc.ca/australia

November 2003

ST. KITTS-NEVIS

Capital: Basseterre

GEODATA

Area
269 km²

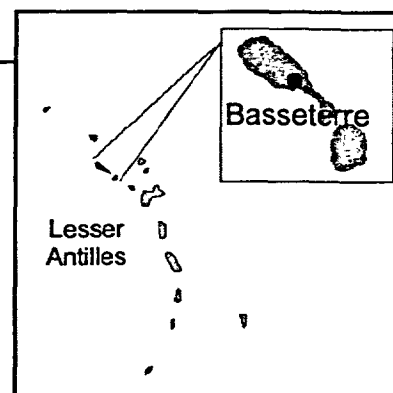
Population
50,400 (2002)

Major language
English (official)

Population growth rate
5% (2002)

Major religious groups
Anglican, Protestant,
Roman Catholic

Surrounding countries
Anguilla (U.K.), Antigua and Barbuda, Montserrat (U.K.)



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

Minister of Foreign Affairs
Timothy Harris

National legislature
Single chamber: House of Assembly; multiparty

UN Human Development Index (2003)
St. Kitts-Nevis rank 51st among 175 countries

Leaders
Governor General Cuthbert Sebastian
Prime Minister Denzil Douglas

Canadian official development assistance
\$1.2 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP
\$546 million (2002)

Inflation rate
2.3% (2002)

Real GDP growth rate
-1.9% (2002)

Unemployment rate
Not available

GDP per capita
\$10,834 (2002)

Main exports
Machinery, food, electronics, beverages, tobacco

Main imports
Machinery, manufactured goods, food, fuel

Canadian imports from St. Kitts-Nevis
\$7.5 million (2002), including electrical equipment and parts (boards, panels, etc.)

Canadian exports to St. Kitts-Nevis
\$28.6 million (2002), including iron and steel structures and parts, plastic articles, laminated wood products for construction use, metal mountings and fittings, chandeliers and light fixtures

Canadian Representative

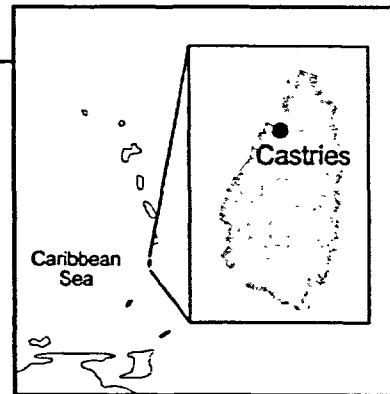
Joanne Goulet, Acting High Commissioner, The Canadian High Commission to St. Kitts-Nevis
c/o The Canadian High Commission to Barbados, Bishop's Court Hill, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbados
Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 429-3780, Websites: www.bridgetown.gc.ca, www.infoexport.gc.ca/bb

ST. LUCIA

Capital: Castries

GEODATA

Area 616 km ²	Population 159,133 (2002)
Major languages English (official), Creole	Population growth rate 0.7% (2002)
Major religious group Roman Catholic (90%)	
Surrounding countries Barbados, Martinique (France), St. Vincent and the Grenadines	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	Minister of External Affairs and International Trade Julian Hunte
National legislature Upper chamber: Senate Lower chamber: House of Assembly; multiparty	UN Human Development Index (2003) St. Lucia ranks 71st among 175 countries
Leaders Governor General Calliopa Pearlette Louisy Prime Minister Kenneth Anthony	Canadian official development assistance \$1.35 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP \$1.1 billion (2002)	Inflation rate -0.2% (2002)
Real GDP growth rate 0.1% (2002)	Unemployment rate Not available
GDP per capita \$6,633 (2002)	
Main exports Bananas, clothing, cocoa, fruit and vegetables, coconut oil	
Main imports Food, manufactured goods, machinery and transportation equipment, chemicals, fuels	
Canadian imports from St. Lucia \$400,000 (2002), including electrical resistors, green tea, food preparations, peppers	
Canadian exports to St. Lucia \$9.7 million (2002), including dairy products, computers and peripherals, telephonic equipment parts, rubber tires, metal mountings and fittings	

Canadian Representative

Joanne Goulet, Acting High Commissioner, The Canadian High Commission to St. Lucia
c/o The Canadian High Commission to Barbados, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbados

Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 429-3780, Websites: www.bridgetown.gc.ca, www.infoexport.gc.ca/bb

ST. VINCENT AND THE GRENADINES

Capital: Kingstown

GEODATA

Area
340 km²

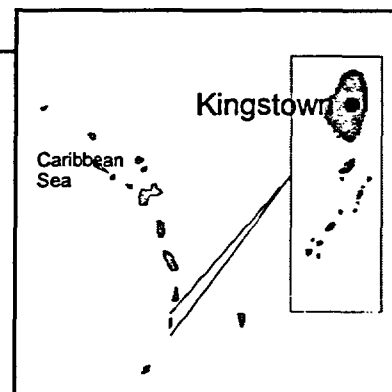
Population
112,100 (2002 est.)

Major language
English (official)

Population growth rate
0.1% (2002 est.)

Major religious groups
Anglican (47%), Methodist (28%),
Roman Catholic (13%)

Surrounding countries
Grenada, St. Lucia, Trinidad and Tobago



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

Minister of Foreign Affairs, Commerce and Trade
Louis Straker

National legislature
Upper chamber: Senate
Lower chamber: House of Assembly; multiparty

Minister of Tourism and Culture
Rene Baptiste

Leaders
Governor General Charles Antrobus
Prime Minister Ralph Gonsalves

UN Human Development Index (2003)
St. Vincent and the Grenadines rank 80th among
175 countries

Canadian official development assistance
\$1.43 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP
\$535 million (2002)

Inflation rate
0.3% (2002 est.)

Real GDP growth rate
0.7% (2002 est.)

Unemployment rate
Not available

GDP per capita
\$4,776 (2002)

Main exports
Bananas, eddoes and dasheen (taro), arrowroot starch, tennis rackets

Main imports
Foodstuffs, machinery and equipment, chemicals and fertilizers, minerals and fuels

Canadian imports from St. Vincent and the Grenadines
\$600,000 (2002), including frozen tuna, nutmeg, frozen fish, fruit mixtures, food preparations

Canadian exports to St. Vincent and the Grenadines
\$4 million (2002), including dairy products, wheat and meslin flour, metal office furniture, zinc compounds, printed matter

Canadian Representative

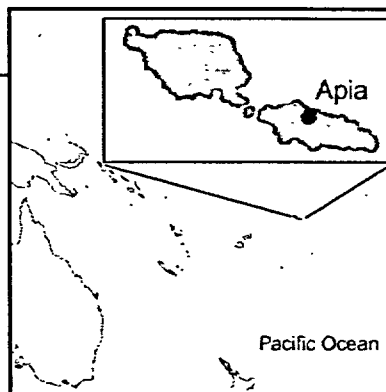
Joanne Goulet, Acting High Commissioner, The Canadian High Commission to Saint Vincent and the Grenadines
c/o The Canadian High Commission to Barbados, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbados
Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 429-3780, Websites: www.bridgetown.gc.ca, www.infoexport.gc.ca/bb

SAMOA

Capital: Apia

GEODATA

Area 2,860 km ²	Population 176,200 (2002)
Major languages Samoan (Polynesian), English	Population growth rate 1.3% (2002)
Major religious group Christian	
Surrounding countries Fiji, New Zealand, Tuvalu, United States (American Samoa)	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	Minister of Finance Tuilaepa Sailele Malielegaoi
National legislature Single chamber: Legislative Assembly	UN Human Development Index (2003) Samoa ranks 70th among 175 countries
Leaders Malietoa Tanumafili II Prime Minister Tuilaepa Sailele Malielegaoi	
Minister of Foreign Affairs Tuilaepa Sailele Malielegaoi	

ECONOMIC DATA

GDP \$414 million (2002 est.)	Inflation rate 8.1% (2002 est.)
Real GDP growth rate 1.81% (2002 est.)	Unemployment rate Not available
GDP per capita \$2,350 (2002 est.)	
Main exports Coconut oil and cream, copra, fish, beer	
Main imports Intermediate goods, food, capital goods	
Canadian imports from Samoa \$140,000 (2002), including knitted cashmere and wool apparel; blank sound tapes and CDs; gear cutting, grinding and finishing machines; computer parts and accessories	
Canadian exports to Samoa \$180,000 (2002), including lumber, machines for food and beverage preparation, plywood, poultry incubators and brooders, vessels and lifeboats	

Canadian Representative

John Donaghy, High Commissioner, The Canadian High Commission to Samoa
c/o The Canadian High Commission to New Zealand, P.O. Box 12049, Thorndon, Wellington, New Zealand, 7301
Phone: (011-64-4) 473-9577, Fax: (011-64-4) 471-2082, Websites: www.wellington.gc.ca, www.infoexport.gc.ca/nz

SEYCHELLES

Capital: Victoria

GEODATA

Area
455 km²

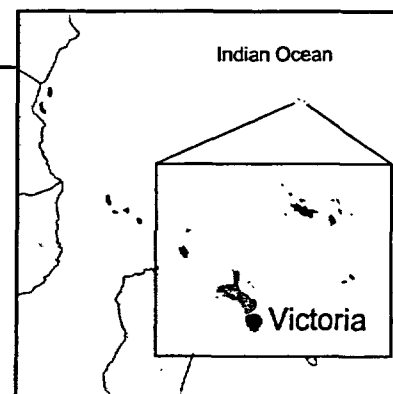
Major languages
Creole, English (official), French (official)

Major religious group
Roman Catholic (86.6%)

Surrounding country
Madagascar

Population
82,000 (2002)

Population growth rate
1.2% (2002 est.)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

National legislature
Single chamber: National Assembly; multiparty

Leader
President France Albert René

Minister of Foreign Affairs
Jeremie Bonnelame

Minister of Industries and International Business
Jaquelin Dugasse

Minister of Finance
Vice-President James Michel

UN Human Development Index (2003)
Seychelles ranks 36th among 175 countries

Canadian official development assistance
\$1.15 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP
\$1.1 billion (2002)

Real GDP growth rate
1.5% (2002 est.)

GDP per capita
\$13,384 (2002)

Main exports
Canned tuna, prawns and frozen fish

Main imports
Machinery and transport equipment, manufactured goods,

Canadian imports from Seychelles
\$300,000 (2002), including peaches, parts and accessories for photocopying equipment, cinnamon, tomatoes, women's and girls' woven cotton apparel

Canadian exports to Seychelles
\$1.6 million (2002), including turbines, concentrated milk and cream, fresh or frozen pork

Inflation rate
0.2% (2002)

Unemployment rate
Not available

Canadian Representative

Janet Graham, High Commissioner, The Canadian High Commission to Seychelles
c/o the Canadian High Commission to Tanzania, P.O. Box 1022, Dar es Salaam, Tanzania

Phone: (011-255-22) 211-2831, Fax: (011-255-22) 211-6897, Websites: www.dfait-maeci.gc.ca/tanzania, www.infoexport.gc.ca/tz

November 2003

SIERRA LEONE

Capital: Freetown

GEODATA

Area
71,740 km²

Major languages
Mende, Temne, English, Krio

Major religious groups
Muslim (60%), indigenous beliefs (30%), Christian (10%)

Surrounding countries
Guinea, Liberia

Population
4.7 million (2002 est.)

Population growth rate
1.9% (2002)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

National legislature
Single chamber: House of Representatives;
multiparty

Leader
President Ahmad Tejan Kabbah

**Minister of Foreign Affairs and International
Co-operation**
Momodu Koroma

Minister of Trade and Industry
Kadi Sesay

Minister of Finance
Joseph B. Dauda

UN Human Development Index (2003)
Sierra Leone ranks 175th among 175 countries

Canadian official development assistance
\$14.39 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP
\$1.2 billion (2001)

Real GDP growth rate
5.4% (2001)

GDP per capita
\$252 (2001)

Main exports
Rutile, bauxite, diamonds, coffee, fish, cocoa

Main imports
Foodstuffs, machinery and equipment, fuels and lubricants

Canadian imports from Sierra Leone
\$2.5 million (2002), including motors and generators, metal hinges, electro-mechanical domestic appliances, seats with wooden frames

Canadian exports to Sierra Leone
\$5.5 million (2002), including used clothing, dried peas, telecommunications instruments and apparatus, transmission and reception apparatus, lead-acid electric accumulators

Canadian Representative
Philippe Beaulne, High Commissioner, The Canadian High Commission to Sierra Leone
c/o The Canadian Embassy, P.O. Box 99, Conakry, Guinea
Phone: (011-224) 46 23 95, Fax: (011-224) 46 42 35, Website: infoexport.gc.ca/gn

November 2003

SINGAPORE

Capital: Singapore

GEODATA

Area
682.3 km²

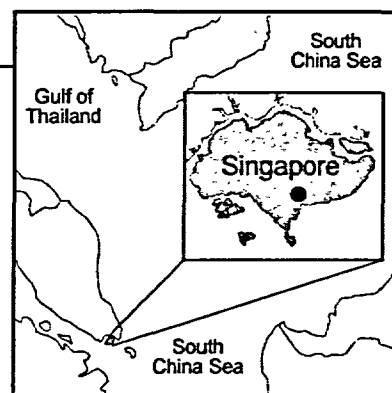
Major languages
English, Chinese, Malay, Tamil

Major religious groups
Buddhist (31%), Taoist (22%),
Muslim (15%), Christian (12%)

Surrounding countries
Indonesia, Malaysia

Population
4.2 million (2002)

Population growth rate
0.8% (2002)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

National legislature
Single chamber: Parliament; multiparty

Leaders
President Sellapan Rama Nathan
Prime Minister Goh Chok Tong

Minister for Foreign Affairs
Shanmugam Jayakumar

Minister for Trade and Industry
George Yong-Boon Yeo

UN Human Development Index (2003)
Singapore ranks 28th among 175 countries

Canadian official development assistance
\$190,000 (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP
\$136.6 billion (2002)

Real GDP growth rate
2.2% (2002)

GDP per capita
\$32,800 (2002)

Main exports

Machinery and equipment, chemicals, petroleum products, rubber, manufactured goods, processed foods, coconut oil, palm oil, copra

Main imports

Machinery and equipment, chemicals, manufactured goods, food, mineral fuel

Canadian imports from Singapore

\$988.7 million (2002), including computers and peripherals, and parts

Canadian exports to Singapore

\$576 million (2002), including integrated circuits, turbine parts, nickel, medicine

Inflation rate
-0.4% (2002)

Unemployment rate
5.2% (2002)

Canadian Representative

High Commissioner, The Canadian High Commission

80 Anson Road, Floors 14-15, Singapore 079907 (P.O. Box 845, Robinson Road, Singapore, 901645) Singapore

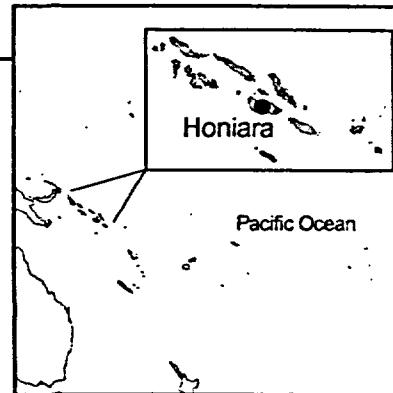
Phone: (011-65) 325-3200, Fax: (011-65) 325-3294, Websites: www.singapore.gc.ca, www.infoexport.gc.ca/sg

SOLOMON ISLANDS

Capital: Honiara

GEODATA

Area 28,450 km ²	Population 476,000 (2001)
Major languages English (official), Melanesian	Population growth rate 2.9% (2002 est.)
Major religious groups Anglican (45%), Protestant (33%), Roman Catholic (18%)	
Surrounding countries Australia, Fiji, Nauru, Papua New Guinea, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	Minister of Foreign Affairs Laurie Hok Si Chan
National legislature Single chamber: National Parliament	UN Human Development Index (2003) The Solomon Islands rank 123rd among 175 countries
Leaders Governor General John Lapli Prime Minister Allan Kemakeza	Canadian official development assistance \$940,000 (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP \$410 million (2001)	Inflation rate 15.4% (2002)
Real GDP growth rate -2.4% (2002)	Unemployment rate Not available
GDP per capita \$862 (2001)	
Main exports Timber, fish, copra, palm oil	
Main imports Food and beverages, petroleum, machinery	
Canadian imports from the Solomon Islands \$55,000 (2002), including sculptures and statues, tools, knitted cotton apparel, computers and parts and accessories	
Canadian exports to the Solomon Islands \$148,000 (2002), including machines and mechanical appliances, chainsaw blades and parts, broadcasting apparatus parts, hand tools	

Canadian Representative

Jean T. Fournier, High Commissioner, The Canadian High Commission to Solomon Islands
c/o The Canadian High Commission to Australia, Commonwealth Avenue, Canberra, ACT, Australia, 2600
Phone: (011-61-2) 6273-3844, Fax: (011-61-2) 6270-4069, Website: www.dfait-maeci.gc.ca/australia

November 2003

SOUTH AFRICA

Capital: Pretoria

GEODATA

Area
1,221,038 km²

Population
45.5 million (2002)

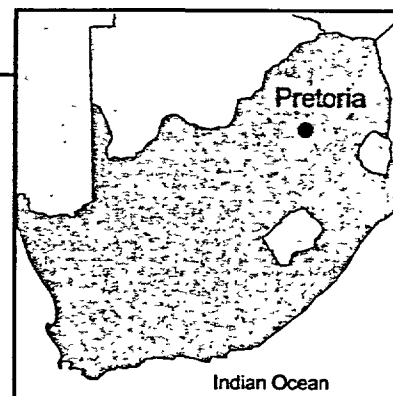
Major languages
Eleven official languages, including English, Afrikaans, Zulu, Pedi, Xhosa

Population growth rate
2% (2002)

Major religious groups
Christian (68%), indigenous beliefs (28%)

Surrounding countries

Botswana, Lesotho, Mozambique, Namibia, Swaziland, Zimbabwe



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Minister of Trade and Industry
Alec Erwin

National legislature
Upper chamber: National Council
Lower chamber: National Assembly; multiparty

Minister of Finance
Trevor Manuel

Leader
President Thabo Mbeki

UN Human Development Index (2003)
South Africa ranks 111th among 175 countries

Minister of Foreign Affairs
Nkosazana Clarice Dlamini-Zuma

Canadian official development assistance
\$17.45 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP
\$164.9 billion (2002)

Inflation rate
9.4% (2002)

Real GDP growth rate
3% (2002)

Unemployment rate
29.4% (February 2002)

GDP per capita
\$3,628 (2002)

Main exports
Metals and metal products, gold, diamonds, machinery, and wine

Main imports
Machinery and appliances, mineral products, chemical products, cereals

Canadian imports from South Africa
\$489.1 million (2002), including platinum, precious metals, fruit, iron and steel, wine

Canadian exports to South Africa
\$254.3 million (2002), including cereals and malt, sulphur, heavy construction equipment, frozen poultry, coal

Canadian Representative

Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission

1103 Arcadia Street, Hatfield (Private Bag X13, Hatfield 0028) Pretoria, South Africa

Phone: (011-27-12) 422-3000, Fax: (011-27-12) 422-3052, Websites: www.dfait-maeci.gc.ca/southafrica, www.infoexport.gc.ca/za

SRI LANKA

Capital: Colombo

GEODATA

Area
65,610 km²

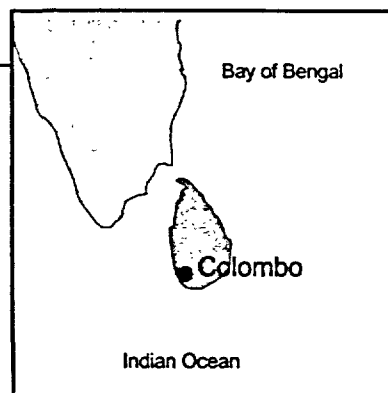
Population
19 million (2002)

Major languages
Sinhala, Tamil, English (in business circles)

Population growth rate
1.5% (2002)

Major religious groups
Buddhist (70%), Hindu (15%)

Surrounding countries
India, Maldives



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Minister of Industrial Development
G. L. Peiris

National legislature
Single chamber: Parliament

UN Human Development Index (2003)
Sri Lanka ranks 99th among 175 countries

Leaders
President Chandrika Bandaranaike Kumaratunga
Prime Minister Ranil Wickremesinghe

Canadian official development assistance
\$18.62 million (2001-2)

Minister of Foreign Affairs
Tyronne Fernando

ECONOMIC DATA

GDP
\$26 billion (2002)

Inflation rate
6.8% (2002)

Real GDP growth rate
4% (2002)

Unemployment rate
9.2% (2002)

GDP per capita
\$1,370 (2002)

Main exports
Textiles and apparel, tea, diamonds, coconut products, petroleum products

Main imports
Machinery and equipment, textiles, petroleum, foodstuffs

Canadian imports from Sri Lanka
\$111.1 million (2002), including women's and girls' woven cotton apparel, knitted gloves and mittens, surgical gloves, black tea, men's and boys' woven apparel (synthetic fibres)

Canadian exports to Sri Lanka
\$20.2 million (2002), including asbestos; transmission and reception apparatus; dried lentils; newsprint; radio, television, and radar parts

Canadian Representative

Valerie Raymond, High Commissioner, The Canadian High Commission
6 Gregory's Road (P.O. Box 1006) Colombo 07, Sri Lanka

Phone: (011-94-1) 2695841, Fax: (011-94-1) 2697049, Website: www.infoexport.gc.ca/lk

November 2003

SWAZILAND

Capital: Mbabane

GEOGRAPHICAL DATA

Area
17,360 km²

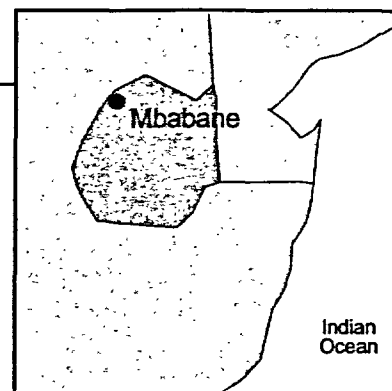
Population
1 million (2002 est.)

Major languages
Siswati and English (both official)

Population growth rate
1.1% (2002 est.)

Major religious groups
Zionist (40%), Roman Catholic (20%),
Muslim (10%)

Surrounding countries
Mozambique, South Africa



POLITICAL DATA

Type of government
Monarchy

Minister of Foreign Affairs and Trade
Roy D.N. Fanourakis

National legislature
Upper chamber: Senate
Lower chamber: House of Assembly

Minister of Finance
Majozi V. Sithole

Leaders
King Mswati III
Prime Minister Barnabas Sibusiso Dlamini

UN Human Development Index (2003)
Swaziland ranks 133rd among 175 countries

Canadian official development assistance
\$1.67 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP
\$1.9 billion (2002)

Inflation rate
11.8% (2002 est.)

Real GDP growth rate
1.6% (2002 est.)

Unemployment rate
Not available

GDP per capita
\$1,954 (2002)

Main exports
Soft drink concentrate, sugar, wood pulp, refrigerators

Main imports
Manufactured goods, machinery and transport equipment

Canadian imports from Swaziland
\$2.4 million (2002), including wooden furniture; measuring and checking instruments, appliances, and machines; safety headgear; citrus fruit; cowhide and horsehide leather

Canadian exports to Swaziland
\$400,000 (2002), including electrical parts for telephonic equipment, sports equipment and accessories, aerospace instruments and appliances, wristwatches, prefabricated buildings

Canadian Representative

Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission to Swaziland
c/o The Canadian High Commission to South Africa, Private Bag X13, Hatfield 0028, Pretoria, South Africa

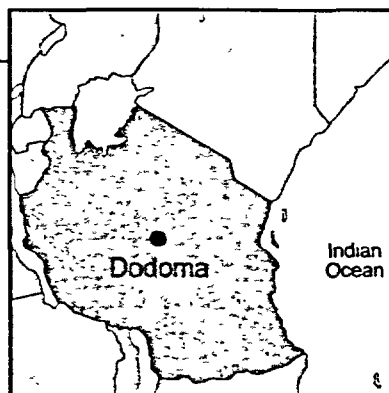
Phone: (011-27-12) 422-3000, Fax: (011-27-12) 422-3052, Websites: www.dfait-maeci.gc.ca/southafrica, www.infoexport.gc.ca/za

TANZANIA

Capital: Dodoma

GEODATA

Area 883,749 km ²	Population 33.6 million (2002)
Major languages Kiswahili and English (both official)	Population growth rate 2.4% (2002)
Major religious groups Christian (30%), Muslim (35%), indigenous beliefs (35%)	
Surrounding countries Burundi, Kenya, Malawi, Mozambique, Rwanda, Uganda, Zambia	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	Minister of Industries and Trade Juma Ngasongwa
National legislature Single chamber: National Assembly; multiparty	Minister of Finance Basil Mramba
Leader President Benjamin William Mkapa	UN Human Development Index (2003) Tanzania ranks 160th among 175 countries
Minister of Foreign Affairs and Co-operation Jakaya Mrisho Kikwete	Canadian official development assistance \$26.39 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP \$13.9 billion (2002)	Inflation rate 4.6% (2002)
Real GDP growth rate 6.2% (2002)	Unemployment rate Not available
GDP per capita \$415 (2002)	
Main exports Coffee, cashews, minerals	
Main imports Machinery and transportation equipment, consumer goods, petroleum products	
Canadian imports from Tanzania \$3.6 million (2002), including cashew nuts, tobacco, coffee, shelled walnuts, agave textile fibres	
Canadian exports to Tanzania \$17.8 million (2002), including used clothing, wheat and meslin, iron and steel grinding balls for mills, boring and sinking machinery parts, mixing and kneading machines for minerals	

Canadian Representative

Janet Graham, High Commissioner, The Canadian High Commission
38 Mirambo Street/Garden Avenue (P.O. Box 1022) Dar es Salaam, Tanzania

Phone: (011-255-22) 211-2831, Fax: (011-255-22) 211-6897, Websites: www.dfait-maeci.gc.ca/tanzania, www.infoexport.gc.ca/tz

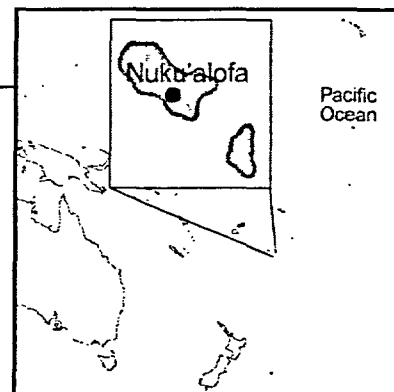
November 2003

TONGA

Capital: Nuku'alofa

GEODATA

Area 747 km ²	Population 101,000 (2002 est.)
Major languages English, Tongan	Population growth rate 0.3% (2002 est.)
Major religious group Christian	
Surrounding countries American Samoa, Fiji, New Zealand, Niue (New Zealand), Samoa, Tuvalu	



POLITICAL DATA

Type of government Monarchy	UN Human Development Index (2003) Not listed
National legislature Single chamber. Legislative Assembly	Canadian official development assistance \$800,000 (2001-2)
Leaders King Taufa'ahau Tupou IV Prime Minister and Crown Prince, Ulukalala Lavaka Ata	
Minister of Foreign Affairs and Defence Crown Prince Ulukalala Lavaka Ata	

ECONOMIC DATA

GDP \$212 million (2002)	Inflation rate 10.3% (2002 est.)
Real GDP growth rate 1.6% (2002 est.)	Unemployment rate Not available
GDP per capita \$2,100 (2002)	
Main exports Coconut oil, desiccated coconut, copra, bananas, taro, vanilla beans, fruit, vegetables, fish, squash	
Main imports Machinery and transportation equipment, manufactured goods, chemicals, fuels, food products	
Canadian imports from Tonga \$29,000 (2002), including coral, shells, cuttle bone, live ornamental fish, crab, mollusks, agricultural and mowing machinery	
Canadian exports to Tonga \$958,000 (2002), including transmission and reception apparatus, turbines, broadcasting apparatus parts, electrical boards and panels, electrical machines and appliances	

Canadian Representative

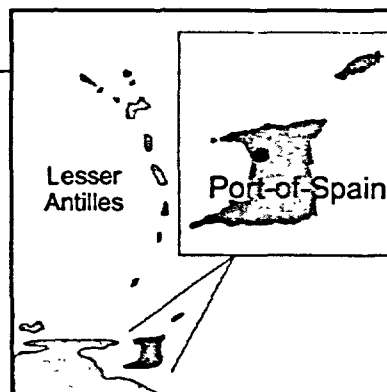
John Donaghy, High Commissioner, The Canadian High Commission to Tonga
c/o The Canadian High Commission to New Zealand, P.O. Box 12049, Thorndon, Wellington, New Zealand, 7301
Phone: (011-64-4) 473-9577, Fax: (011-64-4) 471-2082, Websites: www.wellington.gc.ca, www.infoexport.gc.ca/nz

TRINIDAD AND TOBAGO

Capital: Port-of-Spain

GEODATA

Area 5,130 km ²	Population 1.3 million (2002)
Major language English (official)	Population growth rate 0.7% (2002)
Major religious groups Christian (44%), Hindu (24%)	
Surrounding countries Grenada, Venezuela	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	Minister of Foreign Affairs Knowlson Gift
National legislature Upper chamber: Senate Lower chamber: House of Representatives; multiparty	Minister of Planning and Development Keith Rowley
Leaders President George Maxwell Richards Prime Minister and Minister of Finance Patrick Manning	Minister of Trade and Industry Kenneth Valley
	UN Human Development Index (2003) Trinidad and Tobago ranks 54th among 175 countries
	Canadian official development assistance \$1.79 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP \$15 billion (2002)	Inflation rate 4.15% (2002)
Real GDP growth rate 3.2% (2002)	Unemployment rate 10.4% (2002)
GDP per capita \$11,371 (2002)	
Main exports Petroleum and petroleum products, chemicals, steel products, fertilizers, sugar, cocoa, coffee, citrus, flowers	
Main imports Machinery, transportation equipment, manufactured goods, foodstuffs, live animals	
Canadian imports from Trinidad and Tobago \$166.7 million (2002), including iron products, iron and steel bars and rods, methanol, urea, fresh fish	
Canadian exports to Trinidad and Tobago \$146.6 million (2002), including iron ores and concentrates, newsprint, turbines, computers and peripherals, medicine	

Canadian Representative

Simon Wade, High Commissioner, The Canadian High Commission
Maple House, 3-3A Sweet Briar Road, St. Clair, (P.O. Box 1246) Port-of-Spain, Trinidad and Tobago
Phone: (868) 622-6232, Fax: (868) 628-1830, Websites: www.portofspain.gc.ca, www.infoexport.gc.ca/tt

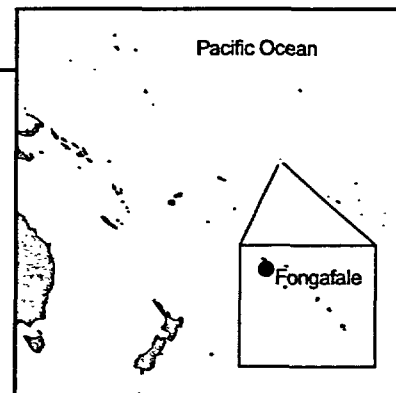
November 2003

TUVALU

Capital: Fongafale

GEODATA

Area 26 km ²	Population 10,800 (2002 est.)
Major languages Tuvaluan, English, Samoan, Kiribati	Population growth rate 2.1% (2002)
Major religious group Church of Tuvalu (Congregational 97%)	
Surrounding countries Fiji, Kiribati, Nauru, Samoa, Solomon Islands, Vanuatu	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	UN Human Development Index (2003) Not listed
National legislature Single chamber: Parliament	Canadian official development assistance \$280,000 (2001-2)
Leaders Governor General Tomasi Puapua Prime Minister Saufatu Sopoanga	
Minister of Foreign Affairs Saufatu Sopoanga	

ECONOMIC DATA

GDP \$20.8 million (2001)	Inflation rate 1.8% (2001 est.)
Real GDP growth rate 4% (2001 est.)	Unemployment rate Not available
GDP per capita \$1,948 (2001)	
Main exports Copra	
Main imports Food, animals, mineral fuels, machinery, manufactured goods	
Canadian imports from Tuvalu Included with Kiribati	
Canadian exports to Tuvalu Included with Kiribati	

Canadian Representative

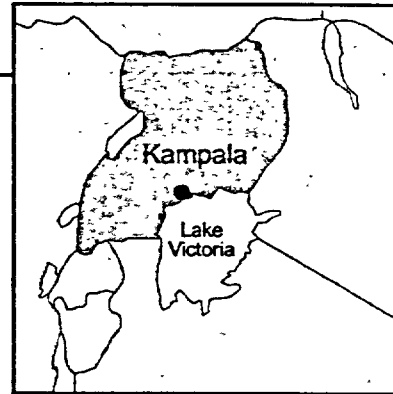
John Donaghy, High Commissioner, The Canadian High Commission to Tuvalu
c/o The Canadian High Commission to New Zealand, P.O. Box 12049, Thorndon, Wellington, New Zealand, 7301
Phone: (011-64-4) 473-9577, Fax: (011-64-4) 471-2082, Websites: www.wellington.gc.ca, www.infoexport.gc.ca/nz

UGANDA

Capital: Kampala

GEODATA

Area 236,040 km ²	Population 23.4 million (2002)
Major languages English (official), Luganda, Kiswahili	Population growth rate 2.5% (2002)
Major religious groups Roman Catholic (33%), Protestant (33%), indigenous beliefs (18%), Muslim (16%)	
Surrounding countries Democratic Republic of Congo, Kenya, Rwanda, Sudan, Tanzania	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	Minister of State for Trade Abel Rwendeire
National legislature Single chamber: National Assembly; multiparty	Minister of Finance Gerald Ssendaula
Leaders President Yoweri Kaguta Museveni	UN Human Development Index (2003) Uganda ranks 147th among 175 countries
Minister of Foreign Affairs James Wapakhabulo	Canadian official development assistance \$30.71 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP \$9 billion (2001)	Inflation rate -0.4% (2002)
Real GDP growth rate 5.5% (2002)	Unemployment rate Not available
GDP per capita \$396 (2001)	
Main exports Coffee, tea, tobacco	
Main imports Machinery, chemical products, transport equipment	
Canadian imports from Uganda \$600,000 (2002), including coffee; unexpanded vermiculite, perlite, and chlorites; fish; printed material; ginger	
Canadian exports to Uganda \$7 million (2002), including potatoes, used clothing; organic and inorganic chemicals; printed matter; stamps, cheque forms, banknotes, and certificates	

Canadian Representative

Jim Wall, High Commissioner, The Canadian High Commission to Uganda
c/o The Canadian High Commission to Kenya, P.O. Box 1013, Nairobi, Kenya, 00621
Phone: (011-254-20) 366-3000, Fax: (011-254-20) 366-3900. Website: www.infoexport.gc.ca/ke

UNITED KINGDOM

Capital: London

GEODATA

Area
241,752 km²

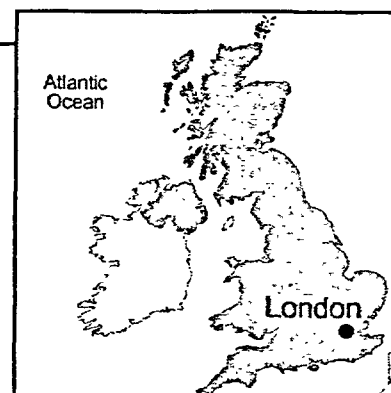
Population
58.9 million (2002)

Major languages
English, Welsh, Gaelic

Population growth rate
0.1% (2002)

Major religious groups
Anglican (45%), Roman
Catholic (15%)

Surrounding countries
Belgium, Denmark, France, Ireland, Netherlands, Norway



POLITICAL DATA

Type of government
Parliamentary democracy

**Secretary of State for Foreign and
Commonwealth Affairs**

Jack Straw

National legislature

Upper chamber: House of Lords

Lower chamber: House of Commons; multiparty

Secretary of State for Industry and Commerce

Patricia Hewitt

Leaders

Queen Elizabeth II

Prime Minister Tony Blair

Chancellor of the Exchequer

Gordon Brown

UN Human Development Index (2003)

The United Kingdom ranks 13th among 175 countries

ECONOMIC DATA

GDP
\$2.46 trillion (2002)

Inflation rate
1.3% (2002)

Real GDP growth rate
1.7% (2002)

Unemployment rate
5.2% (2002)

GDP per capita
\$41,826 (2002)

Main exports

Manufactured goods, fuels, chemicals, food, beverages, tobacco

Main imports

Manufactured goods, machinery, fuels, foodstuffs

Canadian imports from the United Kingdom

\$9.7 billion (2002), including crude oil, aircraft parts, medicaments, gas turbine parts, motor vehicles

Canadian exports to the United Kingdom

\$4.4 billion (2002), including nickel, diamonds, newsprint, computer parts and accessories, wood pulp

Canadian Representative

Mel Cappe, High Commissioner, The Canadian High Commission
Macdonald House, 1 Grosvenor Square, London, United Kingdom, W1K 4AB

Phone: (011-44-20) 7258-6600, Fax: (011-44-20) 7258-6333, Websites: www.london.gc.ca, www.infoexport.gc.ca/uk

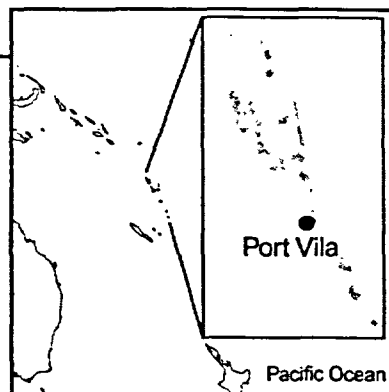
November 2003

VANUATU

Capital: Port Vila

GEODATA

Area 12,190 km ²	Population 202,200 (2002)
Major languages English (official), French (official), Bislama	Population growth rate 2.7% (2002 est.)
Major religious groups Presbyterian (37%), Anglican (15%), Roman Catholic (15%)	
Surrounding countries Fiji, New Caledonia, Solomon Islands, Tuvalu	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	Minister of Foreign Affairs Serge Vohor, Deputy Prime Minister
National legislature Single chamber: Parliament; multiparty	Minister of External Trade Serge Vohor, Deputy Prime Minister
Leaders President John Bani Prime Minister Edward Nipake Natapei	UN Human Development Index (2003) Vanuatu ranks 128th among 175 countries
	Canadian official development assistance \$2.08 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP \$336 million (2002)	Inflation rate 2% (2002 est.)
Real GDP growth rate -0.3% (2002 est.)	Unemployment rate Not available
GDP per capita \$1,662 (2002)	
Main exports Copra, beef, cocoa, kava, timber, coffee	
Main imports Machines and vehicles, food and beverages, manufactured goods, raw materials and fuels, chemicals	
Canadian imports from Vanuatu \$30,000 (2002), including live ornamental fish; preparations of plant parts, seeds, and fruit; mollusks; storage units for computers; watch bands and bracelets and parts	
Canadian exports to Vanuatu \$530,000 (2002), including turbine engine parts, moulds for rubber and plastic, articles of iron or steel, cash registers, chainsaw blades	

Canadian Representative

Jean T. Fournier, High Commissioner, The Canadian High Commission to Vanuatu
c/o The Canadian High Commission to Australia, Commonwealth Avenue, Canberra ACT, Australia, 2600
Phone: (011-61-2) 6273-3844, Fax: (011-61-2) 6270-4069, Website: www.dfait-maeci.gc.ca/australia

November 2003

ZAMBIA

Capital: Lusaka

GEODATA

Area
752,614 km²

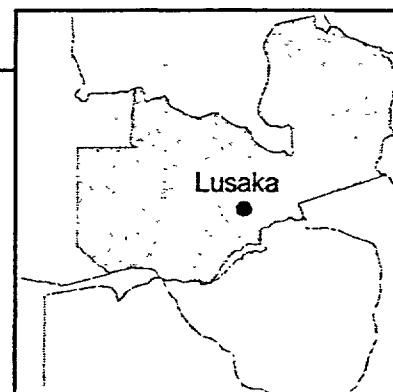
Population
10.3 million (2002)

Major languages
English (official), Bemba, Nyanja,
Tonga

Population growth rate
2.3% (2002)

Major religious groups
Christian (50% to 75%), Muslim and
Hindu (24% to 49%)

Surrounding countries
Angola, Democratic Republic of Congo, Malawi, Mozambique, Namibia,
Tanzania, Zimbabwe



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Minister of Commerce and Industry
Dipak Patel

National legislature
Single chamber: National Assembly; multiparty

Minister of Finance and National Planning
Emmanuel Kasonde

Leader
President Levy P. Mwanawasa

UN Human Development Index (2003)
Zambia ranks 163rd among 175 countries

Minister of Foreign Affairs
Kalombo Mwansa

Canadian official development assistance
\$28.87 million (2001-2)

ECONOMIC DATA

GDP
\$5.8 billion (2002)

Inflation rate
26.7% (2002 est.)

Real GDP growth rate
3.0% (2002)

Unemployment rate
Not available

GDP per capita
\$559 (2002)

Main exports
Copper, cobalt

Main imports
Metal, petroleum

Canadian imports from Zambia

\$1.5 million (2002), including cocoa butter, fats, and oils; granite; precious stones; cocoa paste; live ornamental fish

Canadian exports to Zambia

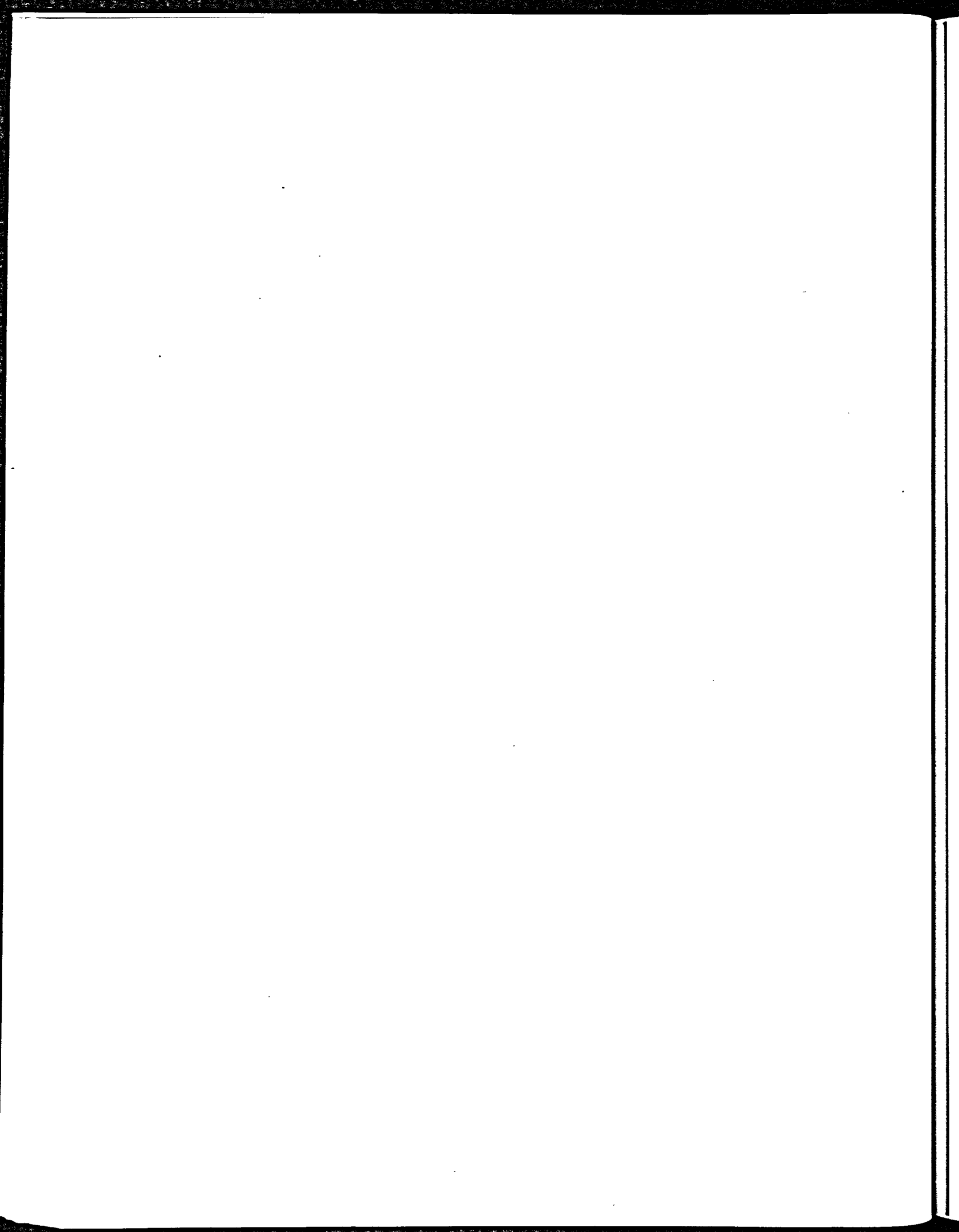
\$8.1 million (2002), including used clothing and other used textile articles, dump trucks, dried peas, rail vehicle parts, construction machinery parts

Canadian Representative

David Stockwell, High Commissioner, The Canadian High Commission
5199 United Nations Avenue (P.O. Box 31313) Lusaka, Zambia, 10101

Phone: (011-260-1) 25 08 33, Fax: (011-260-1) 25 41 76, Website: www.infoexport.gc.ca/zm

**Nigeria:
Commonwealth Host, 2003**



Canada-Nigeria Relations

- Canada and Nigeria first established diplomatic relations in 1960. Canada's support to Nigerians in their struggle to return their country to democratic government after 15 years of military rule has strengthened ties between the two countries.
- During Nigeria's transition to democracy, which began in mid-1998, Canada provided \$1.25 million worth of assistance for the election process. Also, Canada sent technical experts as part of a Commonwealth initiative and election observers in co-operation with the European Union. After suspending operations for one year, Canada's High Commission in Nigeria reopened in November 1998 when it was clear that the transitional military government was returning Nigeria to civilian rule.
- Canada has continued to support Nigeria's democratic development, contributing over \$1.5 million to help strengthen the electoral process for elections in April 2003. This included funding for the Commonwealth's observer mission and funds to train domestic election observers, establish a media results centre, and prevent electoral violence.
- Canada welcomed Nigeria's re-admittance to the Commonwealth in 1999 after it elected a civilian government. Canada and Nigeria have worked together in the Commonwealth Ministerial Action Group, which investigates allegations of serious and persistent violations of human rights and democratic principles, and recommends measures for collective Commonwealth action.
- The importance of Canada's relationship with Nigeria is evident in the number of high-level visits to that country. In 1999 and 2002, Prime Minister Jean Chrétien visited Nigeria during trips to Africa. Nigeria's President Olusegun Obasanjo visited Canada in May 2000 and again in June 2002 to attend the G8 summit in Kananaskis, Alberta. The Secretary of State for Latin America and Africa represented Canada at the May 29, 2003, inauguration of Mr. Obasanjo, who was elected in April to a second term as president.
- The President of Nigeria is one of the key leaders of the New Partnership for Africa's Development (NEPAD). Nigeria is a member of the NEPAD steering committee and chairs the implementation committee. The relationship between Canada and Nigeria has grown stronger in recent years, particularly during Canada's 2002 presidency of the G8, which has a strong focus on Africa.

- In May 2001, the Canada-Nigeria Joint Economic Commission reconvened for the first time since 1990, marking another milestone in Canada-Nigeria relations.

Trade

- Nigeria is Canada's second largest trading partner in sub-Saharan Africa. Two-way trade reached \$284.5 million in 2002. Trade between the two countries has been dominated by commodities, in particular oil and wheat, although this is changing as exports of telecommunications equipment surged in 2003.
- A trade mission to Nigeria in November 2002 led by Canada's International Trade Minister resulted in \$100 million worth of contracts and letters of intent between Canadian and Nigerian companies.
- Canada's merchandise exports to Nigeria amounted to \$80.5 million in 2002 and included wheat, machinery, plastics, and vehicles. Canada's imports from Nigeria were valued at \$204 million in 2002 and were predominantly oil and cocoa.

Development assistance

- In 1990, Canada forgave Nigeria's official development assistance debt of \$42.4 million.
- In 1995, Canada ended country-to-country development assistance to Nigeria after disbursing about \$30 million over the previous 10 years. Support continued in 1996 through three Democratic Development Fund projects valued at \$3 million.
- In 1999, following the election of a civilian government in Nigeria, the Canadian International Development Agency (CIDA) re-established its bilateral aid program.
- In November 2002, Canada's Minister for International Cooperation reaffirmed Canada's commitment of \$100 million in bilateral development assistance to Nigeria over the next five years.
- CIDA programming in Nigeria is focused on three priority sectors: environmental sustainability, health care, and rural development through sustainable agriculture. Gender equality, democratic governance and HIV/AIDS are cross-cutting issues which are integrated into all CIDA activities in Nigeria.

- Since 1999, Canada has approved more than \$82-million worth of projects. Of this, about \$65 million is channelled to HIV/AIDS, basic health, and polio immunization. Some \$13.4 million goes to agriculture and environment. Another \$1.35 million supported voter education, electoral observation and communicating the results of the 2003 elections in Nigeria. The remainder was for general program support.
- Canada also finances several activities in governance, basic education, and health through its Partnership program.

Abuja

Abuja is a new, planned city that has developed since 1976. Located at the centre of Nigeria in a parkland setting with a moderate climate, Abuja replaced the seacoast city of Lagos as the capital in 1991.

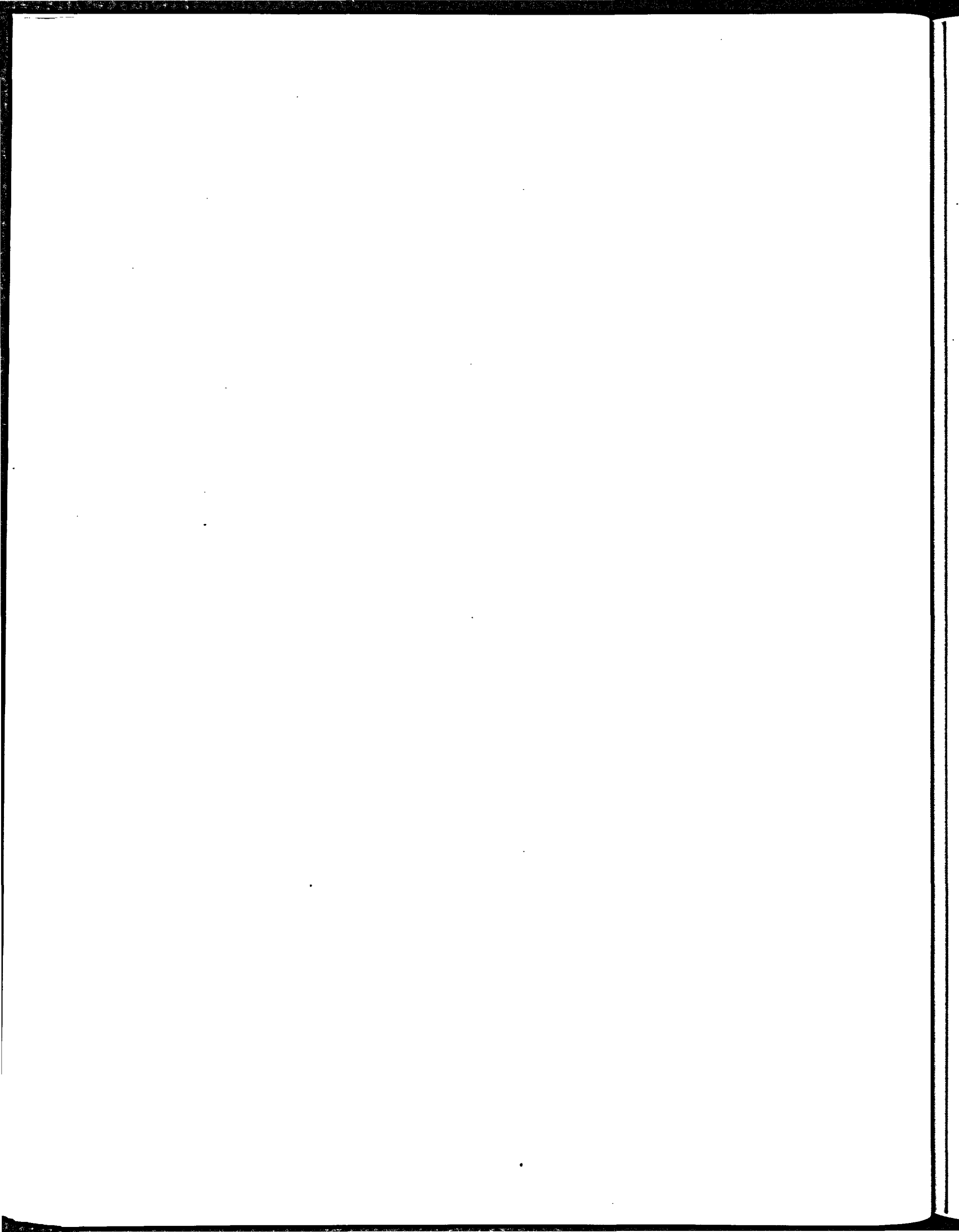
Abuja covers about a quarter of the 800-square-kilometre Federal Capital Territory and was designed for a population of 230,000.

The city plan was drawn up by an American firm and the city centre is the work of Japanese designers. All government ministries are located in the city centre as are many private firms and embassies.

With scenic hills, modern buildings and highways, Abuja attracts convention-goers, mountain climbers, and tourists looking for a quiet holiday.

Abuja hosted the eighth All Africa Games in October 2003.

Biographies



Donald McKinnon

Secretary-General of the Commonwealth

Donald McKinnon was born on Feb. 27, 1939, in Greenwich, England. He attended Lincoln University in New Zealand.

Prior to entering politics, Mr. McKinnon managed his own real estate business and was a farm management consultant.

Mr. McKinnon was first elected to the New Zealand Parliament in 1978. He was New Zealand's longest serving Minister of Foreign Affairs and Trade. He has held a number of senior posts within the government, including Deputy Prime Minister from 1990 to 1996, Minister of Foreign Affairs and Trade from 1990 to 1999, and Leader of the House of Representatives from 1992 to 1996.

As Foreign Minister, Mr. McKinnon developed close Commonwealth ties, at both the governmental and non-governmental levels. In 1995, he was the deputy chairman of the Commonwealth Ministerial Action Group and chaired the Commonwealth Small States Meeting at the Commonwealth Heads of Government meeting in Auckland. In 1998, he was appointed to the five-member Commonwealth Ministerial Mission to Small States.

In 1998, Mr. McKinnon was nominated for the Nobel Peace Prize for his involvement in the resolution between the Bougainvillians and the government of Papua New Guinea.

Mr. McKinnon took office as Secretary-General of the Commonwealth on April 1, 2000.

Mr. McKinnon and his wife, Clare de Lore, have one child. He has four children from a previous marriage.

Olusegun Obasanjo President of Nigeria

Olusegun Obasanjo was born on March 6, 1937, in southwest Nigeria.

Mr. Obasanjo began a 21-year career with the Nigerian army in 1959. He served with a United Nations peacekeeping force in Zaire (now the Democratic Republic of Congo) in 1960 and 1961, and he led a marine commando division during Nigeria's Biafran civil war from 1967 to 1970.

Mr. Obasanjo was the federal commissioner for works and housing in 1975 and the army's chief of staff at Supreme Headquarters from 1975 to 1976. Nigeria's military head of state starting in 1976, Mr. Obasanjo handed over power to a democratically elected civilian government in 1979.

Mr. Obasanjo worked to end white minority rule in South Africa, and he has been active in international mediation efforts in several African countries. At the Commonwealth's request, in 1988 he assessed the security needs of certain countries and officially observed elections in Angola in 1992 and in Mozambique in 1994.

Mr. Obasanjo took office as President of Nigeria on May 29, 1999, and was re-elected in April 2003.

Jean Chrétien

Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University. Called to the bar in 1959, he joined a Shawinigan law firm.

A candidate for the Liberal Party of Canada, Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967, Mr. Chrétien became Minister of State (Finance) and, in 1968, he was appointed Minister of National Revenue.

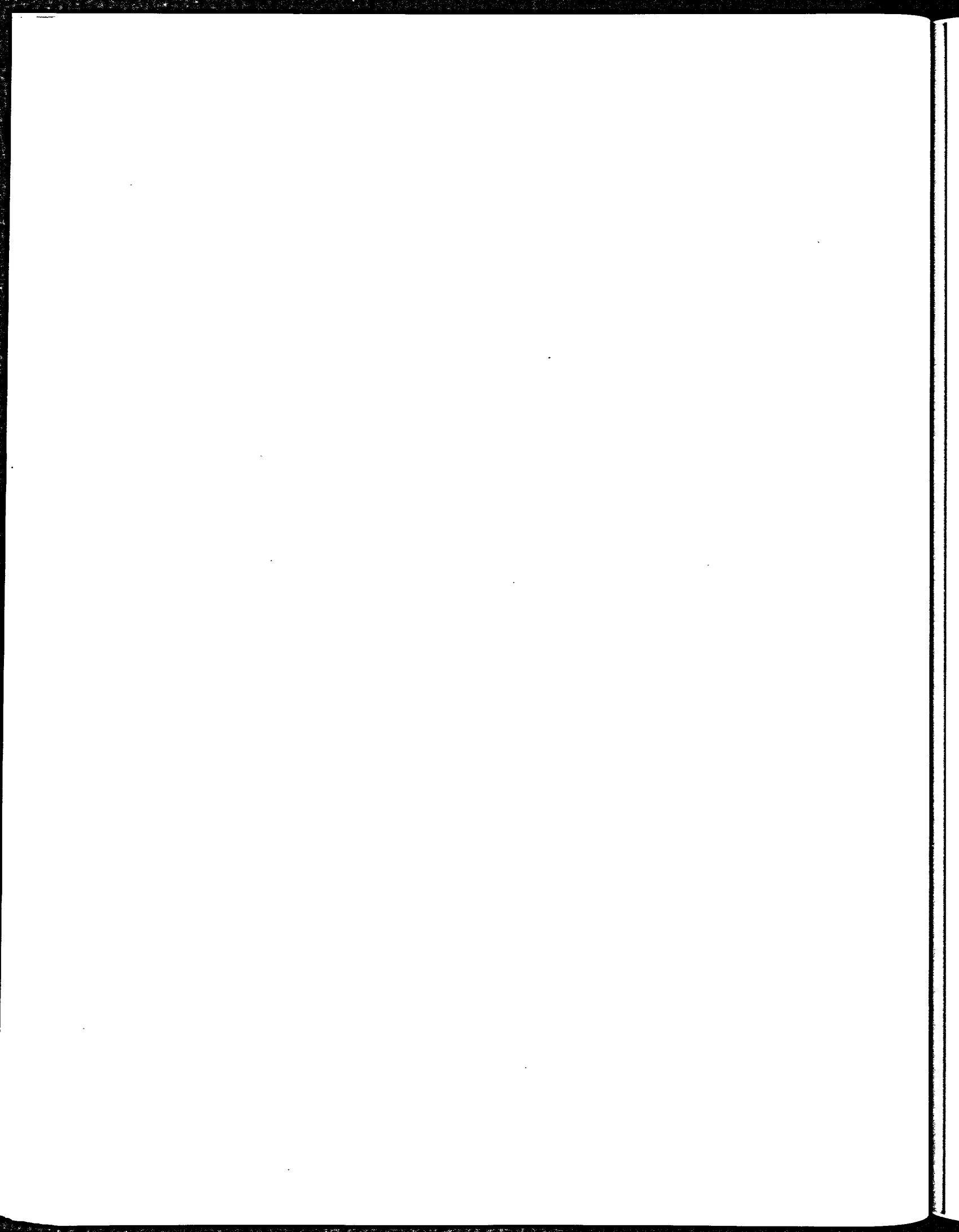
Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976, and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in 1984.

Following the election of 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986, he left politics. From 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior adviser with Gordon Capital Corp.

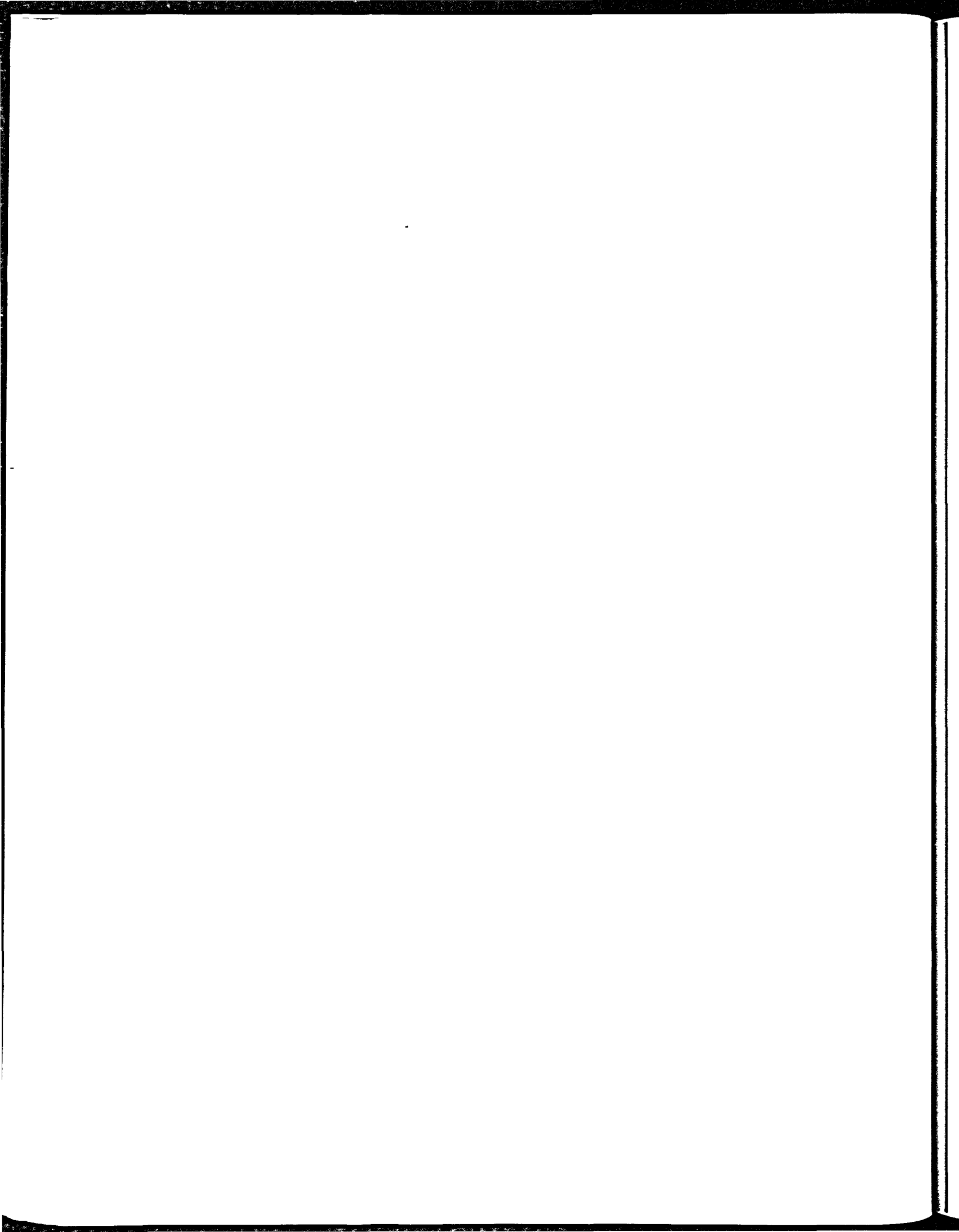
In 1990, Mr. Chrétien returned to politics and was elected Leader of the Liberal Party. In the same year, he was elected to the House of Commons in a byelection and was sworn in as Leader of the Opposition.

Mr. Chrétien became Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993, after his party won a majority of the seats in the House of Commons. He was re-elected to represent the Quebec riding of Saint-Maurice and to lead majority governments in 1997 and 2000.

Mr. Chrétien and his wife, Aline, have three children.



Appendix



*Commonwealth Heads of Government
Coolum, Australia, 2002*

**The Coolum Declaration
The Commonwealth in the 21st Century:
Continuity and Renewal**

At the outset of this new millennium we, the Heads of Government of the Commonwealth of Nations, meeting at Coolum, Australia, renew our enduring commitment to the values and principles which we share. We stand united in:

- our commitment to democracy, the rule of law, good governance, freedom of expression and the protection of human rights;
- our respect for diversity and human dignity; our celebration of the pluralistic nature of our societies and the tolerance it promotes; and our implacable opposition to all forms of discrimination, whether rooted in gender, race, colour, creed or political belief;
- our determination to work to eliminate poverty, to promote people-centred and sustainable development, and thus progressively to remove the wide disparities in living standards among us and overcome the special challenges facing our small state and less developed country members; and
- our collective striving after international peace and security, the rule of international law and the elimination of people-smuggling and the scourge of terrorism.

We reiterate in the strongest terms our condemnation of all forms and manifestations of terrorism. In the aftermath of the events of 11 September 2001 and following our statement of 25 October 2001, we solemnly reaffirm our resolve as a diverse community of nations individually and collectively to take concerted and resolute action to eradicate terrorism. We pledge to work together in fulfilling our international obligations to deny any safe haven for terrorists.

We cannot accept that nearly half the world's population should live in poverty, nor that disease, illiteracy and environmental degradation should continue to blight the lives of many of our people, nor the fact that in too many societies women continue to face discrimination. The benefits of globalisation must be shared more widely and its focus channelled for the elimination of poverty and human deprivation. We stress the importance of equality of access to economic opportunities and the need to apply new international standards such as the OECD Harmful Tax Initiative evenly, equitably and without exception.

The Fancourt Declaration and the UN Millennium Declaration have laid a firm base for us to push back the frontiers of poverty and under-development. In pursuit of the Millennium Development Goals, we call on governments to seize the opportunities presented by the Financing for Development Conference (Monterrey, Mexico, 18-22 March 2002) and the World Summit on Sustainable Development (Johannesburg, August/September 2002) to chart a more sustainable and equitable growth path for the world. We also welcome the groundbreaking proposal from Africa to tackle poverty through the New Partnership for Africa's Development, and will use our best efforts to support similar partnerships in other regions of the Commonwealth. More broadly, we call on all nations to work to reduce the growing gap between rich and poor, and to enhance international support to democracies fighting poverty.

Recognising the links between democracy and good governance on the one hand, and poverty, development and conflict on the other, we call on the Commonwealth Secretary-General to constitute a high-level expert group to recommend ways in which we could carry forward the Fancourt Declaration. This group should focus on how democracies might best be supported in combating poverty, and should report to the next CHOGM.

We are deeply conscious of the threat HIV/AIDS poses to hard-won social and economic progress in much of Africa and elsewhere. As leaders committed to each one of our citizens developing their human potential to the full, we pledge ourselves to combating this pandemic and the spread of other communicable diseases. We urge both the public and private sector, and international organisations, to join with us in a renewed effort to tackle the challenge HIV/AIDS presents to our countries and their people, and to humanity itself.

We recognise the particular vulnerabilities of small states, as well as the need for concerted action by the international community to address their special needs. We further appreciate the importance of systemic changes to respond to these needs, and we commit the Commonwealth to pursue innovative and practical support mechanisms for small states.

Many other challenges confront us daily. As leaders guiding our nations into the 21st century, we need a Commonwealth that both builds on our enduring values and adapts to our evolving needs. We seek a Commonwealth in tune with the future: an organisation which draws on its history, plays to its strengths, vigorously pursues its members' common interests and seizes the opportunities open to it to shape a better world for our children.

We envisage a modern and vibrant Commonwealth working to serve its peoples, with a simplified structure and a clear focus on what it does best. We want the Commonwealth to be an effective defender of democratic freedoms and a peacemaker in conflict, and to work tirelessly in promoting people-centred economic development.

We have adopted the attached High Level Review Group (HLRG) Report which charts a clear future course for the Commonwealth in line with this vision. The HLRG Report sets out concrete steps to build a Commonwealth for the 21st century:

- we determine materially to strengthen the Commonwealth's capacity to support its members' pursuit of democratic values and the rule of law. We have clarified the conditions under which the Commonwealth Ministerial Action Group will in future address serious or persistent violations of the Harare Principles, which go beyond the unconstitutional overthrow of member governments. A clear set of procedures — in which the Secretary-General and the Chairperson in Office will have an important part to play — will help ensure transparent and effective dealing with any member state concerned. We are committed to strengthening the Good Offices role of the Commonwealth Secretary-General and have agreed to strengthen the Commonwealth's work in supporting democratic practice, in resolving tensions, in conflict prevention and resolution, and in post-conflict rebuilding, working in consultation with regional organisations as appropriate.
- in pursuit of a more equitable distribution of the benefits of globalisation and in pursuit of the Millennium Development Goals, we are committed to forging new opportunities for our members in trade, in investment and in private sector development. We have agreed steps which will help our organisation better identify and promote its members' economic and development needs in an increasingly competitive international environment. We recognise the importance of enhancing market access in the global trading system, particularly for the poorest and smallest countries. To this end, we welcome and give our strong support to the agreement reached in Doha on the World Trade Organisation's new multilateral trade negotiations. Through an enhanced facilitation role, we want our

organisation to help member states get better access to international assistance, and to focus the Commonwealth's own related programmes more effectively on the assistance it is best-equipped to provide. We support the HLRG's strategy to bridge the information and communications technology gap between rich and poor.

- recognising that the Commonwealth's future lies in the hands of its youth, we have agreed to create a pan-Commonwealth "Youth for the Future" initiative composed of four related components for technology and skills transfer, and for fostering youth enterprise. We seek to engage youth, young professionals and youth volunteers more closely, harnessing their skills and enthusiasm to make a major practical contribution to the work of the Commonwealth.
- we seek to rationalise and streamline the Commonwealth's governance and organisation to provide a simplified structure capable of responding more quickly and effectively to members' needs.
- we call on the many intergovernmental, professional and civil society bodies which help to implement our Commonwealth values, to join with us in building closer Commonwealth "family" links, and strengthening consultation and collaboration. We are convinced of the need for stronger links and better two-way communication and coordination between the official and non-governmental Commonwealth, and among Commonwealth NGOs. This will give Commonwealth activities greater impact, ensuring that every programme produces lasting benefit.

We cherish our shared history and are proud of what we have achieved together over the years. We are convinced that acting on the recommendations of the HLRG Report will better equip the Commonwealth to meet the challenges of the future. Our common values and unique ways of working together provide a special strength in this, which we treasure. We call on our Secretary-General to work assiduously with the Chairman in Office, the new governing mechanisms and the wider Commonwealth family to translate the outcomes of the review into a practical reality which benefits all our people.

As we plan for our future, we congratulate Her Majesty Queen Elizabeth II on her completion of fifty years as the Head of the Commonwealth. We are grateful for her dedication in the service of the Commonwealth and her strong commitment to the association for over half a century.

*Coolum, Australia
5 March 2002*

*Commonwealth Heads of Government
Auckland, New Zealand, 1995*

**The Millbrook Commonwealth Action Program
on the Harare Declaration**

At Harare in 1991, we pledged to work for the protection and promotion of the fundamental political values of the association, namely democracy, democratic processes and institutions which reflect national circumstances, fundamental human rights, the rule of law and the independence of the judiciary, and just and honest government. We agreed at the same time to work for the promotion of socio-economic development, recognising its high priority for most Commonwealth countries. During our Retreat at Millbrook, we decided to adopt a Commonwealth Action Programme to fulfil more effectively the commitments contained in the Harare Commonwealth Declaration. This Programme is in three parts:

- advancing Commonwealth fundamental political values;
- promoting sustainable development; and
- facilitating consensus building.

Advancing Commonwealth Fundamental Political Values

**Measures in Support of Processes and Institutions
for the Practice of the Harare Principles**

The Secretariat should enhance its capacity to provide advice, training and other forms of technical assistance to governments in promoting the Commonwealth's fundamental political values, including:

- assistance in creating and building the capacity of requisite institutions; assistance in constitutional and legal matters, including with selecting models and initiating programmer of democratization; assistance in the electoral field, including the establishment or strengthening of independent electoral machinery, civic and voter education, the preparation of Codes of Conduct, and assistance with voter registration;
- observation of elections, including by-elections or local elections where appropriate, at the request of the member governments concerned;
- strengthening the rule of law and promoting the independence of the judiciary through the promotion of exchanges among, and training of, the judiciary;
- support for good government, particularly in the area of public service reform; and
- other activities, in collaboration with the Commonwealth Parliamentary Association and other bodies, to strengthen the democratic culture and effective parliamentary practices.

Measures in Response to Violations of the Harare Principles

Where a member country is perceived to be clearly in violation of the Harare Commonwealth Declaration, and particularly in the event of an unconstitutional overthrow of a democratically elected government, appropriate steps should be taken to express the collective concern of Commonwealth countries and to encourage the restoration of democracy within a reasonable time frame. These include:

- immediate public expression by the Secretary-General of the Commonwealth's collective disapproval of any such infringement of the Harare principles;
- early contact by the Secretary-General with the de facto government, followed by continued good offices and appropriate technical assistance to facilitate an early restoration of democracy;
- encouraging bilateral *démarches* by member countries, especially those within the region, both to express disapproval and to support early restoration of democracy;
- appointment of an envoy or a group of eminent Commonwealth representatives where, following the Secretary-General's contacts with the authorities concerned, such a mission is deemed beneficial in reinforcing the Commonwealth's good offices role;
- stipulation of up to two years as the time frame for the restoration of democracy where the institutions are not in place to permit the holding of elections within, say, a maximum of six months;
- pending restoration of democracy, exclusion of the government concerned from participation at ministerial-level meetings of the Commonwealth, including CHOGMs;
- suspension of participation at all Commonwealth meetings and of Commonwealth technical assistance if acceptable progress is not recorded by the government concerned after a period of two years; and
- consideration of appropriate further bilateral and multilateral measures by all member states (e.g. limitation of government-to-government contacts; people-to-people measures; trade restrictions; and, in exceptional cases, suspension from the association), to reinforce the need for change in the event that the government concerned chooses to leave the Commonwealth and/or persists in violating the principles of the Harare Commonwealth Declaration even after two years.

Mechanism for Implementation of Measures

We have decided to establish a Commonwealth Ministerial Action Group on the Harare Declaration in order to deal with serious or persistent violations of the principles contained in that Declaration. The Group will be convened by the Secretary-General and will comprise the Foreign Ministers of eight countries*, supplemented as appropriate by one or two additional ministerial representatives from the region concerned. It will be the Group's task to assess the nature of the infringement and recommend measures for collective Commonwealth action aimed at the speedy restoration of democracy and constitutional rule.

(*It was subsequently announced that the Group would comprise the Foreign Ministers of Britain, Canada, Ghana, Jamaica, Malaysia, New Zealand, South Africa and Zimbabwe.)

The composition, terms of reference and operation of the Group will be reviewed by us every two years.

Promoting Sustainable Development

We reaffirmed our view that the Commonwealth should continue to be a source of help in promoting development and literacy and in eradicating poverty, particularly as these bear on women and children. With a view to enhancing its capacity in this area, we agreed on the following steps:

- to strengthen the Secretariat's capacity for undertaking developmental work through support for its various Funds and especially by restoring the resources of the CFTC to their 1991/92 level in real terms; and to provide adequate resources to the Commonwealth of Learning and to the Commonwealth Foundation;
- to support a greater flow of investment to developing member countries through such schemes as the Commonwealth Private Investment initiative;
- to work for continued progress in assisting countries with unsustainable debt burdens and to promote enhanced multilateral concessional financial flows to developing countries; in particular, to support new and innovative mechanisms for relief on multilateral debt, such as the one proposed by the British Chancellor of the Exchequer at the 1994 Commonwealth Finance Ministers Meeting in Malta, and reiterated subsequently;
- to support the Secretariat in facilitating the adoption by more Commonwealth countries of successful self-help schemes, with nongovernmental agencies and others acting as catalytic agents, for mobilising the energies of people in alleviating poverty;
- to support the efforts of small island developing states to mitigate the effects on their development of environmental change, natural disasters and the changing international trading system; and
- to combat the spread of HIV/AIDS, which threatens large parts of the younger population of many countries, recognising that the effective exploitation of economic opportunities requires a healthy and educated population; and to provide further resources to renew the core funding of the Southern African Network of AIDS Organisations (SANASO), along with increased funding for UNICEF initiatives in Southern Africa.

Facilitating Consensus Building

We were convinced that the Commonwealth, with its global reach and unique experience of consensus building, was in a position to assist the wider international community in building bridges across traditional international devices of opinion on particular issues. We therefore agreed that there was scope for the association to play a greater role in the search for consensus on global issues, through:

- use of their governments' membership of various regional organisations and attendance at other international gatherings to advance consensual positions agreed within the Commonwealth;
- use, where appropriate, of special missions to advance Commonwealth consensual positions and promote wider consensus on issues of major international concern; and
- use of formal and informal Commonwealth consultations in the wings of meetings of international institutions with a view to achieving consensus on major concerns.

12 November 1995

*Commonwealth Heads of Government
Harare, Zimbabwe, 1991*

The Harare Commonwealth Declaration

1. The Heads of Government of the countries of the Commonwealth, meeting in Harare, reaffirm their confidence in the Commonwealth as a voluntary association of sovereign independent states, each responsible for its own policies, consulting and co-operating in the interests of their peoples and in the promotion of international understanding and world peace.
2. Members of the Commonwealth include people of many different races and origins, encompass every state of economic development, and comprise a rich variety of cultures, traditions and institutions.
3. The special strength of the Commonwealth lies in the combination of the diversity of its members with their shared inheritance in language, culture and the rule of law. The Commonwealth way is to seek consensus through consultation and the sharing of experience. It is uniquely placed to serve as a model and as a catalyst for new forms of friendship and co-operation to all in the spirit of the Charter of the United Nations.
4. Its members also share a commitment to certain fundamental principles. These were set out in a Declaration of Commonwealth Principles agreed by our predecessors at their Meeting in Singapore in 1971. Those principles have stood the test of time, and we reaffirm our full and continuing commitment to them today. In particular, no less today than 20 years ago:
 - we believe that international peace and order, global economic development and the rule of international law are essential to the security and prosperity of mankind;
 - we believe in the liberty of the individual under the law, in equal rights for all citizens regardless of gender, race, colour, creed or political belief, and in the individual's inalienable right to participate by means of free and democratic political processes in framing the society in which he or she lives;
 - we recognise racial prejudice and intolerance as a dangerous sickness and a threat to healthy development, and racial discrimination as an unmitigated evil;
 - we oppose all forms of racial oppression, and we are committed to the principles of human dignity and equality;
 - we recognise the importance and urgency of economic and social development to satisfy the basic needs and aspirations of the vast majority of the peoples of the world, and seek the progressive removal of the wide disparities in living standards amongst our members.
5. In Harare, our purpose has been to apply those principles in the contemporary situation as the Commonwealth prepares to face the challenges of the 1990s and beyond.
6. Internationally, the world is no longer locked in the iron grip of the Cold War. Totalitarianism is giving way to democracy and justice in many parts of the world. Decolonisation is largely complete. Significant changes are at last under way in South Africa. These changes, so desirable and heartening in themselves, present the world and the Commonwealth with new tasks and challenges.

7. In the last twenty years, several Commonwealth countries have made significant progress in economic and social development. There is increasing recognition that commitment to market principles and openness to international trade and investment can promote economic progress and improve living standards. Many Commonwealth countries are poor and face acute problems, including excessive population growth, crushing poverty, debt burdens and environmental degradation. More than half our member states are particularly vulnerable because of their very small societies.

8. Only sound and sustainable development can offer these millions the prospect of betterment. Achieving this will require a flow of public and private resources from the developed to the developing world, and domestic and international regimes conducive to the realisation of these goals. Development facilitates the task of tackling a range of problems which affect the whole global community such as environmental degradation, the problems of migration and refugees, the fight against communicable diseases, and drug production and trafficking.

9. Having reaffirmed the principles to which the Commonwealth is committed, and reviewed the problems and challenges which the world, and the Commonwealth as part of it, face, we pledge the Commonwealth and our countries to work with renewed vigour, concentrating especially in the following areas:

- the protection and promotion of the fundamental political values of the Commonwealth:
 - democracy, democratic processes and institutions which reflect national circumstances, the rule of law and the independence of the judiciary, just and honest government;
 - fundamental human rights, including equal rights and opportunities for all citizens regardless of race, colour, creed or political belief;
- equality for women, so that they may exercise their full and equal rights;
- provision of universal access to education for the population of our countries;
- continuing action to bring about the end of apartheid and the establishment of a free, democratic, non-racial and prosperous South Africa;
- the promotion of sustainable development and the alleviation of poverty in the countries of the Commonwealth through:
 - a stable international economic framework within which growth can be achieved;
 - sound economic management recognising the central role of the market economy;
 - effective population policies and programmes;
 - sound management of technological change;
 - the freest possible flow of multilateral trade on terms fair and equitable to all, taking account of the special requirements of developing countries;
 - an adequate flow of resources from the developed to developing countries, and action to alleviate the debt burdens of developing countries most in need;
 - the development of human resources, in particular through education, training, health, culture, sport and programmes for strengthening family and community support, paying special attention to the needs of women, youth and children;
 - effective and increasing programmes of bilateral and multilateral co-operation aimed at raising living standards;
- extending the benefits of development within a framework of respect for human rights;

- the protection of the environment through respect for the principles of sustainable development which we enunciated at Langkawi;
- action to combat drug trafficking and abuse and communicable diseases;
- help for small Commonwealth states in tackling their particular economic and security problems;
- support of the United Nations and other international institutions in the world's search for peace, disarmament and effective arms control; and in the promotion of international consensus on major global political, economic and social issues.

10. To give weight and effectiveness to our commitments we intend to focus and improve Commonwealth co-operation in these areas. This would include strengthening the capacity of the Commonwealth to respond to requests from members for assistance in entrenching the practices of democracy, accountable administration and the rule of law.

11. We call on all the intergovernmental institutions of the Commonwealth to seize the opportunities presented by these challenges. We pledge ourselves to assist them to develop programmes which harness our shared historical, professional, cultural and linguistic heritage and which complement the work of other international and regional organisations.

12. We invite the Commonwealth Parliamentary Association and non-governmental Commonwealth organisations to play their full part in promoting these objectives, in a spirit of co-operation and mutual support.

13. In reaffirming the principles of the Commonwealth and in committing ourselves to pursue them in policy and action in response to the challenges of the 1990s, in areas where we believe that the Commonwealth has a distinctive contribution to offer, we the Heads of Government express our determination to renew and enhance the value and importance of the Commonwealth as an institution which can and should strengthen and enrich the lives not only of its own members and their peoples but also of the wider community of peoples of which they are a part.

20 October 1991